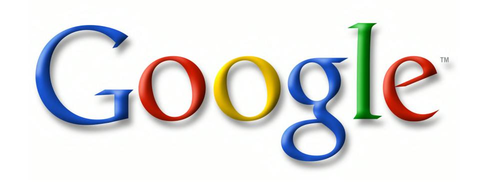

Google


SE TAIRE
FAIRE

A M. Vignaut.
Souvenir affectueux.
C. Jullian

PETITS MÉMOIRES

DU MÊME AUTEUR

La Contre-Guérilla française au Mexique, grand in-18, Lacroix, Verbeeckoven et Cie.

La Créance Jecker, in-8°. *Mêmes éditeurs.*

L'Élévation et la Chute de Maximilien, in-8°. *Id.*

Le Quatre-Septembre, in-8°. *Id.*

L'Armée de Bretagne, in-8°. *Id.*

Mourad V, prince-sultan, prisonnier d'État, in-8°. E. Dentu.

A travers le Passé, in-18. Paul Ollendorff.

Manuel pratique de la Propriété littéraire et artistique aux États-Unis. Cercle de la Librairie.

IMP. CH. LÉPICE, 8-10, RUE DES CÔTES, MAISONS-LAFFITTE

PETITS

MÉMOIRES

PAR

Le Cte É. de KÉRATRY



PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

1898

TABLE DES MATIÈRES

IMP. CH. LÉPICE, 10, RUE DES CÔTES, MAISONS-LAFFITTE.

PRÉFACE

Ces Petits Mémoires, écrits au gré de la chronique, ou bien sous le coup des événements, où sont consignées souvent des scènes vécues par l'auteur lui-même, touchent un peu à tout : au drapeau, à la vie en campagne, à l'amour, à la politique, à la diplomatie, à la littérature, au théâtre, aux choses et aux hommes de l'Ancien et du Nouveau-Monde.

Elles ont un mérite, celui de la sincérité.

Le lecteur pourra choisir celles qui conviendront le mieux à son humeur du moment.

C[te] E. DE KÉRATRY.

Paris, septembre 1898.

PETITS

MÉMOIRES

LA CHARMEUSE NOIRE

SOUVENIRS DE SMALAH

Parmi les vieux Algériens, qui ne se rappelle avec charme l'époque d'il y a quarante ans, où une adorable Parisienne, au rire perlé comme les dents, bien faites pour croquer la pomme, et connue sous le chaste nom d'Elise, régnait à Boghari, pendant que le capitaine X..., son galant seigneur et maître, y commandait en qualité de chef supérieur du cercle? Hospitalité fastueuse, jardins pleins de fraîcheur, jeunesse et gaîté, voilà ce qui attendait alors au passage, dans la maison de commandement située à mi-colline, les voyageurs de marque déjà brûlés par le soleil de l'étape, qui, venant d'Alger, s'en allaient au désert par la route encore mal tracée du Rocher de Sel et de Laghouat. En ce temps-là, le sud de la province d'Alger jouissait d'un calme d'autant plus profond que la poudre avait

cessé de parler en Kabylie, et que le télégraphe, ce semeur des brutales émotions, y était encore inconnu.

Aussi nous, spahis, vivions-nous là, loin du vieux monde, d'une vie presque patriarcale. Notre *smalah* de soldats laboureurs campait, au-dessous de Boghari, au fond de la plaine. Les tentes arabes tissées en poils de chameau, bariolées de noir et de blanc, s'arrondissaient gracieusement autour des gourbis français construits de vert feuillage. Dès que la manœuvre matinale avait cessé, les simples spahis s'éparpillaient dans la campagne, pour aller moissonner leurs lots de terrain. Nous autres, Français, nous nous livrions aux douceurs de la sieste, sous un ciel indigo, au sein d'un vaste silence que troublaient seuls les chants monotones des moissonneurs, entrecoupés par les crécelles des cigales et les hennissements des juments, entravées dans les douars à courte distance des chevaux de l'escadron.

Service d'escortes et de courriers, razzias d'œufs de perdrix rouges destinées à l'élevage des tirés de Fontainebleau, chasses au mouflon, à l'outarde ou au renard bleu, ascensions, en un temps de galop sur les cailloux roulants, jusqu'aux grottes de la montagne rougeâtre de Boghari ; séjour mystérieux des



Ouled-Naid, les noires almées aux chevilles entravées de lourds bracelets d'argent, telles étaient les distractions qui interrompaient le farniente du bivouac. De temps à autre, une gracieuse invitation à la table du commandant supérieur, où les charmes de la maîtresse de maison et l'esprit gaulois reposaient nos yeux des éternels visages voilés, et nos oreilles des duretés de l'idiome arabe.

* * *

Un soir, nous jouissions précisément de cette bonne fortune. On fêtait, en la maison de commandement, le passage du regretté marquis de Compiègne, le vaillant explorateur, qui s'en allait, dans la direction de Tombouctou, visiter les tribus farouches des Touareg, ces condottieri du désert à la lance barbelée et au masque d'étoffe noire. Le repas venait de s'achever sur un verre de vieux Corton, digne du toast porté à la santé du voyageur. La lune montait à l'horizon tout semé d'étoiles.

Pour humer le café, on s'était mollement installé à l'abri d'une vieille rotonde romaine, encore dallée de marbre blanc, aux colonnes tronquées, ombragée par un bouquet de palmiers. Engourdis dans une douce rêverie par

les senteurs embaumées qu'apportait la brise du soir, le cigare aux lèvres, nous vîmes apparaître soudain quatre ombres glissant légèrement sur les dalles. Jambes découvertes, jupes sombres relevées des deux côtés sur la hanche par une agrafe d'argent, chevelures noires haut montées et entrelacées de jasmin et de verroteries, visages bronzés, éclairés par des yeux troublants, elles s'étaient groupées, sans bruit, à l'antique, les bras nus comme la poitrine et gracieusement arrondis au-dessus de la tête, prêtes, comme les Bacchantes, à frapper la terre du pied droit légèrement soulevé.

Alors, derrière un rideau de bananiers résonnèrent des accords d'abord lents, puis plus accélérés, furieux un instant, pour finir en sourdine. Les bayadères, qui avaient débuté par des pas presque chastes, s'étaient peu à peu animées d'un souffle lascif, s'enlaçant dans l'obscurité comme des couleuvres, se quittant sur un coup de tam tam, pour terminer par une valse sans fin, tournant chacune sur elle-même, à la manière des derviches, la jupe sombre ayant disparu et fait place à une gaze vaporeuse, le regard plein de volupté, les lèvres entr'ouvertes, les yeux tournés vers le paradis de Mahomet.

Ces quatre filles des Ouled-Naid étaient vraiment tentantes. L'apparition subite de leurs formes provocantes, brusquement éclairées par les rayons de lune qui venaient de percer la voûte de palmiers, produisait une certaine griserie chez les spectateurs les plus réfractaires au bois d'ébène. L'aimable Elise, Parisienne jusqu'au bout des ongles, s'éventait et voyait sans regarder. Quand la plus jeune des danseuses, haletante, épuisée, fut sur le point de tomber sur le marbre, elle s'affaissa inerte dans les bras du lieutenant Axel, qui la dévorait du regard depuis son apparition, et qui s'était levé brusquement pour recevoir l'enfant défaillante.

L'extinction des feux venait de sonner : c'était l'heure du départ. Désigné pour escorter le marquis de Compiègne, j'étais déjà en selle avec mes spahis. Nous marchions bientôt sur la route de Laghouat ; et à travers la nuit limpide, derrière nous, s'effaçait progressivement la silhouette blanchâtre de la maison de commandement.

*
* *

Après trois mois de course dans les sables du petit désert, je rentrai à Laghouat. Ce fut

avec un plaisir ineffable que je mis pied à terre au seuil de mon gourbi et que je retrouvai les camarades, cette douce famille du soldat. J'appris bientôt que le roman d'amour, commencé sous l'antique rotonde, avait eu un lendemain.

Le lieutenant Axel, qui servait dans nos rangs comme stagiaire, au titre étranger, était d'origine suédoise. De taille élancée, plein de distinction avec sa moustache blonde et ses yeux d'un bleu clair, des façons charmantes, froid et calme au feu comme au plaisir, notre compagnon d'armes avait subi le coup de foudre, au moment psychologique où l'homme du pôle et la fille de feu s'étaient rencontrés dans une voluptueuse étreinte.

On me raconta que, depuis mon départ, le Suédois s'en allait dans l'ombre, chevauchant à travers les sentiers brûlés de Boghari, suivi seulement de son fidèle spahi Bel-Kassem, chaque soir où son service lui laissait quelques heures de liberté. Mais d'enjoué qu'il était, son air était devenu grave, presque triste. On sentait un cœur ravagé par la passion. Par sympathie pour lui, chacun respectait le mystère dont il croyait s'entourer, et nul n'avait osé l'interroger sur les suites de son aventure. Quand on questionnait son ordonnance Bel-



Kassem, le noir restait muet ou répondait qu'il ne savait rien.

Avec moi, il se montrait moins farouche. Il se souvenait qu'un jour, dans la mêlée d'une fantasia, il avait été désarçonné et foulé aux pieds des chevaux. Grâce à mes soins, il avait guéri. La mémoire de ma sollicitude me l'avait attaché : moi-même, je m'intéressais à lui. Taillé en athlète, il avait l'âme d'un brave et servait d'entraîneur à mon peloton.

Un matin où, bras et jambes nus, la gandoura retroussée jusqu'aux reins, il lavait à grande eau le cheval encore fumant de son officier, chantonnant entre ses lèvres un refrain discordant, je l'abordai. — « Tu as été encore cette nuit à Boghari ? » — « Oui, maréchal des logis. » — « Il aime donc bien Aicha ? » — Bel-Kassem leva lentement la tête, me regarda d'un air défiant, et d'une voix sourde me jeta ces mots : « Aicha n'aime pas le *roumi* (le chrétien). »

Je m'éloignai tout pensif.

*
* *

Malgré le léger souffle de fraîcheur qui commençait à tomber avec la nuit, une buée d'étuve planait encore sur la principale rue

de Boghari, toute poussiéreuse, échauffée des ardeurs du jour, imprégnée des acres odeurs échappées des échoppes arabes. Fritures à l'huile rance et parfums éventés se confondaient dans la même exhalaison qui prenait à la gorge. Des lanternes de papier, éclairées de lumignons tremblotants sous la brise, miroitaient d'un ton blafard le long des sombres ruelles où les Ouled-Naid accomplissent leurs mystères. Voix rauques de femmes, chants d'hommes avinés et cris de vrais fauves en rut montaient dans la nuit et s'y croisaient avec le cri plaintif des grues, défilant en bataillons serrés à travers les régions éthérées.

A la pointe du rocher de Boghari, sur une petite place égayée d'un dattier et arrosée du jaillissement d'une source tombant de la roche vive, s'entr'ouvrait une grotte creusée dans le roc. L'entrée en était à moitié masquée par un riche tapis du Kef, aux lourds plis, aux franges épaisses. A travers une demi-obscurité, le regard pouvait démêler graduellement le bizarre aspect de l'intérieur. Dans un coin, enveloppée d'une maigre cotonnade bleue, allongée sur la dalle nue, dormait une vieille négresse. Plus au fond, le long de la muraille blanchie à la chaux, accroupis, immobiles,



abrutis par l'enivrante fumée du lin brûlant dans le fourneau des chibouks, aux longs tuyaux de cerisier, une flûte de roseau et un *derbouka* sonore placés et tranchant sur la peau cuivrée de leurs genoux osseux, respiraient bruyamment deux monstres de laideur aux lèvres épaisses et à la laine crépue. Ce sont des musiciens qui attendent la clientèle.

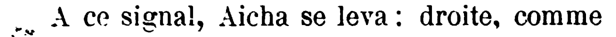
Puis, au milieu de la chambre, sous une coupole de verre dépoli qu'une lampe primitive réfléchit de sa pâle lueur, étendue sur une peau de panthère encore brute et rugueuse, se détache en relief une jeune fille au corps idéal, voilé de soie blanche et transparente. Accoudée sur son bras droit, elle repose rêveuse. C'est Aicha, couronnée de ses seize printemps.

Soudain, elle tressaille au bruit d'un hennissement: « Namouna », s'écria-t-elle d'une voix argentine, « voilà le seigneur. » La vieille négresse, bien vite sur pied, après avoir ramené sur sa nuque flétrie les mèches de ses cheveux blanchissants, se précipita au dehors, sur la place où venait de déboucher un cavalier arabe. C'était l'officier suédois, venu ce soir-là tout seul, sous un déguisement indigène. Pendant que la vieille, saisissant d'une main les rênes du cheval, pe-

sait de l'autre sur le large étrier en baisant la botte de l'étranger, Axel sauta lestement à terre. Namouna attacha la monture au dattier, et le voyageur, pénétrant dans la grotte, vint jeter sur le corps de la jeune fille, qui n'avait point varié sa pose indolente, une jonchée de fleurs de jasmin et de grenadier, ses fleurs favorites. Aicha se contenta de remercier son hôte d'un gracieux signe de tête, et piqua coquettement un rouge bouton de grenade dans sa noire chevelure.

*
* *

Le chrétien s'était assis à ses côtés sur un coussin du Maroc : deux fois, il essaya d'enlacer la taille de l'indolente ; deux fois, elle se déroba à son étreinte et à son baiser. Vierge elle était, vierge elle voulait rester. La conversation ne tarda pas à languir. Le Suédois déguisait mal sa tristesse. Aicha, presque muette, effeuillait le bouquet qu'elle venait de tresser. Elle fit un geste. Alors, la négresse apporta au Suédois une tasse de café brûlant enserré dans son dé d'argent : du même coup, les musiciens préludèrent par des notes, tantôt lentes, tantôt saccadées.


A ce signal, Aicha se leva : droite, comme



une statue tournant sur son pivot, à petits pas comptés, elle décrivit un cercle, les deux mains sur les hanches, dansant du haut du corps, la gorge en avant, modulant son chant sur le rythme aigu des instruments, les yeux fixés obstinément sur la peau de panthère. Aux accents de l'almée, une vipère cornue, vraie fille du désert, lovée dans une corbeille d'alfa, se déroula paresseusement, puis se dressa comme une flèche, dardant sa langue de feu, suivant d'elle même toutes les évolutions de la charmeuse, dont le visage allait s'inclinant peu à peu vers le reptile qu'elle fascinait d'un regard inflexible. Soudain, la musique s'éteignit avec l'incantation, et, d'une seule et brusque détente, la vipère s'enroula autour du cou de la vierge noire: on eût dit un collier aux écailles de bronze rehaussé par l'éclat de deux rubis.

*
* *

L'officier avait éprouvé un cruel malaise à contempler ce spectacle : son amour dédaigné, encore plus excité par cette froideur de feu, grondait sourdement au fond de son cerveau, où venaient s'agiter les idées les plus étranges. Il demeura quelques instants absorbé, le front

étreint entre ses mains, en proie à l'hallucination superstitieuse qu'éveillaient en son âme de chrétien les sortilèges de la magicienne. Pendant ce temps, la jeune fille faisait rentrer la vipère dans son nid de verdure.

Axel releva la tête : son parti était pris.

« Aicha, je veux te parler, mais à toi seule. »

D'un geste de reine, celle-ci congédia les musiciens qui sortirent, suivis de la négresse maugréant tout bas. — « Aicha, je t'aime à en mourir. — Cela ne peut durer plus longtemps. — Ne veux-tu pas enfin te donner à moi ? » La charmeuse resta silencieuse.

« Eh bien ! veux-tu te vendre ? » murmura-t-il à son oreille d'une voix étranglée, « voici deux cents douros. » Ce disant, le Suédois jeta furieusement sur la peau de panthère cinquante pièces d'or qui tombèrent en tintant aux pieds de l'orgueilleuse.

Alors, Aicha, impassible, se dépouilla de ses voiles : puis, belle et fière de sa nudité marmoréenne, elle se dirigea vers la porte, souleva la lourde draperie encore à moitié relevée et revint sur ses pas, après l'avoir laissée retomber. A l'intérieur, le silence se fit ; au dehors, on eût pu voir une forme humaine se glisser à travers l'ombre de la nuit et se tapir à l'entrée de la grotte.





*
* *

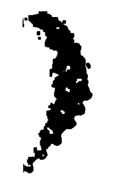
Au matin, tout dormait encore au camp. L'aube commençait à peine à strier l'horizon de larges bandes de pourpre rougeâtre. Le chant de l'alouette dans les airs et de la caille dans les blés sonnait le réveil de la nature. Le lieutenant Axel reposait sous sa tente, rêvant à sa courtisane. Réveillé en sursaut par la diane qui sonnait à Boghari, il se leva et vint entr'ouvrir le rideau de sa tente pour appeler son ordonnance. A peine eut-il regardé au dehors, qu'il poussa un cri terrible qui mit en rumeur tout le bivouac.

Au sommet d'une perche, ruisselante de sang, une fleur rouge de grenadier entre les lèvres serrées, ses longs cheveux flottant au vent, était fixée la tête de la vierge noire. Au bois était piqué un papier, tracé en caractères arabes : « Aicha était ma fiancée. Elle t'a vendu son cœur : je te donne sa tête. Signé Bel-Kassem ! »

La nuit venue, sous un ciel embrasé d'éclairs et de sirocco, le Suédois s'en alla d'une folle allure vers la grotte de Boghari : il y entra d'un pas ferme, s'étendit sur la peau de panthère encore froissée des étreintes de la veille, et, saisissant à sa ceinture un pistolet d'arçon, se logea une balle droit au cœur.

MARLY AU XIXe SIÈCLE

L'histoire de Marly, où le président de la République s'est rendu en déplacement de villégiature, légèrement troublée d'ailleurs, peut se résumer en deux mots: grandeur et décadence. Sur un signe du grand Roi, fatigué du faste de Versailles et avide d'un « modeste ermitage », pavillons, bassins, gerbes et cascades étaient sortis de terre comme par enchantement, sous la baguette magique de Mansard Hardouin, neveu du célèbre François Mansard. C'est ainsi qu'en l'an de grâce 1679, disparurent « les marécages, le cloaque où les environs jetaient leur voirie, véritable repaire de serpents et de charognes, de crapauds et de grenouilles », au dire de Saint-Simon.



L'art vint aider la nature: Lebrun, Mignard, Coysevox, Coustou et Lepautre peuplèrent de toutes les divinités de l'Olympe, appartements, massifs et parterres. Il manquait une forêt. On



en vit une toute touffue, accourir dé Compiègne en arbres gigantesques. Bref, l'ermitage, « cette cellule entreprise pour n'y pouvoir dépenser », coûta plus cher que Versailles et que toutes ses splendeurs délaissées.

Le château de Marly était devenu la résidence privilégiée. Pour être « des Marly », les entrées en Cour ne suffisaient plus. Le caprice du maître, dépouillé de sa majesté, désignait seul favoris et favorites : plus d'étiquette ; il était défendu de s'y découvrir devant le Roi, fait homme, qui criait, à haute voix, à ses invités : « Le chapeau, messieurs ! » Mme de Maintenon, elle-même, qui y trônait sous ses longues coiffes et sous ses voiles noirs, ne put « gagner aucun privilège aux voyages de Marly » ; tout ce qu'elle obtint, fut de cheminer quelquefois dans un carrosse à part.

C'en était fait bientôt de la gaieté et de la Cour brillante de Marly. Avec le pauvre roi Jacques II, ayant perdu son royaume et venant mendier des secours, la tristesse et le deuil y étaient entrés en maîtres. Désastres d'Espagne et sur le Rhin, c'étaient les précurseurs de la mort qui allait frapper sans pitié toute la lignée royale.

La petite vérole emporte le dauphin ; la duchesse de Bourgogne, l'ange de Marly, se



meurt; le duc, digne élève de Fénelon, l'espoir de la France, tombe empoisonné comme sa femme; un mois après, le duc de Bretagne, devenu dauphin, les suit dans la tombe, frappé par la même main mystérieuse. Le pavillon royal voit enfin Louis XIV pleurer, et le grand Roi, sans forces, mais non sans majesté, quitte Marly pour aller tristement mourir à Versailles, quinze jours après, 1er septembre 1715.

*
* *

Marly a vécu. La Dubarry règne à Lucienne et Marie-Antoinette ne se plaît qu'à Trianon. Un soir, Louis XVI y annonce sa venue: ce sont les adieux de la royauté à cette charmante résidence. Le Roi martyr y passe une heure furtivement, dans son atelier de serrurerie, à la recherche de papiers importants, et se réveille le lendemain à Paris, prisonnier de la Révolution.

Au nom de la Convention, Treilhard vint livrer à l'encan la terre et baronnie de Marly-le-Chastel, achetées des deniers de Louis XIV. Marly-le-Roi est baptisé « Marly-la-Machine ». Les couches royales sont dispersées aux quatre vents des enchères. On jette par les fenêtres la

vaisselle et tout ce qui porte les emblèmes royaux; écussons, bronzes et statues sont martelés par la populace avinée, et l'on promène le buste de Marat à travers les jardins saccagés. Moyennant 51,000 francs, soldés en numéraire, et 412,361 francs d'assignats, un Auvergnat du nom de Sagniel reste propriétaire du château et du parc, bien vite dépecés par la bande noire, et Napoléon Ier ne peut racheter que des ruines qui font retour désormais, comme déjà la forêt, à la liste civile.

Depuis lors, le silence s'est fait dans cette vaste et ombreuse solitude; il n'a plus été troublé que par la défaite d'un gros des alliés en 1815, dans l'engagement livré à la porte du Roi, ouvrant sur le plateau de Rocquencourt, et par le sinistre roulement des canons allemands de 1870. Sauf les réserves des chasses officielles, les bois ont grandi dans le calme de l'abandon, tout éventrés qu'ils sont à cette heure par deux forts d'approche, dont les feux se croisent, par-dessus la Seine, avec ceux de la rive droite.

Mais aux flancs du Marly royal, si tristement disparu, que nous venons d'évoquer, et où le caquetage des pies et des corbeaux a succédé à celui des belles dames et des courtisans, s'est développé un second Marly moderne

qui était dans tout son éclat aux débuts du second Empire, et dont les hôtes, femmes célèbres, artistes et gens de lettres en renom, ont réveillé pour un temps la vie et l'éclat ; ce fut le Marly dix-neuvième siècle, dont tous les souvenirs nous sont restés chers et présents.

Pas un sentier de la forêt, pas une maison du village où notre enfance et notre âge mûr n'aient laissé l'empreinte de leurs pas, tantôt légers, tantôt plus pesants. C'est là que notre jeunesse a chanté, le rire aux lèvres, mouillées par ce bon petit vin marlichois, que les vignerons faisaient payer si cher au Roi Soleil qu'il s'en fâcha par une verte apostrophe antisémitique.

*
* *

Quelle fraîche oasis c'était alors! toute parfumée des senteurs des chèvrefeuilles et des seringas ; on se fût cru à cent lieues de Paris. Ni chemin de fer, ni tramway, ni télégraphe pour troubler le repos de « Mes Délices », où l'on jouait la comédie devant un parterre inoubliable et du cru. Quels spectateurs ! Halévy, Malesville, Alexandre Dumas père, Bayard, Scribe ! Quelles fusées d'esprit dans ces cou-



lisses en miniature dont les indigènes font seuls les frais !

Débutons par le bas du bourg. En face le mur du parc royal, où s'accotaient jadis les boutiques de marchandes à la toilette et de gargotiers qui débitaient la desserte de la Cour, voici la villa « Ma Santé », pleine d'illustres et poignants souvenirs. C'est sous ces frais ombrages que réside, tout d'abord, la superbe tragédienne Rachel. Tour à tour, elle y reçoit les hommages du comte Walewski ou y étudie ses grands rôles : ce soir, les tendres adieux du moineau de Lesbie ; demain, les fureurs de Phèdre ou d'Athalie. Lesbie est morte : voici la belle comtesses de Fitz-James, Cécile de Poilly, qui prend sa place et devient la reine du pays, par droit de beauté et de charité. C'est la vraie grande dame, échappée des boudoirs de Versailles, descendue, le croissant au front, d'une toile de Lebrun, transfigurée par la mélancolie, que Paul Delaroche a immortalisée dans son « Hémicycle des Beaux-Arts » et sa « Bataille d'Hastings ». Mais « Ma Santé » porte un nom cruellement ironique. L'adorable châtelaine y est brûlée vive, grâce à une allumette dont la flamme, qui menace déja sa propre fille qu'elle sauve en se perdant, embrase la simple mousseline

dont elle aimait à parer ses grâces. Jamais reine n'eut de pareilles obsèques! Elle les méritait.

A gauche, de l'autre côté de l'abreuvoir, dépouillé, par la place de la Concorde, de ses fameux chevaux marmoréens, sur le penchant du « Cœur Volant », voici une autre sociétaire de la Comédie-Française : c'est sa doyenne. Malgré ses soixante printemps envolés, elle joue encore les ingénuités, donnant ainsi l'exemple à sa future héritière, la charmante Reichemberg. C'est Anaïs Aubert, dont les triomphes à la scène évoquent *Esther* et les *Enfants d'Edouard*.

Plus haut, c'est l'ancien chenil de Louis XIV, embelli par la veuve de Dupuytren, dont la douceur proverbiale efface les rudesses du célèbre praticien, bourreau bienfaisant. Sur la place de l'Église, en face les « Délices », une petite-fille des anciens seigneurs de Marly-le-Chastel, la comtesse de Montmorency-Luxembourg, cultive la pomme de terre pour les pauvres sur les pelouses que garderont plus tard les sphynx du spirituel auteur de *Nos bons villageois*, croqués sur place. Au coin de la rue Verduron, c'est la modeste retraite du glorieux général Petit, qui reçut les adieux de Fontainebleau.



*
* *

Plus loin, au Champ-des-Oiseaux, d'où la vue embrasse tous les contours sinueux de la Seine, Saintine écrit *Picciola.* Dans le bois voisin se dresse un survivant de Louis XIV, témoin indiscret, mais silencieux, des baisers jadis échangés sous ses ombrages, un châtaignier géant qui mesure vingt-trois pieds de circonférence.

En redescendant de l'abreuvoir vers la Seine, le long de la route pavée, protégée par des ormes séculaires que la hache du Teuton fera crouler durant la guerre de 1870, on entend les mélodies du compositeur Lacombe, on admire les miniatures de Maxime David, digne élève et continuateur de Mme de Mirbel, et l'on se repose sous la véranda de Pitre Chevalier, qui a fait revivre la Bretagne et la Vendée, au souffle des passions du temps.

Toute cette société voisine agréablement et vit en famille. On dîne régulièrement les uns chez les autres, et les jeunes filles, en robes claires, qui ne s'annoncent pas encore fin de siècle, accordent volontiers un tour de valse, et ne manquent pas un bal champêtre, sous les charmilles de la vieille forêt. Nous étions

une bande joyeuse, régnant sur terre et sur Seine, dont les eaux nous appartenaient sans conteste jusqu'à Croissy.

Nous formions alors la seule équipe depuis Bougival, encore bourgeois, jusqu'à Maisons-Laffitte : mais quelle rude équipe que les canotiers de Marly ! Auguste Millard et Ulysse Trélat, devenus gloires de la Faculté ; Charles Sevestre, conseiller à la Cour de cassation ; Wallut, le directeur du Crédit mobilier ; Albert Le Guay, sous-gouverneur du Crédit foncier ; Ferdinand Barrot, le fidèle de l'Empire ; le brave prince Nicolas Bibesco, le seul, hélas ! qui manque à l'appel, et votre serviteur. Les passagères de notre grand canot-yole, c'étaient nos mères ; et Geoffroy Saint-Hilaire, l'ingénieux créateur de « l'Acclimatation », tout jeune encore et fort menu, nous servait de lest. Ah ! le bon temps ! les douces baignades au fil de l'eau, encore limpide à l'époque, et les belles envolées de jeunesse sous les hautes futaies du « Trou d'Enfer ! »

Qui nous rendra le Marly d'autrefois ? Le culte du souvenir, ce plus fidèle des amis !



LA MAISON DE MOLIÈRE

Les gazettes autrichiennes nous apportent l'écho d'un nouveau triomphe de Mlle Sarah Bernhardt sur la principale scène de Vienne; elles poussent même le lyrisme jusqu'à insinuer « que les succès de l'illustre tragédienne, qui a su dissiper bien des préventions, peuvent exercer une certaine influence contre la triple alliance. »

Sans ajouter foi à l'action politique d'une artiste, quelque séduisante qu'elle soit, nous ne pouvons que regretter une fois de plus la disparition de la scène parisienne d'un talent hors ligne qui lui appartenait et qui lui fait défaut. D'autre part, nous avons peine à croire que cette vie nomade à travers le monde, où les plus grandes qualités se gaspillent et s'altèrent au contact d'un auditoire trop souvent ignorant des finesses de la langue française,

donne les satisfactions rêvées à la transfuge de la Comédie-Française.

Que de fois, en dépit des dollars amassés chez les Peaux-Rouges et des ovations prodiguées par les galants Tudesques, elle a dû évoquer les belles envolées de son enfance durant laquelle elle ne songeait qu'à l'art pur et aux grandes traditions du théâtre de Molière, où elle était entrée si joyeuse, et d'où elle s'est échappée si ingrate !

Nous l'avons connue, l'enfant charmante, qui nous avait été recommandée par un ami absent. Dès quatorze ans, elle bégayait déjà les vers de Racine, et pleurait d'émotion sous les gracieux traits de Zaïre, dont les tendres accents lui valurent ses premiers bravos, à la salle de La Tour-d'Auvergne.

Elle vivait alors avec sa mère, dans un modeste appartement contigu à l'Assomption, aussi gaie que studieuse. Je me rappelle le jour où, la prenant par la main, je la conduisis chez un excellent homme, aussi désintéressé que grand comédien, qui avait nom de Provost, et qui m'honorait de son amitié.

Il lui fit réciter : « J'ay nom Eliacin ». Dès les premiers vers modulés par cette voix d'or, qui rappelait l'organe séducteur de Mlle Mars, il s'écria, lui posant la main sur le front :



« J'en ferai l'honneur de la Comédie, et pour rien. »

Il avait tenu parole le digne professeur, Sarah était entrée au Conservatoire, et lui faisait honneur.

Un revers de fortune faillit briser sa carrière. Je retrouve ces quelques lignes de sa main : « Maman me dit, monsieur, que grâce à votre bonté et amitié pour moi, je puis continuer mes chères études. Je vous en remercie à plein cœur. »

Et, plus tard, elle m'écrivait au Mexique :

Vous savez que M. Provost n'est plus au Conservatoire, et que c'est M. Samson qui le remplace. Ce dernier, malgré sa galanterie et son amabilité, ne peut me faire oublier M. Provost, qui me traitait comme un père. Tout est donc changé : ce qui me chagrine beaucoup.

Il faut vous dire que pour le concours j'ai de nombreuses rivales qui toutes me disputent avec acharnement le premier prix. Mais je ne les crains pas, et je travaille de plus en plus pour mon concours auquel j'espère que vous assisterez, pour jouir de mes succès et pour partager mon bonheur et celui de ma mère, qui se donne tant de mal afin de me fournir les moyens de réussir dans la carrière que j'ai entreprise, carrière difficile et pleine de déceptions ; mais pour les personnes qui aiment à briller et à triompher

des obstacles, cette carrière est pleine de charmes! J'aime le triomphe et je marche vers la gloire.

SARAH BERNARDT.

19 mai 1862.

*
* *

Et plus tard, voici le résultat du concours : l'enfant est devenue femme; on sent déjà percer sous l'impatience du premier rang, le *quand même*, qui deviendra sa devise armoriée, l'esprit de révolte et d'aventure qui gâtera sa vie.

Les journaux ont dû vous apprendre le résultat de mon concours; je n'ai pas eu de premier prix ni en tragédie ni en comédie. Ce dernier a été donné à une élève qui ne le méritait guère. Je vous vois sourire et cependant rien n'est plus vrai.

Pour la tragédie, on m'a fait une infamie : je méritais mon prix très sérieusement; mais on n'a donné ni premier ni second aux femmes et aux hommes. Le jury n'était plus composé comme les autres années, de sorte que les nouveaux venus n'ont pu apprécier mes progrès fort sensibles; du reste, vous en jugerez à mes débuts, si vous revenez. En comédie, je n'ai pas mérité plus que je n'ai reçu, mais le premier prix méritait encore moins.



Il faut que je vous raconte aussi une de mes escapades qui avait mis ces messieurs contre moi, et dont je ne vous avais parlé de peur de vous fâcher. Il y a de cela trois mois : on m'a offert un bel engagement au Vaudeville que j'ai accepté avec empressement. J'étais engagée depuis un mois, lorsqu'on me fit demander au ministère pour me reprocher mon imprudence. M. Walewski écrivit au Vaudeville, pour faire briser mon engagement, ce que le directeur refusa. Enfin, après bien des démarches de part et d'autre, mon engagement fut brisé et on me força à concourir. On avait donc éveillé sur moi l'attention du public, peu habitué à ces choses-là. Tout le monde s'attendait à me voir décerner les deux premiers prix. Moi, je pensais obtenir le premier en tragédie et le second en comédie ; et puis, pas du tout! Rien en tragédie et un second en comédie! Ah! j'avais le cœur bien gros, je vous assure, et je crois que j'en aurais fait une maladie, si je n'avais trouvé une consolation aussi bonne que la douleur était vive. Jugez-en : c'était lundi 21 le concours, et le mercredi j'étais engagée au Théâtre-Français.

Ce serait trop long à vous conter par le menu ; mais je suis sûre que cette nouvelle vous fera bien plaisir, puisque vous ne rêviez qu'à ce théâtre pour moi.

SARAH BERNARDT.

29 juillet 1862.

A partir de ses débuts, Sarah ajouta un *h*

à son nom ; mais le bon Provost n'était plus là ! La pensionnaire se livre désormais aux coups de tête, courant du Gymnase en Espagne, pour rentrer à l'Odéon.

A un éditeur qui lui demandait par qui ses mémoires intimes seraient publiés, Mlle Mars se bornait à répondre : « Ah ! si nos bijoux étaient indiscrets ! »

Sarah n'eût pu faire la même réponse, n'ayant jamais su conserver ce qu'elle avait, aussi généreuse que prodigue ; ne devant être assagie que sur le tard par la maternité, préoccupée du sort d'un fils adoré.

Les extraits de lettres qui précèdent ont fait connaître la jeune fille, éprise d'idéal et puis, soudain, amoureuse du bruit et de la réclame, aux dépens de l'art et de sa carrière.

Au milieu de cette vie agitée, où le travail marche de pair avec le plaisir, Sarah s'est recueillie un instant : ce fut pendant le siège, où la souffrance des autres trouva le chemin de son cœur, que n'avaient pas épargné les épines du chemin déjà parcouru : elle se fit Sœur de charité.

Monsieur le préfet de police,

J'espère qu'en souvenir de la petite fille, vous voudrez bien écouter la jeune femme qui, ayant



souffert, veut aujourd'hui, autant qu'il lui est possible, soulager les souffrances des autres.

Mes directeurs étant partis, le théâtre de l'Odéon se trouve fermé. Je viens, en mon nom, tant en celui de mes camarades, vous demander un ordre qui nous permettra d'installer une ambulance pour trente-deux lits dans nos foyers. La presse française, ayant à sa tête le *Gaulois*, se charge de tout le reste.

Je tiens à vous dire, monsieur le préfet, que le théâtre de l'Odéon, subventionné par le gouvernement, est propriété de l'Etat.

Agréez, monsieur le préfet, l'assurance de mes sympathiques souvenirs.

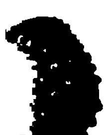
SARAH BERNHARDT.

Après la guerre, ce fut l'époque de ses grands triomphes : la *Fille de Roland*, *Rome vaincue*. Tant d'efforts et tant de labeurs pour aboutir à ce lamentable dénouement, la tournée américaine? *Auri sacra fames* et soif de l'inconnu dont est morte l'incomparable Rachel (de qui Sarah procède comme génie et masque dramatiques, aussi bien que comme tempérament indiscipliné, fantasque et autoritaire), l'emportèrent au loin et l'ont ravie, pour toujours, à un public d'élite et à sa propre gloire. A cette heure, la grande tragédienne d'antan se prodigue aux quatre coins du monde, écrasée sous le poids d'un répertoire qu'elle est

seule à porter et condamnée à asservir ses qualités au goût des clientèles de rencontre, manquant ainsi à toute sa destinée, celle des Contat, Mars et Rachel, à qui la foule parisienne fit de si belles obsèques, en souvenir de leurs longs services à la maison de Molière.

N'eût-elle pas mieux valu, pour l'élève de Provost, que les acclamations de l'étranger, cette couronne d'or que, par délibération du 5 janvier 1839, le comité posait sur le front de l'élève de Samson, avec cette inscription : « A Mlle Rachel, la Comédie-Française. » Certes, il n'a pas dépendu de la bonne volonté de M. Claretie, très soucieux de l'honneur de la maison, mais aussi de sa dignité, que les portes en fussent réouvertes toutes grandes à la célèbre transfuge sur son désir, et à ma requête. En 1887, en effet, on put espérer que Sarah, à qui on faisait remise du gros reliquat encore dû sur son amende, à qui on promettait un traitement des plus honorables et un congé annuel, avec reprise de son ancienneté comme sociétaire, se souviendrait de ses rêves de jeune fille et de ses devoirs de grande artiste. Mais l'impresario exotique, qui souffle à nos artistes l'esprit de désertion de la scène française et qui a tué depuis quinze ans l'art véritable, en lui substituant « l'art fin de





siècle », fabriqué de dollars, fit échouer la combinaison et la ravit encore une fois à ses destinées.

Rachel, sept ans avant de mourir, s'écriait : « J'ai trente-deux ans sur mon acte de naissance : j'en porte cinquante sur ma figure. »

Sarah, née à Paris, et en vraie Parisienne, a la bonne fortune, comme Mlle Mars, appelée à la barre comme témoin, de ne plus se souvenir de la date de sa naissance; elle a donc le droit de se croire éternellement jeune ; mais qu'elle y songe, les heures qui lui restent pour regretter peuvent être courtes.

Ce fut mon père qui, en qualité de président de la commission des théâtres royaux, et sur la demande de son fils, M. Alphonse Bronner, eut l'honneur de prononcer, le 26 mai 1847, au Père-Lachaise, l'oraison funèbre de Mlle Mars, dont la voix enchanteresse m'est toujours restée dans l'oreille.

Je crains fort, en dépit de tous les dithyrambes de commande, d'avoir esquissé, quoique d'une façon bien insuffisante, la future oraison funèbre de Sarah la tragédienne, dont je n'ai pas oublié non plus les accents charmants d'il y a vingt ans.



TRAHISON!

LE MARÉCHAL RANDON

Les accusations de haute trahison, l'avidité malsaine avec laquelle les masses populaires les accueillent, qu'elles soient justifiées ou non, sont le triste privilège et, en même temps, le symptôme certain des époques décadentes, tourmentées par les scandales et par une mauvaise direction de la politique du pays.

Depuis Louis XV, c'est notre histoire courante ; elle reste doublement odieuse quand la calomnie frappe un honnête homme.

Sous le second Empire, il fut un valeureux soldat qui avait reçu le baptême du feu à la Moskowa, qui gagna son bâton de maréchal après avoir conquis la Kabylie, à qui la France a dû le retour de Nice et de la Savoie, qui fut ministre intègre, esclave du devoir, blanchi sous le harnais, administrateur remar-



quable, ennemi juré de tout ce qui fut spéculation. Tous ces titres à la reconnaissance du pays furent vite foulés aux pieds de la stupide multitude quand les fautes politiques des gouvernants de l'époque eurent besoin d'une victime de marque à jeter en pâture aux mauvaises passions.

La bataille de Sadowa, gagnée par les Prussiens le 3 juillet 1866, alors que Napoléon III restait immobile, malgré les remontrances de M. Drouyn de Lhuys et du maréchal Randon, avait porté ses fruits. Depuis lors, le prestige du gouvernement impérial s'en était allé déclinant. M. Rouher ne retrouvait plus ses fameux succès de tribune, et sa majorité, jetant des regards inquiets par-dessus le Rhin, cessait de lui être sinon fidèle, du moins dévouée. Il fallait une diversion à l'opinion publique, devenue défiante.

Le 9 mai 1867, au matin, Paris retentit brusquement, à tous les coins de rue, du bruit de la trahison du maréchal Randon, encore ministre de la guerre quatre mois auparavant. Sur les places publiques, comme dans les salons les mieux informés, on donnait les détails de son arrestation, « ordonnée par l'Empereur », et de sa séquestration dans une forteresse, « accusé qu'il était d'avoir vendu

à la Prusse un de nos canons « modèle ».

L'émoi était aussi considérable dans la province que dans la capitale : des émissaires parcouraient les campagnes et les casernes, porteurs salariés de la nouvelle. Le *Courrier français*, rédigé par Vermorel, s'en faisait audacieusement le propagateur et se posait en accusateur public.

« Quelle était l'officine d'où partaient ces bruits? Quels étaient les agents qui faisaient circuler ces infâmes calomnies? Par quel ordre l'agence Havas télégraphiait-elle ces mêmes calomnies à Rome, Turin, Saint-Pétersbourg, Madrid, Vienne, Berlin, Bruxelles et même aux États Unis? » écrivait le maréchal lui-même en 1867.

Au point de vue historique faut-il se contenter de la réponse suivante :

« Qu'y a-t-il de vrai dans tous ces bruits qui courent sur le maréchal Randon? » disait le prince Oscar de Suède au prince Napoléon.

« — Peuh ! fit le cousin de l'Empereur, il y a un ministre fidèle et un souverain qui ne l'est pas ! »

* * *

Le 21 mai 1871, au lendemain de nos désastres, je recevais de Suisse, à la préfecture



de Toulouse, la lettre qui suit et qu'on peut considérer comme une page d'histoire, pleine d'enseignements.

19 mai, route de Lyon, 335, à Genève.

Monsieur le préfet,

Sans être connue de vous, j'ai peu le droit de faire appel à vos souvenirs pendant votre passage à la préfecture de police; mais la démarche que je tente auprès de vous témoigne de la confiance que j'ai mise en l'honorabilité de votre caractère.

Sous les auspices du nom que je porte et qui appartient à la France, il m'a semblé que je pouvais vous demander de jeter une lumière décisive dans mon esprit, sur une intrigue qui a essayé de ternir ce nom qui, en dépit d'elle, demeurera ma gloire et l'objet constant de mon culte.

Je m'efforcerai d'être brève, et ainsi je ne vous rappellerai par les tendances unitaires qui, prenant naissance dans la jeunesse de l'Empereur passée en Italie, guidèrent sa politique et, de la guerre de 1859, le conduisirent à rester spectateur passif, sinon intéressé de la lutte fatale qui eut pour résultat l'abaissement de l'Autriche... et nos malheurs.

L'appui moral à donner par la France à l'Autriche et une démonstration armée sur la frontière rhénane avaient été vainement réclamés de l'Empereur par deux de ses ministres : il s'y était refusé avec cette force d'inertie qui fut sa vraie

puissance. Sadowa survint. — Nous y fûmes déjà battus. La France ne s'y trompa pas : il était trop tard, et l'entourage officiel, pour excuser une faute énorme, n'eut d'autres ressources que de revenir en arrière ; et à l'enthousiasme bruyant avec lequel on souhaitait naguère les succès de la Prusse, on entendit succéder des regrets hypocrites, des mensonges éhontés et maladroits.

« On n'était pas prêt, disait-on, pour faire la guerre ! »

Sans aucun doute, on ne passe pas du pied de paix au pied de guerre en un clin d'œil, encore moins dans un pays dont tous les organes s'appliquaient à prouver que l'armée est une dépense improductive, et dont les Chambres réduisaient chaque année son budget.

Mais il n'était pas question d'une guerre, puisqu'on ne voulut même pas d'une démonstration armée, paralysée d'avance par la célèbre entrevue de Biarritz. Et cependant qu'arriva-t-il ?

Vous étiez peut-être encore au Mexique, monsieur le préfet. Un beau matin, Paris se réveilla au moyen d'une de ces agitations factices que vous savez, c'était le 9 mai 1867, et au bruit de cette nouvelle : « L'ancien ministre de la guerre « est à Vincennes : il sera fusillé cette nuit. Il a « vendu un canon modèle à la Prusse ! Voilà « pourquoi nous ne pouvions faire la guerre ! »

Sergents de ville, boulangers, épiciers, fruitiers, facteurs, toute cette gente matinale, se rencontrant dès l'aube, à midi, le tour était fait. En même temps, le même jour, à la même heure, sur tous les marchés de France, grâce à des agents qui ne

se cachaient même pas, et dans toutes les grandes villes d'Europe, à l'aide du télégraphe, pareille répétition.

Il fallait toute l'honnêteté du maréchal, qui l'avait maintenu en dehors de l'emploi de telles intrigues, pour qu'il ne reconnût pas, sans délai, l'action de M. Pietri par sa police, d'autant plus que le gouvernement ne démentit rien. ou il le fit de manière à confirmer l'opinion, et, peu après, parurent des articles outrageants dans le *Courrier français*, signés « Vermorel », connu depuis pour toucher 500 francs par mois sur la cassette de l'Empereur.

Ces bruits se répètent à diverses époques selon les besoins de la cause. Le désastre de Sedan, par exemple, a été attribué, dans certaine province très impérialiste, à cette prétendue trahison et aujourd'hui je pressens des agissements analogues qui, pour être moins grossiers, n'en seront que plus perfides et dans le but d'expliquer une inexplicable politique.

Je vous avoue, monsieur le préfet, que je me révolte à la pensée qu'une mémoire qui m'est si justement chère ferait encore les frais d'une réhabilitation insensée. Je ne puis maintenant laisser ainsi s'égarer l'opinion. C'est vrai, je suis seule pour une grande tâche ; j'en sens le poids et le danger. Il faut que je marche sûrement pour ne pas succomber dans une voie où la bassesse des moyens l'emporte le plus souvent sur la vérité. Vous comprenez pourquoi je vous demande instamment les renseignements que vous pouvez avoir sur cette affaire, et dont je ne ferai usage,

je vous l'atteste, que dans la mesure que vous voudrez bien m'indiquer.

Gentilhomme et Français, j'espère que vous voudrez m'aider, dans l'intérêt de la vérité et de notre honneur national. Alors que tant de caractères sont avilis, faut-il laisser confondre celui qui entre tous méritait le respect?

Je suis profondément malheureuse, monsieur le comte, je vous explique ainsi ma lettre. Permettez-moi d'ajouter l'expression de mes sentiments très distingués.

Maréchale comtesse RANDON.

Le maréchal venait de mourir, 13 janvier 1871. Son dernier cri d'agonie avait été : « Oh ! la patrie ! » Il avait trop vécu ! assez pour entendre le nouveau conseil municipal de sa ville natale, Grenoble, qui lui devait tant, entre autres d'avoir recouvré, après l'annexion de la Savoie, son titre de chef-lieu de 22e division militaire qu'elle avait perdu depuis 1830, émettre le vœu que son nom, donné à une des portes de la ville, en fût rayé !

*
* *

A la réception de la lettre de Mme la maréchale Randon, je n'eus qu'à me souvenir que j'avais eu l'honneur d'être choisi par le maréchal comme son porte-fanion pour la guerre



d'Italie, où il devait commander en chef ; que, commandant en chef en Kabylie, il m'avait proposé pour la médaille militaire ; que, ministre de la guerre, il m'avait fait plus tard officier et décoré de la Légion d'honneur. Je répondis nettement à sa veuve, qui m'en remercia.

A cette heure, je crois lui rendre un suprême et légitime hommage en publiant cette lettre admirable de l'épouse, où la tendresse et la virilité s'allient pour défendre l'honneur d'un soldat français indignement outragé par ordre supérieur, et qui, de son vivant, ne put obtenir d'autre satisfaction platonique que la lettre suivante de Napoléon III, en réponse à sa plainte motivée.

Mon cher maréchal,

Je crois que vous attachez trop d'importance aux bruits ridicules que la malveillance s'est plu à répandre sur votre compte. D'ailleurs, ces calomnies s'adressent autant à moi qu'à vous, puisque vous n'avez fait qu'exécuter loyalement mes ordres. Vous n'avez jamais cessé de mériter mon approbation et mon estime, et tous ceux qui vous connaissent vous rendront justice. Croyez que je saisirai, avec plaisir, les occasions qui se présenteront de vous donner de nouvelles preuves de ma sincère amitié et de ma confiance.

NAPOLÉON.

Cruelle ironie du sort! le glorieux soldat aux mains restées pures, n'eut pas la bonne fortune de trouver dans le Parlement de l'époque une majorité vengeresse, pas plus qu'un garde des sceaux pour poursuivre.

Un ministre et un préfet de police semblaient avoir couvert le pamphlétaire Vermorel !

Le maréchal avait pourtant de quoi largement se venger... Il y a noblement réussi, en traçant ces dernières lignes, vrai testament de soldat, loyal comme son épée :

« Lorsqu'on a fait partie d'un gouvernement,
« on doit éviter toute publication qui pourrait
« avoir pour conséquences d'affaiblir le res-
« pect dont est entouré le souverain, et les té-
« moignages de fidélité de ceux qui ont été
« appelés à le servir. — Ai-je tort? ma con-
« science d'honnête homme répugne à le
« croire! »

LE COLONEL MARÉCHAL

SIÈGE DU FORT NAPOLEON

C'était en 1860, le très heureux temps des garnisons à Lille en Flandre. Les salons de la Préfecture, où régnait dans toute sa splendeur Mlle Vallon, la fille du regretté préfet de l'époque, rivalisaient d'élégance avec ceux de la Recette générale, où les somptueuses réceptions de la famille Akermann ont laissé un souvenir ineffacé. Partout, alors, bals et concerts. Le Grand-Théâtre jouissait d'une excellente troupe : en qualité d'officiers au 5e lanciers, nous étions invités à toutes les fêtes, et nous assistions à toutes les premières représentations d'opéra.

Le premier soir où se joua le *Pardon de Ploërmel*, notre capitaine-instructeur, dilettante consommé, tomba en désaccord sur l'air de la valse avec son voisin de gauche, un sous-lieutenant du 99e d'infanterie. Des propos

assez vifs furent échangés. D'arme à arme, on se montrait alors fort pointilleux. Vu la différence des grades, le capitaine Maréchal ne pouvait envoyer ses témoins à un sous-lieutenant. Assis à ses côtés, je pris sa place de bon cœur.

Le lendemain matin, poitrines nues, par un froid assez vif, dans les fossés de la citadelle et sur un beau tapis de neige, nous dégainions. Mes camarades de régiment, l'excellent de Clavière, mort à Paris colonel de cuirassiers, il y a peu d'années, et l'aimable de Bonneval, qui succéda à Mgr le duc de Chartres dans son commandement à Rouen, me servaient de témoins. A la troisième reprise, mon adversaire et moi nous étions touchés... et satisfaits. Depuis lors, l'amitié que m'a gardée Maréchal n'a été brisée que par la mort.

De là, mon droit pour disputer aujourd'hui à l'oubli la vie d'un soldat, dont la modestie égala la vaillance ; d'un héros qui, durant la grande insurrection arabe de 1871, avec des forces infimes contre des masses indigènes, soutint un siège de soixante-trois jours, enfermé dans le Fort-Napoléon, sauva l'honneur national d'un désastre nouveau et conserva la Kabylie à la France ; grand fait d'armes qui,



malgré de retentissants ordres du jour, demeura enseveli sous le deuil de l'année terrible.

Maréchal (François-Victor) était né à Gray (Haute-Saône), d'une humble famille: il fut le fils de ses œuvres. Seul et sans maîtres, il conquit sa place aux écoles de Saint-Cyr et de Saumur. Capitaine, en 1862, au 11e chasseurs alors en Algérie, il fut détaché aux affaires arabes par le gouverneur qui avait su deviner en lui les qualités d'un officier d'élite. Un premier fait d'armes éclatant ne tarda pas à justifier le choix de sa personne.

Au mois de mai 1864, le fameux Si-Lazereg prêche soudain la révolte aux contingents du cercle d'Ammi-Moussa, subdivision de Mostaganem. La possession de ce point, qui commande la vallée de Riou et les communications entre Orléansville et Tiaret, la porte du désert, est indispensable au succès de l'insurrection déjà triomphante : or, une faible redoute, mal armée, comme toujours, protège seule le village.

Maréchal, dont le coup d'œil ne se trompe pas sur le but de l'ennemi qui l'a déjà coupé, n'hésite pas à faire la part du feu : il ordonne d'évacuer le village et se réfugie dans la redoute avec 158 hommes, colons et militaires.

Un seul obusier de montagne, quelques madriers et caisses à biscuit, bonne quantité de cartouches, voilà ses ressources. Le 27 mai, dès le point du jour, des tourbillons d'Arabes s'abattent sur Ammi-Moussa qu'ils pillent et brûlent : la redoute est assaillie des quatre côtés; les défenseurs, bien embusqués, tiennent tête tout le jour et toute la nuit. Mais voici que, le lendemain matin, Si-Lazereg, en personne, débouche avec un renfort de 1,500 fantassins et se lance à l'assaut. La faible garnison, déjà réduite, supporte pourtant le furieux effort qui se continue jusqu'à l'obscurité. Soudain, l'ennemi, avisé par ses espions de l'arrivée, à marches forcées, des troupes du colonel Lallemand, s'enfuit à travers les ténèbres, laissant plus de cinq cents cadavres auprès du blockhauss. En arrêtant court les progrès de cette insurrection, le capitaine Maréchal avait préludé par son sang-froid et son intrépidité au rôle qu'il allait jouer plus tard sur un plus vaste théâtre. Cette belle défense, non moins mémorable que l'affaire de Mazagran, lui valut une citation à l'ordre de l'armée et les galons de chef d'escadrons.

Après avoir pris une part active à la guerre de France, en tête du 3e chasseurs d'Afrique formé à l'armée de la Loire, Maréchal fut



brusquement appelé, en avril 1871, au commandement du Fort-Napoléon, aujourd'hui Fort-National, situé au cœur de la Kabylie dont il est la clé. L'orage grondait déjà dans ces montagnes si péniblement conquises par le maréchal Randon. Le général Lallemand, qui avait vu Maréchal à l'œuvre, s'était souvenu du vaillant défenseur d'Ammi-Moussa et l'avait dirigé en toute hâte sur son poste de combat, comme le plus apte à supporter la tourmente. En effet, elle ne tarda pas à se déchaîner.

Dans la soirée du 15 avril, on vit toutes les crêtes voisines du Djurjura s'illuminer de feux à flammes gigantesques. Le 16, à l'appel des Khouans prêchant la guerre sainte, la Kabylie entière était soulevée, même les tribus amies des Beni-Raten et des Beni-Menguellet avaient fait défection : l'or allemand avait passé par là. A huit heures quarante-cinq du soir, le fil était coupé sur les deux lignes télégraphiques reliant le Fort-Napoléon à la province. Le 17 au matin, les contingents descendaient des hauteurs d'Imainseren et d'Aboudid, incendiaient les villages et les cimetières européens semés aux environs de la place, saccageaient et faisaient flamber l'Ecole des Arts et Métiers, dont les défenseurs

rentraient à grand'peine dans la citadelle. Le blocus était complet, le siège commencé; il allait durer soixante-trois longs jours à travers bien des souffrances.

Pour couvrir un front de 2,261 mètres pris du chemin de ronde, la garnison ne disposait que de 472 combattants, dont moitié composée de mobilisés de la Côte-d'Or : l'artillerie ne comptait que quatre obusiers de campagne, deux canons rayés de quatre de montagne et cinq mortiers.

Les Kabyles vont grossissant de jour en jour : ils entourent l'ouvrage de profondes tranchées, poussent sur toutes les faces leurs travaux d'approche, et infligent à la garnison des pertes sérieuses, grâce au feu incessant de leurs tireurs embusqués sous d'épais figuiers, surtout en face de la porte du Djurjura, la plus menacée, grâce à la déclivité du terrain. La canonnade de l'assiégé répond vivement et fouille de sa mitraille les embuscades, à chaque coin de l'horizon. La fatigue, jointe aux privations, est grande pour l'officier comme pour le soldat : voici déjà huit nuits passées sans sommeil, l'œil et l'oreille toujours au guet. Chacun pourtant fait crânement son devoir. Enfin, l'apparition de la lune à son premier quartier rend la vigilance plus



facile et permet de dédoubler la garde des 17 bastions, que le génie a négligé de protéger par un glacis et dont plusieurs sont dominés de l'extérieur par des pitons tout blanchis de burnous kabyles. De temps à autre, durant les nuits qui se succèdent sans l'annonce d'aucun secours, apparaît sur les remparts une ombre silencieuse qui s'arrête et reprend sa marche : c'est le commandant de la place qui, infatigable, veille, écoute et regarde dans les profondeurs de l'obscurité.

Maréchal m'a souvent conté depuis, la voix vibrante, tout ce qu'avait souffert son cœur de soldat à travers ces rondes solitaires, souvent interrompues par les gémissements des blessés.

Du haut du pic glacial où il portait haut le drapeau de la France, il regardait bien loin, par-dessus les monts embrumés que nous jadis, quinze ans auparavant, escaladions les lèvres noires de poudre et d'un pas vainqueur. Sans aucune nouvelle, mort au monde, il songeait alors à une épouse aimée, à un jeune fils, élève de Saint-Cyr aujourd'hui, laissés seuls là-bas, en pleine invasion, dans un modeste coin de la Haute-Marne, pour courir à son devoir. Il songeait, avant tout, à la patrie mutilée, livrée à l'anarchie, assez déchue de sa gloire militaire pour être ébranlée jusqu'en



cette Algérie, si longtemps témoin des exploits de nos légions! Mais aussi comme il se reprenait vite à l'espérance, à la seule vue de ces frêles enfants de la Côte d'Or, qui dormaient paisiblement sous la fusillade, confiants dans sa bonne garde; enrôlés d'hier qui se battaient gaiement en vieux troupiers, dès que le son du clairon les avait remis debout! Voici la poudre qui parle!

Ce n'est qu'une alerte : un parlementaire envoyé par les chefs kabyles s'est avancé jusqu'à la porte d'Alger, une branche de myrte dans une main et une lettre dans l'autre. Le papier est hissé par un créneau et porté au commandant supérieur.

« Dellys est pris. Les Français sont jetés à
« la mer. Tizi-Ouzou est rasé. L'infidèle est
« battu partout. Alger seul lui reste. Tu peux
« t'y retirer avec les tiens : nous t'offrons
« l'anaya. »

Après avoir lu ce billet, le colonel Maréchal s'avança sur le rempart, déchira le papier, en jeta les morceaux au vent et laissa tomber dédaigneusement ces paroles à l'adresse du messager : « Va dire aux traîtres que leur « châtiment est proche, que leurs corps seront « bientôt la proie des hyènes et des chacals. »



Le lendemain, l'ennemi, guidé par des déserteurs étrangers, venait en galerie jusque sous les murs du bastion nord, et démasquait le feu de deux vieux canons turcs contre la porte d'Alger. Un instant, on est serré de près. Malgré les feux plongeants des courtines, les assaillants touchent au pied du fort : ils ne cèdent le terrain que sous des avalanches de tonneaux de pierres.

Par une claire soirée de mai, une voix montant du dehors se fait entendre des sentinelles. C'est une mélopée arabe, tissue d'imprécations contre les chiens de chrétiens : mais à travers les versets, le chanteur, qui est un ami, a glissé de précieux renseignements. « Tizi-Ouzou résiste encore — prenez garde! « — Ce matin a eu lieu grande distribution « de poudre sur tous les marchés, aux femmes « et aux enfants des insurgés. » (*Journal officiel du siège*).

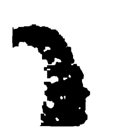
L'avis était sûr. Pendant la nuit éclatent les appels des révoltés à la guerre sainte, suivis de décharges répétées. Les cris féroces se rapprochent, redoublent d'intensité et ne s'éteignent que sous les volées de mitraille : on a eu affaire aux tribus lointaines des Illouta et des Beni-Idger qui viennent d'arriver à la rescousse de leurs coreligionnaires.

A la froidure avaient succédé brusquement les lourds orages du printemps : la ration diminuait ; on en était à la viande de mulet.

La situation s'aggrave : on a entendu les coups sourds des travailleurs qui piquent une galerie de mine souterraine destinée à faire sauter le fort. Il n'y a plus hésiter. Une sortie est résolue. Les assiégés se précipitent comme la foudre sur les Kabyles, bouleversent les ouvrages les plus redoutables. On entend des cris de douleur monter du fond des ravins, puis le silence se fait au milieu d'un intense brouillard. Les portes du fort se sont refermées sur la vaillante petite troupe qui, hélas ! n'a pu rapporter tous ses morts.

Déjà trente-six jours de siège ! Les Kabyles ont mis en batterie de nouvelles pièces d'artillerie de portée plus juste. Les froids sont revenus, la misère est grande et les forces diminuent. Aucune nouvelle ni d'Alger, ni de France ! Quelle sombre tristesse ! mais point de découragement. Le colonel Maréchal, avec sa sérénité imperturbable qui en impose à tous, reste l'âme de la défense. Pourtant, dans la soirée du 21 mai, il semblait préoccupé du silence gardé par les rebelles depuis la veille, et il ordonna de doubler les postes.

Vers deux heures du matin la nuit était



calme. Pas d'autres cris que les glapissements des chacals. Les réchauds de rempart éclairaient comme d'habitude les abords de la place demeurés solitaires. A deux heures et demie la prière du muezzin se fait entendre au levant, vers Aboudid : un quart d'heure à peine écoulé, elle est répétée au couchant vers Gurfeah. C'est le signal de l'assaut général. Les balles sifflent sur le fort comme la grêle. Une foule torrentielle vient battre les murs, en poussant des cris sauvages accompagnés des *youyous* stridents des femmes qui marchent à la curée des chrétiens.

Le fort est totalement cerné. Les forcenés, malgré une pluie de pierres, dressent des échelles le long des remparts et grimpent aux flancs de la place. Grenades, mitraille et fusillades se croisent à travers les airs. La garnison, qui n'a pas été surprise, tient ferme à ses postes et, vers cinq heures, à l'aube naissante, elle a la consolation d'apercevoir les longues files d'insurgés regagnant la montagne et emportant morts et blessés à travers ses raides sentiers. Dix-sept échelles abandonnées le long des murailles sont harponnées et rentrées dans la citadelle.

C'était un vrai succès, assez chèrement acheté d'ailleurs. Mais, dès le lendemain, l'as-



saillant avait reparu plus audacieux, coupant tous les chemins par de nouvelles tranchées. Les averses glaciales qui tombent sans interruption viennent accroître la détresse des assiégés dont l'espoir de délivrance diminue de jour en jour. On ne songe plus qu'à bien mourir.

Tout à coup, le 26 mai au soir, des cris d'enthousiasme éclatent, comme une traînée de poudre, de bastions en bastions. On s'embrasse comme des naufragés sortis du gouffre. C'est qu'un émissaire fidèle, parti du quartier-général français, a pu franchir les lignes : il vient d'apporter un billet authentique du général en chef, qui est en marche avec sa colonne sortie d'Alger, pour réduire l'insurrection. Il n'est pas loin : dans la plaine de Sebaou, où il opère vigoureusement. Il demande si la place peut tenir encore huit jours, temps nécessaire pour vaincre les tribus soulevées.

L'heure avait quelque chose de solennel. L'âme du soldat, oubliant tout ce qu'il a souffert, s'est subitement attendrie. La sainte loque aux couleurs nationales a donc retrouvé le chemin du bon combat ! Et alors, au milieu d'un silence religieux qu'encadre le calme de la nuit, toutes les poitrines haletantes, le colonel Maréchal répond lui-même, par huit coups



de canon, signal indiqué, dont les échos se répercutent sourdement de sommets en sommets, allant porter au général Lallemand l'assurance qu'officiers et soldats français, unis dans le même esprit de sacrifice, sauront encore souffrir pour la patrie malheureuse.

Mais la besogne n'était pas moins rude pour la colonne de secours. Il lui fallait reconquérir un pâté montagneux, raviné par les torrents, où chaque pic couronné d'un village fermé avait été transformé en véritable forteresse par les rebelles qui résistaient pied à pied.

Cependant le 28 mai, du sommet du Fort-l'Empereur, les guetteurs aperçoivent en feu les villages des Beni-Iraoussen, et plusieurs fusées tricolores, sillonnant les airs de leurs reflets lumineux, indiquent que la marche en avant de nos bataillons se poursuit victorieuse.

Le reflux des révoltés qui grossissent sensiblement autour de la place confirme la prévision que les contingents kabyles sont refoulés de la plaine sur le Djurjura. Pendant plusieurs jours, le bruit du canon se rapproche. Mais, dure déception, à partir du 2 juin, tout, au loin, retombe dans le silence le plus inquiétant. Aussi les insurgés retrouvent-ils leur hardiesse pour harceler la place. Notre colonne

aurait-elle subi un échec? Le brouillard grisâtre qui, depuis une semaine, dérobe à la vue le plus proche horizon, se déchire le 7 juin, et, à travers une trouée, laisse entrevoir le télégraphe aérien de Tizi-Ouzou qui vient de hisser son pavillon avec le signe : **O—'** *Urgence.*

Au moment où il commence à parler, un plus épais brouillard enveloppe les collines, emportant avec lui le secret d'une communication impatiemment attendue. Le bivouac. détrempé par des pluies torrentielles, n'est plus tenable, malgré les feux allumés. Les munitions d'artillerie s'épuisent; heureusement, la ration d'eau-de-vie n'a pas encore fait défaut. Enfin, le 15 juin, le télégraphe de Tizi-Ouzou, qui apparaît comme la colombe de l'arche, annonce l'ascension de la colonne victorieuse. C'est le signal de la délivrance. Les postes sont aussitôt doublés : car un grand mouvement des rebelles s'opère sur la route d'Azouza; ils vont jouer leur dernière partie.

Le lendemain, 16, à dix heures du matin, les clairons des zouaves et des chasseurs à pied, dont les avant-gardes se profilent sur les crêtes, sonnent la charge, bien douce aux cœurs des assiégés : c'est la voix de la France qui vient à leur secours. Les Kabyles, surpris





par une marche de nuit des colonnes Cerez et Lallemand et écrasés entre leurs deux feux, tourbillonnent comme les flocons de neige et vont concentrer leur résistance sur les pitons qui dominent le Fort-Napoléon. Aussitôt la place ouvre ses portes, et la garnison opère une vigoureuse sortie, pour donner la main aux colonnes en marche. Le colonel Maréchal, escaladant à revers les positions escarpées d'Aguemoun et d'Imainseren, derniers refuges de la révolte, s'empare de l'artillerie ennemie. Après quatre heures de combat, l'horizon était en flammes : les deux gros villages s'écroulaient sous l'incendie, et à deux heures, tambours battants, les troupes libératrices bivouaquaient en avant de la porte d'Alger glorieusement mutilée, où, en leur présence et à leurs acclamations enthousiastes, le général en chef saluait en ces termes émus la poignée de braves et son chef, qui avaient su maintenir au cœur de la Kabylie le vieux renom de la France.

ORDRE A LA GARNISON DE FORT-NAPOLÉON

Officiers, sous-officiers et soldats,

Quoique étroitement bloqués et entourés par des bandes sans nombre de Kabyles, calmes, ré-

solus, pleins de confiance, vous avez courageusement supporté les privations, les fatigues et les dangers d'un siège de soixante-trois jours.

En se révoltant, les insurgés se flattaient d'avoir facilement raison de votre petit nombre, mais, grâce à vous, grâce à votre vaillant chef, déjà connu pour sa belle défense d'Ammi-Moussa, tous les efforts des Kabyles se sont brisés contre votre résistance énergique.

La France n'a pas cessé d'affirmer sa puissance, au centre même du pays insurgé : de tous les points de la Kabylie, on aperçoit toujours cette place, désormais glorieuse, que quelques gens de cœur ont conservée à leur patrie, à la civilisation.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Je serai heureux de faire connaître au gouvernement une défense qui vous honore grandement devant le pays, et de mettre en relief la belle part qu'y ont prise les mobilisés de la Côte-d'Or et la milice locale.

Le général de division,
Commandant les forces de terre en Algérie,
LALLEMAND.

Au camp, devant Fort-Napoléon, le 16 juin 1871.

Dix ans plus tard, par une sombre soirée du 20 décembre 1880, Maréchal, colonel du 6e dragons, en garnison à Joigny, allait mourir dans un modeste appartement de la rue des Pyramides, à Paris. Le climat d'Afrique avait terrassé le soldat encore dans la force de

l'âge. Calme comme au feu, il venait de me recommander les êtres aimés qu'il laissait derrière lui. Je sautai dans une voiture et je courus à l'Élysée. Introduit par le général Pittié dont le cœur était haut placé, j'exposai au Président de la République, qui m'honorait de son amitié, que le colonel Maréchal n'avait plus que quelques heures à vivre, qu'il était proposé au choix pour le grade de général et pour la croix de commandeur ; que le pays devait bien une consolation suprême au défenseur de la Kabylie, dont le nom est resté légendaire là-bas. Le chef de l'État, ému par ces actes d'héroïsme qu'il ignorait, estima que l'agonisant avait bien droit à ce dernier hommage de la patrie et signa une lettre rédigée à la hâte par le général Pittié qui invitait le ministre de la guerre à libeller le décret conférant au colonel Maréchal la croix de commandeur.

Muni du précieux papier, j'entrai rue Saint-Dominique. Il était sept heures du soir. Le général Farre, retenu à une commission, n'était pas encore de retour au ministère. Un de ses aides de camp, affectionnant particulièrement Maréchal, se chargea de la requête et me promit d'apporter le brevet au moribond, en toute urgence. Je retournai au chevet du malade et

lui annonçai la bonne nouvelle. Il comprenait encore : sa main défaillante pressa la mienne et son visage s'illumina d'un regard presque extatique. Peut-être, dans le dernier éclair de sa pensée, se revit-il avec ses braves au plus fort de la mêlée kabyle !

Puis sa tête fine et délicate s'inclina sur l'épaule de sa vaillante compagne qui l'avait disputé à la mort. L'agonie commença : je vois encore son fils aîné debout, dévorant du regard son père vivant sa dernière minute. Le général Faivre et l'intendant général Gaffiot, parents de la veuve, attendaient avec impatience, comme moi-même, l'arrivée de l'aide de camp du ministre qui tardait bien. Enfin, il parut : heureusement le pauvre ami venait de rendre le dernier soupir !

Le général Farre faisait savoir que l'État se chargeait des obsèques du soldat que perdait la France, et s'intéresserait au sort de ses orphelins. Mais le ministre de la guerre, à raison des notes du colonel Maréchal, signalé à Joigny par les frères et amis de Paul Bert, alors tout-puissant, comme pratiquant sa foi, n'avait pas cru devoir accorder la croix de commandeur.

Il l'avait pourtant bien gagnée !... Pauvre France !



UNE VICTIME
DU CARDINAL DE RICHELIEU

ÉPISODE DU SECOND EMPIRE

C'était quelques jours avant le Grand Prix, en l'année où Vermont vainqueur illustra les couleurs de l'écurie Delamarre. Ce matin-là, les jardins des Tuileries étaient tout ensoleillés, et les lilas en fleur embaumaient l'air. On venait de hisser le pavillon tricolore au sommet du palais impérial, où Napoléon III était rentré du château de Compiègne. Les yeux fixés sur le cadran du dôme, je me promenais comme une sentinelle attentive sous ces charmants ombrages, aujourd'hui à moitié disparus. J'attendais que l'aiguille marquât l'heure de midi moins un quart. Le cœur me battait un peu comme à un premier rendez-vous de duel ou d'amour. C'est que, simple sous-lieutenant de chasseurs d'Afrique, je me rendais à une invitation à déjeuner que j'avais reçue du

grand chambellan au nom de l'Empereur. Le moment venu, je me dirigeai vers le péristyle du Palais ; je rendis le salut aux factionnaires et je gravis lentement le grand escalier où se dressaient, de cinq marches en cinq marches, immobiles comme des statues, des cent-gardes au casque et à la cuirasse étincelants. En franchissant les derniers degrés de marbre, j'aperçus à la dérobée la vaste salle des Maréchaux que je n'avais pas revue depuis vingt ans : je songeai alors au dernier bal d'enfants où notre jeunesse avait galopé sous les yeux bienveillants de la famille royale exilée. Comme c'était loin !

* * *

Introduit, puis reçu par l'excellent général Fleury, qui savait si bien mettre à l'aise ses inférieurs, nous ne tardâmes point à paraître en présence du souverain. Sur son ordre, je me désarmai, et nous le suivîmes dans la salle à manger. Nous n'étions que quatre convives.

Tous ceux qui ont approché l'Empereur ont dû emporter de sa personne la même impression : celle d'un charmeur, à l'âme débonnaire, aux yeux troublants, au langage décidé, à la volonté timide. Il mangeait peu et vite, inter-

rogeait beaucoup. Appelé à la table impériale par faveur réservée à presque tous les officiers qui rentraient de la campagne du Mexique, je subis un véritable interrogatoire sur les hommes et les choses du pays. J'y répondis de mon mieux : mais rien de gênant comme les deux grands laquais acharnés à chaque convive, vous coupant la parole par des offres réitérées de service !

Soudain, l'Empereur me fixa et s'écria :

— Lieutenant, vous portez la trace d'une belle blessure au coin du front. A quelle affaire avez-vous reçu ce coup de feu ?

— Sire, permettez-moi de détromper, à regret, Votre Majesté. Je ne suis qu'une victime du cardinal de Richelieu !

L'Empereur et le général Fleury se regardèrent, pleins d'étonnement, ayant l'air de se demander s'ils avaient affaire à un homme devenu subitement fou.

— Victime du cardinal de Richelieu ! Que voulez-vous dire ? reprit Napoléon III, tourmentant sa moustache.

— Sire, c'est toute une histoire.

— Eh bien ! contez-nous-là, ajouta Sa Majesté en souriant.

— Sire, c'était sous la Terreur. Au milieu de la rue de Seine demeuraient dans la même maison,

en bas, un layetier emballeur; au-dessus, un ancien député du Tiers-État de Bretagne, nommé M. Armez, dont le fils fut lui-même député des Côtes-du-Nord sous le gouvernement de Juillet. Un soir, l'emballeur frappa à la porte de M. Armez, et soulevant sa blouse dont il tira un objet voilé, lui tint ce langage : « Citoyen, il y a quelques jours, à la suite d'une lâche dénonciation qui m'avait fait suspect, vous avez sauvé ma tête. En reconnaissance, je vous apporte celle du cardinal de Richelieu : chez vous, du moins, elle sera en sûreté. »

« Puis, l'emballeur, raconta à son interlocuteur que, chargé le matin, en qualité de chef de section, de violer les sépultures de la Sorbonne, il avait profité de l'absence des ouvriers sortis pour déjeuner; qu'il avait scié à la hâte et tant bien que mal le crâne du cardinal dont la tombe avait été descellée et déjà entr'ouverte, et qu'il avait pu heureusement dissimuler son larcin.

« M. Armez accepta le précieux dépôt, tout en exigeant de l'emballeur une attestation en règle. »



Napoléon III, dont le front s'était assombri, sans doute au souvenir de l'outrage infligé à la dépouille du grand prélat qui cimenta la



France, écoutait très attentivement, le regard redevenu incertain. Le général Fleury, d'un signe approbateur, m'encourageait à continuer. Je poursuivis, pendant qu'on dégustait un café par trop brûlant.

— « Des années s'écoulèrent. Un jour, vers la fin de la Restauration, le 14 février 1829, mon père se trouvait à la prison de la Force, en visite dans la cellule de Béranger auquel il était lié par une longue intimité et qui l'avait fait mander. Le chansonnier, qui subissait sous les verrous les rigueurs de la censure, était malade. Mon père avait amené avec lui son vieil ami, le célèbre docteur Broussais qui, comme Gall, se livrait à des travaux phrénologiques. La conversation vint à tomber sur le cardinal de Richelieu et sur les aventures de sa tête. Le docteur Broussais exprima le plus vif désir de consulter ce fameux crâne qui avait remué le monde. Mon père, compatriote de M. Armez, demeurant toujours rue de Seine, obtint facilement que la précieuse tête lui fût confiée.

« De l'examen du docteur Broussais, il résulta une constatation médicale fort bizarre, confirmant une fois de plus que souvent le génie confine à la folie. Vu le logement des deux lobes cérébraux, complètement inégaux

en volume, l'un s'accusait excessif et l'autre très réduit: signe ordinaire de la démence, ajoutait le praticien.

« M. Armez était retourné, après les événements de Juillet, au fond de sa Bretagne. Mon père resta longtemps dépositaire de la tête arrachée à la sépulture de la Sorbonne. J'ai grandi mes plus tendres années en face d'elle. La nuit, elle me causait des cauchemars insurmontables. Ce masque, jauni et luisant comme un vieil ivoire, faisant contraste avec le marbre noir du secrétaire qui le supportait, ces deux trous béants, cette moustache encore adhérente d'un côté seulement, cette moustache hérissée sur le maxillaire inférieur, imprimaient au mort un rictus éternellement sardonique, éclairé parfois par un rayon de lune se glissant dans la chambre. Un jour, je voulus porter sur ce masque une main profane. Je grimpai sur une chaise qui glissa, et je m'abattis de tout mon poids, tête en avant, sur le coupant du relief de la serrure qui me fracassa le front. Mon père fit partir la tête du cardinal pour la résidence de M. Armez où elle doit encore se trouver. Voilà, sire, comment j'ai augmenté, après coup, le nombre des victimes du cardinal. »

L'Empereur se leva, nous invitant à passer

au fumoir, et, se retournant, m'adressa ces mots :

« Lieutenant, vous m'avez très vivement intéressé. — Ecrivez donc cela. »

ÉPILOGUE

J'étais retourné aux terres chaudes du Mexique : parfois j'y rencontrais, sous les grands bois, des têtes desséchées de pendus qui me remettaient en mémoire le masque du cardinal. J'y appris même que M. Demange, alors préfet des Côtes-du-Nord (ce fonctionnaire vient de mourir), était entré en rapports avec la famille Armez, retirée dans ses terres.

Un beau matin arrivait à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, chez le concierge du ministère de l'Instruction publique, une caisse recommandée : celle-ci séjourna trois jours dans la loge, sous une table, délaissée, inconnue, sans être ouverte. Enfin, un chef de bureau vint procéder à la reconnaissance du colis, en présence de la femme du concierge qui me donnait récemment ces derniers détails. C'était la tête du cardinal, renfermée dans une double caisse, la caisse intérieure faite d'acajou : elle était toujours ornée de sa fine moustache. Le petit-fils de l'ancien habi-

tant de la rue de Seine avait eu l'excellente pensée de la restituer à l'Etat.

On lira avec un double intérêt, étant donnés le sujet et le grand renom de son auteur, la lettre qui suit, écrite hier par mon illustre et vénéré maître, M. Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction publique, en réponse à la demande de renseignements que je lui ai adressée touchant la cérémonie où la tête du cardinal fut solennellement réintégrée, vers la fin de l'Empire, dans sa sépulture primitive.

Paris, 6 février 1889.

Mon cher comte,

J'ai eu la bonne fortune, sans y avoir aucun mérite, d'être rendu dépositaire du cœur de Voltaire que j'ai déposé à la Bibliothèque Nationale, au milieu de ses œuvres, et de la tête de Richelieu que j'ai rendue à son tombeau.

Si vous vouliez bien faire le voyage du quartier Latin et entrer dans l'église de la Sorbonne, vous trouveriez, au-dessus du monument élevé à Richelieu, une longue inscription latine, rédigée par Léon Renier, qui vous donnerait la date de la restitution de la tête du cardinal.

Cette tête n'en était pas une, à proprement parler. Elle avait été sciée du haut en bas, de manière à ne laisser subsister que le front et la fine moustache qu'imposait, même à un cardinal,



la mode du temps; la ressemblance était frappante, et ce masque semblait d'hier. Louis XIII l'aurait reconnu.

Qui m'avait envoyé cette relique? Un propriétaire des Côtes-du-Nord dont je ne sais plus le nom. Mais le *Bulletin de l'Administration de l'Instruction Publique* a dû raconter le lendemain ce qui s'était passé à la Sorbonne et, d'après la date que donnera l'inscription, vous en retrouverez aisément le numéro que je ne possède pas, mais que le ministère doit garder.

La Faculté de théologie, avec son doyen l'archevêque Mgr Maret, assistait à la cérémonie, et un de ses professeurs, l'abbé Perraud, aujourd'hui évêque d'Autun et membre de l'Académie française, fit le discours d'inauguration.

Voilà tout ce que mes souvenirs me rappellent. Il n'est resté dans mon esprit aucune trace de l'intervention de l'Empereur en cette affaire. Mais il se peut que, par ses ordres, Fleury ait agi auprès du préfet des Côtes-du-Nord et, par celui-ci, auprès du détenteur dont l'offre me surprit autant qu'elle me charma.

Hélas! où sont les neiges d'antan? Me voilà bien vieux et bien loin du temps où vous m'aviez pour professeur. Mais je vous remercie de votre bon souvenir.

Votre tout dévoué,
V. Duruy.

Nous laisserons aux admirateurs du cardinal le plaisir de faire en personne le pèleri-

nage au quartier Latin, pour y lire l'inscription de la Sorbonne, tout en formant le vœu que les Vandales ne puissent plus y avoir jamais accès.

LA SAINT-HUBERT EN ALGÉRIE

Il y a de cela trente-sept ans; alors, jeunesse, santé, nul souci dans le cerveau. L'étape avait été longue : c'était la dernière de Constantine à Batna, où notre escadron de chasseurs d'Afrique allait faire relève. Au fond de la vallée formant entonnoir dans les montagnes, quelques lumières vinrent à piquer l'obscurité qui succédait à un court crépuscule. Nous étions arrivés. Hommes et chevaux installés, je me dirigeai vers la dernière maison de la villace que m'avait désignée le fourrier, distributeur des billets de logement.

Parti au petit galop, mon cheval s'arrêta soudain, reniflant, se cabrant et ruant contre son ordinaire. Je sautai à terre, laissant ma bête se débrouiller avec mon ordonnance que je congédiai. Une femme, à bonne figure d'Alsacienne, m'attendait sur le pas de la porte et m'introduisit dans une salle modeste, blanchie

à la chaux. Sur la table fumait une soupe au lard : un grand feu clair, qui n'était pas à dédaigner, flambait dans l'âtre, auprès duquel se chauffaient un géant et presque un nain.

— Nous vous attendions pour dîner, mon lieutenant ; vous ne nous refuserez pas une offre faite de bon cœur ? me dit le premier avec bonhomie. Permettez-moi, ajouta-t-il, de vous présenter mon ami Bombonnel, le fameux tueur de panthères.

Le second reprit aussitôt :

— Permettez-moi de vous présenter mon ami Chassaing, le fameux tueur de lions et maître de céans.

La nature avait bien fait les choses. Chassaing, avec sa large tête à la barbe longue et touffue ; Bombonnel, avec ses yeux de fouine, avec son crâne dénudé, labouré de cicatrices dues à la gueule d'une panthère, ressemblaient aux deux espèces de fauves que chacun fréquentait.

Verres en mains, la connaissance fut vite faite, d'autant que, modeste chasseur de lièvres et de sangliers, j'écoutais avec émotion les récits variés de mes deux braves Nemrod, se faisant justement valoir tour à tour.

J'appris qu'un lion, surnommé le Vieux de la Montagne, marquant large comme le pied



d'un homme, désolait les douars voisins de l'Aurès ; qu'une grande battue avait été ordonnée par le bureau arabe pour le surlendemain, jour de Saint Hubert, qui devait coïncider avec la pleine lune, et que mes hôtes étaient chargés par le sous-préfet de la diriger.

Pressé vivement d'être des leurs, je trouvai l'occasion belle d'une émotion inconnue, et j'acceptai le rendez-vous donné pour le lendemain midi.

En me retirant pour gagner ma chambre, je me trompai de porte. A peine avais-je débouché dans le noir et appuyé mon pied sur quelque chose de mou, qu'un grognement, suivi de rugissements et d'une bousculade vertigineuse, se fit entendre ; pris à l'improviste, je me défendais de mon mieux à coups de plat de sabre.

Apparut aussitôt la bonne figure de Chassaing, riant aux éclats et me criant :

— N'ayez pas peur, lieutenant, ce sont mes trois bibis, que j'ai vendus quatre mille francs au jardin de Marseille !

Les trois bibis étaient trois lionceaux, de taille plus que respectable, rapportés de la montagne, que mon cheval, plus malin que moi, avait devinés.

« Sapristi, lui dis-je, quand on loge des

citoyens pareils, on prévient, » et, légèrement ému, je gagnai mon gîte, désarmé par ses regrets ; mais je ne m'endormis pas sans quelques réflexions sur le rendez-vous donné, d'autant que j'avais été prévenu qu'on devait chasser le Vieux de la Montagne à découvert.

*
* *

A midi sonnant, nous démarrons, tous trois à cheval ; un mulet nous suit, chargé de deux cantines ; pas de tente, rien que des objets de cuisine. Les nuages sont bas et nous masquent les crêtes boisées de l'Aurès, que nous allons gravir, le vent du nord dans le dos. A mi-course de la plaine qui sépare Batna de Lambessa, la vieille cité romaine aux arcs et aux tombeaux encore debout, nous rencontrons le goum arabe qui nous attend, caïd en tête. Cavaliers et piétons, armés de longs fusils, drapeaux, flûtes et *derboukas* (tambourins), rien n'y manque ; le lion n'a qu'à se bien tenir.

Alors que nous franchissons, à travers lentisques et lauriers-roses, les premiers gradins de l'Aurès, la neige commence à tomber dru. A cinq heures, on fait halte sur un vaste plateau. Il est convenu avec le caïd que nous



poursuivons seuls l'ascension, pour reconnaître le terrain et les pistes; qu'on gardera un religieux silence, et que le goum ne nous rejoindra qu'après trois sons de la grosse corne que porte Chassaing; probablement au matin.

Après une demi-heure d'escalade à travers sentiers ravinés, nous nous arrêtons nous-mêmes, et procédons à un repas sommaire.

Puis, après avoir caché nos cantines sous la broussaille, armés de nos doubles carabines à balles explosibles, nous grimpons vers un plateau supérieur, emmenant notre mulet qui doit servir d'appât aux fauves.

La montée est rude sous la bise : à travers la forêt toute blanche, le silence qui s'est fait dans toute la nature est imposant. Le ciel s'éclaircit : rien à l'horizon, qui se découpe à pic sur l'abîme, qu'une hyène qui s'enfuit. Malgré les yeux exercés de Chassaing, qui nous précède, on ne découvre aucune piste; la neige a recouvert le sol.

Nous débouchons sur une large clairière, complètement nue, entourée d'une ceinture de lentisques : c'est le plateau qui domine toutes les gorges, à la rencontre de plusieurs sentiers qui s'enfoncent sous les futaies de chênes verts. Bombonnel tombe en arrêt sur notre

droite : aux premières lueurs de la lune, il nous montre, le doigt sur les lèvres, les pas tout frais sur la neige du Vieux de la Montagne : Chassaing est certain qu'il est en chasse et qu'il va revenir sous peu sur ses pas.

Il n'y a plus à songer à l'appel du goum, qui compromettrait tout. La lune monte : il est tout juste temps de s'embusquer. Chassaing choisit trois postes, séparés chacun de cent mètres et placés en demi-cercle ; celui du centre, devant lequel le pauvre mulet est attaché à un piquet, m'est réservé. Chacun de nous se dérobe sous un lentisque, assis sur le sol, face à la clairière, avec ordre exprès de ne pas bouger, si la bête est tirée, avant un quart d'heure bien écoulé.

Immobile, la main sur la gachette de ma carabine, dont le canon était appuyé sur une branche, les reins mouillés, avalant ma salive, le cœur, tout d'abord, me battit à tout rompre. Puis, à mesure que mes yeux s'habituèrent à ce tapis blanchâtre, éclairé en plein, où seule la bête d'affût faisait tache, je reprenais mes esprits. Le panorama, avec ses pitons cristallisés, m'apparaissait grandiose ; ma seule préoccupation était que le lion ne revînt pas ou me passât hors de portée. Une heure s'était

déjà écoulée. La posture à laquelle j'étais condamné devenait intolérable.

Soudain, dans mon dos, éclate un vrai coup de tonnerre, aux vibrations croissantes, qui s'en vont retentissant de mamelon en mamelon, accompagné d'un souffle final, qui me cloue inerte. Le lion avait débouché derrière moi, puis plus rien. Que faire? bouger, c'était me perdre; j'attendis, recommandant mon âme à Dieu. Tout ce que j'aimais m'apparut comme un éclair.

Une minute — un siècle — s'était à peine écoulée, que le superbe fauve apparaissait sur ma droite, se dirigeant lentement à travers la clairière vers sa proie, balayant la neige de sa queue rigide : puis, il s'arrêta comme pour prendre son élan.

Enfin, je le tenais donc, bien par le travers, admirablement éclairé : j'ajustai froidement, cherchant le défaut de l'épaule. Mais plus je le fixais, moins je le voyais. Le sang m'affluait aux tempes et m'éblouissait. Là où le moral avait tenu bon, le physique se dérobait. Bref, j'éprouvai l'humiliation de ne pouvoir plus tirer, et le grand fauve, passant devant moi d'un air dédaigneux et majestueux, sans doute repu puisqu'il épargnait la pauvre bête folle de terreur, s'en alla, le mufle au vent, du côté

de Chassaing, pour regagner les bois. Alors une détonation éclata : plus rien ne bougea.

*
* *

Trois longs sons de corne ont réveillé les échos : nous accourons vers Chassaing, que nous trouvons le pied appuyé sur le flanc d'un énorme lion à tous crins. De sa balle, il avait coupé net la jugulaire de l'animal, tombé raide mort.

— Pourquoi diable n'avez-vous pas tiré? s'écria Bombonnel. Vous l'avez pourtant eu belle, et je me préparais à vous doubler.

— Je n'ai pas tiré, tout simplement parce que j'ai eu le trac, lui répondis-je, encore tout joyeux de la capture faite.

— Ce sera pour la prochaine fois, ajouta Chassaing.

La prochaine fois n'est jamais venue. Je m'étais bien promis de ne plus retourner à la chasse au lion, et je me suis tenu parole.

Nous étions là encore, discourant et battant la semelle pour nous réchauffer, que des clameurs diaboliques montent de tous les ravins. Des formes blanches, secouant des torches embrasées, gravissent à l'assaut les trois faces du pic, d'où nous dominons la longue chaîne



de l'Aurès, tout argentée. On entend les cailloux rouler sous le galop furieux des chevaux; le tam-tam résonne sous les halliers. Tout à coup nous sommes enveloppés comme d'une sarabande infernale qui tournoie, qui hurle avec les slougis tenus à l'attache et qui, soudain, s'apaise au commandement du caïd.

Après les félicitations modulées devant le vainqueur et les injures prodiguées au mort, les feux s'allument, les moutons rôtissent, le couscoussou s'empile sur les plats de bois. Une vaste *diffa* commence sous les rayons de la lune et se prolonge jusqu'au matin, au son de tous les instruments qui vont porter au loin dans la vallée le cri de victoire.

A l'aube, le cortège se reforma et redescendit les pentes de l'Aurès, précédé du Vieux de la Montagne, porté triomphalement sur une litière de chênes et de lauriers-roses.

Ainsi se célébra la Saint-Hubert de 1862, sur les cîmes de l'Aurès; mes deux compagnons, deux héros, ne sont plus!

LE MARSOUIN

I

C'était un beau gars que René Boullic : on n'en eût pas trouvé de mieux découplé à dix lieues à la ronde dans la vieille Cornouailles.

La chemise entr'ouverte sur la poitrine, tête nue, culotte courte et guêtres de toile, il se profilait sur la colline, appuyé sur sa charrue au repos, durant que son attelage en sueur soufflait au bout du sillon péniblement tracé jusqu'à la crête de la falaise. Pendant la pause, il regardait tour à tour avec sérénité les lames écumeuses accourant du grand large sur la grève et le clocher à jour de sa vieille église aux dentelles de granit.

Quand ses chevaux eurent repris haleine, il se remit gaîment en marche, et entonnà d'une voix mâle ce vieux refrain de Saint-Pol;



Mais quand on m'a dit que pour la guerre
Il faudra quitter mes amours,
Ma métairie et mon vieux père,
Pour partir au son des tambours,
Dam! j'leur dit net: ah! n'entends quet,
Ah! n'entends quet, n'entends quet, n'entends quet!
J'aime mieux ma bruyère
Et mon clocher à jour.

Soudain, à l'extrémité du champ, bordé par un de ces chemins creux qui impriment à la Bretagne son caractère mystérieux, sur le revers du fossé hérissé d'ajoncs aux fleurs d'or, apparut un tricorne de gendarme.

— Ohé! René, approche donc un peu!

— Me voilà, Mathurin, que me veux-tu? Et le gendarme lui remit un large papier, timbré d'un cachet bleu. René lut lentement la feuille de route, passa le revers de sa manche sur son front où perlait quelques gouttes, et murmura ces simples mots: « C'est bon, je partirai ce soir. Je commençais pourtant à espérer qu'on m'avait oublié. »

II

L'horizon s'est empourpré de nacre rosée, aux dernières lueurs qui vont s'éteignant dans la mer; les voiles blanches des sardiniers

s'enfuient à tire-d'aile à travers la baie de Douarnenez. La campagne s'efface déjà sous la brume qui monte du large. On n'entend plus que la grande voix de l'Océan qui hurle sur les brisants du cap de la Chèvre.

Au moment où l'*Angelus* tinte ses dernières sonneries, maîtres et domestiques, debout, découverts, rangés autour de la table de chêne sur laquelle fume la soupe du soir, répètent à demi-ton la prière prononcée par l'aïeul aux longs cheveux. Puis le repas s'accomplit dans le silence; les visages sont sombres. C'est le repas des adieux.

La mère n'a plus le courage de manger et tient étreintes dans ses mains celles de l'enfant qui va brusquement partir pour l'inconnu. En face, Rose, la fiancée de René, la poitrine gonflée sous son couvre-gorge à velours noir, garde ses yeux tristement attachés sur son gars, dont l'air résigné est plein de mélancolie.

L'heure de la séparation est venue : on se dit au revoir les lèvres pleines de sanglots. Le conscrit regarde une dernière fois la ferme où il est né, où il a grandi, où il a aimé. et le voici parti, seul, à travers les landes et les chemins sombres, un léger paquet au bout de son bâton d'érable. Pendant qu'il gagne la station de Châteaulin, les parents, pressés devant



l'âtre du foyer, pleurent à la veillée et disent une neuvaine pour le paysan devenu *marsouin*.

L'orfraie a crié sur le haut du vieux chêne. Mauvais présage à l'heure où reviennent les âmes des trépassés!

III

Le *marsouin*, c'est le mauvais numéro du tirage au sort; c'est le soldat d'infanterie de marine, capote et pantalon bleu sombre, guêtres blanches, épaulettes de laine jaune et casquette à couvre-nuque, dont la statue de pierre, fièrement campée au-dessus de la Seine, se dresse sur une des assises du pont de l'Alma.

On le voit dans les rues de Toulon, Rochefort, Brest et Cherbourg, garnisons des quatre régiments de l'arme. Ceux d'entre nous qui ont accompli le pieux pélerinage le retrouve aussi par milliers, crânes blanchis et troués de balles, alignés comme au jour de la bataille, sous les voûtes sombres de l'ossuaire de Bazeilles, où ils sont entrés dans l'immortalité.

Devenus légendaires seulement depuis 1870, avant comme après, ils ont toujours été héroïques. Depuis 1840, Taïti, Tanger, La Plata, Chine, Cochinchine, Tonkin, Bomarsund, Sénégal, Mexique et Madagascar sont inscrits sur



leurs drapeaux en lettres de feu. Pas une colonie française qu'ils n'aient arrosée de leur sang; pas une contrée lointaine où ils n'aient su bien mourir, obscurs et silencieux, le dernier regard tourné vers la mère-patrie.

C'est le marsouin, soldat amphibie, roulant sans trêve sur mer comme sur terre, toujours prêt à embarquer comme à débarquer, qui depuis sa création, sert de pionnier à la civilisation française jusqu'aux plages les plus reculées des deux pôles, et qui n'a pas moins contribué que son frère le simple matelot à la gloire de notre marine.

Il y a plaisir à voir, comme aux dernières manœuvres du 3e corps d'armée, cette sombre ligne de soldats entraînés, alertes, disciplinés, dévorant leurs 58 à 60 kilomètres par jour, et arrivés au terme de l'étape, aussi frais pour monter à l'assaut que s'ils sortaient de leurs casernes.

Non, certes, elle n'a pas dégénéré de Bazeilles la *division bleue* qui, tout en fournissant aux quatre coins du monde les incessantes relèves coloniales, se tient toujours prête à boucher de sa chair vivante le trou de la frontière, au premier appel du clairon de la revanche.

Voilà pour la gloire, inséparable de l'esprit d'aventures qui fait courir au mirage des



expéditions lointaines et rêver aux pays d'Eldorado.

Mais il y a aussi le revers de la médaille, et il est bien sombre. Ecoutez leur colonel Rey, au retour de sa brillante mais lugubre campagne du Haut-Sénégal : il a vu ses marsouins à l'œuvre !

IV

Ce petit soldat de marine, doux, modeste et discipliné, dont on n'exaltera jamais assez la vaillance, que l'on aperçoit là-bas étendu sous ces tentes basses, celui-là n'est pas un volontaire. Désigné par le sort, fils de paysans ou de pauvres artisans, il s'est arraché avec peine, le cœur brisé, à son hameau, à sa famille ; ou bien, enfant de la grande ville, il a choisi cette arme qui, du moins, lui procurera la satisfaction de faire de beaux voyages, de voir du pays.

Après quelques mois de caserne, dans l'un de nos ports militaires, aux récits merveilleux que ses camarades, oublieux des misères passées et dans la joie du retour, lui ont fait sur ces contrées mystérieuses, il s'est un peu dégrossi ; il s'est défait de sa gaucherie de conscrit. Mais ce n'est qu'insensiblement et comme par

l'effet d'un philtre, dont l'action agit lentement sur ses sens, que son imagination s'est peu à peu échauffée au contact de ces imaginations exaltées; et toutefois, ce n'est pas sans un sentiment de terreur vague qu'il voit venir le jour prochain de l'embarquement. Dans le brouhaha du départ, dans l'émotion des adieux, il a perdu de vue ses peines; le voilà à bord, bientôt il se balancera aux roulis du navire, il fera la manœuvre des voiles comme un vieux loup de mer.

Après une traversée de quinze à vingt jours, il est jeté sur une côte d'une monotonie effrayante, dont la vue produit, chaque fois qu'on la revoit, le même frisson involontaire, la même horreur instinctive, pressentiment sinistre des douleurs qui vous y attendent. Il se trouve au Sénégal comme il aurait pu être débarqué à la Guyane, au Tonkin, ou sur tout autre point du globe.

Journées d'amertume et d'indéfinissables souffrances sur cette terre de désolation.

Epouvantables sont ces journées dans ces postes qui se dressent, isolés, au milieu de dunes sans ombrage, sans villages indigènes même à proximité. Dans cette affreuse solitude, le cœur éprouve toute les douleurs, tous les désespoirs de l'exil. Là, cohabitent avec le soldat



des essaims de guêpes, des légions de rats, de chauve-souris, des serpents dont il est sans cesse occupé à éviter les mortelles morsures. Le soir venu, ce sont des myriades de crabes qui, sortant de la mer, s'avancent comme à l'assaut du poste, en bataillons serrés, la pince haute et frémissante.

Il entend alors, pour la première fois, dans le silence des nuits, ces chœurs lugubres formés des hululements des oiseaux des ténèbres, des hurlements, des ricanements sinistres des hyènes, des glapissements des chacals, cris qui le poursuivront désormais partout et qui hanteront, plus tard, son esprit affaibli, aux heures de fièvre et d'insomnie.

Et ces rudes étapes dans les pays de la soif, à travers des herbages jaunis, fanés, dont les sucs contiennent des poisons mortels, sous un ciel aux nuages grisâtres, où derrière la sombre nue, le soleil plus perfide que dans son éclat, l'ennemi mortel des Européens, guette le premier oubli, la moindre imprudence.

V

René avait déjà vu et ressenti tout cela : il était minuit ; la colonne marchait depuis sept heures. Hommes et animaux étaient harassés.

La grande halte fut ordonnée : alors le gars de Cornouailles se mit à songer au passé. Tout lui revint en mémoire : la lande natale semée de bruyères et d'ajoncs, les adieux sur le quai dn port de Brest. le dernier baiser de la fiancée, la traversée sur le transport, la remontée de Saint-Louis à Kayes sur le petit aviso, que d'énormes troncs d'arbres roulés par le fleuve dans ses eaux terreuses menacent sans cesse d'entr'ouvrir, les dures marches à travers les sables et l'obscurité : puis sa pensée revenait encore au foyer paternel, jadis sa seule patrie. Mais René avait le cœur brave et ses idées s'étaient élargies : il sentait bien que sa vraie patrie c'était la France dont il suivait le drapeau avec fierté, et qui était confié à son honneur de soldat.

A minuit trente, la marche fut reprise. A l'arrière-garde, un médecin faisait distribuer un peu d'eau aux hommes qui, brisés par la fatigue et épuisés par les souffrances de la soif, refusaient d'avancer. Quelques-uns s'attardèrent ; puis, perdant le contact de la colonne, s'étendirent à terre, attendant la mort.

Celle-ci venait vite, car les souffrances de la soif sont terribles, le martyre n'est pas de longue durée : la bouche se dessèche, la langue s'épaissit : l'homme devient haletant, il tombe et râle.



La poudre a parlé ; le tam-tam de guerre s'est fait entendre derrière les grandes herbes.

C'est le combat dans les ténèbres qui se prépare.

Les marsouins ne ressentent plus ni fatigue, ni soif. Ils sont bien résolus à s'ouvrir passage.

Soudain la terre s'illumine. Les plus braves d'entre les guerriers noirs, rampant à terre, se sont glissés à la faveur de l'obscurité et ont mis le feu aux grandes herbes pour enfermer les Français dans un cercle de flammes.

L'incendie s'avance comme une trombe...

L'affaire fut chaude : mais les marsouins passèrent. Et le marabout s'enfuyait vaincu, abandonnant son tata (village fortifié), plein de ses femmes et de ses bagages.

René, toujours en avant, au plus fort de la mêlée, était tombé là-bas l'épaule fracassée ; le sable buvait son sang et les hyènes venaient le flairer. Ramassé à l'aube, il fut évacué sur l'hôpital le plus proche, six cents kilomètres à parcourir à dos de mulet !

VI

La campagne apparaît comme une ombre fantastique à travers le brouillard, qui dégoutte le long des grands hêtres aux fronts

découronnés par le vent de mer. La cloche de la paroisse sonne, d'un air plaintif, le glas des morts, pendant qu'un long et muet défilé d'hommes aux têtes nues et chevelues, suivi de femmes coiffées de la capeline noire, serpente lentement aux flancs de la colline, derrière l'enfant de chœur qui porte le crucifix et les chantres qui psalmodient le *De profundis.* C'est le service funèbre qui va commencer pour le repos de l'âme de René Boullic, mort de ses blessures au Sénégal et dont la dépouille repose solitaire au delà des mers.

Au bas de la colline, Rose, toute vêtue de noir, assise tristement sur la grève, un chien couché à ses pieds, relit pour la vingtième fois une lettre timbrée de Saint-Louis et portant sur l'enveloppe : « Service de l'armée. »

C'était le dernier adieu du marsouin ; vieille romance du pays, touchante jusqu'aux larmes dans sa rustique naïveté, et dont le nom de l'auteur se perd dans la nuit de la légende.

Rose, l'intention d'la présente
Est de t'informer d'ma santé ;
L'armée française est triomphante
Moi, j'ai le bras gauche emporté ;
Nous avons eu d'grands avantages
La mitrail' m'a brisé les os,
Nous avons pris arm's et bagages
Pour ma part j'ai deux ball's dans l'dos.



J'suis à l'hôpital d'où c'que j'pense
Partir bientôt pour chez les morts ;
Voilà dix francs qu'celui qui m'panse
M'a donné pour avoir mon corps.
Je m'suis dit : puisqu'il faut que j'file
Et qu'ma Ros' perd' son épouseur,
Ça fait que j'mourrai plus tranquille
Sachant que j'lui laiss' ma valeur.

Je te recommand' bien, ma p'tit' Rose.
Mon bon chien, ne l'abandonn' pas,
Surtout ne lui dis pas la cause
Qui fait qu'il ne m'reverra pas ;
Lui j'suis sûr qui s' fesait un' fête
De m'voir revenir caporal,
Il pleurerait comme une bête
En apprenant mon sort fatal.

Quand j'ai quitté ma pauvre mère
Ell' s'expirait sensiblement,
A l'arrivé' d'ma lettre' j'espère
Qu'elle sera morte entièr'ment ;
Car si la pauvr' femme est guérite
Elle est si bonn' qu'elle est dans l'cas
De s'fair' mourir de mort subite
A la nouvell' de mon trépas.

Mais il est un' chos' qui m'enrage
C'est d'êtr' fait mort loin du pays,
Du moins quand on meurt au village,
On peut dir' bonsoir aux amis.
On a sa plac' derrièr' l'Église,
On a son nom sur un' croix d'bois,
Puis on espèr' que la payse
Y viendra prier quelquefois.

Adieu, Rose, adieu, du courage.

A nous revoir faut plus songer
Car dans l'régiment où j'm'engage
On ne donne pas de congé ;
V'là q'tout tourne, je n'vois plus goutte
Tout est fini, vlà que j'm'en vas,
J'viens d'recevoir ma feuill' de route
Adieu, Rose, adieu, n'm'oubli' pas (1).

Après avoir relu, Rose s'agenouilla sur la grève, unissant sa prière aux chants funèbres que l'écho renvoyait de la colline, et reprenant lentement le chemin de la ferme, elle glana toutes les fleurs sauvages suspendues aux buissons des sentiers solitaires.

1. J'ai exhumé cette touchante romance de nos bruyères bretonnes, en 1853, dix ans avant que mon ami, M. Jules Claretie, ne se livrât récemment à de savantes recherches sur son origine véritable. (*Note de l'auteur.*)

LE 2 DÉCEMBRE 1851

A LONDRES

On a beaucoup écrit sur les origines du coup d'Etat de 1851. Les chroniqueurs du temps ont généralement attribué à M. de Morny, frère naturel de Napoléon III, la conception de ce second brumaire, et, à les consulter, on croirait que le complot a été tramé entre lui seul et Louis-Napoléon, demeuré impénétrable dans ses projets jusqu'à la veille de l'anniversaire d'Austerlitz. Il y a là une erreur historique que nos souvenirs personnels permettront peut-être de détruire.

D'après ce que nous savons, M. de Morny, aussi bien que les autres conjurés, n'a été fixé par le Prince-Président, sur ses projets, que dans la nuit même qui a précédé le coup d'Etat. C'est de Londres, et non du palais de l'Elysée, que le signal de l'explosion était attendu et est venu, et les véritables acteurs

de ce drame très longuement préparé ont été le comte Walewski, alors ambassadeur de France en Angleterre, et lord Palmerston, chef du cabinet anglais. C'est au *Foreign Office* que s'est élaboré le plan du coup d'Etat.

*
* *

La Constituante de 1848 s'était séparée le 27 mai 1849. Le *Comité de la rue de Poitiers*, formé en vue des élections, avait hautement manifesté son intention de détruire la République. Grâce à ses efforts, sur les 750 membres qui composaient la nouvelle Assemblée nationale, 550 appartenaient aux partis légitimiste, orléaniste et bonapartiste. 200 députés seulement étaient républicains et professaient l'opinion démocratique la plus radicale. Le général Changarnier, à qui la majorité monarchique réservait le rôle de Monck, était maintenu à la tête de l'armée de Paris et de la garde nationale de la Seine. De son côté, le Prince-Président, bien décidé à garder indéfiniment le pouvoir et très préoccupé d'annihiler le rôle du général Changarnier, feignait de jouer le jeu de la majorité qui comptait sur lui, quitte à le renverser après coup, pour ruiner les institutions républicaines. Telle était la situation





respective des partis et des hommes lorsque, le 28 mai 1849, se réunit la « Législative ».

La lecture des notes qui vont suivre, consignées par nous à l'époque, jettera un jour nouveau sur les faits et les personnages. Parmi ces souvenirs recueillis au jour le jour, nous n'avons fait choix que de ceux qui intéressent directement la marche des événements.

28 mai 1849.

La Législative va siéger dans le palais de carton élevé sur la place Bourgogne, en arrière du Corps législatif. Les couloirs de la Chambre sont houleux. Ledru-Rollin, élu dans cinq départements, parle déjà de déposer, au nom de la Montagne, un acte d'accusation contre le ministère, à raison de l'offensive prise par le général Oudinot, commandant l'armée française, contre la République romaine. La défiance est grande dans la majorité contre les Montagnards, et le projet leur est prêté d'envahir la Chambre. Pour assurer la liberté de la représentation nationale, Changarnier vient de proposer à mon père, président de l'Assemblée comme doyen d'âge, de révoquer le lieutenant-colonel Cauvin de son commandement de la force armée destinée à la sûreté de l'As-

semblée, et de nommer à sa place le lieutenant-colonel Foltz : ce qui est fait, avant l'entrée en séance, et est notifié aux questeurs.

Il est décidé en outre que le décret du 11 mai 1848, proclamant le droit appartenant au président de l'Assemblée de requérir directement la force armée, sera affiché dans toutes les casernes.

On fait ainsi coup double contre les révolutionnaires et contre le Président de la République dont les partisans affichent déjà les prétentions à un pouvoir dictatorial. Son cousin, le prince Napoléon, siège au haut de la Montagne.

31 mai 1849.

Le Président est venu assister au grand dîner donné ce soir au Palais-Bourbon, par mon père, comme président de la Chambre. Louis-Napoléon, assis à la droite de ma mère qu'il sait fille d'un général vendéen signataire de la pacification, ne cesse d'exalter les hauts faits des *Blancs*, qu'il qualifie de héros.

Après le dîner, il évite ostensiblement Changarnier, mais se montre plein de prévenances pour le général Le Flô, l'un des questeurs.



8 janvier 1851.

Après un long entretien dans son cabinet au palais de l'Elysée, le Prince décide qu'un subside sera accordé à M. Walker Breit, électricien, qui est venu proposer l'immersion du premier câble sous-marin entre Douvres et Calais. Le Président ne tient aucun compte d'un mémoire du célèbre ingénieur Stephenson qui déclare chimère le projet de M. Breit, et, en congédiant ce dernier, l'engage à pousser aussi vite que possible la réalisation de son projet, « *attendu qu'il est de la plus haute importance pour le gouvernement français d'être en rapport direct et rapide avec le cabinet de la Reine.* »

13 novembre 1851.

Le câble de Douvres à Calais est inauguré le 13 novembre 1851.

16 novembre 1851.

Pendant qu'on applaudit à tout rompre un dernier pas de Fanny Cerrito, qui a créé la *Fille de marbre*, la porte de la loge de l'Opéra (sis alors rue Le Peletier), occupée par mon père et moi, s'ouvre et laisse passage à Chan-

garnier et aux deux questeurs, général Le Flô et Baze. Leur émotion est grande. Le général Saint-Arnaud, ministre de la Guerre, a donné l'ordre d'arracher dans toutes les casernes le texte du décret y affiché depuis 1849, qui proclamait le droit dont était investi le Président de l'Assemblée (alors M. Dupin), pour requérir directement la force armée. Ces messieurs discutent et décident qu'ils présenteront à l'Assemblée, d'urgence, une proposition, disant expressément que le Président de l'Assemblée, « aura le droit de requérir directement la force armée. » On se sépare en se frottant les mains, et l'on prévoit que le ministère du prince Louis-Napoléon sera contraint de se retirer devant le vote de cette mesure par l'Assemblée nationale. Le vote, par la majorité, de cette riposte au défi du général Saint-Arnaud ne fait pas doute.

18 novembre 1851.

L'Elysée est en liesse ; la proposition des questeurs a été repoussée par 408 voix contre 300, malgré la résistance du général Cavaignac, de MM. Grévy et Edgard Quinet, l'Assemblée est désormais désarmée contre toute tentative de coup d'Etat. On compte pourtant



sur l'énergie de M. Dupin, ami dévoué de la famille d'Orléans.

24 novembre 1851.

Ce jour-là, nous devisons gaiement en mangeant des petits pâtés aux huîtres, en fumant une cigarette et en taillant des crayons, dans le bureau des attachés de cabinet au ministre des Affaires étrangères, le marquis de Turgot. Nous étions cinq attachés : Hélion de Villeneuve, tué plus tard comme adjudant de tranchée au siège de Sébastopol; de Bastard, mort en Chine; de Dampierre, dont le nom est resté glorieux, et le baron d'Avril, aujourd'hui ministre plénipotentiaire en disponibilité. L'huissier entra gravement et m'annonça que le ministre m'attendait.

« Monsieur, me dit le marquis de Turgot, tenez-vous prêt à partir ce soir pour Londres, porteur de dépêches destinées à notre ambassadeur. »

C'est ainsi que, par une faveur très recherchée à l'époque, les attachés suppléaient les courriers de cabinet dans les diverses capitales.

Le lendemain matin, j'entrais à l'ambassade de France et remettais à la chancellerie la valise, et, en mains propres, suivant mes ins-

tructions, au comte Walewski, un pli personnel portant le timbre du palais de l'Elysée.

L'ambassadeur, après lecture, commanda immédiatement sa voiture pour se rendre chez lord Palmerston et m'enjoignit de me tenir à sa disposition. Le soir même, de nombreuses invitations furent lancées dans tout le corps diplomatique pour un grand dîner, fixé au 2 décembre : je fus honoré d'une invitation personnelle.

Le 2 décembre au matin, l'ambassadeur m'indiqua que j'avais liberté entière pour la journée. J'en profitai pour me rendre en cab au château de Claremont, désireux de déposer les hommages des miens, qu'elle distinguait particulièrement, aux pieds de la reine Marie-Amélie, cette reine vaillante dont les hautes vertus ont si longtemps honoré et relevé le trône de France. J'avais pour compagnon de voyage un excellent homme, M. Susse, le chef de la grande maison de la place de la Bourse, fournisseur de l'ancienne liste civile, qui m'avait demandé de joindre ses hommages aux miens. La reine vivait alors entourée de tous les siens, sauf de Mme la duchesse d'Orléans. Ce fut un mélancolique pélerinage, à travers le grand parc de Claremont jusqu'au seuil du château, où l'illustre veuve, réfugiée



dans l'exil et dans ses regrets de mère et d'épouse, daigna accueillir les visiteurs avec sa bonté habituelle. Aucune rumeur politique n'avait transpiré à Claremont.

Quand nous reprîmes la route de Londres, nous fûmes bientôt enveloppés d'un brouillard tellement intense que le cocher du cab perdit sa route avant l'arrivée aux faubourgs. Mon inquiétude croissait avec l'approche de la nuit : le dîner officiel était fixé à sept heures et demie et le temps marchait. Quelle incorrection pour un jeune attaché, si par malheur je me présentais en retard !

Enfin, j'arrivai à l'heure prescrite. Quelle fut ma stupéfaction quand j'aperçus l'hôtel de l'ambassade non illuminé, presque plongé dans l'obscurité ! Les gens de service m'apprirent que le dîner avait été décommandé : la vérité était que la plupart des invités s'étaient brusquement excusés de ne pouvoir se rendre à l'aimable invitation de l'ambassadeur de France, les membres du cabinet anglais les premiers.

Quand je pénétrai dans le salon, noyé dans un demi-obscur, j'aperçus la comtesse Walewska toute pensive, immobile dans un fauteuil au coin du feu. Le comte se promenait fiévreusement de long en large : les attachés

de l'ambassade debout, muets et embarrassés. Je fus frappé alors, et la vision m'en est toujours restée, de la ressemblance vivante du comte Walewski avec le premier consul, dont le magnifique portrait en pied de Gérard ornait le grand panneau du salon.

A mon entrée, le comte s'arrêta devant moi et me dit ces simples mots : « J'ai le regret de vous apprendre que monsieur votre père a été arrêté avec plusieurs de ses collègues de la Chambre, dans une réunion illégale tenue à la mairie de la rue de Grenelle-Saint-Germain. » Puis il se remit à arpenter le salon, les mains derrière le dos. Je fus vite mis au courant par un de mes collègues. Un coup d'Etat avait eu lieu à Paris.

Les dernières nouvelles de Paris, transmises par le câble Breit et déjà connues dans la Cité, étaient mauvaises pour la cause du Président de la République. Le corps diplomatique avait jugé prudent de s'abstenir, jusqu'à nouvel ordre, de tout rapport officiel avec l'ambassade de France.

Le dîner fut sombre et court : à neuf heures, le comte nous dépêcha au télégraphe, pour être plus vite renseigné. Mille bruits circulaient. Les princes d'Orléans, disait-on (bien tranquilles à Claremont), avaient essayé de



à
n
n
is
r

qui
....
re,
u'il

hez
ait
le

ne
nés,
une
vre-
nne
ante
tés,
r.
ndai
is la
lade.
illard
ermo-
e, sa

A la fin de la réception, je sollicitai de l'ambassadeur la faveur de repartir de suite pour Paris, ma place n'étant plus dans un salon officiel. Le comte Walewski me répondit :

« Pas avant demain matin, et je vous attends à sept heures pour recevoir mes instructions. Vous appartenez à la carrière jusqu'au moment où votre démission aura été acceptée. » Je n'avais qu'à m'incliner. Au point du jour, il me remit un pli pour le Prince et m'en confia verbalement le contenu, avec ordre d'anéantir le papier qu'il me remettait si les insurgés tenaient encore la gare du Nord à Paris et m'arrêtaient.

Arrivé le soir sans encombre, j'attendis le ministre, en me promenant sur la terrasse du jardin du ministère, qui longeait le boulevard des Capucines, et d'où j'assistai au défilé des régiments de cavalerie balayant les boulevards. Le marquis de Turgot me prescrivit de porter moi-même au Prince, à l'Élysée, le pli dont j'étais porteur.

Au palais, tout était sens dessus dessous : les estafettes et les officiers se croisaient en tous sens. Personne à qui m'adresser pour avoir accès auprès du Prince. Enfin, le capitaine des guides, Desondes, ce brillant soldat et viveur, tué plus tard à Solférino, m'introduisit.



Le Président lut, me remercia et me congédia avec ces mots : « J'ai donné l'ordre de mettre en liberté monsieur votre père, qui avait été enfermé à la caserne de cavalerie du quai d'Orsay. Vous le retrouverez en bonne santé. »

Le soir, après avoir installé en sûreté à un hôtel de la rue de Beaune Mme Le Flô, dont le mari était interné à Mazas avec les autres généraux, j'entrai un instant au café d'Orsay, à l'entresol, où nous nous réunissions souvent.

J'y allai aux nouvelles : j'y retrouvai le capitaine Desondes qui était en train de perdre au lansquenet plus qu'il ne voulait contre le commandant Rouher et de Boisaubin, le prodigue créole de la Guadeloupe, si connu à l'époque,

Le dernier enjeu du capitaine, resté malheureux jusqu'au bout de la partie engagée, fut un magnifique cheval noir dont le Prince lui avait fait cadeau le jour même.

Desondes avait perdu son cheval : lord Palmerston perdait bientôt son portefeuille, pour avoir reconnu le coup d'État sans avoir consulté aucun de ses collègues du ministère, et moi qui avais perdu ma place d'attaché, j'avais du moins gagné une future pension que j'ai

négligé de réclamer en qualité de fils d'une victime du 2 Décembre.

Tout cela m'est revenu en mémoire en retrouvant mon passeport diplomatique de 1851, visé à Paris le 24 novembre, et, à Londres, le 3 décembre.

BÉRANGER

Le tempérament français est en train de subir une évolution des plus fâcheuses pour les destinées de notre race. Cette manifestation s'accuse nettement dans les procédés et les allures du génie national. Désormais, plus de nerfs que de muscles !

Tout peuple civilisé s'exprime par la parole, par la plume, par le geste et par les arts ; c'est à ces signes particuliers qu'on peut reconnaître son élévation ou sa déchéance.

Or, qu'est devenu l'éclat de notre tribune parlementaire, jadis rivale heureuse de celle des Fox ? La saine langue de nos pères y est même méconnue. A défaut de génies, les orateurs s'y font de plus en plus rares, sous la cloche pneumatique du suffrage universel.

La presse, si alerte dans le cours du siècle, élevée depuis au rang de quatrième pouvoir, a-t-elle gagné en majesté ce qu'elle a perdu



en dignité ? Séduisante jadis jusque dans ses entraînements, elle n'inspire plus aujourd'hui que crainte ou méfiance. Chez elle, le calcul a remplacé la passion : elle a créé une clientèle qui se complaît dans le scandale. C'est le règne de la langue verte, même quelquefois jusque dans la chaire de Bossuet, où le prédicateur, pour plaire au goût du jour, consent à déserter les hauteurs sereines que n'a jamais quittées l'éloquent Père Lacordaire.

Le geste, de narquois ou gamin qu'il était, encore élégant dans son débraillé, est devenu impudique. Dans l'art chorégraphique, sur la première de nos scènes, au pas chaste et vaporeux de Gisèle a succédé la danse lascive : sur la place publique, la gavotte et la bourrée, ces joyeuses filles de nos anciennes mœurs populaires, ont fait place à la danse du ventre. N'avons-nous pas assisté, lors de la dernière Fête nationale, à de vrais accouplements pyrrhiques, éclairés par les lampions officiels.

En fait de pantomime, nous voici loin du gai Pierrot de jadis : celui de nos jours s'est fait lugubre ou macabre, pendant que les modèles nus, non plus voilés par l'art qui purifie, mais déshabillés par l'unique goût de luxure, font les délices de nos jeunes, sous l'œil bienveillant du commissaire de police



hynoptisé. Si l'immoralité flagrante suscite un contradicteur, on le traite de gêneur qui empêche de danser en rond, aussi bien que le municipal traditionnel.

Dans nos expositions artistiques, le public, dont l'éducation se fait à la devanture des kiosques, s'empresse autour des sujets les plus risqués. Cela s'appelle le clou, et la masse se rue, lors du carnaval modernisé aux exhibitions laïques des blanchisseuses, qui défilent gorges au vent: voilà qui vaut bien le vieux jeu des processions!

Aux crayons aussi instructifs qu'amusants de Cham et de Daumier, les maîtres du genre, à ces caricatures spirituelles qui ont charmé le vrai Parisien, la fin de siècle oppose le fusain naturaliste de Forain, consacré aux Robert Macaires et aux Alphonses de tous les mondes, et cela pour l'édification de la foule cosmopolite dont se meurt le nouveau Paris. La littérature et la gravure, qu'on recherche le plus, n'aspirent, à la grande joie des névrosés, qu'à devenir l'atelier de dissection de l'abject et de la laideur morale.

Et la chanson! cette vieille chanson gauloise qui disait tout, sans rien accuser, qui réconfortait grisette et ouvrier, qui égayait la chambrée comme l'atelier, moitié grivoise,

l'enseignement du maître, à l'amour de la chanson, ce premier lait de notre race: son cœur et son estomac ne s'en porteront pas plus mal. Elle verra que rien de nos jours n'a su la remplacer.

Rochefort, c'est le pamphlet brutal ; Drumont, c'est la satire ardente qui blesse et emporte le morceau. Où réside donc le chansonnier moderne qui se contente d'égratigner. en désarmant par le rire de sa fine ironie? Qui nous rendra un Béranger qui, tout en saluant la République, sa préférée, saura frapper de ses verges les politiciens et les concussionnaires du jour, et garder les rieurs de son côté? Nous l'attendons, sans oser l'espérer. Pégase et Cupidon sont fourbus; la rime et la galanterie ne font plus partie du nouveau bagage scientifique. Notre poète l'avait bien prévu, dans l'*Age futur,* sur l'air : *Allez-vous-en, gens de la noce.*

Nous sommes peu galants sans doute.
Mais nos fils, d'excès en excès,
Egarant l'amour sur sa route,
Ne lui parleront plus français,
Ils traduiront, Dieu les confonde,
L'*art d'aimer* en italien.

Chez Béranger, et c'est ce qui fit sa popularité, le chansonnier était doublé du patriote et

de l'homme politique, dont le caractère, encore mal connu, apparaît plein de tactique, de sang-froid et de fermeté, à ne consulter que sa correspondance intime échangée avec mon père, lorsqu'il était prisonnier du ministère Martignac, poursuivi et condamné qu'il était pour trois chansons irrévérencieuses envers le « faux libéralisme de cour ».

Irrévérencieux, il l'avait été dès 1814 envers la « Censure » :

Quand déjà l'on n'y voit guère,
Quand on a peine à marcher,
En feignant de la moucher,
Qu'on éteigne la lumière,

Riez-en avec moi,
Ah ! pour rire
Et pour tout dire,
Il n'est besoin, ma foi,
D'un privilège du Roi.

Il ne l'est pas moins envers la Chambre de 1818, quand il chante « le Ventru », dans ce couplet toujours si bien en situation de nos jours :

Comme il faut au ministère
Des gens qui parlent toujours
Et hurlent pour faire taire
Ceux qui font de bons discours,
J'ai parlé, parlé, parlé,
J'ai hurlé, hurlé, hurlé,

Quels dîners !
Quels dîners !
Les ministres m'ont donnés.
Oh ! que j'ai fait de bons dîners !

Le lutteur a vieilli, mais il n'a rien perdu de son ardeur en 1829, alors que le ministère Polignac l'envoie à la geôle de la « Force » pour y expier les méfaits de sa plume. Nos législateurs évaporés d'hier auraient pu lire avec fruit la lettre qui suit, avant de voter la nouvelle loi contre la presse, renvoyant, en cas d'insulte aux ambassadeurs étrangers, les journalistes en police correctionnelle, par méfiance du jury, leur véritable et seul juge naturel.

Mon cher Kératry,

Les souffrances les plus aiguës, causées par la migraine à laquelle je suis si sujet, m'ont empêché de vous écrire hier pour vous témoigner toute ma reconnaissance. Vous me connaissez trop pour en douter un moment : un procédé si noble, si généreux de votre part n'a non plus rien d'extraordinaire. Cependant, nous vivons dans un temps où une pareille conduite devient de plus en plus rare. D'ailleurs, moins que beaucoup d'autres, vous étiez obligé à faire acte de présence contre celui qui m'attaquait. Mais votre cœur si bon, si droit, vous a fait trouver le premier ce qu'il y avait de mieux à dire en faveur

de la souscription à laquelle vous avez pris part, sans consulter aucun des petits calculs politiques de nos grands hommes de Chambre. L'opinion, même de ceux qui nous sont contraires, vous en récompensera, quoique vous n'ayez même pas pensé à cette récompense.

Je regrette de ne pouvoir vous adresser que de faibles remerciements, j'aurais voulu vous prouver (ce que j'essayerais de faire si je n'étais encore très souffrant) que vous ne portez pas intérêt à un aussi grand coupable qu'on prétend me faire, surtout parmi certaines coteries du centre gauche. Ces messieurs, au lieu de préparer si bien les voies pour arriver au pouvoir, eussent bien mieux fait, à mon avis, de prouver qu'il n'y aurait d'affranchissement de la presse croyable que lorsque le jugement de ses délits serait rendu au jury, seule magistrature compétente en cette matière. Tant que ce sera en vertu d'une loi d'exception, complète violation de la charte, qu'on jugera les écrivains et même les chansonniers, il sera libre à l'opinion de casser tous les jugements rendus, même les plus équitables. Il faut attendre, dira t-on. Soit ; mais il faut demander d'abord. Et qui a fait à cet égard la moindre observation ? Le libéralisme de cour l'emporte. Eh bien ! nous attaquerons le libéralisme de cour.

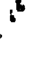
Il y a bien là quelques sujets de chansons, et il y aura encore en dehors du cercle électoral, qu'on affecte toujours de prendre pour la nation tout entière, des lumières, du bons sens et de l'énergie. Là, se trouvent des gens qui ne souffri-

LETTRES INÉDITES

DE GEORGE SAND

En matière d'histoire ou de mémoires biographiques, tracés par des écrivains célèbres, souvent intéressés à travestir les faits au profit de leur gloire ou de leur vanité, on peut dire que le temps est le plus grand redresseur de la vérité. Grâce à son action, lente mais sûre, surgissent peu à peu des documents ignorés qui permettent un contrôle plus exact et autorisent à dissiper des erreurs anecdotiques, involontaires ou préméditées, tout en éclairant d'un jour nouveau le caractère des personnages disparus.

Il s'agit ici de *l'Histoire de ma vie*, où Mme George Sand n'a pas craint d'initier les public lettré à toutes les phases de son existence tourmentée. Dans la quatrième partie de ses Mémoires 1819-1832, mise au jour en 1855, l'illustre écrivain, qui a enrichi la langue





française de tant de chefs-d'œuvre dont notre génération fit ses délices, a bien voulu, à propos de ses débuts littéraires, consacrer un passage au souvenir d'une entrevue avec mon père. Ce passage assez piquant et dont nous élaguons certaines appréciations acerbes, pour rester bref, est ainsi conçu :

Mon bon vieux ami Duris-Dufresne, à qui des premiers j'avais confié mon projet d'écrire.... me proposa un de ses collègues à la Chambre, M. de Kératry, qui faisait des romans et qu'il me donna pour un juge fin et sévère....

Dès le lendemain, j'eus rendez-vous chez M. de Kératry, à huit heures du matin. C'était bien matin : j'avais les yeux gros comme le poing, j'étais complètement stupide.

M. de Kératry me parut plus âgé qu'il ne l'était. Sa figure, encadrée de cheveux blancs, était fort respectable. Il me fit entrer dans une jolie chambre où je vis, couchée sous un couvre-pied de soie rose très galant, une charmante jeune femme qui jeta un regard de pitié languissante sur ma robe de stoff et sur mes souliers crottés, et qui ne crut pas devoir m'inviter à m'asseoir.

Je me passai de la permission et demandai à mon nouveau patron, en me fourrant dans la cheminée, si mademoiselle sa fille était malade. Je débutais par une insigne bêtise. Le vieillard me répondit d'un air tout gonflé d'orgueil armoricain que c'était là Madame de Kératry, sa

emme. — Très bien, lui dis-je, je vous en fais mon compliment; mais elle est malade, et je la dérange. Donc, je me chauffe et je m'en vas. — Un instant, reprit le protecteur: M. Duris-Dufresne m'a dit que vous vouliez écrire, et j'ai promis de causer avec vous de ce projet; mais tenez, en deux mots, je serai franc, une femme ne doit pas écrire. — Si c'est votre opinion, nous n'avons point à causer, repris-je. Ce n'était pas la peine de nous éveiller si matin, Madame de Kératry et moi, pour entendre ce précepte.

Je me levai et sortis sans humeur; car j'avais plus envie de rire que de me fâcher. M. de Kératry me suivit dans l'antichambre et m'y retin quelques instants pour me développer sa théorie sur l'infériorité des femmes, sur l'impossibilité où était la plus intelligente d'entre elles d'écrire un bon ouvrage, et, comme je m'en allais toujours sans discuter et sans lui rien dire de piquant, il termina sa harangue par un trait napoléonien qui devait m'écraser. — Croyez-moi, me dit-il gravement, comme j'ouvrais la dernière porte de son sanctuaire, ne faites pas de livres, faites des enfants. - Ma foi, monsieur, lui répondis-je en pouffant de rire et en lui fermant la porte sur le nez, gardez le précepte pour vous-même, si bon vous semble. ».....

Je dois confesser ici toute mon ignorance impardonnable chez un ami des lettres. Jusqu'à il y a six mois je n'avais pas encore lu « l'*Histoire de ma vie* ». Cette anecdote

m'était totalement inconnue. En 1855, lors de l'apparition de ces Mémoires, j'étais loin de France, servant mon pays en Crimée. Mon père, qui ne m'avait jamais soufflé mot de cet incident, et qui sans doute n'a jamais lu les lignes le concernant, touchait à la tombe. Ce qui explique pourqoi la publication de ce récit plein d'*humour* passa sans contradiction de notre part.

Mais il y a six mois, cette publication me fut révélée inopinément par les deux lettres inédites qui vont suivre et que je trouvai dans les papiers de Mme Riou-Kerhalet, nièce de mon père, née avec le siècle, morte en 1884, femme d'un grand cœur et d'un grand esprit, élevée sous les yeux de Mme de Genlis, de Pompery et Récamier, comme de Bernardin de Saint-Pierre, dont le salon à Brest fut longtemps le rendez-vous des plus célèbres marins qui ont illustré la Restauration, le règne de Louis-Philippe et le second Empire.

La première de ces lettres, émanée de Mme Riou-Kerhalet et adressée à notre insu à George Sand, fut remise à cette dernière par un ami commun, M. de Pompery, frère du feu député Breton et l'un de nos plus spirituels chroniqueurs.

A Madame la baronne Dudevant,
à sa campagne de Nohant.

Kervallon, près Brest, 20 septembre 1855.

Madame,

Je vous ai adressé, en juin ou juillet dernier, une lettre qui ne vous est peut-être pas parvenue. Après avoir hésité quelque temps, je me décide à vous en envoyer copie exacte, espérant que, cette fois-ci, grâce à l'intermédiaire d'un de nos amis, je pourrai arriver jusqu'à vous.

Madame,

Je lisais « l'Histoire de votre vie » avec un intérêt toujours croissant, et je jouissais sans arrière-pensée du charme inexprimable attaché à tout ce que vous écrivez, quand votre chapitre 28e m'a apporté comme un remords d'avoir tant admiré votre immense talent.

Après quelques explications, vous comprendrez facilement le chagrin que vous m'avez causé, et vous m'excuserez, j'en suis certaine, d'être venue franchement vous le dire. — Elevée par mon oncle, M. de Kératry, avec la tendre sollicitude d'un père, je lui dois tout. — Le peu que je puis valoir est son ouvrage, et c'est grâce au soin qu'il a pris de développer lui-même mon intelligence que je sais apprécier, peut-être mieux que beaucoup d'autres, les facultés vraiment merveilleuses que le ciel, dans sa munificence, vous a prodiguées. Rien que pour cela, vous en conviendrez, je lui devrais reconnaissance.

Voyez donc en moi une fille dévouée, dont le cœur a été blessé dans ses affections les plus chères, par les quelques mots d'ailleurs échappés à votre plume. — Ah! Madame, vous, si loyale, si bienveillante, si indulgente à tous, vous n'avez donné un démenti à votre caractère qu'une seule fois, et il faut que ce soit alors que vous nommez l'être que je vénère le plus! Si vous connaissiez aussi bien que moi toutes les grandes et nobles qualités de M. de Kératry, sa bonté adorable, sa franchise, son désintéressement poussé jusqu'au sacrifice le plus entier, jusqu'à l'abnégation la plus complète, l'indépendance de caractère qui le distingue si particulièrement, vous n'auriez parlé qu'avec respect d'un vieillard de quatre-vingt-six ans, dont l'existence a été tellement pure, tellement honorable, que les ennemis politiques les plus acharnés lui ont toujours hautement accordé leur estime. — Ce malheureux chapitre 28e, permettez-moi de vous le dire, est une tache dans votre œuvre. Cette petite vengeance n'est pas digne de l'auteur de *Mauprat*, du *Champi*... et de tant d'autres délicieuses et ravissantes créations.

Vous n'aviez encore rien écrit quand vous avez vu M. de Kératry, et vous dites que vous vous sentiez stupide, pardonnez-moi ce mot (c'est vous-même qui le prononcez), en entrant chez lui. Comment donc voulez-vous qu'il ait pu deviner ce splendide avenir littéraire vers lequel vous alliez marcher?

Modifiez, effacez ce passage qui me désole; ce sera une bonne action; plus encore, une faute

réparée, j'ose le dire ici, sans crainte de vous déplaire. Ne laissez pas supposer une rancune autre que celle du génie méconnu, et croyez-moi, Madame, les passions politiques ne sont pas ordinairement bonnes conseillères. Ce n'est pas pour avoir été prononcé en février que votre nom traversera les siècles. C'est parce que vous êtes l'écrivain, le poète le plus remarquable de notre époque ! Je vous écris de la campagne, où je vis depuis longtemps dans la retraite. Vos livres m'y ont souvent aidé à supporter sans me plaindre une solitude absolue, pendant les longues soirées d'hiver. Ils ont été les amis de mes mauvais jours. — Que de tristesse, si j'étais forcée de m'en séparer !

Je souhaite de tout mon cœur pouvoir conserver ma reconnaissance tout entière. O Madame, faites, je vous en prie, qu'aucune pensée amère ne vienne se joindre à votre souvenir, et ne me privez pas du bonheur d'admirer, le plus grand sur cette terre, après celui d'aimer.

Recevez, Madame, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Germaine Riou-Kerhalet,
Née de Treverret.

En évoquant la politique dans cette lettre, l'auteur faisait alors allusion aux fameuses circulaires de Ledru-Rollin, dictées par George Sand, son secrétaire, au ministre de l'Intérieur, circulaires contre le caractère révolutionnaire

desquelles mon père avait courageusement protesté dans une lettre publiée par Emile de Girardin et adressée à M. Crémieux, garde des sceaux du gouvernement provisoire en 1848, payant son droit de protestation par sa démission de conseiller d'Etat en service ordinaire, où il avait été maintenu par Lamartine.

Au cri d'une âme tendre et blessée, George Sand répondit ainsi :

Nohant, 1er octobre 1855.

Madame,

J'avais reçu votre lettre. Je respecte les sentiments qui l'ont dictée, mais je ne puis y faire droit. Je suis très au-dessus, je l'espère, des passions politiques et des rancunes d'amour-propre que vous voulez bien me supposer. Je n'ai raconté ma vie, même dans ses détails en apparence futiles, que pour redresser la vérité, altérée souvent, même autour de moi, par des souvenirs inexacts ou des préventions que je ne partage pas. C'est parce que l'anecdote que je raconte a été défigurée, exagérée dans un sens très mordant contre M. de Kératry, que je l'ai racontée sans amertume et sans embellissement. — *Embellissement!* Si fait! j'ai adouci beaucoup la vérité absolue du fait, en ne parlant pas clairement du peu de politesse avec lequel j'ai été accueillie, bien que l'on m'eût assigné une audience. Cela, je le pardonne plus que vous n le

pensez, et je me trouve ici si excessivement douce dans mes plaisanteries, que je vous trouverais injuste envers moi si je vous disais les choses comme elles se sont passées. Je les racontai dans le moment à mes amis, et naturellement, en passant de bouche en bouche, elles furent si bien arrangées que mon récit actuel est une justification très miséricordieuse, très généreuse de M. et surtout de Mme de Kératry. Je serais bien fâchée pourtant d'oublier leurs grands airs. Ils me reviennent en mémoire, quand des poètes crottés viennent me demander conseil et protection.

Cela ne fait rien à l'honneur du personnage, respectable par son âge et par ses vertus, que vous défendez. Vous le dites tel, je le crois : fût-il autrement, je ne me ferais pas son juge. Mon livre n'a porté atteinte à la réputation de personne, Dieu merci, et n'a pas soulevé une seule réclamation fondée.

Acceptez tous mes regrets, Madame ; si l'ouvrage n'eût pas été imprimé, j'eusse pu supprimer tout le passage qui vous affecte. Mais il n'est plus ma propriété, et je n'en pourrais plus rien retrancher. Tout ce que je vous dis est donc pour me justifier du mauvais sentiment que vous m'attribuez, et pour vous prouver au moins la déférence de mon esprit aux réclamations que votre cœur vous dicte.

George Sand.

A cette réponse superbe de l'auteur d'*Indiana*, j'apporte à mon tour, comme c'est



mon droit, une réplique qui ne manquera pas d'intérêt rétrospectif.

La lecture de cette correspondance échangée m'avait affecté, mais non convaincu. Je ne pouvais oublier la courtoisie extrême et la facilité d'accueil de mon père, né bien avant la grande Révolution et resté imprégné de toutes les traditions chevaleresques de l'ancien régime, surtout à l'égard du sexe féminin, que même le costume masculin de la baronne Dudevant, éloignée de son mari, n'eût pu lui faire oublier.

Or, voici qu'en dépouillant la volumineuse correspondance laissée par mon père, à travers mille signatures de personnages marquants du siècle qui s'écoule, et servi par un heureux hasard, j'ai découvert une lettre de George Sand elle-même, qui vient détruire du coup le récit fantaisiste qu'elle a cru utile de léguer à la postérité sur une entrevue qui n'a jamais eu lieu, et où les *grands airs* envers les *poètes crottés* n'ont été qu'un simple jeu de bel esprit.

En effet, la date indiquée par George Sand fixe l'entrevue, dont elle a conservé et retracé un si amer souvenir, à la fin de 1832. Date et récit ne tiennent plus debout devant la lettre autographe, signée d'elle, marquée au coin à

son chiffre G. S., écrite de Paris, 15, rue Pigalle, à la date du 5 février 1841, et adressée à mon père, 10, rue Taranne. Les timbres de la poste appliqués sur le recto de la missive, formant enveloppe, ne permettent aucune contestation sur l'époque de l'envoi.

Monsieur de Kératry, 10, rue Taranne.

Monsieur,

La personne qui s'est présentée chez vous, sous mon nom, m'est probablement inconnue, et je ne m'explique le billet que vous me faites l'honneur de m'écrire, qu'en supposant à quelque dame lettrée le désir de se faire ouvrir votre porte, pour vous voir et vous entendre. Si c'est une supercherie de ce genre, vous devez la comprendre et la pardonner. Si c'est une mauvaise plaisanterie pour intriguer vous ou moi, elle manque son effet, car elle me procure le plaisir de recevoir de vous une lettre obligeante et celui de vous exprimer ici les sentiments distingués et respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre servante,

George SAND.

Rue Pigalle, 16.

Il résulte clairement de la lecture de cette missive que l'auteur et le destinataire ne se connaissaient pas personnellement en 1841.

De plus, est-il admissible que la femme blessée huit années auparavant par des procédés discourtois, au dire de l'auteur, se fût exprimée en des termes aussi déférents à l'égard de M. de Kératry, si elle eût eu réellement sur le cœur les griefs antérieurs qui ne furent invoqués plus tard que par esprit de représailles politique ou bien par besoin de pose à la victime devant la postérité ? Mais ce n'est pas tout. Le hasard, quand il se mêle des choses, est souvent bien efficace. Il m'a fait rencontrer la déposition concluante et irréfragable d'un témoin oculaire et auriculaire, qui, celle-là, dit la vérité, et qui sent de bien près *son bon vieux ami* Duris-Dufresne lui-même, dont nous avons vu le nom cité par George Sand en tête de son récit imaginaire; déposition qu'elle eût pu relire à propos.

Ce témoignage est d'ailleurs plein de charme et d'imprévu : il fait revivre la fraîche époque de jeunesse littéraire où George Sand était fleuriste sur bois et où la presse était encore un sacerdoce; il se trouve dans un feuilleton du journal la *Presse* du 31 mars 1840, sous la signature d'*Un inconnu;* donc écrit huit années après la date de la prétendue et malencontreuse entrevue, dont ce récit va démontrer l'invention puérile.

. . . .

... « De longues années ensuite, peu de temps après la Révolution de Juillet, le hasard et le premier de l'an nous ayant conduit dans une boutique de mercerie, nous vîmes entrer presque sur nos talons une jeune femme, petite, brune et singulièrement alerte. Elle était fort simplement vêtue d'une robe d'indienne, et portait un chapeau dont les rubans fanés n'eussent déconsidéré le chef d'aucune grisette. Elle tira, d'une façon mystérieuse, de dessous son tartan, une boîte de sapin enluminée de fleurs, et la posa sur le comptoir. Alors le maître du magasin remit deux pièces de cinq francs à la jeune femme qui les prit, et jeta de mon côté, en se retirant, un regard dont l'expression de tristesse et de fierté me frappa tellement que je demandai son nom à l'honnête mercier.

» — Je l'ignore, me répondit-il d'un ton méprisant ; c'est une de mes ouvrières qui a de grandes dispositions pour peindre les fleurs sur bois et qui deviendra certainement un des meilleurs sujets de la bimbeloterie que nous ayons dans la capitale.

» A quelque temps de là, ayant eu occasion de rendre visite à un rédacteur du *Figaro*, la première personne que je trouvai chez lui,

installée au coin de la cheminée, fut l'inconnue de la boutique. Elle avait le même costume, la même robe et le même chapeau fané. Elle racontait alors avec infiniment d'esprit une histoire fort plaisante, et j'eus, pendant qu'elle parlait, tout le loisir de l'examiner. Elle avait un front singulièrement développé : ses cheveux descendaient et se relevaient sur ses tempes, comme un diadème. Il y avait dans ses yeux noirs de fréquents éclairs qui s'éteignaient souvent pour faire place à une indéfinissable expression de souffrance. Les lignes nobles et arqués de son visage indiquaient une supériorité de nature. Lorsqu'elle eut achevé son récit, elle prit congé du rédacteur en lui donnant familièrement une poignée de main.

» — Comment, demandai-je à celui-ci, connaissez-vous un des meilleurs sujets en bimbeloterie qui existe dans la capitale ?

» — Vous venez de voir, me répondit le rédacteur d'un air sérieux, l'arrière-petite-fille d'un roi, une femme dont l'aïeul avait eu Jean-Jacques Rousseau pour secrétaire. Elle habitait mon pays, lorsqu'après les trois journées, poussée par la fièvre de l'époque, elle est venue ici, où elle vit très proche parente de la misère. Elle m'apporte tous les jours, pour le *Figaro*,

de fort mauvais articles et de pires calembours, qu'avec la meilleure volonté du monde je ne puis pas insérer. Je crois qu'elle ferait mieux le roman parce qu'elle a beaucoup de romanesque dans les idées. Tenez, ajouta-t-il en prenant sur la cheminée un énorme manuscrit, cela ne vaut pas grand'chose; mais cela vaut bien autant qu'une foule de productions qui se vendent, s'achètent et sont admirées. Vous devriez bien lui trouver un éditeur, vous qui êtes de l'Académie, ce serait vraiment une œuvre de charité à faire.

» Je repose, Dieu merci, sur mes lauriers, et depuis longtemps ne me fais plus imprimer. Je pris le manuscrit et le portai à mon savant ami Kératry, alors fort répandu dans le monde des éditeurs, et le lui recommandai d'une façon toute expresse. Kératry, qui est la conscience même, me promit de lire le roman et de le faire imprimer aux meilleurs éditeurs. La semaine suivante, j'allai chercher des nouvelles de mon enfant d'adoption.

» — Reprenez-moi vite tout ce fatras, s'écria le député académicien aussitôt qu'il me vit entrer. Mon cher, vous me procurez là de belles pratiques qui me feraient mener tout droit à Charenton, si je m'avisais de leur servir de parrain.



Ce roman (1) n'est qu'un tissu de folies. Dites à cette brave dame, qui se mêle d'écrire, de ne plus faire que des enfants.

» Je vins rendre la réponse et le manuscrit au rédacteur du *Figaro*. »

Après le rapprochement des dates, après cette confrontation de la fantaisie avec la vérité, fantaisie bien inutile pour le surcroît de renommée de la baronne Dudevant, que la plume immortelle de George Sand ne fit entrer que plus tard dans la gloire, j'ai le droit de dire que ce récit fut et reste pur roman.

J'avais un pieux devoir à remplir: le voici accompli.

Kervallon, 22 septembre 1888.

(1) Ce roman ne serait-il pas précisément celui que George Sand elle-même déclare avoir détruit de ses propres mains, dans le chapitre de « *L'Histoire de ma vie* » qui fait suite au récit de cette aventure ? (*Note de l'auteur.*)

LE NARGUILEH

Le sirocco embrasait l'oasis de son souffle, tout parfumé des senteurs de jasmin. La maison de commandement était silencieuse ; chacun s'adonnait aux charmes de la sieste : chevaux au piquet, spahis sous la tente, plantons abrités par la voûte du bordj, sommeillaient immobiles, sous un soleil de plomb. La nature reposait à l'unisson ; pas d'autre bruit dans les espaces confinant au désert embrasé que le chant strident des cigales, ou les cris plaintifs des chameaux, ruminant à l'ombre des douars.

Apparut, encore au loin, à la crête des premières dunes de sable, sur la route venant de Saïda à Biskra, un cavalier au burnous noir. Sa monture, blanche d'écume, arriva jusqu'au seuil du petit palais mauresque où résidait le commandant supérieur du Cercle. L'homme mit pied à terre, et, faisant résonner ses longs éperons sur la dalle, gravit l'escalier et frappa

discrètement à la première porte qu'il rencontra.

— Le diable t'emporte, s'écria à sa vue l'officier supérieur réveillé en sursaut. Que me veux-tu ?

Le mehkrazni se borna à saluer militairement et à présenter une lettre qu'il avait tirée avec soin de sa gibecière de cuir rouge.

Le commandant prit la missive, en regardant la suscription, la flaira délicatement, à plusieurs reprises, comme si le parfum lui en était particulièrement connu, et, après l'avoir décachetée et lue, ne laissa échapper que ces mots : « Ah ! la délicieuse créature ! »

Presque aussitôt, au cri de « planton », poussé de sa voix de stentor, tous les endormis furent sur pied, chacun courant à son poste.

Un agile turco parut le premier, répondant à l'appel.

— Trouvez-moi de suite le lieutenant de service.

Le turco détala au plus vite, courant chercher son officier, qui était en train de déguster une série de tasses de café chez le *cawadji* du caravansérail.

— Vous m'avez fait demander, mon commandant?

— Oui, voici ce dont il s'agit. La femme du sous-préfet X..., partie avant-hier à cheval pour rejoindre son mari à Djelfa, m'écrit que le muletier qui l'accompagnait a été assez bête pour laisser tomber en route une caisse d'argenterie de famille portant son chiffre, à laquelle elle attache le plus grand prix, et elle me conjure de faire faire des recherches. C'était précisément avant-hier jour de grand marché : faites préparer de suite quatre spahis qui porteront une lettre pressante aux quatre caïds des tribus les plus proches : je veux qu'on retrouve cette caisse, et rapidement.

Le commandant fit passer à nouveau la missive parfumée sous ses narines ; l'officier se retira pour exécuter l'ordre donné, en roulant sa cigarette et en fredonnant doucement l'air du « Mariqui ! du Marique ».

La maison du commandement fut vite en émoi. Tout s'y agitait comme dans une fourmilière. Les quatre cavaliers, hauts sur leurs étriers, étaient déjà en selle sur leurs montures hennissantes.

Au corps de garde, il n'était plus question que d'insurrection dans les tribus, que de l'arrivée du gouverneur général. Bref, le bureau arabe était tout en l'air, et les quatre spahis porteurs de leurs dépêches avaient déjà dis-

paru depuis longtemps aux quatre coins de l'horizon, qu'on parlait encore des prochaines chances de razzia et d'avancement.

A coup sûr, cela sentait la poudre. Cela valut à la cantinière voisine, co[illegible]là, la bonne aubaine de larges tournées de champoreaux et d'absinthes.

*
* *

Le départ précip[illegible] spahis avait été bien vite connu chez tous les Européens, aussi bien que dans les douars du vieux Biskra. Les commentaires marchaient leur train. Depuis deux jours, on attendait des nouvelles du dehors avec impatience. Pour comble d'ennui, la diligence de Batna n'avait pu arriver, arrêtée qu'elle était par une crue torrentielle du Rhumel et de ses petits affluents. On était sans nouvelles.

Toutes les imaginations travaillaient à l'envi : on se fût cru aux plus beaux jours de Tartarin, sur la place de Tarascon, vers la fin d'un beau soir. Car, dès le matin, quatre nouveaux cavaliers étaient partis au galop, [illegible]cun dans une direction contraire. Dans la soirée, deux des caïds étaient arrivés en hâte et avaient conféré longuement au bureau arabe.

De la grande place qui longe la façade du Cercle militaire, on apercevait le commandant supérieur qui se promenait sous les palmiers, en compagnie de son lieutenant, parfois gesticulant avec animation.

— C'est par trop fort, s'écriait le premier, qu'on ne puisse retrouver cette caisse d'argenterie. Les caïds affirment pourtant qu'on a exercé des recherches très rigoureuses dans tous les douars.

— Il serait peut-être bon, répondit le se-second, de rendre les tribus solidairement responsables. Voyez-vous, mon commandant, ces gaillards-là ne sont pas assimilables : il faut les faire disparaître, comme les peaux-rouges. La théorie du refoulement, il n'y a que cela de pratique.

L'entretien fut interrompu par l'apparition du télégraphiste.

« *Sous-préfet à commandant supérieur :*

« Faut-il désespérer retrouver objet perdu ? Remerciements ?

Le fil répondait aussitôt :

« *Commandant supérieur à sous-préfet* :

« Actives recherches continuent, mais faible espoir. »

Puis la soirée se termina sur un domino acharné, entremêlé de quelques regrets dédiés aux exquises Parisiennes, dont le pied léger foulait trop rarement le sable du désert.

Le lendemain eut un heureux réveil. L'aurore aux doigts de rose éclairait les silhouettes de deux spahis et d'un piéton Arabe tout déguenillé, débouchant devant le bordj, et s'accroupissant sous les arcades en attendant l'ouverture des bureaux.

A huit heures sonnant, le krames, porteur d'une petite caisse enveloppée d'un cuir fauve, comparaissait, flanqué de ses deux cavaliers, devant le commandant, tout joyeux de la bonne nouvelle.

— Comment te nommes-tu?

— Taïeb ben Taïeb de Saïda.

— Où as-tu trouvé cette caisse?

— A l'entrée du bois, au pied d'un lentisque.

L'Arabe déposa, tout craintif, son petit colis sur la table.

— Mais, gredin, tu l'as ouverte, s'écria le commandant d'un air furieux. Appelez le lieutenant, ajouta-t-il pour procéder à l'inventaire. Et que contenait la caisse?

— Un narguileh de roumi, en argent.

— Comment, un narguileh?

— Oui, commandant; j'ai même essayé de fumer avec : mais cela n'a pas marché.

Le lieutenant venait d'entrer, au moment même où son supérieur ouvrait la boîte, qu'il refermait précipitamment, l'air tout effaré : le lieutenant riait sous cape.

Le fil télégraphique échangea les deux dépêches qui suivent :

Commandant supérieur à sous-préfète :

Objet perdu retrouvé : le recevrez d'urgence premier courrier.

Sous-préfète à commandant supérieur :

Remerciements : prière garder jusqu'à prochain passage ; ai acheté un autre service de campagne.

Et Biskra rentra dans le calme.



LES RESPONSABLES DE LA GUERRE

EN 1870

Aussitôt la libération du territoire consommée, hanté que j'étais de l'idée d'accomplir un pieux pèlerinage aux ossuaires de Mars-la-Tour et de Bazeilles, je me mis à parcourir les champs de bataille de Metz et de Sedan.

Parmi les propos que je recueillis de la bouche des paysans lorrains, nul récit ne m'avait plus empoigné que celui des quelques heures passées par Napoléon III, avec son jeune fils, sous un modeste toit du village de Gravelotte, du 15 août au soir au 16 au matin. La nuit durant, jusqu'à quatre heures du matin où il s'éloigna par la route de Conflans, escorté de deux régiments de cavalerie de la garde, l'Empereur, secoué par d'horribles souffrances, sans pouvoir trouver une minute de sommeil, ne cessa d'arpenter la pauvre chambre, dans le coin de laquelle reposait le Prince impérial. Terrible insomnie, troublée par les détonations

des obus, pendant laquelle dut souffler rude la tempête sous ce crâne d'Empereur déjà presque découronné. Depuis lors, j'étais resté sous cette impression, contraire d'ailleurs à mes premières croyances, que l'Empereur, déjà dévoré et affaibli par le mal dont il devait mourir, n'avait pu affronter volontairement les risques et les fatigues de la guerre. A cette heure, mon opinion est faite. Ce n'est pas Napoléon III, malgré certaine légende répandue, qui a voulu la guerre de 1870.

L'histoire vraie ne s'élabore et ne se rectifie que lentement, à travers les temps comme à travers un filtre, alors que les passions et les haines s'amortissent, à mesure que les vivants et les morts peuvent parler.

Les récentes publications ordonnées par le prince de Bismarck, et dénonçant les procédés tortueux de la diplomatie perfide de l'ancien chancelier, ont réouvert et éclairé d'un nouveau jour l'enquête sur les origines et les causes de la guerre franco-allemande. Le dernier article de M. Darimon, contredit en partie par M. le général Lewal, comme la réplique de M. Verly, fils de l'ancien colonel commandant les cent gardes, insérés récemment dans le *Figaro,* viennent de remettre la question sur le tapis. Mon nom ayant été cité dans ce

grand débat, comme ayant réclamé du haut de la tribune la mise en accusation du maréchal Le Bœuf, je dirai ce que je crois, de bonne foi, être la vérité historique, après étude consciencieuse des documents les plus sérieux. L'historien qui se respecte ne saurait faire œuvre de parti.

Jusqu'à l'apparition du ministère Ollivier, Napoléon III a régné et gouverné seul. Il restera responsable, devant la postérité, de la spoliation du Danemarck, de l'écrasement de l'Autriche, de l'unité italienne et de l'unité allemande, accomplie en dépit des sages remontrances et en arrière de son ministre M. Drouyn de Lhuys, et alors qu'il pouvait s'y opposer militairement, grâce aux dispositions prises par le maréchal Randon. Il restera responsable des conséquences de ces faits, qui menaient logiquement et fatalement l'Allemagne et la France à un heurt formidable, dont la Providence seule connait le secret final.

La lettre que lui écrivait la reine de Hollande, le 13 juillet 1866, était prophétique :

Vous vous faites d'étranges illusions. Votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine qu'il n'a diminué pendant la durée du

règne. Vous permettez de détruire les faibles ; vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin.

Je regrette que vous ne voyiez pas le funeste danger d'*une* puissance, Allemagne, et d'*une* puissance, Italie. C'est la dynastie qui est menacée et qui en subira les suites. La Vénétie cédée, il fallait secourir l'Autriche, marcher sur le Rhin, imposer ses conditions ! Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute...

Mais dès longtemps déjà, Napoléon III n'avait plus qu'un objectif, qu'une idée de derrière la tête, obtenir de la Prusse, à force de prévenances et de concessions, un agrandissement, soit sur le Rhin, soit de l'autre côté de la Meuse. C'était et ce fut sa vraie politique extérieure : de guerre avec la Prusse, il n'en voulait point, lié qu'il était par un pacte avec Florence.

Je n'ai point oublié la réponse qu'il me chargea d'aller porter au maréchal Bazaine qui, à la suite d'un profond chagrin de famille, m'avait envoyé de Mexico aux Tuileries et m'avait enjoint de demander son rappel en France à l'Empereur, pour être à portée de le servir plus efficacement sur le Rhin. « Dites au général qu'il a toute ma confiance, que ses services me sont indispensables là-bas : ajoutez



bien que, malgré toutes les excitations intéressées, je ne me battrai point sur le Rhin. » Tel fut le message impérial dont je fus honoré, en présence du général Fleury, et qui retint le général Bazaine, devenu maréchal, sur la terre mexicaine.

Interprète exact de son cousin, contraint par Orsini à rester fidèle à son ancien serment de carbonaro, le prince Napoléon, au moment de l'invasion de l'Autriche par la Prusse, terminait un discours officiel par ces mots, et ce, sans être désavoué (29 juin 1866) :

La France impériale doit donc rester l'ennemie de l'Autriche : elle doit être l'amie et le soutien de la Prusse, la patrie du grand Luther et qui attaque l'Autriche par ses idées et par les armes : elle doit soutenir l'Italie, qui est le centre de la révolution dans le monde, en attendant que la France le devienne, et qui a la mission de renverser le catholicisme à Rome, comme la Prusse a pour mission de le détruire à Vienne. Nous devons être les alliés de la Prusse et de l'Italie.

Voilà le programme impérial dans toute sa crudité.

Le 5 août 1866, le comte Benedetti était chargé de présenter à M. de Bismarck la carte à payer, en échange de sa neutralité. Napo-

léon III réclamait le Rhin, depuis la ligne de la Moselle, avec Mayence.

M. de Bismarck n'avait pas oublié que la Prusse n'avait été invitée que par politesse au Congrès de Paris, et que le même comte Benedetti, en sa qualité de secrétaire du Congrès, y avait présenté pour la signature une plume d'aigle *certifiée véritable* par M. Feuillet de Conches, alors introducteur des ambassadeurs. A cette heure, il entendait bien confisquer la plume d'aigle au profit de son souverain, mais pour ne rien signer. Le maître des Tuileries, qu'il avait charmé et amorcé, marchait donc d'échec en échec, de leurre en leurre, sans se décourager, insouciant des armements à outrance exécutés de l'autre côté du Rhin, comme de notre propre affaiblissement militaire qui éclatait aux yeux de tous, espérant toujours, sans s'apercevoir qu'il ne cessait d'être joué par le chancelier, habile à exciter des convoitises qu'il s'était promis de ne jamais satisfaire.

A partir de l'avènement du ministère Ollivier, ce qu'on appelle l'Empire libéral n'est plus qu'un dualisme intermittent. L'Empereur ne gouverne plus seul : le pouvoir se partage tour à tour entre le chef de l'Etat et le Parlement, représenté par les ministres qu'il lui

impose, d'abord à l'Intérieur. L'Empereur poursuit encore librement sa politique extérieure qui a pour devise : condescendance absolue envers la Prusse, dont il compte toujours tirer quelque satisfaction territoriale. Mais de ce côté-là encore, il ne tarde pas à se sentir contrecarré. Un parti militaire et catholique s'est créé au sein même des Tuileries, a grandi, a fait des recrues dans le cabinet comme dans le Parlement. Les rapports du colonel Stoffel sont étouffés : le maréchal Bazaine s'absente de son commandement de Nancy, avec mission de mettre Strasbourg et les Vosges sur le pied de défense.

M. de Bismarck, qui a prévu et qui attend e moment psychologique où le masque pourra être jeté, fait encourager sous main, par ses affidés des deux sexes, les velléités belliqueuses de la nouvelle camarilla qui évolue à la Cour de Compiègne et des Tuileries. Le parti miliaire et féodal, en Prusse, est mis à l'unisson. Le prince Frédéric-Charles publie un opuscule : « De la manière de combattre les Français. » Le lieutenant-colonel de Verdy, par ordre du grand état-major général, répand une brochure à sensation : « Considérations sur les défenses naturelles et artificielles de la France dans le cas d'une invasion allemande. »

A l'heure voulue, éclate l'incident, concerté entre Madrid et Berlin, de la candidature Hohenzollern. Ce fut grâce à une indiscrétion de M. de Olozaga, ambassadeur à Paris, dont les préférences étaient acquises à la candidature du roi de Portugal, et qui révéla ce secret d'Etat à S. M. l'Impératrice, laquelle en avisa de suite l'Empereur. C'est ici que se révèlent les vraies responsabilités, qui se meuvent depuis plusieurs mois en dehors de Napoléon III et sans son aveu ! Nous allons les saisir sur le vif.

La question du trône espagnol se posait brutalement en France, au sortir du plébiscite où la minorité intelligente du pays, par ses *non*, avait témoigné clairement qu'elle condamnait d'avance toute aventure militaire. Mais à côté de cette répulsion instinctive de la masse pour une prise d'armes, on ne pouvait méconnaître l'état d'âme d'autres éléments, avec lesquels l'Empereur avait désormais à compter.

L'armée, comme ses états-majors, froissée du rôle joué au Mexique, excitée par la morgue allemande, trouvant désormais le cadre algérien comme trop étroit pour ses destinées et son avancement enrayé par les réductions budgétaires, flairait la poudre par delà les Vosges. La marine se plaignait d'avoir été

réduite depuis trop longtemps au métier ingrat de transport de troupes sur les côtes lointaines. Le nouveau cabinet, d'accord avec une majorité docile, sentait le besoin de diversions extérieures, pour ressaisir l'opinion publique, que les derniers scrutins indiquaient se désaffectionnant graduellement du régime existant. L'opposition grandissante leur apparaissait comme une menace à la sécurité intérieure et à la possession paisible du pouvoir dont ils avaient joui depuis longues années. De plus, la récente discussion parlementaire sur le chemin de fer du Saint-Gothard avait mis à jour les visées prusiennes et causé une véritable surexcitation. Le terrain était donc tout préparé pour les surprises de l'imprévu, et la première étincelle devait mettre le feu aux poudres, surtout si les ministres, appelés à la tête des affaires, manquaient de sang-froid ou obéissaient aux inspirations du parti nouveau qui avait grandi aux côtés de l'Empereur et à son insu.

La brusque révélation de la candidature Hohenzollern, tombée utilement des lèvres de l'impératrice Eugénie, avait excité un très vif ressentiment chez l'Empereur. Napoléon III, en effet, avait tout d'abord envisagé l'intrigue ourdie dans le silence, par le maréchal Prim,

comme plutôt une injure faite au prestige de sa Souveraine Majesté que comme une menace dirigée contre la sécurité de la France. Aussi s'était-il empressé de faire envoyer des instructions impérieuses à notre ambassadeur à Madrid, M. Mercier de Lostende. L'heure était donc venue pour notre diplomatie d'évoluer avec habileté comme avec entente, tant à Madrid qu'à Berlin, d'où le véritable coup était parti.

J'ai dit qu'en l'état des esprits, le moindre incident allait rendre la guerre inévitable, surtout si les ministres commettaient l'imprudence d'obéir au nouveau parti ultramontain et militaire.

C'est ce qui se produisit. Par malheur le président du Conseil n'avait plus l'autorité suffisante pour réagir efficacement. Malgré son grand talent oratoire et ses bonnes intentions, M. E. Ollivier apparaissait aux uns comme un transfuge, et aux autres comme un intrus : il était condamné à être débordé, au premier flot de l'opinion publique soulevée, par des comparses et par des excitations factices qui ne manquèrent pas.

D'ailleurs, le premier rôle lui était échappé dès l'ouverture de la crise : celui-ci était échu à M. le duc de Gramont, ministre des Affaires

étrangères, qui avait l'oreille de la nouvelle coterie, dont les conciliabules se tenaient en permanence.

Or, il faut bien le reconnaître, M. de Gramont était déjà, bien avant la crise, en très mauvaise posture pour dénouer le nœud gordien. Ayant fait ses premières armes de diplomate dans le vieux Turin, à l'école aux côtés de Cavour, il s'en croyait l'émule. On savait de plus à Berlin qu'un soir, à Vienne, dans un entretien avec le chancelier d'Autriche sur la conduite odieuse de la Prusse, il avait prononcé ces mots aussi peu prudents que pleins de suffisance : « C'est moi qui vous vengerai. »

La réplique de M. de Bismarck ne s'était point fait attendre. En pleine table, et répété de suite dans toutes les chancelleries, le mot suivant, aussi irrévérencieux que déplacé, était tombé des lèvres du chancelier prussien : « M. de Gramont est l'homme le plus bête de l'Europe. »

L'ancien ambassadeur, rentré ministre au quai d'Orsay, avait-il oublié, ou allait-il essayer de venger une injure particulière, ou bien, obéissant à un mobile plus élevé, allait-il jouer la revanche de Rome contre Luther et Mazzini ?

L'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Olozaga,

véritable ami de la France, esprit aussi perspicace que rompu à toutes les finesses du métier, avait compris dès le début de la crise le péril effroyable d'une situation qui lui avait été confiée par le maréchal Prim; aussi, sans perdre une minute, résolu à couper court à cette intrigue, dès la première heure et de sa propre initiative, il avait envoyé en Allemagne un agent sûr, dans le but d'obtenir du prince Antoine toute renonciation au nom de son fils. Le télégraphe lui avait apporté la nouvelle du succès. Aussitôt, usant de l'influence considérable dont il disposait dans son propre pays, il avait obtenu de son gouvernement une déclaration solennelle qui établissait que « l'Espagne acceptait la renonciation du prince Léopold, en prenait acte, et déclarait qu'à l'avenir le prince de Hohenzollern ne serait plus jamais son candidat au trône ».

C'était un double coup de maître. La mine prussienne était éventée. Le premier télégramme avait été remis à M. E. Ollivier, qui vint aussitôt le produire triomphalement à la Chambre dans la salle des Pas-Perdus. Le débat paraissait donc clos. Le même soir, M. Olozaga porta directement la décision de son gouvernement à Saint-Cloud. L'Empereur en félicita vivement l'ambassadeur et s'en pro-

clama très satisfait, en présence du duc de Gramont, qu'il invita à porter de suite la bonne nouvelle à M. E. Ollivier, pour se concerter avec lui sur la déclaration à faire le lendemain aux Chambres, terminant ainsi pacifiquement la question.

Il était neuf heures : à minuit M. de Gramont n'avait pas encore quitté les appartements où l'Impératrice recevait, et l'Empereur, survenant, lui exprima son étonnement de la négligence qu'il mettait à exécuter ses ordres dans une circonstance aussi grave ; la presse du temps fit mention de l'incident.

Hélas ! M. de Gramont ne se tint ni pour satisfait, ni pour battu.

Après s'être fait appuyer, le 11 juillet, par une demande d'interpellation de M. Clément-Duvernois, relative « aux garanties que le Cabinet se proposait de stipuler, pour éviter le retour de nouvelles complications avec la Prusse », M. de Gramont enjoignait au comte Benedetti de réclamer un engagement personnel de la part du roi Guillaume :

> Pour que la renonciation produise son effet, il est nécessaire que le Roi s'y associe et nous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la candidature.

La France venait de retomber dans le piège qui lui avait été tendu.

On sait le reste; le 15 juillet 1870, M. E. Ollivier ouvrait la séance par une demande de subsides de guerre, ainsi motivée:

Notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel que nous ne rompions pas les négociations...

Aussi notre surprise a-t-elle été profonde, lorsque nous avons appris hier que le roi de Prusse avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassadeur qu'il ne le recevrait plus, et que pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué à tous les cabinets d'Europe. (*Mouvement.*) Nous apprenions en même temps que M. le baron de Werther avait reçu l'ordre de prendre un congé, et que des armements s'opéraient en Prusse.

J'ai entre les mains des dépêches de nos deux agents, dont je ne puis citer les noms, car le lendemain, ils seraient obligés de quitter les Cours auprès desquelles ils sont accrédités.

Dans la nuit du 13 au 14, les mesures militaires commençaient en Prusse.

Ce fut de cette déclaration solennellement faite à la tribune par le président du Conseil qu'est vraiment et définitivement sortie la guerre, avec tous ses désastres.

Mais cette déclaration contenait des énonciations fausses, suscitées intentionnellement par M. de Bismarck, qui voulut rendre les choses irréparables, à l'aide de son fameux télégramme du 13, et acceptées complaisamment, sans aucun contrôle, par le duc de Gramont, parce qu'elles servaient les visées de sa camarilla.

J'avais été nommé par mon bureau membre de la Commission qui allait se prononcer sur l'adoption ou le rejet des subsides de guerre. Nous nous réunîmes dans le cabinet de notre président, M. Schneider. La délibération, qui dura de six à huit heures et demie du soir, fut grave. Combien il serait émotionnant de relire le procès-verbal de cette séance, que j'ai vainement recherché depuis aux archives du Palais-Bourbon ! Les ministres appelés aussitôt avaient comparu.

Désigné par la Commission, de concert avec notre collègue Dréolle, pour rédiger le rapport qui allait être présenté à la Chambre, nous crûmes devoir leur poser des questions nettes qui devraient décider des conclusions à formuler dans le sens de la paix ou de la guerre, et qui résumaient bien les préoccupations des autres commissaires, tous convaincus que nous restions des intentions nettement provo-

catrices et blessantes du cabinet prussien (1).

Au ministre des Affaires étrangères. — S'il y a eu outrage par le roi Guillaume à l'ambassadeur de France, comme vous l'affirmez, d'accord avec les dépêches de nos deux agents, pourquoi ne pas appeler et entendre l'ambassadeur lui-même?

Le duc de Gramont.— Perdre un pareil temps, alors que l'ennemi concentre ses troupes depuis quarante-huit heures, serait compromettre la mobilisation et tout le plan de campagne.

Au ministre de la Guerre. — Êtes-vous réellement prêt? Au cas contraire, nous ajournerions au printemps prochain.

Le maréchal Le Bœuf. — Nous sommes absolument prêts, et nous avons vingt et un jours d'avance sur les Prussiens.

— En ce cas, nous passerons le Rhin cette nuit.

— Le passage ne se fera que dans trois jours; l'Empereur éprouve des scrupules à faire irruption dans un pays sans le prévenir de la déclaration de guerre.

— Avons-nous des alliés?

Le duc de Gramont. — Le Danemark nous a promis 40,000 hommes, l'Italie 60,000. Quant aux Etats du Sud de l'Allemagne, ils ne bougeront pas. Je suis renseigné par mon ami et élève, M. de B..., le président du Conseil bavarois. Du

(1) Ma dépositiou du 15 juillet 1871, à la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale.

côté de l'Autriche, je ne puis en dire davantage: demain parlera pour elle.

Au ministre de la Guerre.— Combien, monsieur le maréchal, pourriez vous jeter de suite de combattants réels à la frontière ?

Le Maréchal. — 400,000 hommes immédiatement: voici la situation des effectifs remise à Sa Majesté l'Empereur, à la date du 6 juillet, et arrêtée à 588,000 hommes disponibles, sans compter les non valeurs, 75,000 environ.

— Et la Prusse, que peut-elle nous opposer du premier coup ?

Le Maréchal. — Pas plus de 320,000 environ, en dehors des Etats du Sud.

— Et nos flottes ?

Le Maréchal. — En l'absence de mon collègue l'amiral Rigaud de Genouilly, retenu dans son cabinet pour des ordres à lancer d'urgence en prévision des événements, je suis autorisé à vous déclarer que toutes les mesures sont prises, entre lui et moi, pour transporter et jeter sans retard un important corps de débarquement sur les côtes de la Baltique.

Le soir même, 16 juillet, la guerre à la Prusse était votée. L'Empereur en accueillit silencieusement la nouvelle.

M. Benedetti a affirmé depuis lors, dans *Sa Mission en Prusse*, qu'il « n'y avait eu à Ems ni insulteur ni insulté ».

Dès le lendemain, la Bavière votait, la pre-

mière du Sud, les subsides de guerre à la Prusse !

Dix jours après, nos armées de Metz, d'Alsace et de Châlons, restées insuffisantes, puisqu'elles n'avaient pu recevoir que 220,000 hommes, se voyaient forcées de renoncer au passage du Rhin, par Maxau, point qui avait été fixé, et se rejetaient sur la Sarre.

Notre intendant général donnait sa démission « parce que les magasins manquaient d'approvisionnements ». Notre flotte n'était pas prête pour transporter le corps d'armée dans les mers du Nord, et rendait disponibles contre Metz les deux corps d'armée prussiens immobilisés sur les côtes de la Baltique !

La France ne comptait pas un seul allié !

Voilà l'œuvre personnelle du cabinet Ollivier.

Quant à l'Empereur, qui, en dehors des rapports du colonel Stoffel, recevait régulièrement d'une source sûre et très autorisée en Allemagne tous les renseignements les plus détaillés, il se berçait toujours de sa chimère, c'est-à-dire d'un retour du roi Guillaume à bonne composition, et, dès le début, il avai voulu prévenir l'emballement de la majorité de la Chambre, qu'il sentait travaillée par la camarilla.

En effet, à son instigation, le 8 juillet, un



sénateur, diplomate de vieille roche, ami dévoué, le baron Brenier, demandait — ce que l'Histoire a oublié de relever — à interpeller le gouvernement « sur l'interprétation qu'il « donnait à l'article 14 de la Constitution qui « conférait à l'Empereur le droit de déclarer « la guerre, et sur le point de savoir si ce « droit serait restreint par l'exercice du droit « d'un autre pouvoir ».

C'était le frein trouvé momentanément aux emportements belliqueux. Malgré les efforts du baron Brenier, l'urgence fut repoussée sur la demande du Cabinet lui-même, qui ne voulait pas d'entraves, l'interpellation fut remise à la séance du 12 juillet, fut escamotée à cette date de l'ordre du jour et fut emportée par la tourmente du 16.

Le lendemain Napoléon III, qui ne se faisait pas d'illusions sur l'état de préparation de l'ennemi, disait au Sénat : « Nous commençons « une lutte sérieuse, la France aura besoin du « concours de tous ses enfants. »

A partir du départ de Saint-Cloud, l'élu du 10 décembre n'apparaît plus que comme un passif mélancolique, errant et résigné à la destinée qui le pousse, ayant même perdu voix consultative aux armées comme au siège du gouvernement.



JULES FERRY

Nous avons lié connaissance, lorsque les élections de 1869 nous amenèrent tous deux sur les mêmes bancs de l'opposition libérale, à la dernière Assemblée législative du second Empire. Il s'établit dès lors, entre nous, une bonne camaraderie qui n'alla point jusqu'à l'amitié. Car l'auteur des *Comptes fantastiques d'Haussmann* manquait de cette affectuosité qui, plus tard, à travers les soubresauts de sa vie politique, eût pu désarmer bien des rancunes. Mais à cette époque, où nous étions encore jeunes, il se distinguait par une gaieté communicative, quoique un peu lourde. Parfois, avant d'aller à la Chambre, il venait s'asseoir à ma table de famille et nous racontait tous les menus propos de la grande ville, qu'il assaisonnait plus que de raison de calembours. Dans cet aimable basochien, on eût pu difficilement deviner celui qui, incontestablement,



devint un des rares hommes d'État de la troisième République. Son scepticisme n'allait pas encore jusqu'à l'irréligion. Sa foi républicaine, quoiqu'on en ait dit, n'était pas encore irréconciliable avec les idées de la monarchie tempérée.

Il suffit de rappeler une entrevue, restée inconnue, pour justifier cette appréciation rétrospective. C'était au moment où venait de se débattre la question des lois d'exil dont étaient frappés les princes d'Orléans.

On sentait déjà, malgré le rajeunissement tenté par l'un des cinq, M. Émile Ollivier, que l'Empire craquait. En dépit de l'éclatante et tardive défection de Paradol, l'esprit orléaniste faisait de sérieux progrès dans le pays, sous l'impulsion de l'Union libérale, qui avait fait échec, sur plusieurs points, à la candidature officielle. Ernest Picard, dont la finesse politique n'était égalée que par sa verve gouailleuse, et qui ne considérait pas le régime républicain comme panacée immédiate, avait entrevu la possibilité, qui pouvait s'imposer transitoirement, d'une restauration monarchique.

Il avait deviné que, le cas échéant, son pire ennemi serait M. Thiers, qui avait déjà presque pris parti contre les princes, en nous refusant avec aigreur de se joindre à M. Estancelin et

à moi, pour appuyer à la tribune le rappel des lois d'exil; aussi avait-il pensé que le nœud de la question ne pouvait se dénouer que chez son ami Jules Favre, alors véritable chef de l'opposition. Une visite au domicile de notre collègue fut résolue. Ernest Picard estima, avant d'aller le sonder, qu'il fallait nous adjoindre le brillant collaborateur du *Temps.*

Jules Ferry nous accompagna donc, rue d'Amsterdam. Dans cet entretien, l'éventualité du retour à l'orléanisme fut envisagée, et la conclusion en fut le dernier mot prononcé par Jules Favre : « Pour ma part, je ne m'y opposerai pas; mais ne comptez pas trouver en moi un second Lafayette. » Les princes arrivèrent trop tard! la République était faite. Je dus, au nom du gouvernement de la Défense nationale, répondre, à mon grand regret, à l'honorable M. Bocher, qu'ils devaient, malgré leur légitime ambition de servir sous le drapeau de leur patrie, repasser, de suite, le détroit, ce qui fut fait la nuit suivante.

Si les illustres voyageurs fussent arrivés le 4 septembre au matin, on peut se demander si la France, si peu républicaine avant la guerre de 1870, quoi qu'on nous en raconte, ne vivrait pas encore sous le régime monarchique.

*
* *

Jules Ferry possédait une double qualité, rare chez un bourgeois, très rare aussi chez un soldat : il alliait la hardiesse du courage militaire au sang-froid du courage civil. On l'a bien vu pendant le siège. Quoique confiné, à ses débuts, dans le rôle effacé de secrétaire du gouvernement, aux côtés d'Étienne Arago, on peut dire qu'il fut la partie agissante et défensive de l'Hôtel de Ville. Nuit et jour, il me tenait au courant, à la préfecture de police, de tous les mouvements du mont Aventin, de façon à ce que je pusse couvrir, en temps utile, le siège des délibérations du gouvernement, sans cesse menacé par les manifestations de Belleville, dont le premier chef fut Charles Lullier, l'ancien officier de marine, nommé, par les délégués révolutionnaires des vingt arrondissements de Paris, président du comité central de défense.

A la suite d'une entreprise avortée, Lullier avait été écroué à la Conciergerie, et Paris allait fermer ses portes. Le prisonnier menaçait de devenir un gros embarras : il était réclamé tumultueusement par ses légions, qui s'agitaient sur les flancs du Palais de Justice. Les clameurs redoublaient sous les fenêtres de l'an-

cienne préfecture non encore incendiée. Apparut dans mon cabinet Jules Ferry.

— « J'ai vu des fenêtres de l'Hôtel de Ville des attroupements grossir autour de vous : il faut y couper court, me dit-il. » — « Je ne crains rien : j'ai mes Bretons, lui répondis-je » — « C'est égal, il vaut mieux nous débarrasser du prisonnier. » — « Et comment? » — « Avant que les Allemands nous aient enfermés, expédiez-le dans une prison de province, au Taureau, par exemple, en pleine mer. Ce sera son affaire, un marin. »

Je réfléchis ; puis je fis amener Lullier :

— Monsieur, lui dis je, je ne puis oublier que vous avez été mon concurrent malheureux aux dernières élections du Finistère. Vous êtes dans une cruelle situation, et vous allez vous perdre irrémédiablement à Paris. D'autre part, vous êtes un marin de valeur, et le gouvernement, me dit M. Jules Ferry, a pensé que vous pourriez encore rendre des services au pays. Vous êtes libre ; voici 1,000 francs ; vous partirez ce soir pour le Havre, où vous vous embarquerez pour Copenhague. Votre mission est d'aller reconnaître, à vos risques et périls, l'emplacement des torpilles dans les mers du Nord. Aussitôt renseigné, vous ferez parvenir votre rapport au commandant de notre escadre



qui va sortir de Brest. Acceptez-vous? Puis-je compter sur votre parole de soldat?

L'officier de marine aventureux s'était réveillé dans l'orateur des réunions publiques; le prisonnier, devenu libre, nous répondit :

— Je pars.

Sur un signe de moi, il fut filé par l'agent de sûreté qui l'avait accompagné. Durant trois jours, se cachant dans Paris, l'ex-conspirateur fit la fête. Quand il ne lui resta plus qu'une partie minime des fonds reçus, Lullier fut arrêté et ramené dans mon cabinet, où il retrouva Jules Ferry, tenu au courant de son incartade.

« Monsieur, lui dit sévèrement ce dernier, vous avez dissipé, comme officier, les fonds du gouvernement, et vous avez déserté votre mission. Demain, le conseil de guerre, ou ce soir, embarquement forcé au Havre. »

Le lendemain, je reçus la lettre suivante :

Le Havre, 28 fructidor an LXVV.

Monsieur le préfet,

Il n'y a pas de ligne directe sur Copenhague. Je pars ce soir, à minuit, pour Southampton. Là, je trcuverai un paquebot quotidien pour Christiania et je me rendrai aussitôt à Copenhague, et de là à destination.

Vous voudrez bien convenir avec moi, monsieur le préfet, que la mission que vous m'avez confiée, au nom du gouvernement provisoire, est un peu trop verbale, et qu'il me faut payer quelque peu d'aplomb pour me faire recevoir et accepter ...ur votre agent.

Veui... agréer...

Charles LULLIER.

Voilà c...mment J. Ferry m'aida à débarrasser Pa...'un agitateur dangereux.

Dans ...uit du 7 au 8 octobre, je prévins mon anc...n collègue que l'Hôtel de Ville serait attaqué, le lendemain, par Flourens et Blanqui. Les soldats de l'ordre étaient rares; les bataillons de gardiens de la paix faisaient le coup de feu au Point-du-Jour; la garde nationale était douteuse, sauf le contingent Bixio. Restaient mes Bretons; il fut convenu qu'introduits nuitamment dans la caserne Lobau, ils feraient irruption dans l'Hôtel de Ville par le souterrain qui reliait les deux édifices, au moment psychologique. Quand tout fut convenu entre nous : « Vous savez, dis-je à Ferry, que les Bretons ne marchent pas sans leurs aumôniers. » Le futur édicteur des décrets se cabra. « A prendre ou à laisser; nos paysans ne marchent pas sans eux! » lui répliquai-je.

Il dut céder, et le lendemain, quand Flou-

rens, tout botté et éperonné, envahit l'Hôtel de Ville et eut bien discouru monté sur la table des délibérations du gouvernement, dictant ses volontés, un émissaire vint lui apprendre que les mobiles Bretons gardaient tous les escaliers et étaient prêts à faire feu sur les bataillons communards alignés sur la place. Jules Ferry, au milieu du conseil devenu silencieux, lui intima bravement l'ordre de donner sa démission de chef de bataillon, s'il voulait racheter sa liberté. Flourens l'exécuta, et, cette fois encore, le gouvernement fut sauvé jusqu'au 31 octobre, dont on connaît toutes les péripéties.

*
* *

Emportés par des courants divers, Jules Ferry et moi ne nous revîmes plus que dans deux journées restées mémorables.

La première fois, ce fut le jour de l'exécution des décrets. Nous nous rencontrâmes sur le pont de la Concorde : il m'aborda triomphant.

« Vous venez de commettre une grosse faute et une mauvaise action, lui dis-je. Quand j'étais préfet de Toulouse, après avoir réduit la Commune, j'ai rétabli l'égalité entre l'enseignement universitaire et les écoles congré-

ganistes qui avaient été fermées. C'est précisément M. Constans, que j'avais choisi comme premier adjoint à la mairie, qui m'a aidé à les réouvrir. Il fut mieux inspiré que vous, alors ! »

— « Mon cher, me répondit-il, nous tournions trop à la capucinade ; et puis, la politique n'est pas faite de sentiment. »

La dernière fois, ce fut à l'issue de la séance où il s'effondra sous les imprécations de MM. Ribot et Clémenceau, comme traître à la patrie.

« — Pourquoi, lui dis-je, n'avez-vous pas produit la seconde dépêche, que je connais, que vous avez reçue, ce matin, du général Brière de l'Isle, et qui témoignait qu'on s'était reprit d'un affolement inexplicable ? Avec un pareil document, vous pouviez faire tête à l'orage.

« — Non, me répondit-il, j'en avais assez ; je sentais dans la Chambre la trahison de tous les côtés ; j'ai préféré en finir. »

La vérité est que l'homme d'Etat, brave de sa nature, mais anémié par les affaires, avait brusquement cédé à cet énervement hystérique, propre aux hommes politiques surmenés, qui coûta si cher à Gambetta, dans sa dernière réunion de Belleville.

Son œuvre irréligieuse l'a tué, plus encore



que le Tonkin. Avec de rares qualités oratoires et gouvernementales, J. Ferry, qui a donné la Tunisie à la France, est mort et devait mourir impopulaire. Sa brusque disparition du monde laissera intact le souvenir du grand honneur qui lui est échu récemment : mais ses obsèques civiles attestent une fois de plus qu'il n'avait pas cessé d'être un danger pour la France. Ce n'est pas l'athéisme qui prépare les revanches !

FOLLE DE PUDEUR

Le théâtre antique et le roman moderne nous ont révélé bien des combinaisons de drame humain. Nous n'en avons pas connu de plus neuf et de plus poignant que celui qui a été vécu jadis, à Paris, par trois personnages dont à cette heure les dépouilles sont dispersées aux vents de l'oubli. Unis les uns aux autres par les liens les plus étroits, la mort les a séparés aussi brutalement que la fatalité les avait associés de leur vivant.

* * *

C'était au début du siège : par une soirée pluvieuse, l'huissier de service introduisait un solliciteur dans le cabinet du préfet de police. De taille élevée, les vêtements détrempés, le visage contracté par la souffrance, le visiteur nocturne déclina son nom. Ce n'était pas

un inconnu pour le haut fonctionnaire, qui l'invita courtoisement à s'expliquer sur le motif de sa démarche.

L'homme ouvrit d'abord les lèvres pour parler, puis se tut, le regard atone, le corps tout secoué par un tremblement fébrile. Enfin, brusquement, après avoir passé la main sur son front comme pour y comprimer une douleur, il prononça ces mots d'une voix haletante :

— « Monsieur le préfet, n'allez pas me prendre pour un fou, je vous en conjure.

« Je suis le plus malheureux des pères que vous ayez jamais accueillis. Veuf, je n'ai plus qu'une fille que j'adore. Adorable de beauté, aussi pure et chaste qu'on peut rêver une créature humaine, elle va mourir. Pourtant, je suis médecin, et l'on me reconnaît quelque autorité dans ma profession. Mais ma science est demeurée impuissante en face du mal mystérieux qui la mine. Durant vingt années, restée vaillante comme sa jeunesse, elle a dépéri tout d'un coup, s'étiolant comme la fleur coupée à sa tige. Eperdu, vaincu par la nature, j'ai fait appel aux deux plus savants de mes confrères.

« Voici l'arrêt tombé de leurs lèvres qui, ce soir, m'a frappé à l'égal du couperet du bourreau. — Ami, ta pauvre fille est perdue ;

elle en est à la crise suprême. Avant deux fois vingt-quatre heures, elle va s'éteindre..., victime de sa virginité. »

A la suite de ce cruel aveu, le docteur s'effondra dans un long sanglot.

Le silence s'était fait, troublé seulement par le lointain écho du canon.

— « Que puis-je donc pour vous, docteur » ? reprit le préfet, mû de compassion.

— « Vous seul pouvez assurer le succès et la dernière chance qui reste à mon enfant », répliqua le docteur, se redressant de sa haute taille. « Deux mortelles heures, j'ai piétiné sous la raffale à votre porte, roulant dans mon cerveau ce que j'hésite encore à vous dire, tant tout ce qu'il y a de sacré dans mon cœur de père se révolte d'horreur. Mais, je suis bien résolu cette fois à arracher ma fille à la mort..., et cela à tout prix. »

Le visage du docteur s'était transfiguré.

— « La chère enfant, reprit-il, est plongée depuis ce soir dans un état demi-léthargique. Je veux en profiter pour la faire transporter cette nuit dans une de ces maisons de hasard où votre police a droit de surveillance... et l'y livrer au premier inconnu. Ce sera, je n'en doute pas, le retour à la vie. Mais pour réussir, pour assurer le secret et l'oubli éternel de cette

horrible chose, j'ai besoin de votre concours et de votre protection. »

Puis, regardant bien en face son interlocuteur, les yeux débordant de larmes et la voix entrecoupée de spasmes :

— « Croyez-vous maintenant que j'aime bien ma fille ? » s'écria-t-il.

Le fonctionnaire, remué à son tour par cette grande douleur, surmenée jusqu'à l'impudeur du sacrifice, se recueillit un instant avant de répondre.

— « Docteur, lui dit-il plein de compassion, satisfaire votre désir est impossible. Le Code n'a pas prévu, et je ne saurais accepter la la légalité d'un viol, quelque impérieuse que m'en soit démontrée la nécessité. Mais, puisque dans votre âme et conscience de père et de médecin, vous en êtes arrivé à cette audacieuse conclusion pathologique, pourquoi ne jetteriez-vous pas les yeux de préférence sur ceux qui vous approchent ? Je ne dirai pas, cherchez parmi vos amis ; mais au nombre de vos jeunes internes, par exemple, ne connaissez-vous pas quelque brave garçon, d'avenir et honnête, fier de devenir votre confident et gendre ? Là seulement est peut-être le salut, moins la souillure et le danger de l'inconnu. Réfléchissez-y mûrement. »

Le docteur resta farouche et pensif. Puis, ramassant son chapeau qu'il avait déposé à terre, il se releva soudain et, sans saluer son hôte, disparut à travers les ombres de la porte.

*
* *

Un mois plus tard, le préfet assistait à la bénédiction nuptiale de M. X..., interne à l'hôpital de... et de Mlle Hélène X... Le docteur avait dit vrai. La jeune épousée resplendissait de beauté. Le défilé des amis à travers la sacristie du temple dura près d'une heure, en présence d'un couple et d'un père rayonnants de bonheur.

*
* *

L'heure est venue où Paris a faim et pressent la défaite suprême. La grande ville est plongée dans l'obscurité neigeuse. Sur les quais déserts qui longent l'Institut, on n'entend que les glaçons de la Seine qui vont se heurter contre les piles des ponts. De temps à autre, un éclair, lancé des hauteurs de Saint-Cloud, sillonne la rue, du Trocadéro à la flèche de la Sainte-Chapelle qui s'en colore.

A un second étage voisin de ces parages, dans une chambre bien close, à l'aspect encore

souriant, auprès d'une table éclairée par deux bougies et encombrée de papiers en désordre, est assise une jeune femme, en grand deuil, qui contemple douloureusement une photographie que sa main, tour à tour, prend et laisse retomber sur ses genoux. A la voir, on sent que désormais le désespoir règne en maître au logis.

La lune de miel n'a pas eu longue durée. Un soir fiévreusement entrelacés, on s'est donné le dernier et avide baiser de la veillée des armes, si plein de délicieux regrets et si gros de terreurs. Puis, hélas! l'on ne s'est plus revu! Tout ce que l'on a su, grâce au docteur Ricord, renseigné par le quartier général allemand, c'est que le jeune interne a été tué à son poste d'honneur, fracassé par un projectile. Après quoi, plus rien! que le temps qui poursuit sa marche impassible à travers les douleurs humaines et les écroulements des âmes.

Pauvre créature, que le même coup a foudroyée, elle n'a pu encore pleurer. Ses yeux sont restés secs depuis le moment où, après un siècle d'attente angoissée, elle a tout compris. Dans la chambre voisine repose son père : c'est tout ce qui lui reste, avec le souvenir grandissant de l'être aimé et perdu, de ce naufrage d'amour et de jeunesse. Sous l'étreinte



de la douleur aiguë, la femme a pris l'aspect hiératique de prêtresse.

Un instant, elle sort de sa torpeur et se met machinalement à ranger les papiers épars sur la table : ce sont ceux laissés par son mari. Soudain, son regard s'arrête et se fixe, plein de mélancolie. sur un petit carnet égaré entre deux diplômes et portant comme inscription : « Souvenirs du siège. » Elle va donc avoir la douce consolation de retrouver là les intimes pensées de celui qui, cédant aux entraînements de son cœur, l'a choisie entre toutes; et la voici qui dévore chaque feuillet, anxieuse d'y retrouver son propre nom sous la plume du cher mort.

7 novembre.

Mauvaise nouvelle, en rentrant des ambulances du secteur où le chef n'a pas paru aujourd'hui. Pauvre docteur! il est méconnaissable. Sa fille est à la mort. Quelle ironie de s'en aller ainsi, quand on est si belle!

9 novembre, à 3 h. du matin.

Je ne sais plus vraiment si je rêve ; en tout cas, j'ai une fièvre ardente. Quelle aventure! Que de choses en si peu de minutes! Ma vie toute changée, et un vrai remords doublé d'une bonne affaire!

Ereinté de ma journée passée aux avant-postes, je m'étais assoupi hier soir dans mon fauteuil,

lorsqu'à six heures, on frappe d'un coup violent à ma porte. J'ouvre : c'est le chef; il paraît décomposé. Sa fille doit être morte ? — Pas encore, me dit-il; je viens vous chercher pour la sauver... Voulez-vous être mon gendre ?... Ma pauvre Hélène se meurt d'hystérie!... Si la nature n'est pas violentée sans retard, c'en est fait d'elle... Vous me comprenez bien : elle est à vous. Venez. Je vous en conjure... »

Abasourdi par ce flux de paroles et de gémissements incohérents, j'ai refusé net... Alors, le malheureux docteur m'a supplié, s'est jeté à mes genoux, m'enveloppant de sa douleur. — J'ai eu pitié, j'ai cédé et je l'ai suivi.

Hélène reposait, léthargique, sur son lit virginal. Elle était adorable, sous sa pâleur d'emprunt. J'ai veillé seul à son chevet ; puis, ma tête s'est égarée... et après, je me suis enfui comme un voleur.

A cette heure elle revit ! Nous voici donc unis sans avoir été fiancés. Ai-je mal ou bien agi ? Je m'y perds. Enfin, l'important, c'est que l'abominable secret mourra entre le père et moi. Le sort en est bien jeté. Dès demain, je commencerai ma cour près de celle qui est déjà ma femme !

*
* *

La malheureuse a lu et compris; elle a exhalé un cri déchirant qui a fait accourir le docteur. Elle est alors debout, le livre à la main, immobile comme une hypnotisée, plus belle encore dans sa pudeur en révolte.

— « Lisez, père; est-il vrai que, par vous, j'ai été victime d'une pareille infamie? Répondez : je le veux. »

Le docteur, hagard, parcourait lentement la page accusatrice; la lecture achevée, il regarda timidement sa fille, les yeux pleins de muettes supplications, les mains jointes comme devant un Christ, titubant sur ses jambes.

Alors, la femme saisit un couteau, ouvrit brusquement la fenêtre et se lança dans le vide, en criant d'une voix rauque :

— « Eh bien, moi, je vais tuer l'infâme! »

PEINE DE MORT

Où commence, où finit pour la société, pour l'individu, le droit de retirer la vie à une créature humaine?

Grave et éternel problème, presque insoluble, qui a hanté mon esprit dès ma plus tendre enfance, à raison de douloureux souvenirs de famille; qui, durant mon passage à travers la vie militaire et politique, a troublé ma conscience et m'a poursuivi sous les formes les plus complexes, ma propre destinée m'ayant condamné, par une étrange et poignante ironie, au milieu de vicissitudes bien diverses et malgré mon horreur pour le sang versé, ou à tuer, ou à prononcer l'arrêt de mort, ou à le faire exécuter.

Cette répulsion pour le meurtre légal, accompli soit par l'État, soit par l'individu, datait pourtant de loin chez moi, du jour où j'avais pu connaître et comprendre l'histoire.

Épris d'idéal, je rêvais de fraternité humaine; instinct, raisonnement, profession libérale de mon choix, tout semblait me présager une carrière pleine de mansuétude aussi bien qu'une existence à l'abri des violences.

Mais l'homme s'agite, et son *fatum* le mène. Que de fois ne sommes-nous pas contraints par le grain de sable de Pascal à faire exactement le contraire de ce que nous nous étions proposé! N'existe-t-il pas en nous deux esprits dont l'un veut et l'autre ne veut pas? Des fils embrouillés de ce dualisme continu se tisse ainsi notre destinée, poursuivant sa marche illogique.

Ce fut mon lot ici-bas.

Les événements politiques ne tardent pas à m'arracher d'un cabinet de travail pour me jeter aux hasards de la vie de soldat; à peine entré dans les rangs, je suis grièvement blessé, en Algérie, par un de ces bretteurs de profession qui se font un jeu d'humilier et de brimer les jeunes engagés volontaires : huit mois après, fort cette fois de longues heures de salle et d'une nouvelle provocation stupide, je tue en Crimée mon même bretteur, à la satisfaction de tous : voilà le premier sang versé! Légitime défense d'homme à homme, ce fut ma première étape dans la voie meurtrière.

Nous voici guerroyant tour à tour en Crimée.

en Algérie, au Mexique : nous marchons sous le drapeau, et, l'arme en main, nous attaquons et nous nous défendons comme des soldats qui se battent au nom de la patrie infaillible et consolatrice. Là, ce ne sont plus que les risques anonymes de la mêlée où l'on se meut comme une machine irresponsable, née pour donner et recevoir des coups, et d'où l'on sort, si on survit, avec la conscience du devoir accompli. Et pourtant, quelque impassible, quelque stoïque que demeure l'âme au plus fort de la tuerie, croira-t-on que la carcasse humaine, brutalement secouée par Turenne, n'en éprouve pas des spasmes plus douloureux encore que la mort qui est la fin de souffrir?

Jamais je n'oublierai le combat de San Lorenzo où, après une longue marche de nuit, zouaves et chasseurs d'Afrique, nous fûmes lancés à la première lueur du jour, un contre dix, sur l'armée du général Comonfort qui essayait de porter secours aux assiégés de Puebla.

Chargeant sur l'infanterie et l'artillerie qui nous criblait de projectiles, frappant d'estoc et de taille, nous nous retrouvâmes ralliés autour de notre valeureux colonel du Barail, maîtres des pièces et des positions ennemies.

Alors un haut-le-cœur me monta aux lèvres, mélangé d'un frisson de Macbeth, à la vue de

ma lame et de mon poignet de veste tout rougis. Ne venions-nous pas de frapper sans pitié des hommes dont le seul crime était de défendre leur pays contre l'envahisseur? Qu'étaient donc devenues, au souffle de guerre, mes belles théories d'antan sur le respect de la vie d'autrui?

Nous voici revenu à la vie privée : j'en ai donc fini avec ces cauchemars macabres, et mon libre arbitre n'aura plus à traiter de la peine de mort que platoniquement. Mais non, je n'avais gravi que la moitié de la montagne. La question vient me ressaisir violemment sur mon banc de député et me poursuivra, quoique civil, jusqu'au terme de ma vie militante : elle a été posée législativement par mes collègues de l'opposition. Jules Favre s'est fait l'ardent promoteur de la suppression de la peine de mort en matière criminelle.

Cette fois ma responsabilité est encore plus lourde et redoutable que jadis sous l'uniforme. C'est celle du législateur qui a charge de l'ordre social.

Il faut prendre son parti; l'heure est venue de voter oui ou non. J'ai relu les grands écrivains et philosophes qui ont traité de la question.

Mon âme restait donc plutôt ouverte aux

accents de miséricorde, et pourtant, me séparant de mon parti politique, cédant encore cette fois à la raison plus qu'au sentiment, je laissai tomber dans l'urne mon vote pour le maintien de la peine de mort. Je m'étais rangé du côté d'Alphonse Karr, s'écriant : « Messieurs les assassins, cessez les premiers. »

Voici à son tour la guerre de 1870 qui éclate. Gambetta m'appelle au commandement de mes compatriotes, les mobilisés bretons.

Hommes des villes et des campagnes, qui n'ont jamais connu les rigueurs nécessaires de la discipline, sont envoyés brusquement sous les drapeaux. L'insubordination est à l'ordre du jour, et l'ennemi s'approche du Mans. Il faut faire un exemple : le conseil de guerre, fonctionnant au camp de Conlie, condamne à la peine de mort un pauvre rural qui, dans un état d'ivresse, a frappé un officier, son camarade et égal de la veille, promu du coup officier à l'élection.

Nous voici au matin de l'exécution ; les 27,000 hommes, qui stationnent au camp, occupent les trois côtés d'un vaste carré : le condamné, escorté par la prévôté, accompagné par son aumônier de régiment, est déjà adossé à la redoute nord, faisant face au peloton d'exécution. Il reste crâne et saura mourir en soldat,

Au premier roulement de tambour, une vieille paysanne perce violemment la haie formée par les bataillons, accourt, tombe dans les sillons et se traînant sur les genoux, les bras tendus vers son enfant, jette des cris éplorés. On sent que toutes les poitrines des Bretons arrachés d'hier à leur foyer, d'abord stupéfiés, puis remués jusqu'à la moelle par le spectacle qu'ils ont sous les yeux, vibrent à l'unisson de la malheureuse mère. A les observer, leur silence couve une explosion prochaine qui peut avoir de graves conséquences. Je jugeai, en vieux soldat, que l'exemple terrifiant infligé au coupable ainsi qu'à ces braves gens suffisait.

J'arrêtai l'exécution, et, au nom du gouvernement de la Défense nationale, je fis grâce. Nous n'eûmes pas à nous en repentir ; ces Bretons-là se montrèrent des héros au plateau d'Auvours, trois fois perdu, trois fois regagné.

Certains esprits s'empressèrent de me faire un crime du pardon accordé, auprès de Gambetta, essayant de lui faire croire que j'avais voulu empiéter à distance sur les pouvoirs de la délégation de Tours, en m'arrogeant le droit de grâce. Gambetta, malgré ses tendances soupçonneuses, leur imposa silence. Après lecture de mon rapport, et comme ministre de la Guerre et comme homme accessible aux

grands sentiments de pitié, il jugea que j'avais bien agi.

Il est hors de doute qu'en cette circonstance j'avais fait fléchir la loi, sans en avoir le droit. Mais j'estime que dans les temps exceptionnels, lorsque l'intérêt du pays le commande, tout chef doit savoir encourir certaines responsabilités, quitte à les payer chèrement. La conscience du juste est plus forte que la crainte des colères ou des représailles du lendemain.

Je n'étais pas encore au terme de mes épreuves. Comme duelliste, comme belligérant, comme législateur, on l'a vu, j'avais touché à la hache, en dépit de mes inspirations juvéniles. Le sort me réservait des extrémités plus dures encore, celle entre autres d'ordonner le feu contre mes compatriotes en pleine guerre civile. Il ne me manquait plus que cette face de la question, la plus terrible à mon sens, pour en avoir épuisé toutes les angoisses.

Fin mars 1871, le gouvernement de la Défense nationale s'est transporté à Versailles. La Commune règne à Paris : elle vient de se déclarer à Toulouse, sous la direction du préfet en fonctions, M. Duportal. Le Capitole, la cathédrale et la préfecture sont aux mains des insurgés. Encore souffrant d'une blessure reçue lors de ma traversée en ballon de Paris à Bar-

le-Duc, je me suis retiré à Bordeaux avec les miens. La nuit qui suit la levée de boucliers opérée à Toulouse, le préfet de la Gironde, resté fidèle à Versailles, M. Barckhausen, vient m'apporter coup sur coup trois télégrammes de M. Thiers, me sollicitant d'aller éteindre le commencement d'incendie qui menace tout le Midi.

Malgré deux premiers refus, devant les raisons d'État invoquées, devant le péril qui menace la forteresse où ont été concentrées toutes les ressources d'artillerie du gouvernement, je cède, et me voici cette fois lancé dans les calamités de la guerre intestine. Armé de la déclaration d'état de siège dont je suis porteur et que j'ai encore sous les yeux en traçant ces pages, à l'heure même où l'on égorge mon brave collègue de l'Espée dans sa préfecture de Saint-Étienne, je débouche devant le Capitole, garni de combattants postés à ses nombreuses ouvertures, avec une poignée d'hommes résolus et six pièces de canon chargées à mitraille. Après avoir conféré vainement avec les chefs des insurgés, après avoir fait procéder aux trois sommations légales, je donne l'ordre de commencer le feu : les rebelles se décident à mettre la crosse en l'air. Le surlendemain, nouvelle tentative de

rébellion, suivie de coups de feu tirés sur la troupe et sur la préfecture, et vigoureusement réprimée.

Des arrestations ont été opérées au cours de l'action. C'en était fait des prisonniers, si je proclamais l'état de siège qui eût été suivi de toutes ses rigueurs ; mais, heureusement, j'avais temporisé. Du moment où j'avais acquis la certitude qu'avec du sang-froid et de l'énergie j'étais en mesure d'apaiser la révolte, j'avais cru nécessaire d'opter pour la clémence. Le préfet Duportal, chef de la Commune toulousaine, qui put ainsi rester debout et demeura mon adversaire politique déterminé, voulut me donner, douze ans plus tard, quelque temps avant sa mort, un témoignage par écrit de ses sentiments d'estime. J'en ai conservé un précieux souvenir, mais ce que je n'oublierai pas non plus, ce sont les angoisses en face du devoir terrible qu'on peut être contraint d'accomplir vis-à-vis de ses propres concitoyens.

Me voici enfin arrivé à la dernière épreuve qui me fut infligée durant ma vie administrative; elle me coûta de cruelles insomnies que je confesse à cette heure.

La Commune, un instant triomphante à Marseille, avait été réprimée par les marins de la *Couronne*, débarqués pour donner l'as-

saut à la préfecture qui était occupée par les insurgés et dont ils s'emparèrent à la hache d'abordage. Le brave amiral Crosnier, préfet en exercice, débordé par l'émeute, venait ultérieurement de payer du sacrifice volontaire de sa vie un instant de faiblesse devant la populace soulevée. Gaston Crémieux, le principal chef de l'insurrection, condamné à mort par le conseil de guerre, attendait en prison l'heure de sa grâce ou de son exécution.

Devenu moi-même préfet des Bouches-du-Rhône, je fus mandé subitement à Versailles, appelé en cette qualité par la Commission des grâces. Le Président de la République, alors inspiré par l'esprit d'apaisement, s'était prononcé hautement pour une mesure de pardon. Mais le président de la Commission, le très honnête M. Martel, mon ancien collègue au dernier Corps législatif de l'Empire, cédant au désir des autres commissaires, voulait, avant de statuer, l'avis particulier du préfet de Marseille, comme le meilleur juge de la situation qui était encore périlleuse dans le département, à ce point que les autorités n'y pouvaient compter sur l'esprit très ébranlé des troupes de terre.

De ma réponse dépendait donc le sort du malheureux condamné. Très ému par cette

question posée à brûle-pourpoint, je demandai douze heures de réflexion avant de me prononcer, non pas que je redoutasse les responsabilités. Mais si, d'une part, au point de vue humain, j'étais sollicité par mes propres tendances à la générosité, d'autre part, en mon for intérieur, comme fonctionnaire chargé de prévenir, aussi bien que comme vieux soldat fidèle au drapeau, je ne pouvais me dissimuler que la grâce du chef civil de l'insurrection, qui avait coûté beaucoup de sang, serait une injure et une injustice commises à l'égard de l'armée, dont deux de ses membres égarés avaient déjà été passés par les armes, en vertu de l'arrêt du même conseil de guerre.

Ma réponse fut que je me récusais; qu'à mon avis la Commission des grâces avait seule et souverainement, au-dessus de tous les citoyens, le droit et le devoir de se prononcer sur l'unique vu des pièces elles-mêmes du procès.

Je repris le chemin de Marseille. Le trajet en fut des plus douloureux. A mon arrivée, vers minuit, l'huissier de service me remit une dépêche chiffrée m'ordonnant l'exécution immédiate. A l'aube du jour, la justice avait suivi son cours.

J'ai exposé au début de ce chapitre mes

théories du jeune âge: on a vu à quelles traverses elles avaient été livrées, et sous toutes les faces où la question de la peine de mort peut se poser.

A l'époque présente où la vie compte plus pour moi par le passé que par l'avenir, je reste fermement convaincu que la société ne peut se défendre sans le maintien de la peine de mort, surtout si le législateur veut bien considérer les nouveaux germes de dissolution sociale créés par une civilisation décadente et par un appétit de jouissances qui ne connaît plus de frein. La guillotine est un préservatif plus efficace que la villégiature de Nouméa.

SI J'AVAIS ARRÊTÉ GAMBETTA....

Ah! l'heureux temps, où, pleins de jeunesse et d'espérances viriles, nous courions d'Algérie en Crimée, puis plus tard au Mexique, n'ayant qu'un chef, le drapeau, qu'un idéal, la croix de la Légion d'honneur. Insouciants du danger, dédaigneux du bien-être, couchant à la belle étoile, ne rêvant qu'à la mêlée, nous chevauchions sous le chaud et le froid, par toutes les routes de combat, sabre au clair et le cœur content, dévorant les bois meurtriers et les plaines de la soif de Vera-Cruz à Colima, franchissant les montagnes et les fleuves sans ponts, du Pacifique au Rio-Bravo; nous étions tous là, zouaves et chasseurs d'Afrique, La Hayrie, Japy, du Bessol, Plessis et Jeantet, Garcin et Darras, tous étoilés à cette heure, et tant d'autres braves disparus, Clary, de Saint-Sauveur, Ney, Du Valon, emboîtant le pas à notre valeureux chef de colonne,

à la silhouette sévère, le colonel du Barrail, nous haussant sur nos étriers pour découvrir plus tôt l'ennemi, nous retrouvant au bivouac, après chaque affaire un peu chaude, dans une cordiale étreinte.

Les courriers de France, on ne les attendait que pour lire avec attendrissement les dernières nouvelles de la famille : de politique, jamais un mot; on n'en avait cure. Notre seule littérature se composait des citations à l'ordre de l'armée insérées à l'*Officiel*, et celles-là bien gagnées, à la face du soleil. Entre chefs et soldats, ce n'était qu'un tournoi d'audace et d'entrain, où l'on se battait dix contre cent, pleins de confiance réciproque entre hommes et officiers.

Qui ne se rappelle cette rencontre sanglante où le général Garnier, assailli avec sa petite colonne par des forces considérables, se vit un instant débordé par l'ennemi. Derrière lui, une seule réserve : un vieux brigadier et quatre chasseurs d'Afrique, tous vétérans de Crimée, la manche ornée de trois brisques. Le moment était critique : deux régiments de cavalerie fraîche débouchent sur le terrain, menaçant la retraite des nôtres. Alors, le vieux brigadier s'approche du général et lui dit avec simplicité : « Mon général, voulez-vous que nous

les tournions ? » Ils étaient cinq ! Forfanterie héroïque dont le soldat français retrouve toujours le secret à l'heure du péril.

Hélas ! ce beau temps des chevauchées sereines a fui sans retour. Depuis le jour où le Teuton a foulé notre sol de son pied pesant, l'horrible politique s'est infiltrée comme un virus dans les affaires de guerre, n'y apportant que désordre et suspicion.

Je veux compter ici un épisode, inconnu encore, quoiqu'on ait beaucoup écrit sur la guerre de 1870, dont les conséquences eussent pu influer profondément sur les destinées de la France, si j'eusse compris d'une manière différente mon honneur de soldat.

Le 14 octobre 1870, j'étais sorti de Paris par le ballon « Godefroy-Cavaignac », envoyé en mission à Madrid, auprès du maréchal Prim, par le gouvernement de la Défense nationale. A mon retour d'Espagne, je fus appelé à Tours. Par décret du 22 octobre, Gambetta me confiait le commandement des forces de de Bretagne. Il avait pensé qu'en qualité de député breton, j'exercerais quelque action sur mes compatriotes. Tout dévoué à l'œuvre commune, je fis de mon mieux pour organiser en arrière de la ligne du Mans, sur l'emplacement de l'ancien camp de César, situé à

Conlie, un point d'appui appelé à renforcer les derrières de l'armée de la Loire, une vraie place d'armes où la jeunesse des cinq départements de l'Ouest pût s'exercer au métier des armes avant d'aborber l'ennemi.

Nous étions à peine en formation, nous débattant jour et nuit au sein de toutes les difficultés inséparables d'une concentration trop précipitée, rendue plus pénible encore par le manque d'armes et d'officiers, aussi bien que par l'ignorance, chez presque tous les mobilisés, de la langue française. Soudain, dans la nuit du 11 au 22 novembre, je reçus de Tours la dépêche suivante :

Intérieur et Guerre au général Kératry, au camp de Conlie

Tours, 21 novembre au soir.

Concertez-vous avec Jaurès pour couvrir Alençon avec toutes les forces dont vous devez pouvoir disposer.

J'étais dans l'ignorance absolue du rôle militaire et de la situation topographique occupée par M. Jaurès, officier supérieur de la marine. A force de télégraphier, j'appris que ce dernier se trouvait à Nogent-le-Rotrou, occupé à

rallier les troupes déroutées du général Fiereck qui venait de subir un gros échec. La situation était si grave que le préfet d'Eure-et-Loir, en même temps qu'il m'informait de la transmission de mon message par exprès au général Jaurès, m'avisait « que, de Nogent à la Ferté, des bandes de fuyards avaient fait douze lieues sans officiers ». En effet, dès le lendemain, ces fuyards, affolés, arrivaient sur la lisière de notre camp et, crainte qu'ils ne jetassent la panique au milieu de nos conscrits, on dut faire établir un cordon de sentinelles chargées d'empêcher toute communication avec le dehors.

Malgré notre préparation bien incomplète, nous n'avions pas hésité à organiser d'urgence une division de marche provisoire. Le camp renfermait déjà près de trente mille mobilisés, encore inexpérimentés, mais tous pleins d'ardeur. Je les vois encore, ces braves gens réunis en un vaste carré le long des pentes avancées de la redoute Nord. « Le ministre de la Guerre, leur criai-je, demande des hommes de bonne volonté pour aller boucher une trouée, où l'ennemi veut passer ! » La réponse fut une acclamation frénétique.

Le surlendemain matin, douze mille volontaires, forts de quatre batteries d'artillerie,

commençaient leur embarquement dans les wagons de la Compagnie de l'Ouest, dont l'activité fut merveilleuse dans toute la campagne. C'est une grosse besogne d'expédier, d'une gare bien outillée, une division régulière et son matériel, en temps ordinaire. Mais d'une halte en plein champ, que dire d'hommes ne se connaissant encore que par clochers, qu'il fallait inspecter individuellement pour constater sur eux vivres et cartouches, avant de les expédier ! Debout depuis la veille, sans sommeil, la tête sous une pluie continue, les pieds dans la boue d'argile, mal réconfortés, nous rivalisions d'efforts pour courir au plus pressé. Les trains se succédaient emportés vers le Mans. Au moment où je m'embarquai avec le dernier détachement, je reçus le télégramme suivant de M. de Freycinet, délégué à la guerre :

Guerre à général en chef de l'armée de Bretagne, Conlie

Tours, 22 novembre.

L'ennemi paraît vouloir nous pousser, assez vivement, dans la direction du Mans. Je vous conjure d'oublier que vous êtes Breton pour ne vous souvenir que de votre qualité de Français, et vous concerter avec le général Jaurès pour opposer à l'invasion votre naissante, mais vaillante

armée. C'est l'occasion de lui donner le baptême du feu.

Vieux et fidèle soldat de Crimée, d'Afrique et du Mexique, à la lecture de cette dépêche, je restai aussi indigné qu'inquiet. Les Bretons étaient déjà suspects! Les clubs de Nantes, Cantagrel en tête, avaient dénoncé, à Tours, nos menées royalistes!

Et cela, alors que tous les chefs de régiments, restés presque tous fidèles aux souvenirs de l'ancien régime jusque sous l'Empire, rivalisaient de dévouement et de patriotisme, uniquement préoccupés et fiers de marcher sous la bannière de la France.

*
* *

Le 24, à onze heures du soir, je me trouvai bivouaqué avec environ 18,000 hommes, 4 batteries et 5 mitrailleuses, en avant du Mans, à Yvré-l'Évêque. Le 26, nous poussions une reconnaissance offensive avec une quinzaine de mille hommes. Trois des batteries étaient traînées à bras, faute de harnachements, durant treize heures de marche, jusqu'à Bouloire, à 18 kilomètres en avant d'Yvré. A quatre heures du soir, notre avant-garde pénétrait dans le bourg que les Allemands venaient d'évacuer,

aussitôt la certitude acquise par leurs éclaireurs que la route du Mans n'était plus libre pour le corps d'armée du grand-duc de Mecklembourg concentré à Saint-Calais.

Quel retour, après la tombée de la nuit! A peine la retraite commencée, la fusillade éclate sur les derrières de la colonne du centre, et, plus nourrie, gagne de proche en proche, à travers l'obscurité des bois de sapins. C'est la panique! Jeunes troupes, se tirant les unes sur les autres, qu'il faut faire coucher de force dans les fossés de la route, pour éteindre un feu qui eût été terrible si elles avaient été déjà munies d'armes à tir rapide! Notre ami Foucher de Careil, qui dirige les ambulances, fait relever et ramène les victimes, que nous suivons tristement jusqu'au bivouac quitté le matin. Mais nous avons fait notre devoir. L'heure de l'invasion est ajournée de ce côté; les conscrits vont pouvoir s'exercer et s'aguerrir, aux avant-postes, durant quelques jours de répit. Il le faut pour l'honneur et le succès de l'armée de Bretagne.

Le lendemain soir, 27 novembre, l'armée de Bretagne avait cessé d'exister. Par ordre signifié de Tours, elle était fondue dans les troupes du général Jaurès et mise à sa disposition sous mes ordres.

Pareil ordre était la violation de tous les engagements pris par Gambetta, et par moi en son nom, vis-à-vis de tous mes compatriotes et de leurs conseils généraux qui n'avaient refusé aucun sacrifice en hommes et en argent à la Défense nationale. Unité de l'armée de Bretagne, armement des mobilisés de l'Ouest égal à ceux des mobilisés du Midi, instruction préalable des troupes avant de les jeter à l'ennemi, tout était à vau-l'eau. Mal armés, inexpérimentés, désunis alors que la communauté de paroisse était leur vœu et leur force, on allait sacrifier inutilement nos compatriotes vis-à-vis desquels j'avais charge d'âmes, ou les mener à la déroute. Hélas ! glorieux et héroïques furent les aînés, six semaines plus tard, au fameux plateau d'Auvours ; mais quel triste lendemain pour leurs cadets, à la débandade du Mans !

A l'ordre du soir, on fit connaître aux officiers et aux troupes que leur chef résignait son commandement. En même temps que cette nouvelle se propageait, au milieu des rumeurs du camp, le bruit courait aussi que la veille Gambetta avait été inspecter les troupes encore stationnées à Conlie, qu'il y avait trouvé un accueil glacial, et qu'il était reparti pour Tours, plein de ressentiment pour les *chouans*.

que j'avais eu l'honneur de servir ma patrie, comme officier régulier, et que tout me défendait d'attacher mon nom et celui de mes enfants à un *pronunciamiento* militaire, je finis par signer ma démission motivée, et l'expédiai sur Tours.

Ai-je eu tort ? Ai-je eu raison ? Je ne sais. Quelle horrible chose que la politique pour une âme de soldat !

EMILIO CASTELAR

(3)

Le grand tribun espagnol qui, depuis un an, a renoncé publiquement aux luttes de la politique active, vient pour la seconde fois d'engager le parti démocrate, dont il fut l'illustre chef, à soutenir les institutions monarchiques existantes, comme à seconder les efforts patriotiques de la Régence. Une certaine presse, en Europe aussi bien que dans l'Amérique latine, a froidement accueilli cette déclaration du vétéran de l'idée républicaine au delà des Pyrénées : on a même été jusqu'à prononcer le nom d'apostasie.

C'est bien mal connaître le passé, le caractère, les doctrines et les actes du vieux libéral qui professa jadis avec tant d'éclat en sa chaire d'histoire et de littérature à l'Université de Madrid; qui, toujours à l'avant-garde, préconisa de sa plume ses idées réformatrices dans

la *Tribune,* la *Discussion* et la *Démocratie;* qui les défendit sur les barricades, en 1866, au péril de sa vie, faisant tête à un pouvoir corrompu et despotique dont la réponse fut un arrêt de mort.

Qui ne se rappelle, après la chute de la reine Isabelle, renversée par Prim et Serrano, l'admirable discours que Castelar prononça devant les Cortès sur la liberté de conscience, et qui entraîna du coup la reconnaissance de la liberté des cultes, sur ce sol encore si imprégné de fanatisme?

Nul ne fut plus logique et ne resta plus fidèle, malgré les tourmentes, à son programme des premiers jours, la liberté dans la démocratie. Sa formule politique, c'est la marche toujours progressive, mais conservatrice et pacifique. Qu'il lutte dans l'opposition ou qu'il devienne chef de gouvernement, sa doctrine, restée l'ennemie de la violence, se retrouve tout entière dans son appel du 2 février 1879, adressé aux électeurs démocrates.

Il les adjure de « se soumettre, au cours de la lutte électorale, qui ne saurait être que pacifique, à toutes les institutionsact uellement existantes. »

Sous Amédée, sous la République fédérative, comme alors sous Alphonse XII, il veut

« l'unité de l'Espagne, une armée soumise à une discipline rigoureuse, un clergé indépendant de la politique et entièrement libre de son ministère religieux ». Il veut « des réformes progressives, non pas imposées par la force ou les révolutions, mais amenées par l'acceptation de la conscience du pays et par sa volonté, afin de conjurer les triomphes éphémères qui brillent comme un éclair, pour faire place ensuite à l'éternelle nuit et à l'hiver des réactions ! »

Jamais langage plus élevé, plus instructif pour les impatients et les violents, n'est sorti des lèvres d'un homme d'Etat. C'est que Castelar les avait bien prévues et éprouvées par expérience, ces phases terribles d'action et de réaction dont le vieux sol monarchique avait déjà tant souffert, et qu'il avait traversées lui-même, après la proclamation de la République, succédant à l'abdication du roi Amédée en février 1873.

Nul plus que lui n'avait rêvé de l'établissement légal en son pays de la forme républicaine; il y voyait le triomphe de la liberté par la démocratie, un sang nouveau infusé à des institutions surannées, une garantie de pacification intérieure. Tout d'un coup se dressent devant lui l'insurrection carliste ranimée au

Nord, la rébellion militaire des officiers d'artillerie soulevés en masse, l'émeute dans la capitale, sur tous les points du territoire, la banqueroute du Trésor. A tout cela, Castelar a fait face avec une merveilleuse énergie. Mettant ses doctrines en pratique, avant tout le respect de la loi, il tient bon devant l'orage; il ne lui manque qu'une force morale, celle de la France que, comme proscrit et réfugié, il a su apprécier et aimer; dont, moins oublieux que les Crispi et les Andrassy, l'hospitalité lui est restée chère; à qui, au plus fort de ses désastres, il a envoyé les vœux de délivrance du directoire républicain. Il se tourne alors vers la République sœur, invoquant la parenté de race et de langue, la communauté d'intérêts et d'aspirations. Il réclame de M. Thiers, pour mieux résister à l'assaut des partis extrêmes, la reconnaissance de la République espagnole, votée et acclamée par les Cortès. A la lecture du document qui va suivre, on retrouvera le grand souffle du puissant patriote dont le cœur est resté espagnol, et dont l'âme est devenue française. Cette lettre, où il me priait d'insister à nouveau auprès de notre gouvernement, fut le *post-scriptum* de sa mémorable circulaire, grande leçon de droit international, adressée, le 25 février 1873, à tous les cabi-

nets étrangers et par laquelle il réclamait si éloquemment « pour toutes les nations le droit de se gouverner elles-mêmes ». En voici la traduction exacte.

MINISTÈRE des AFFAIRES ÉTRANGÈRES — Cabinet particulier

Madrid, le 7 avril 1873.

Mon cher ami,

J'ai reçu votre lettre et je l'ai lue avec plaisir et satisfaction. Ces nobles paroles que vous avez adressées à l'illustre Président de votre République me prouvent que vous avez bien étudié et bien compris la situation de notre peuple et l'état de notre politique. La République est proclamée, et sa proclamation a suscité des difficultés très graves. Vous autres, qui avez passé par tant de révolutions et qui avez souffert tant de crises, vous ne vous étonnerez pas de nos difficultés.

La transition d'une forme de gouvernement à une autre est toujours grave chez tous les peuples et en tous temps. Mais ne vous y trompez pas, et que nos amis de France ne s'y trompent pas non plus! la plupart des difficultés que nous rencontrons, nous en avons hérité du régime antérieur. La guerre carliste n'était-elle pas déjà allumée et engagée? L'affaire des artilleurs n'est-elle pas inhérente à la dernière monarchie? Le manque même de discipline dans l'armée pro-

vient des anciens germes : nous y avons déjà remédié en grande partie.

Par conséquent, la République a rencontré tous les embarras, conséquences forcées de tout changement de gouvernement. Et croyez-moi, ces obstacles seront vaincus par notre ferme résolution de faire régner l'ordre le plus parfait à côté de la liberté. Je sais combien M. Thiers vous prête l'oreille. Veuillez donc lui adresser cette observation très simple.

Comment demander de l'énergie à un gouvernement, alors que vous lui enlevez toute autorité ? Comment voulez-vous qu'il persévère dans ses vues, alors que votre abstention paralyse cette persévérance ? Hélas ! si la nation française nous avait reconnus officiellement, quelle force et quel prestige elle nous donnait dans le monde et en Espagne !

Notre République a tous les caractères de la légalité. Nous n'avons pas renvoyé le Roi : il est parti de son plein gré et à son heure. Nous n'avons pas envahi les Cortès : le Congrès et le Sénat réunis, sans aucune pression extérieure et presque à l'unanimité, ont proclamé la République. Dites-moi quelle protestation s'est élevée contre cette proclamation ? Aucune. Dites-moi quelle partie de la nation désobéit ? Aucune. Vous-même, vous avez vu dans nos jours critiques le calme et la mesure de Madrid. Vous y avez vu régner la confiance ainsi que l'ordre public que rien n'est venu altérer. Les instigateurs du récent trouble à Barcelone ont été arrêtés par le peuple lui-même. La paix règne désormais partout.

Par conséquent, puisque le gouvernement français a bien voulu prendre des dispositions si habiles contre les carlistes, qu'il achève son œuvre ; qu'il la couronne par notre reconnaissance officielle, et nous serons reconnus de suite par l'Angleterre, l'Italie et les autres puissances occidentales. Je vous en conjure, exercez votre influence de ce côté sur l'esprit de votre gouvernement.

Vous savez bien, vous le savez parce que vous me connaissez de longue date, combien je suis disposé à faire une politique de liberté, mais en même temps d'ordre et de stabilité. Je suis convaincu que nous l'implanterons ici, et si nous arrivons à emporter l'adhésion de Versailles, vous aurez rendu un des plus grands services à l'Espagne en général, et tout particulièrement à votre ami très affectionné.

Emilio CASTELAR.

Hélas ! M. Thiers venait de signer (15 mars 1873) avec l'Allemagne le traité de libération anticipée du territoire. Tout entier à sa tâche nationale, il entendait écarter toute cause possible de difficulté dans l'exécution. Or, de Berlin, on lui laissait entendre que la reconnaissance de la République espagnole par la France serait vue de mauvais œil ; d'autre part, M. de Rémusat avait lui-même à compter à l'intérieur avec notre parti blanc. Force était donc d'atermoyer. Six semaines après, ce fut

le 24 Mai ! On ne conserva plus d'illusions à Madrid.

Castelar eut l'immense douleur de voir peu à peu dénaturer et avorter son œuvre. Mais, en dépit du coup d'Etat du général Pavia, malgré celui du maréchal Martinez Campos, qui ramena plus tard la monarchie d'Alphonse XII, Castelar, sans se décourager, et sans désespérer de son pays, a repris et suivi obstinément son programme de réformes. Aux élections de 1879 comme à celles de 1886, il refuse de s'unir aux fractions avancées du parti républicain : il repousse toute union accidentelle avec Pi y Margall, anarchiste, avec Salmeron, socialiste, avec Ruiz Zorrilla, dictatorial ; il n'a qu'un but, obtenir d'une monarchie libérale les réformes nécessaires.

Ce but, il l'a atteint dans ses parties essentielles. Liberté des cultes, suffrage universel, mariage civil, établissement du jury, voilà les conquêtes modernes, dont, grâce à ses habiles temporisations, jouit l'Espagne actuellement. Il attend le reste de l'action bienfaisante du temps et de l'apaisement des passions. Malgré des fautes et des erreurs, comme celle de la convention allemande que les Cortès, mieux inspirées, vont probablement repousser, malgré ses divisions intestines, il défend le parti

libéral dans la personne du cabinet Sagasta contre la réaction Canovas ou le militarisme inquiétant du maréchal Martinez. Chevaleresque comme sa nation, il a donné loyalement et maintient son appui désintéressé à la veuve royale dont la pieuse maternité fait oublier la différence de race, mais ce, les yeux toujours tournés vers la France. Il veut faire économie de révolutions, sachant trop ce qu'elles coûtent aux vainqueurs comme aux vaincus.

Castelar continue donc, sans s'émouvoir des critiques, son grand rôle de pacificateur. Précurseur de la politique papale qui vient de prêcher aux pèlerins espagnols le respect des institutions existantes, il n'accepte aucune place de la monarchie. Mais il reste, dans sa retraite littéraire, une des gloires les plus pures de son pays. Il peut répéter avec fierté, à toute époque de sa vie, ce fameux mot qu'il lança en réplique à ses accusateurs, du haut de la tribune des Cortès, après la douloureuse répression des troubles de Santiago de Cuba : « Avant d'être républicain, je suis Espagnol. »

MISSION EN ESPAGNE

(13 octobre 1870)

PARIS — EN BALLON — MADRID

Au moment où la valeureuse Espagne vient de connaître à son tour les tristesses de la défaite, il me paraît instructif, pour la génération, y autorisé par la lettre qui suit, d'évoquer une page historique pleine d'enseignements et formant contraste avec les bons offices que M. Cambon, notre ambassadeur à Washington, vient de rendre au gouvernement espagnol.

C'était à l'heure où l'armée allemande se préparait à bombarder Paris! (*Note de l'auteur.*)

A M. de Kératry, préfet de Toulouse.

Mon bien cher ancien collègue,

Je vous remercie de votre excellente lettre et n'ai pas besoin de vous redire quel souvenir j'ai conservé de votre courage et de votre dévouement. J'y rendrai un sincère hommage en retraçant la part que nous avons prise ensemble à ces événements si indignement travestis aujourd'hui. Je ne ferai en cela que payer ma dette à la vérité et aussi à la véritable affection que vous m'avez inspirée.

C'est aussi vous dire que je vous laisse libre de publier tout ce que vous jugerez utile. Je crois que nous avons les uns et les autres tout à gagner à être mieux connus.

Recevez l'expression de mon bien sincère dévouement.

Jules FAVRE

18 septembre 1871.

Paris, ce 12 octobre 1870.

A M. le comte de Kératry, ancien député au Corps législatif.

Cher Monsieur,

Vous connaissez ma politique, non seulement par les actes publics qui l'ont formulée, mais encore par les communications intimes que j'ai été fort heureux de vous faire. Mieux que personne, vous êtes donc à même d'en favoriser le succès qui se traduit à l'heure actuelle par ce programme : délivrer la France de l'invasion étrangère, rechercher ses alliés naturels et conquérir leur amitié par les bons offices que nous sommes à même de leur rendre.

Au lieu de s'isoler, comme le précédent régime, le gouvernement de la République profitera de toutes les raisons d'attraction, de tous les intérêts légitimes, et loin de redouter la force et la prospérité de ses voisins, en fera la base la plus solide de sa grandeur. Etranger à toute préoccupation dynastique, il suivra sans difficulté cette

ligne de conduite dans ses rapports avec l'Espagne, qui semble placée au premier rang des nations qu'une réciproque intimité doit rapprocher de lui. Je l'ai dit en termes très vifs à M. Olozaga, qui n'avait pas de peine à l'admettre, puisqu'il a bien voulu devancer l'expression de ces sentiments par d'excellents procédés que je n'oublierai jamais, et par une reconnaissance officielle qui est un des titres d'honneur du Gouvernement de la Défense nationale. Seulement, il ne m'a pas été possible de continuer [illegible] les précieuses relations qui s'étaient établies entre nous. Son brusque rappel les a [illegible] interrompues. J'espère qu'aussitôt que Paris sera [illegible] à lui-même, nous aurons le plaisir de le revoir au poste qu'il occupe si dignement.

Depuis son départ, des ouvertures purement officieuses, ne constituant qu'un pourparler, mais qu'il ne m'était pas permis de négliger, m'ont été faites. Elles se résument par une proposition de secours accordé à la France par l'entrée en campgane d'une force de 60 à 80,000 hommes, qui, bien entendu, seraient à notre charge et qui pourraient entrer promptement en ligne — dix jours après l'échange des signatures. La France, de son côté, promettrait ses bons offices pour la pacification de Cuba, et la constitution d'un Etat Ibérique; étant bien entendu — en ce qui concerne Cuba, que l'esclavage serait complètement aboli dans l'île — et que le concours de la France serait à la fois diplomatique et maritime; — ce dernier consistant à protéger Cuba contre une intervention étrangère; — en ce qui concerne l'Etat Ibé-

rique, qu'il ne s'agirait nullement de conquête de la part de l'Espagne, mais uniquement d'une action fondée sur le consentement des populations.

Ces ouvertures m'ont paru être accueillies. J'y trouve un avantage précieux pour la France, qui connaît depuis longtemps la valeur des troupes espagnoles; de plus, une occasion d'établir entre nos deux nations une alliance durable conforme en tous points à nos mœurs, à nos traditions, à nos intérêts [illegible]

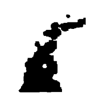
En prononçant [illegible] fameux : *Il n'y a plus de Pyrénées*, un [illegible] orgueilleux n'avait songé qu'à la [illegible] — et sa politique a coûté bien du [illegible] larmes ; — elle a produit un jour une [illegible] anglante qui a déchiré ces deux peuples. J'espère que bientôt la liberté nous permettra de reprendre ce programme; mais cette fois il s'appliquera en ne rencontrant que des bénédictions, en ne faisant que des heureux.

Si l'un et l'autre, nous pouvions saisir le premier anneau de cette chaîne destinée à lier nos deux pays, nous pourrions être fiers de notre œuvre.

Je fais des vœux bien sincères, mon cher Monsieur, pour que, grâce à votre intelligent patriotisme, ce désir devienne promptement une réalité.

Je vous prie, cher Monsieur, d'agréer, l'expression de mes sentiments de haute considération et d'affectueux dévouement.

Jules FAVRE



A Monsieur le comte de Kératry.

Cher Monsieur,

Je vous autorise, dans le cas où vous réussiriez à obtenir le concours dont il a été question entre nous, à requérir d'urgence le transport de 60,000 hommes et de tous les accessoires qui les accompagnent, venant soit de Perpignan et Bayonne, soit par l'une de ces lignes. En conséquence, le présent ordre vous servivra à requérir le transport de ces troupes des directeurs des chemins de fer Lyon-Méditerranée, du Midi et d'Orléans. Ces réquisitions seront régularisées par le Gouvernement de la Défense nationale, aussitôt que les communications seront rétablies. Elles pourront l'être provisoirement par la délégation de ce gouvernement siégeant à Tours.

Je vous prie, mon cher Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments bien dévoués.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Ministre de l'Intérieur par interim,
Jules FAVRE.

Paris, ce 13 octobre 1870.

EN BALLON

14 octobre 1870, 4 heures du soir.

Nuit sombre: la tempête qui souffle dans Paris depuis trois jours semble s'apaiser. On frappe doucement à ma porte, crainte de ré-

veiller ma femme et mon enfant, que je vais quitter et laisser dans la ville assiégée, sans les avoir prévenus de mon départ furtif. Quels cruels sacrifices impose le devôir du patriotisme ! Mon visiteur nocturne est un ami, Ernest Picard, ministre des Finances de la Défense nationale, qui a voulu m'accompagner jusqu'à la nacelle, avant mon saut dans le vide. Le ballon, que j'ai baptisé *Godefroy-Cavaignac*, se gonfle, en m'attendant à la gare d'Orléans.

Dernières agapes au restaurant « des Marronniers », sur le quai de Bercy, où j'ai donné rendez-vous la veille, pour le matin, à mes deux compagnons de route aérienne, le lieutenant-colonel Quénaut, mon ancien camarade d'armes du 1er chasseurs d'Afrique, et M. Jay, sous-directeur du personnel aux chemins de fer du Midi, avant d'être devenu mon secrétaire général à la préfecture de police, ancien polytechnicien, braves cœurs tous les deux. Nous voici au pied du *Godefroy-Cavaignac*, maintenu sous la rafale par un cercle de soldats. La tourmente redouble et porte en plein vers l'Est. Légère accalmie vers dix heures. Il faut embarquer : mélancoliques « au revoir ! » Émotion un peu vive au moment où j'enjambe pour la première fois le frêle rebord de la na-



celle d'osier, à l'appel du célèbre aéronaute, M. Godard père.

Quatre voyageurs, quatre sacs de dépèches et un panier de pigeons outre le lest ordinaire, voilà le chargement qui s'enlève aux cris mille fois répétés de: « Vive la France ! » qui nous escortent jusqu'aux forts.

Je crayonne quelques vers que je confie à la brise parisienne, et qui descendent vers l'espace au fur et à mesure que nous montons, en traversant la Seine à Ivry : adieux éternels peut-être à tout ce que je laisse de mon cœur derrière moi ! Quel toit hospitalier les a recueillis, ces vagabonds de l'espace?

De tous les points, Paris se groupe dans la rue,
Criant : C'est un ballon qui part et fend la nue !
Salut ! globe rapide, aux assiégés si cher !
Et vous qui le montez, ô combattants de l'air,
Que les vents vous soient doux et que votre nacelle,
Qui du cœur de Paris emporte une parcelle,
Chez nos frères bientôt arrive heureusement !
Et vous, pigeons bénis, coursiers ailés du vent,
Au nid de vos amours, ô messagers fidèles !
Ah ! puissiez-vous bientôt rapporter sous vos ailes
A nos mères en pleurs les baisers de leurs fils !
Partez, oiseaux légers, volez vers le pays
Où flotte encore debout le drapeau de la France.
A nos frères armés racontez la souffrance
De leur pauvre Paris, qui tend vers eux sa main.
Dites-leur qu'il est temps et que nous avons faim,
Que nous les attendons, que déjà l'heure presse,

Que chaque jour qui passe augmente la détresse
De la ville aux abois. Mais surtout, dites leur
Que Paris, s'il le faut, perdra tout, fors l'honneur !

Nous fléchissons légèrement vers le Nord : nous planons sur Vincennes et Joinville. Aperçu un ballon libre et postal, parti des hauteurs de Montmartre, qui va s'effondrant, avec ses dépêches destinées à la province, dans les lignes prussiennes massées à Stains. Voici la forêt de Bondy, qui s'allonge sous nos pieds avec le parc d'artillerie allemande. Quel dommage de ne pas être munis de bombes explosibles à lui envoyer commes cartes de visite ! Des petits nuages de fumée blanche, des sifflements de balles qui redoublent autour de nous. Nous jetons du lest, crainte d'accrocs à nos voiles de soie, et, perçant la nuée, qui nous dérobe la vue du sol, nous n'apercevons plus que le soleil et l'azur, immobiles en apparence dans le grand silence de l'immensité, voguant à l'aventure d'un souffle glacial.

Sous l'action solaire, notre globe se dilate et gravit les régions de l'éther : nous voici à l'altitude de 3.200 mètres. Tous les bruits de la terre nous arrivent distincts, le chant du coq, le son des cloches, le roulement des trains sur la voie ferrée. Nous avons un compagnon

de route qui s'avance radieux et irisé à nos côtés : c'est le ballon Sosie, fils du mirage aérien.

Nous glissons sur un lit de ouate, blanc comme la neige, dont les volutes accusent toutes les dépressions orographiques de la terre totalement disparue.

Godard nous conte ses campagnes à travers les airs. Jay se livre à des calculs sur la vitesse, la pesanteur et la direction : quant à Quénaut, qui a eu l'idée bizarre de s'enlever vêtu militairement, botté et armé comme s'il allait monter à cheval, ce qui nous vaudra trop d'égards si nous tombons aux mains des Allemands, il s'évertue à frotter son fourreau de sabre tout humide de brouillard.

Le froid augmente : l'afflux du sang aux oreilles rend la conversation douloureuse. Le chronomètre n'accuse encore que deux heures de route, laps de temps insuffisant pour nous avoir mis hors des lignes d'investissement. On entend encore le canon lointain qui vibre sur Paris : nous nous endormons tous trois, comme les pigeons qui ont cessé de roucouler, pendant que Godard veille au bossoir.

Il est une heure et demie, quand nous reprenons nos sens, aveuglés par le soleil qui s'incline à l'horizon. L'aéronaute prétend que nous

avons marché vers le Sud. Au bruit du passage régulier et ininterrompu des trains qui circulent sous nos pieds, j'estime que nous avons continué notre course en suivant le lit de la Marne, et que nous avons été ramenés en plein Est sur le passage de l'occupation ennemie. Nous voilà donc bien loin de l'Espagne, dont la capitale est le but de ma mission. Soudain, une déchirure de la nuée nous permet de découvrir la terre, comme au fonds d'un puits éclairé par le soleil. Nous apercevons distinctement les reflets des armes des troupes prussiennes sur la grande place d'une ville. Je donne l'ordre de la descente pour nous renseigner sur la situation exacte de l'aérostat et sur la question de savoir s'il est opportun ou non d'atterrir. Nous quittons les couches supérieures, traversant à nouveau la mer des nuages qui roulait sous le ballon. Mais l'ordre donné a été exécuté sans précaution : l'ancre détachée s'abat soudain de tout son poids, et de la longueur de son câble, nous entraînant dans une course folle à travers l'espace. Par dessus la nacelle, j'aperçois un vaste champ de betteraves vers lequel nous nous écroulons avec une vitesse de 500 mètres à la minute. Les betteraves vues de haut sont de grands arbres où nous risquons de nous empaler. Par bonheur,

le vent nous a poussés sur la lisière. La chute s'effectue en plein champ. Après un premier choc qui brise la nacelle, nous rebondissons à vingt mètres plus loin. Un troisième ressaut, et nous voici traînés dans un labour confinant à la forêt, pendant qu'un peloton de uhlans galope sur la crête des collines, à la poursuite du ballon signalé depuis Vitry-le-François. Mes compagnons sont saufs. En sauvant mes pigeons, j'ai reçu un choc de la couronne de bois qui supporte la nacelle; un trou à la tête et l'os de la jambe gauche dénudé, voilà mon lot. Les uhlans approchent. Nous n'avons que le temps de nous jeter sous bois, de nous y gîter, et de cacher nos sacs de dépêches sous des amas de feuilles.

Il est deux heures. Survient un paysan qui nous apprend que nous sommes en Lorraine, et non en Bourgogne comme l'espérait Godard, à six kilomètres de Bar-le-Duc occupé par l'ennemi, et non loin du village nommé Briant.

A la première halte dans une clairière, je lâchai un des pigeons, porteur d'une dépêche pour le gouvernement de Paris et d'un tendre baiser pour les miens. Le messager céleste monta comme une flèche, tournoya sur nos têtes pour s'orienter, puis s'enfuit à tire d'aile à travers la brume.



Après avoir erré sous bois tout le jour et la nuit, après alertes et coups de feu reçus aux avant-postes auxquels nous nous heurtâmes dans l'obscurité, exténués de faim et de fatigue, nous sommes recueillis à l'aube, sur la lisière de la forêt et de la Lorraine par un maître de forges, dont l'accueil réconforte; nouveau pigeon lâché par lequel j'annonce au gouvernement le passage du général Boyer en gare de Bar-le-Duc et se rendant de Metz à Versailles!

Rentré heureusement à son colombier, le doux oiseau fut envoyé par Jules Favre à ma famille et reçu comme le méritait un messager fidèle.

Nous voici en lignes françaises, impatients de rattraper le temps perdu! Course sans arrêts par Chaumont, Gray, Vierzon, Tours où Gambetta m'a appelé, et enfin arrivée à Madrid, 19 octobre au matin!

*
* *

Madrid, le 19 octobre 1870.

A Monsieur de Kératry.

Monsieur et cher collègue,

J'aurai l'honneur de vous voir dans une heure. Je vous procurerai le moyen d'avoir l'entrevue que vous désirez avec MM. Figueras et Pi

y Margall dans la journée. Je suis particulièrement flatté d'avoir reçu votre lettre. Vous savez bien que nous sommes des amis dévoués de la France, de la République et de la liberté.

Agréez, Monsieur, l'assurance de nos meilleurs sentiments et de mon respect.

Emilio CASTELAR.

Le même jour, 19 octobre, les trois chefs du directoire républicain espagnol se réunirent chez M. de Kératry.

Les trois patriotes ne marchandèrent rien de leur appui à la République française, et pour aider à son salut, chargèrent l'envoyé français de propositions pour le maréchal Prim, destinées à permettre à l'Espagne, devenue république sous la présidence du maréchal, de venir au secours de notre pays. A la suite de notre entretien eut lieu l'entrevue entre le maréchal et M. de Kératry.

RAPPORT adressé à M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, sur ma mission auprès du maréchal Prim à Madrid et conservé aux archives des Affaires étrangères.

Le mercredi, 19 octobre, à deux heures de l'après-midi, j'entrais au ministère de la Guerre, chez le maréchal Prim, qui m'avait donné rendez-vous et m'attendait dans son cabinet. Il vint au-devant de moi avec la plus grande courtoisie, et s'enquit avec intérêt de ma santé.

Assis en face l'un de l'autre, nous entrâmes immédiatement en matière.

Je lui exposai qu'il avait fallu de graves motifs pour me faire sortir de Paris et venir à Madrid sans prendre aucun repos ; que M..., qui m'avait été présenté par M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne, comme ayant toute sa confiance, comme ayant celle du maréchal Prim et que son rôle à Paris représentait d'ailleurs comme en jouissant depuis longtemps, était venu me trouver et m'avait fait des ouvertures que je ne pouvais laisser ignorer à M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères. A la suite d'une entrevue demandée par M..., un long entretien entre le ministre et moi avait eu lieu. De cet entretien était résulté que le maréchal Prim, animé des meilleurs sentiments pour la France, était prêt à les lui témoigner effectivement; que moyennant certain appui moral, financier et maritime de la France, le président du Conseil était décidé à former avec elle une alliance offensive et défensive contre la Prusse.

Après cette entrée en matière, le maréchal m'écoutant silencieusement, j'appelai toute son attention sur l'envahissement de la France par la Prusse; sur les affinités de race et d'intérêt entre nos deux pays; sur la cause première de nos désastres, provenant de l'initiative du maréchal aussi bien que la guerre du Mexique; sur le caractère sauvage que prenait la guerre d'extermination, sur les bons offices rendus au gouvernement espagnol depuis deux mois par la République française ; sur les difficultés politiques

qu'allait créer la réunion des Cortès à la régence et au gouvernement; sur les aspirations républicaines des libéraux espagnols, renforcées du mécontentement des carlistes ; enfin, sur les services commerciaux et financiers que la France avait maintes fois rendus à l'Espagne; et je terminai ce long exposé en demandant nettement au maréchal Prim si le gouvernement espagnol, qui avait reconnu officiellement la République française, entendait rester témoin impassible d'une série de désastres dont nous espérions sortir vainqueurs, par nos propres forces, mais dont nous espérions aussi, selon les assurances de M..., pouvoir abréger la durée, grâce au concours effectif de l'Espagne.

Le maréchal, qui jusque-là n'avait rien laissé apercevoir sur son visage, me déclara qu'il me demandait de lui assurer le secret de notre entretien, sous réserve de nous entendre à l'issue sur la publicité que je lui donnerais et sur le développement intégral ou partiel que je lui imprimerais, s'engageant de son côté à observer la même mesure. Quand nous fûmes tombés d'accord, il me dit qu'il allait me parler sans détour, en véritable soldat et non en diplomate, en ami de la France, mais aussi en ami de son pays :

« Notre gouvernement est la cause innocente de vos malheurs : pour ma part, je pleurerai toute ma vie le désastre du Mexique comme le désastre de Sedan; mais sans revenir sur le passé, je ne dois point vous taire tous les efforts que j'ai faits pour faire évanouir cette malheureuse candidature qui devait ensanglanter votre



pays (ce que je n'eusse jamais soupçonné).

Quand j'ai eu réussi à dégager l'Espagne et du même coup la France vis-à-vis de la Prusse, malgré le langage de MM. de Gramont et Ollivier, altier pour la Prusse, blessant pour mon pays, à qui ces ministres déclaraient hautement ne pas vouloir *permettre* que l'Espagne disposât de ses destinées, j'ai respiré et j'ai cru tout fini. Mais la France impériale, mais le ministère, mais la nation, mais la Chambre, excepté l'opposition qui aurait pu protester énergiquement, ont voulu la guerre!

Alors, j'ai passé des nuits sur la carte que vous voyez là, suivant pas à pas les mouvements de vos armées, que je savais les plus valeureuses et les plus éprouvées du monde.

Mais quand j'ai assisté et je l'ai dit aux membres de mon gouvernement jour par jour, quand j'ai assisté à toutes ces fautes de manœuvres commises à Reims, à Metz, à Verdun, à Sedan, j'ai compris que vous étiez perdus; et une fois vos armées écrasées, le triste mot du préfet de Nancy est devenu le mot d'ordre de toute la population française, non pas qu'elle manque de courage, mais parce qu'elle a été tuée par son indifférence. Gardes mobiles et gardes nationaux, une fois les armées régulières écrasées, ne pouvaient plus rien.

Si avant Sedan, vous aviez fait franchement appel aux affinités de la race latine, l'Italie et l'Espagne eussent répondu à votre appel; mais que voulez-vous? Aujourd'hui où une ville de deux millions d'âmes, votre seul et héroïque élé-

ment de résistance, succombera forcément par la famine, que voulez-vous de l'Espagne, puissance de troisième ordre, vivant dans le provisoire et la pauvreté? »

A ce moment, j'interrompis le maréchal :

« On m'a dit, monsieur le Maréchal, que vous communiquiez journellement avec M. de Bismarck. Vous m'avez donné votre parole de soldat de me garder le secret, et ne me l'eussiez-vous pas donnée que je vous tiendrais exactement le même langage que celui que je vais vous tenir. Je suis résolu à essayer de sauver mon pays, et, pour cela, à employer tous les moyens. Vous venez de me parler de puissance de troisième ordre, de provisoire et de pauvreté! Oubliez-vous donc qu'il y a dix ans, l'Italie n'était rien et que grâce à M. de Cavour, elle s'est élevée presque au premier rang? Si cet homme d'Etat avait survécu, l'Italie aurait déjà bien compris que son véritable moyen de grandir davantage était de nous payer aujourd'hui sa dette de reconnaissance.

« Oubliez-vous, monsieur le Maréchal, qu'après la guerre de Crimée, la Prusse n'était encore qu'une puissance de quatrième ordre, et que ce ne fut que grâce au patronage de la France, si mal récompensée, qu'elle a pu s'asseoir au Congrès de Paris? Voyez ce qu'elle est aujourd'hui, grâce à cet homme d'Etat dont les doctrines sont haïssables, mais dont le but est atteint.

Est-ce qu'il ne plairait pas au maréchal Prim de jouer loyalement ce grand rôle dans son pays, de relever l'Espagne déjà réconfortée depuis dix-

huit mois, de sortir justement de ce provisoire dont vous vous plaigniez tout à l'heure ? Je comprends que pour faire face à des exigences et à des susceptibilités politiques, vous ayez ajourné la solution espagnole, entravée d'ailleurs par le régime impérial, en simulant aux yeux de vos compatriotes différentes tentatives de combinaisons monarchiques. Mais, puisque nous parlons sincèrement, souffrez que je détruise une erreur de votre esprit. Vous ne croyez pas à la vitalité de la République française : vous êtes dans l'erreur.

« La République vivra, parce qu'elle sauvera tôt ou tard la France. Ce sera long, douloureux, mais elle la sauvera. Si vous aviez assisté comme moi au désintéressement des princes d'Orléans dont j'ai réclamé le départ, quoique étant leur ami personnel, au désarmement politique des différents partis contenus dans Paris, vous comprendriez que les lenteurs de la province à se lever vont être vaincues, et qu'il vous sera difficile de rester monarchie à côté d'une république qui, pour respecter votre pouvoir, a momentanément fermé l'oreille aux appels de votre parti républicain.

« Croyez-moi : l'heure est venue pour vous de prendre l'initiative et de conserver la gloire d'un mouvement libéral dont vous ne serez plus, ni le maître, ni le régulateur peut-être d'ici trois semaines. Vous n'ignorez pas que dès la première réunion des Cortès, l'Union libérale va vous sommer de décréter la ligue offensive et défensive de l'Espagne avec la France.

« Les Cortès, qui préfèrent tout à votre répu-

blique anonyme, incertaine comme son gouvernement, seront l'appui naturel de l'Union libérale. Prenez courageusement la tête du mouvement. Soyez le Président d'une république assise sur l'Unité Ibérique, fondée sur le consentement des deux peuples (car vous savez que le parti anti-unitaire du Portugal ne se compose que des princes de Bragance et des fonctionnaires jaloux de leurs sinécures). Déclarez-vous Président de la république, et je vous promets (j'y suis autorisé) l'appui du Directoire républicain et celui du gouvernement français. Quant à la pauvreté momentanée de l'Espagne, si riche en ressources latentes, rappelez-vous que jamais en vain vous n'avez fait appel à nos finances ; et en échange de 80,000 hommes prêts à entrer en campagne dans dix jours, je vous promets leur solde et un subside de cinquante millions dont vous aurez la libre disposition.

« Il est certain, d'autre part que le nouveau gouvernement républicain aurait à cœur de ne pas laisser échapper l'île de Cuba qui est le premier fleuron de sa couronne. Nous vous en garantirons la possession par nos bons offices et au besoin par nos flottes, si quelque agresseur essayait de s'en emparer.

« Vous voyez, Maréchal, que nous ne marchandons rien pour faire de l'Espagne et de la France deux sœurs unies par le même esprit de liberté.

« On m'a dit que vous étiez en relations constantes avec M. de Bismarck : je ne veux pas le croire, car vous m'en auriez déjà prévenu ; mais, si cela était, M. de Bismarck serait encore plus



convaincu, lui qui, ces derniers jours, nous a fait faire des propositions indirectes d'armistice par le général Burnside, que nous sommes résolus à tous les sacrifices pour sauver notre intégrité. Et si Paris est désormais imprenable, la province ne se laissera pas déshonorer. » Toutes ces observations présentées, je l'avoue, avec émotion, avaient fait sortir le maréchal de son attitude réservée. Il prit une caisse de cigares et, après m'en avoir gracieusement offert un, alluma lui-même une cigarette.

« Monsieur le comte, me dit-il, je vous connaissais déjà ; je suis touché de votre loyauté et de votre amour pour votre pays. Mais j'aime le mien, et quelque séduisant que soit le rôle que vous me désignez, je ne puis accéder à votre demande. Je vous le dis tout bas (et à ce moment-là, il pencha la tête vers moi en parlant à voix basse) : je hais les Prussiens! J'aime la France comme ma seconde patrie ; j'y ai une partie de ma famille ; j'y ai vécu la meilleure partie de ma vie. Ici on m'appelle : le Afrancesado (Français) et je n'ai pas craint de dire hautement à la tribune, que si je n'étais Espagnol, je voudrais être Français. Mais c'est impossible! l'Espagne ne veut pas de la république : elle est essentiellement monarchique. Le parti vraiment conservateur, et non réactionnaire, est considérable ici ; à aucun prix, il ne veut de la république, parce qu'il n'a pas foi dans nos républicains. Je ne crains pas de le dire : les principaux chefs sont mes amis ; mais ils vivent d'illusions. Ce sont des généraux sans soldats. »

Comme je lui rappelai les insurrections de la Catalogne et l'héroïque résistance de Barcelone à sa dernière prise d'armes :

« Justement! me répondit-il, cette lutte acharnée a éloigné plus que jamais l'armée des républicains, qui, comme ceux de la France, ont toujours pris l'armée à rebours. A part quelques exceptions, croyez bien que je suis absolument le maître de l'armée, d'autant qu'elle me sait désormais sans ambition.

— Ceci veut dire, répliquai-je, que le bruit de la future royauté du duc d'Aoste est bien fondé. Je croyais cependant que l'Italie s'était quelque peu engagée à l'égard de la France.

— Oui, ajouta le maréchal, l'Italie marchera si l'Espagne la précède; mais je vous dirai à mon tour : Obtenez que l'Italie marche la première et l'Espagne suivra. Ce ne sont pas les beaux régiments qui nous manquent, pas plus que les canons se chargeant par la culasse.

— Je crois même que vous en avez de prussiens, monsieur le Maréchal ?

Son air un peu sardonique se rembrunit à ces mots.

— Et je suis prêt à reconnaître, la preuve en est dans ma démarche, que votre infanterie est excellente. Je l'ai étudiée plusieurs fois dans mes voyages récents jusqu'en Andalousie, et vos batteries d'artillerie, presque toutes attelées de mules, manœuvrent fort bien. Vous suivant sur ce terrain, je crois que cette armée qui doit rêver combats et gloire, deviendrait notre alliée avec plaisir et votre trésor embarrassé récemment

pour faire face au paiement du prochain coupon de la dette serait vraiment soulagé.

— Mon collègue des finances est rassuré sur ce point; les recettes sont satisfaisantes, répliqua le Maréchal qui se repentit aussitôt de cette confidence : car il était difficile d'admettre la soudaineté de ses ressources, sans les expliquer par une intervention étrangère qui avait devancé mes propositions.

Il était temps de rompre ce long entretien. Je me levai et j'adressai au maréchal Prim ces derniers mots: « Maréchal, j'emporte de profonds regrets; vous et l'Espagne les partagerez un jour. J'espère que vous échapperez à la guerre civile sans oser y compter; car les frontières françaises dégarnies des troupes dont nous avons besoin, ne seront plus surveillées selon votre désir et les carlistes passeront malgré tout. Mais prenez garde que votre futur roi, présent de la Prusse, ne partage le sort de Maximilien. La république eût sauvé l'Espagne comme la France.

— J'ai préféré le rôle de Monck à celui de Cromwell, me répliqua en souriant le maréchal qui me reconduisit au delà de sa porte; et jamais la république ne sera en Espagne tant que je vivrai. C'est mon dernier mot. »

Au moment de nous séparer, il fut convenu entre le maréchal et moi que nous étions libres l'un et l'autre de garder le silence sur notre longue conversation ou d'en faire connaître l'exacte contexture dans toute sa sincérité, quand le moment nous paraîtrait favorable.

Je me retirai navré, après avoir reçu toutes

les protestations amicales du maréchal Prim.

Le même jour à midi et demi, comme il a été dit plus haut, s'étaient réunis chez moi à Madrid, les trois chefs du Directoire républicain, MM. Castelar, Figueras et Pi y Margall, sur le désir de leur quatrième collègue Orense que j'avais vu à Bordeaux, et qui leur avait écrit dans un sens favorable aux intérêts de la France. Notre entretien dérangé subitement par l'apparition dans ma chambre du général Milan del Bosch, ami intime du maréchal Prim, avait donné lieu aux conventions suivantes :

1° Offre loyale par moi au maréchal Prim de la présidence de la République espagnole avec l'appui de tous les républicains engagés par leur Directoire.

2° En cas de refus du maréchal, ...

. . . .

en échange de l'envoi immédiat de trois millions en or destinés à la solde des troupes.

M. Martos, devenu ministre plus tard, amené par M. Figueras après l'entretien, assurait la France des sympathies du parti modéré.

Gambetta, auquel je demandai le subside convenu, aussitôt après ma rentrée à Tours, où je le mis au courant de la situation, refusa l'envoi des trois millions demandés par le Directoire républicain; M. Gambetta était jaloux de sauver la France à lui seul, et l'Espagne continua d'assister impassible à nos désastres.

LE PANACHE

C'était le 8 août 1890. Saint-Pétersbourg apparaissait endormi au bord de sa Néva. Ses îles enchanteresses commençaient à être délaissées. La nuit, disparue depuis le mois de juin, semblait reconquérir l'horizon. A raison des grandes manœuvres qui allaient s'opérer entre Narva et Gatchina, pour saluer l'arrivée prochaine de l'empereur Guillaume II à Revel, toute la vie s'était réfugiée autour du vaste camp de Krasnoé-Sélo, séparé par vingt-cinq verstes de la capitale. Ce soir-là c'était l'ouverture officielle du camp.

A six heures, on signalait l'entrée en gare du train impérial qui amenait Leurs Majestés du palais de Péterhof. Le superbe régiment des chevaliers-gardes, qui formait la haie, rendit les honneurs aux souverains descendus de wagon. L'Impératrice, chef titulaire du régiment, s'arrêta un instant sur le front pour

entendre la lecture du rapport, donna sa main à baiser à l'officier de jour qui lui en fit remise, et le couple impérial, accompagné d'une cohorte étincelante, prit rapidement la direction de l'extrémité ouest du camp, pour en passer l'inspection.

Depuis un demi-siècle, nous avons assisté, de par trois coins du monde, à bien des scènes inoubliables. Aucune ne nous a laissé une impression plus intense que cette soirée favorisée par un radieux crépuscule.

Sous les yeux des invités, groupés autour du quartier général, s'allongeait un vaste plateau, légèrement incliné de l'Est à l'Ouest, d'une dimension supérieure à celle de Longchamps, verdoyant et sablonneux, d'où la vue embrassait l'horizon, fuyant à travers les vallées jusqu'à la coupole dorée de Saint-Isaac, la nouvelle basilique de Saint-Pétersbourg. Adossé, d'un côté, à de vertes sapinières, blanchies par des bouquets de bois de bouleau, de l'autre au village couronné de riantes villas, et des *mess* d'officiers qui s'étagent sur ses flancs. flammes tricolores au vent, tel est le camp de Krasnoé-Sélo.

En avant des tentes blanches et des baraquements aux teintes rougeâtres qui leur servent de cadre, se dessinent de longues files

sombres, immobiles, hérissées de baïonnettes et de canons dont l'acier s'allume sous les rayons du soleil couchant. Ce sont 40,000 hommes qui attendent, l'arme au pied, dans un imposant silence, l'apparition de leur empereur Alexandre III.

Voici le Tsar qui débouche, sur le front des troupes, au pas de sa fière monture, le regard calme et doux, dominant de sa taille majestueuse le tumultueux état major qui le suit à distance. A sa gauche et à son côté, l'Impératrice et sa fille Xénia, en demi-daumont superbement attelée. La Tsarine, qui a l'âme forte, ne quitte jamais son auguste époux, convaincue qu'elle est son égide la plus sûre.

Aussitôt, une clameur immense et ininterrompue, se propageant comme une traînée de poudre, monte des profondeurs du camp. C'est le hourrah des soldats acclamant leur père, à mesure qu'il apparaît en avant de leurs rangs serrés comme les épis. Puis au son des fanfares qui éclatent, au milieu des roulements de tambours et des étendards en lambeaux qui flottent sous la brise, l'Empereur et son étincelant cortège disparaissent derrière le nuage de poussière soulevé par l'escadron de cosaques qui fait escorte jusqu'à la tente impériale, où

s'entonne, dans le calme de la nuit, la prière du soir.

Ces milliers de poitrines, même les plus empreintes de rudesse, vibrant à l'unisson, en répètent pieusement les accents, sentant bien qu'elles acclament dans la personne imposante de leur souverain et père, rehaussée par tant de prestige, et la majesté de leur culte et la grandeur de leur patrie.

Ces souvenirs, rapportés de la terre étrangère, sont bien faits pour nous rendre plus amer un retour de la pensée vers les splendeurs de la vieille France, où le prestige tenait une si grande place. Où sont donc les splendeurs de Versailles et de sa Cour sous le grand Roi ? Envolée, cette pléiade de capitaines, de penseurs et d'artistes que Pierre le Grand venait visiter ! Et plus tard, ces défilés de bataillons héroïques qui suaient la gloire, au retour des quatre coins de l'Europe ! Et ces processions religieuses qui sillonnaient l'humble village comme la grande ville, saluées avec respect par la foule tout comme, encore aujourd'hui, le plus humble corbillard passant dans la rue ! Tyrannie, servitude, superstition ! nous répondra-t-on, la Déclaration des droits de l'homme à la main. Tant qu'on voudra ; mais c'était la France qui se tenait bien debout et

qui faisait encore grande figure. Crainte ou adulée, elle en imposait à l'étranger. On ressentait à travers tous les horizons son grand souffle. Les masses croyaient et espéraient : la flamme était encore aux cœurs ; le respect n'était pas éteint. La patrie s'enorgueillissait de la grandeur de ses enfants, partout où ils se rendaient illustres, sur la terre de France comme au delà des mers.

A cette heure, tout ce passé semble bien endormi, et l'on se demande avec inquiétude s'il pourra jamais revivre. Au besoin de prestige les foules ont substitué l'amour du panache. La vie sociale semble se résumer dans la satisfaction des jouissances. L'idéal s'est enfui devant les calculs mathématiques. On a brisé toutes les vieilles idoles. Les nouvelles valent-elles mieux ?

Dans sa retraite de Saint-Léonard's, après 1848, le vieux roi Louis-Philippe, pour lequel la postérité sera plus juste que les contemporains, s'écriait avec mélancolie : « Tout est possible en France, mais rien n'y durera, parce que le respect n'existe plus. »

Pour qui aujourd'hui les masses ont-elles conservé quelque déférence ? Alors que nous nous agitions sur les bancs du collège, l'apparition du professeur en toge noire en imposait aux

plus turbulents : à cette heure, le corps enseignant, paré d'un complet plus ou moins bigarré, se fait souvent entendre sans être écouté, heureux quand il n'est pas conspué. Jadis misérables ou malades, jurés et accusés s'inclinaient avec confiance ou convenance devant l'humble Christ de la salle d'hôpital ou d'assises. A peine si le gendarme lui-même oserait prétendre à quelques égards. Quelle est la fonction, quelle est la dignité dans l'Etat qui, de nos jours, sinon commande, du moins obtient le respect public ? Alors que la presse a tourné tout en ridicule, que reste-t-il debout ? Lorsque la misère frappe à la porte du plus humble, comme la ruine à la porte du plus grand, quel refuge moral nous a laissé notre nouvel enseignement dépourvu de tout idéal religieux ? Il est vrai que le suicide reste à la pauvre créature, et voici qu'on le pratique couramment parmi l'enfance.

Sont-ce là des conditions de durée pour un régime quelconque, surtout lorsqu'une grande capitale comme Paris, lorsque tout un pays souffre dans son organisme économique ? Ajoutez à ceci, ce qui est plus grave, que Paris est en train de s'anémier faute d'affaires et que les étrangers désertent Paris qui s'attriste.

Ernest Renan, dans sa philosophie de l'his-

toire contemporaine, écrivait ces lignes que la République devrait tracer en lettres d'or sur les murailles du Palais législatif : « La France n'excelle que dans l'exquis, elle n'aime que le distingué. Nous sommes une race de gentilshommes : notre idéal a été créé par des gentilshommes. De telles habitudes ne sont satisfaites qu'avec une haute société. une cour... » Et plus loin : « La France n'a pas perdu le spectre de l'esprit, du goût, de l'art délicat, de l'atticisme... La France peut tout, excepté être médiocre. »

1898 est bien loin de 1869 ! Nos démocrates feront bien d'y songer. Ce serait se tromper gravement que de croire que quelques bals donnés à l'Elysée, chez nos présidents et nos édiles, au profit unique de certaines coteries satisfaites, suffisent à l'épanouissement de Paris. Le commerce parisien a besoin d'une circulation plus active, qui se fasse sentir dans toutes les branches d'un luxe encouragé de haut. Le Parisien le plus humble, malgré le grain de jalousie qui germe dans tout cœur humain, se sent flatté de tout ce qui rehausse le renom de ses boulevards, de son élégance : il n'a qu'un sourire dédaigneux sur le passage des « locatis » qui transportent ses mandataires aux cérémonies officielles. Il est des heures

dans la vie de chaque jour où l'ouvrier de Paris, où le modeste négociant oublient qu'ils sont électeurs et redeviennent aristocrates, comme le disait Renan. Napoléon Ier le savait bien, quand il allouait à tout grand fonctionnaire de gros traitements, avec obligation de les dépenser. Paris veut vivre et ne peut vivre que dans le luxe qui l'alimente. A défaut de prestige, il se rue vers le panache, quelle que soit sa couleur. Paris n'a plus d'idéal politique : il n'a plus que des intérêts. Gare à qui les met en péril !

Le 18 mars 1871 au matin, M. Thiers me fit chercher et amener au Palais du quai d'Orsay, par cet homme plein d'esprit et de cœur qui s'appela Ernest Picard : je rentrais précisément avec mon voisin Dupressoir, le successeur de Benazet, d'une excursion aux buttes Montmartre où nous avions assisté à l'avortement de la reprise des canons par l'armée régulière.

— Que me veut donc le Président ?

— Votre avis pour ne pas le suivre, me répliqua de son air jovial mon ex-collègue.

— Eh bien, que pensez-vous de la situation? me dit M. Thiers, aussitôt mon entrée dans le salon rouge des Affaires étrangères, assisté qu'il était de M. Dufaure et du général Vinoy, l'un ministre de la Justice, l'autre com-

mandant supérieur de toutes les forces de Paris; il était dix heures du matin.

— Rien de bon, monsieur le Président; pour moi, la Commune est faite cette fois.

— Sur quoi vous appuyez-vous pour dire cette ineptie, mon cher ancien collègue?

— Sur ce que le double décret de M. Dufaure, qui exige le paiement immédiat des loyers et des échéances, après six mois de siège et de douleurs, ruine et déshonore le commerçant parisien, et le commerçant, qui n'est pas un sot, préférera tout inconnu à ce qui est une certitude de ruine et de déshonneur à bref délai.

— Et votre remède?

— Rapporter le décret, il en est encore temps, et reprendre les canons, non pas avec le fer, mais avec de l'argent. Mon ancien chef de la Sûreté, M. Claude, aussi intègre qu'habile, se fait fort, il vient de me le dire, moyennan la distribution d'un million aux buttes Montmartre, de ramener de nuit à l'Hôtel de Ville toutes les bouches à feu retenues par les gardes nationaux, dans les rangs desquels il possède certaines intelligences.

M. Thiers regarda M. Dufaure, qui fronça ses sourcils, de son air bourru. Le décret ne fut pas plus rapporté que les canons. En traversant la place de la Concorde, je retrouvai

travers les brouillards, ne manquait pas de pittoresque. Devant la galiote hollandaise qui fendait le flot toutes voiles au vent, s'enfuyaient au fond de la baie les canots d'écorce des Indiens, surpris en train de pêcher. Des groupes de guerrier mohicans, armés d'arcs, se profilaient fièrement à la crête des escarpements du fleuve, et des troupes de castors effarés regagnaient hâtivement leurs habitations éparses dans l'île de Manhattan, qui en garde l'entrée.

Cinq ans plus tard, cette île de Manhattan, vendue à vil prix par les Indiens dupés et déjà trop amoureux de l'eau de feu, était proclamée possession hollandaise. Un petit fort et quatre maisons, destinées à protéger les chasseurs et traitants de fourrures, sortaient de terre sous le nom de « New-Amsterdam ». Tels furent les modestes débuts de la vraie capitale actuelle des États-Unis du Nord, de cette immense ville que les deux mondes connaissent et admirent, et qui, après avoir changé de maîtres, s'appelle superbement aujourd'hui « New-York, Empire-City ».

En 1648, ce nouvel établissement comptait 1,000 habitants; en 1667, la petite colonie batave, abritée par des fossés et des murailles contre les surprises des indigènes, s'était édifié



384 maisons. La prospérité commerciale et agricole y progressait de jour en jour; l'avenir semblait assuré.

Mais les Hollandais gouverneurs et citoyens, avaient compté sans leurs très proches voisins les Anglais. Or, en matière coloniale, John Bull a toujours confondu annexion avec voisinage. Aussi les grands moulins à vent qui rappelaient la terre natale aux expatriés de Delft et dont les ailes blanches avaient égayé, soixante années durant, les hauteurs de New-Amsterdam, changèrent-ils soudain de propriétaires. Un beau matin de 1674, New-Amsterdam, envahi par les armes anglaises pour la seconde fois, se réveilla New-York, de même que Port-Orange, autre comptoir hollandais, devenu le maître de l'Hudson, à 135 milles de son embouchure, ne se nomma plus désormais qu'Albany.

Aux colons et marchands culottés court, à perruques et à tricornes, connus sous le sobriquet de Knickerbockers, succédèrent les « Pèlerins », fuyant l'Europe et ses persécutions religieuses, et puis les Puritains austères, les Quakers, les Méthodistes, les prédicateurs ambulants, et toutes ces sectes qui, sorties peu à à peu des flots de l'immigration, ont fini sous le drapeau de la liberté de conscience, par

couvrir la surface des États-Unis d'églises et de religions multiples où les doctrines ont presque partout remplacé la foi : nous en excepterons le catholicisme, plus vivace que jamais au delà de l'Atlantique.

Désormais New-York, d'abord anglicanisé, puis américanisé à dater de 1783, va grandir sans autre temps d'arrêt que les guerres d'Émancipation et de Sécession. Matelots hollandais, mohicans et castors ne figurent plus, à l'horizon de Manhattan, que dans les armoiries de New-York, resté fidèle, à travers plus de deux siècles de nationalité anglaise et d'indépendance américaine, au souvenir de ses origines ; origines qui, par le castor, gardent un point commun avec celles de Paris.

Les habitants assiégés de notre vieille Lutèce n'ont-ils pas eu jadis, eux aussi, le castor chassé sur les bords du ruisseau « Bièvre », qui doit son nom à cet industrieux amphibie (en anglais *beaver;* plus tard, par corruption, « castor » en français).

Située sous la même latitude que Madrid, séparée de l'Europe par près de 1,400 lieues de mer, tour à tour glacée par les souffles du pôle Nord et surchauffée par les évaporations du Gulf-Stream, la ville de New-York apparaît éclatante, au fond de son immense

baie, comme un prodige de vitalité humaine qui ravit l'imagination du voyageur plus qu'il ne le surprend. Car les récits et les légendes nous en ont tant dit, que, de son cabinet, tout penseur peut aisément deviner et évoquer la silhouette de la grande cité, sans pourtant la connaître ; c'est une vaste chaudière aux mille cheminées fumantes, où les affaires sont en ébullition constante.

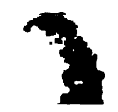
L'île de Manhattan, son premier berceau, n'est plus assez vaste pour la contenir, en dépit de ses 17 kilomètres de long : sa largeur maxima ne dépassant pas 4,000 mètres, New-York a débordé et enjambé à sa droite le large Hudson, à sa gauche la rivière de l'Est. Les 1,000 âmes de 1648 se dénombrent à cette heure plus de 2,500,000, y compris les faubourgs de Brooklyn et de New-Jersey, qui s'allongent sur les deux rives opposées de la baie, comme deux bras immenses de la métropole dévorante.

Reliée à Brooklyn depuis 1883 par un merveilleux pont suspendu, haut de 40 mètres au-dessus du flot et long de 1,800 mètres, ouvrage de l'ingénieur Ruebling, qui l'a construit sans pouvoir l'achever lui-même, New-York a conçu le projet, déjà à exécution, de correspondre avec New-Jersey par un hardi tunnel

sous-marin à travers lequel voyageurs et marchandises traverseront toute la baie. L'audace américaine ne connaît pas d'obstacles, et, il faut le reconnaître, la puissance de l'industrie yankee est à la hauteur de ses conceptions les plus téméraires.

Au centre de la baie se dresse, sur son piédestal granitique de Bedloe's Island, la fameuse statue de la *Liberté* de Bartholdi, sa torche enflammée à la main, comme une sentinelle avancée de la capitale commerciale de l'*Union*, dont elle éclaire et indique la double entrée fluviale aux nombreuses flottes marchandes qui débouchent sans fin de la passe de Sandy-Hook, accourant de tous les ports du monde. Après avoir franchi l'îlot de la « Liberté », les navires profitent de la marée qui les porte, soit pour remonter au delà du pont suspendu, soit pour aller s'intercaler méthodiquement, non sans danger permanent d'avaries, dans les wharfs disgracieux et trop étroits qui sont assignés à chaque compagnie. Ces docks flottants forment une ceinture presque ininterrompue à New-York ainsi privée de quais découverts et praticables, sauf vers la Batterie (Battery).

En effet, pour le voyageur, encore en rade, déjà abasourdi par les beuglements des si-



rènes, par le va-et-vient incessant des remorqueurs qui entraînent des trains entiers de wagons bondés de marchandises, d'une rive à l'autre, c'est là le seul point accessible au regard, qui lui permette d'entrevoir un instant la fourmilière humaine où il va disparaître tout à l'heure.

La Batterie que les occupants de la première heure nommèrent la « Parade », servait jadis de jardin de conversation aux colons hollandais, y venant aux couchers du soleil fumer leurs pipes et deviser de leur négoce. Presque désertée aujourd'hui, comme son voisin le Bowling-Green (l'ancien jeu de boules), elle embellit encore de sa verdure la pointe avancée de Manhattan, où l'Hudson vient marier ses eaux douces aux eaux saumâtres de la rivière de l'Est, espèce de bras de mer qui coupe Long-Island de la terre ferme.

C'est là le point de départ de Broadway, véritable épine dorsale du grand Léviathan commercial, large voie industrielle qui remonte presque en ligne directe toute la cité, flanquée sur ses deux côtés de onze vastes avenues, coupées transversalement, et presque partout à angles droits, de rues, distantes les unes des autres de 75 mètres. En 1860, la ville s'arrêtait à la vingt-huitième rue : en 1890,



elle en compte 216 ; elle a marché vers l'ouest à une vitesse annuelle de 1,470 mètres. Cette prodigieuse extension de la viabilité, accomplie pour les sept huitièmes durant les trente dernières années, n'a pas dit encore son dernier mot, à ne consulter que les chiffres de l'immigration. La moyenne des nouveaux venus s'est élevée à 500,000 âmes pendant les trois dernières années.

C'est près de la Batterie que le vieux fort d'antan connu sous le nom de Castle-Garden sert à abriter, à leur débarquement et avant leur mise en route, l'armée d'immigrants qui accourent sans trêve du vieux continent, riches chacun de vingt dollars règlementaires et de leurs illusions. Cette armée va toujours grossissant : mais que de déceptions et de rapatriements forcés! C'est que l'heureux temps des batteurs d'estrade et des trappeurs si poétiquement chantés par Cooper, comme celui des expéditions fructueuses à courtes distances des côtes de l'Océan, est bien passé. Le cri de guerre des Peaux-Rouges, aux visages tatoués et aux touffes cehvelues, a cessé de retentir, et les traces des mocassins se sont effacées dans le sentier de la guerre sous les roues des locomotives, qui ont poussé la conquête presque aux confins du nouveau monde. N'avons-nous

pas vu se promener sur les trottoirs de Broadway de superbes Peaux-Rouges à l'allure fière et athlétique, aux longs cheveux noirs tombant sur les épaules, coiffés d'un chapeau mou et vêtus d'une redingote? Oh! civilisation!

Avant d'arriver aux lotissements, pour y trouver libre place au soleil, l'immigrant a bien le temps de mourir de privations. Aussi bon nombre des nouveaux débarqués se décident-ils à chercher fortune en s'arrêtant à New-York.

C'est là un des gros points noirs de la « Cité Impériale », qui n'a pu oublier l'effrayante épidémie de 1868, ni les incendiaires et assassins qui mirent en 1863 et en 1871 son existence en péril.

Ville uniquement d'affaires, surtout dans sa partie basse, qui fut la vieille cité, New-York présente un aspect général monotone, dépourvu de style architectural : c'est un ensemble triste et rigide, où dominent la brique rouge et le fer, à façades enfumées, bariolées d'enseignes et de réclames multicolores et démesurées. L'air et l'horizon y font défaut, grâce aux fils et aux chemins de fer aériens, qui se croisent au-dessus des voies publiques et les obscurcissent en tous sens. Les trains, qui se succèdent toutes les cinq minutes, courent vers

mille directions opposées semant leurs escarbilles à travers les rails dépourvus de tabliers, rasant à toute vapeur les fenêtres des premiers étages, que ne protège d'ailleurs aucune clôture extérieure contre le regard indiscret du voyageur.

Outre les pilliers de ces voies ferrées, de hideux et immenses poteaux de bois télégraphiques, à peine dégrossis, encombrent et déshonorent les grandes artères, aussi mal pavées que peu entretenues, où un défilé ininterrompu et presque inextricable de tramways et de charrettes lourdement chargées se débrouille, presque à la muette, en dépit des fondrières et des cloaques empuantés de détritus.

Certains quartiers de New-York rivalisent de saleté avec ceux de Constantinople. Ce n'est pourtant pas l'argent des contribuables qui fait défaut : c'est avant tout une honnête édilité, et l'on peut dire, en outre, que la jeune Amérique attend encore son Alphand.

Si New-York pêche par le goût et la propreté, il manque aussi de cette gaîté parisienne, vrai rayon de soleil cher aux déshérités des villes, que ne sauraient remplacer ni l'extrême agitation ni la cohue des rues. La vie de New-York est excédante : aucune distraction d'étalages attrayants pour l'œil du piéton.

C'est un pays de Juif-Errant, où l'on ne s'arrête jamais. Hommes, femmes, se pressent, se poussent, jouent des coudes sans aucun souci du voisin. Pas un mot, pas un lazzi ; rien que des mouvements brusques et heurtés.

On dirait le peuple du silence. Les enfants eux-mêmes ne rient pas. Avant tout, il faut passer et arriver : le dollar n'attend point.

La ville entière est en marche depuis le lever jusqu'au coucher du soleil : c'est un exode perpétuel. Les chemins de fer aériens transportent chaque jour plus de 600,000 voyageurs. On peut dire que la journée américaine se passe en tramway, en bateau, en *elevated*, en ascenseur, ou dans les offices télégraphiques, presque aussi répandus que les *bars*, qui ne chôment pas non plus de consommateurs.

Près du Stock-Exchange (la Bourse), au-dessus du monument occupé par la *Western Union Company*, on compte 197 fils. A voir cet écheveau aérien, on devine aisément qu'il n'y a pas de monopole d'Etat, et que chaque particulier peut, à sa guise, installer son télégraphe. Mais la liberté ainsi comprise offre quelques inconvénients : c'est ce qui frappe sans cesse dans l'application de la liberté américaine ; liberté de tout faire, qui ne tient aucun compte des convenances du voisin. Aussi se

prend-on souvent à regretter la règlementation européenne, qui décidément a ses avantages.

Ainsi des accidents presque toujours suivis de mort foudroyante (plus rapide que celle des condamnés à la machine électrique) sont produits par la rupture de fils trop lourds qui s'abattent sur la tête des passants. Les propriétaires des lignes rompues paient, il est vrai, des indemnités; mais la sécurité publique et la perspective gagneraient fort à une réforme radicale, celle de l'isolement sous terre. Mais dans ce pays où le dollar reste le dernier argument, le mauvais vouloir des grandes entreprises électriques a engagé, depuis dix-huit mois, une lutte héroïque avec la municipalité New-Yorkaise, et les poteaux abattus la veille par la hache du *mayor*, en vertu d'arrêts de justice provisoires, se relèvent le lendemain comme par enchantement, au détriment des promeneurs, impatients de voir le conflit tranché judiciairement en dernier ressort.

Quant aux quatre lignes d'*elevated* qui sillonnent et enfument la cité, Dieu préserve à jamais Paris d'un pareil déshonneur architectural! Comme moyen et facilité de locomotion, c'est commode; mais pareil système métropo-



litain serait encore plus odieux sur les bords de la Seine que sur les bords de l'Hudson, ou les maisons atteignent presque toutes une hauteur prodigieuse. Celle-ci, pour la plupart, s'élèvent de dix à onze étages, sans pitié pour la vue, la respiration et l'hygiène des habitants. « Chacun pour soi » : c'est la maxime courante. Aussi un propriétaire ne peut-il s'étendre, faute de place ou d'argent (le mètre de terrain vaut jusqu'à 10,000 francs), le voici qui pousse en l'air aussi haut qu'il peut : là Dieu seul est maître.

Malgré les façades monumentales, à piliers de marbre et de granit, qui se pressent dans Broadway, empruntées à tous les styles les plus baroques, aucun établissement ne peut être comparé esthétiquement à nos grands magasins tels que le « Louvre » ou le « Bon Marché ». Devanture, aménagement, goût, mode d'étalage et clientèle, tout diffère. Seulement, au point de vue commercial, on brasse bien plus grand à New-York qu'à Paris ou à Londres. Nombreuses maisons de New-York, qui vendent laines, draps ou soireries, remuent des millions à la pelle. Ainsi H.-B. Claftin et Cie, situés à Werth et West Broadway, durant la guerre, ont fait 400 millions de dollars d'affaires annuelles. Ce fut le chiffre le plus

élevé connu. Leur taux ordinaire est de 120 millions de dollars par an.

Ces établissements à dix étages, machinés de haut en bas, à la vapeur et à l'électricité, bondés d'échantillons et de douzaines alignés brutalement par espèces et qualités, où tout ce qui pourrait flatter l'œil du client est négligé, sont de vraies usines d'affaires, où la marchandise à peine achetée (telle que le cochon qui, aussitôt entré vivant dans l'usine de Chicago, en ressort à bref délai jambon et boudin) est descendue, emballée, clouée, étiquetée, expédiée sur les *cars* tout prêts, et embarquée en un clin d'œil à bord des steamers, ou transatlantiques, ou des gigantesques hôtels et transports maritimes destinés à remonter les fleuves intérieurs de l'Union.

Au milieu de toutes ces brouettes qui roulent des profondeurs des magasins jusque sur les trottoirs, où les charrettes absorbent les ballots, personne ne souffle mot : les affaires avant tout! Pas de flâneurs : ils risqueraient d'être écrasés. Où sont donc nos étalages aux couleurs séductrices, et nos Parisiennes au pied léger, qui voient tout sans rien regarder?

En sortant de ces magasins à haute pression, on éprouve le besoin de respirer.

A partir d'Union-Square, on y voit plus

clair, et le coup d'œil est plus récreatif. Voici les vitrines du fameux joaillier Tiffany, dont les feux excitent les convoitises des mondaines. Dans ce square, les bronzes de Lincoln et de Washington, dûs au ciseau du premier sculpteur américain, M. Ward, qui est aussi l'auteur du superbe *Indien en Chasse,* dont le parc central est orné, pâlissent encore devant le *La Fayette* de Bartholdi. Ici, c'est la ville plus moderne qui commence, avec ses larges voies, avec ses vastes trottoirs dallés de verres à jour, comme dans le Broadway, sous lesquels chauffent et travaillent les machines à transmission d'électricité, de vapeur et de force, et que parcourt le passant, exposé à sauter un jour ou l'autre. C'est le quartier des cafés élégants, des grands hôtels, des somptueuses résidences, style moitié anglais, moitié colonial, moins confortables qu'on ne l'assure, et des restaurants en renom.

Près de Delmonico, où l'on fait bonne et coûteuse chère, rendez-vous de la meilleure société féminine, voici Liffmann-House, dont le propriétaire a été condamné trois fois à mort pour le même meurtre. Trop riche pour mourir, il en a été quitte avec quelques années de prison.

Il a su conserver sa tête, ses millions et

la confiance du public qui va se rafraîchir dans son magnifique *bar*, célèbre par les *Nymphes lutinant un Satyre*, de Bouguereau.

On n'y perd pas son temps d'ailleurs.

Ni chaises ni fauteuils dans les squares, pour se reposer, à l'abri des arbres, d'une chaleur écrasante : rien que des bancs de fer, plus que grossiers, alignés méthodiquement le long des allées sur des longueurs de cent mètres et qui rappellent les bancs des malades dans les cours des hôpitaux. Les nombreux adeptes de la flirtation qui, dès la tombée du jour y affluent pour chercher quelque fraîcheur sous les ombrages n'ont vraiment pas le dos sensible.

Où se reposer plus mollement? Ce n'est pas certes dans les tramways, pris d'assaut depuis le matin jusqu'à minuit, dont les compagnies ont résolu, à la satisfaction de leurs actionnaires, le problème du contenu plus grand que le contenant. Dans un *car* qui compte vingt places, entrent et se logent quarante person nes et plus. Assis, debout, hommes et femmes de tous les mondes, plaqués d'une façon un peu naturaliste, les uns contre les autres, se tassent peu à peu, mais sans aucun égard pour les pieds délicats. Il suffit pour y péné-

trer et en sortir, de jouer des coudes, des reins et des mains, sans jamais s'excuser.

Il faut avouer que le recrutement de la population new-yorkaise laisse tant soit peu à désirer. New-York est devenu aujourd'hui une sorte d'étape interocéanique où passe la légion non immaculée des lutteurs pour la vie, en y laissant mille scories : le comptoir des anciens traitants de fourrures, l'ancienne ville des Puritains n'est plus qu'un immense caravansérail à égale distance du Havre et de Southampton à San Francisco, où les éléments teuton et irlandais contre-balancent la race anglo-saxonne. Nous voici bien loin des familles patriciennes qu'on retrouve encore dans la ville des lettrés, l'aimable et austère Boston.

A New-York, plus qu'ailleurs, éclate la force de l'atavisme. Il suffit de voir défiler à la sortie des ateliers et des magasins cette population ouvrière féminine issue du croisement grossier des races immigrantes, circulant à travers rues, mal fagotée, taillée à coups de hache, couverte plutôt qu'habillée, au regard atave ne révélant ni la jeune fille ni la mère de famille, mais seulement la compagne d'un mâle plus préoccupé de manier le dollar et de s'abreuver au brutal whisky que d'affiner sa postérité et son intérieur.

Le charme de la femme se retrouve tout entier dans cette société élevée, mélangée de sang créole, où l'éducation de la jeune fille est souvent plus soignée qu'en Europe, on peut même dire quelquefois plus intelligente, en dépit des apparences d'excentricité que certaines *misses* évaporées ou déclassées, croient du meilleur ton d'importer sur le continent, et sur lesquelles le public se presse trop de juger tout un pays, sans tenir compte des différences de mœurs, de tempérament et d'esprit spéculatif.

L'Américaine de la haute classe, à New-York comme sur tout le littoral, est et reste sans contredit bien supérieure comme finesse, comme sociabilité, comme conversation, à l'Américain, qui, dès l'âge le plus tendre, quitte le foyer familial pour courir à la recherche des *business* (affaires).

Mais *business*, quelque heureuses qu'elles soient, ne sauraient tenir lieu d'instruction ni d'éducation.

On s'en aperçoit bien vite dans ces gigantesques hôtels, beaucoup trop vantés d'ailleurs comme confortable, dorés sur tranche, illuminés à profusion et sans goût, où la bonne table n'est qu'un mythe; où le voyageur, une fois taxé, n'est plus qu'un numéro sans autre

importance que celle de sa bourse; où enfin des hommes dits de bonne compagnie, les yeux émrillonnés, les bottes appuyées à hauteur des fauteuils du *hall* de l'hôtel, mâchent et crachent leur tabac, sans se soucier des femmes qui passent. Il est vrai que la femme s'en venge bien par le gracieux accueil qu'elle sait réserver aux étrangers, plus civilisés. Elle le fait d'ailleurs sans danger, car l'Américaine n'est ni sensuelle ni sentimentale : elle n'est fille d'Ève qu'à moitié. Sa curiosité toujours en éveil, s'accomode aussi bien du spiritualisme de Jocelyn que du réalisme de Nana. Sa sensibilité ne s'éveille qu'à l'église ou au théâtre.

Peu de métropoles comptent autant de temples, de chapelles et d'églises, dus uniquement à la munificence des fidèles, puisque l'État reste complètement désintéressé en cette matière.

Le nombre en est frappant, surtout dans la partie neuve; on rencontre un monument religieux, où vieux et néo-styles se confondent, presque à chaque *block* (ilôt compris entre quatre rues ou avenues). Au bas de la Cité, à hauteur de Woll-Strett, l'église de la Trinité, est restée un des plus vieux témoins des origines de New-York.



De sa flèche élégante, élancée de cent mètres, on découvre fort au loin le cours de l'Hudson, sur lequel, en 1807, navigua le premier bateau à vapeur, le *Clermont*, de Fulton.

On aperçoit aussi les stations de bains de mer semées sur le littoral très pittoresque de Long-Branch et Coney-Island, où l'on va se délasser le dimanche, et où nul ne peut se baigner si le corps n'est absolument voilé depuis la cheville du pied jusqu'au col.

En revanche, il est vrai de dire que les sexes s'ébattent confondus sur la plage, où la coquetterie ne perd pas plus ses droits que la pruderie légale, car les baigneuses s'y rattrapent sur la légèreté des tissus, d'une excessive fidélité plastique, et l'on flirte ainsi vêtus, durant tout le jour, paresseusement étendus sur la grève, bercés par le murmure des flots, jusqu'à la prière du soir, qu'on a soin d'observer.

Pour tout ce qui est du domaine sacré, le rigorisme est de mode : les diverses religions ou sectes rivalisent entre elles, autant par leur zèle de propagande que par leur générosité.

Les concerts religieux ne sont pas moins recherchés par les fidèles et les profanes que la musique théâtrale : vingt-huit scènes

différentes, plus ou moins luxueuses, où, entre autres genres, l'opéra italien et allemand tient une grande place, comptent une clientèle variée rien qu'à New-York, sans parler de celles de New-Jersey et de Brooklyn. Pas de théâtre vraiment national; rien que des emprunts aux étrangers. Passés nos maîtres en industrie et en commerce, les Américains, sauf quelques esprits hors ligne et précurseurs, comprennent peu encore la beauté et le charme des arts.

Concerts spirituels ou opéras bouffes produisent le même effet sur leurs cerveaux surmenés d'affaires; mais les Américains raffolent de Wagner jusqu'au lyrisme. Il faut voir, lorsque se joue le *Vaisseau fantôme*, cette rivière de diamants qui court en cascade à travers toutes les premières loges du Grand-Opéra, où les spectatrices font assaut d'élégance, et de bravos redoublés en l'honneur du maître.

En revenant du Parc Central, le Bois de Boulogne new-yorkais, fort réussi d'ailleurs comme promenade, lacs et plantations de toute essence, où défilent les riches attelages aux grandes allures de merveilleux trotteurs, il est d'excellent ton d'aller faire ses dévotions à l'église catholique de Saint-Léo, située dans

la vingt-huitième rue. C'est la paroisse de la clientèle la plus relevée de New-York. On dirait un véritable boudoir mystique, où tout est disposé avec art en vue d'une aimable contrition.

Vitraux finis donnant passage à une lueur tamisée et discrète, sièges capitonnés qui permettent la génuflexion esquissée sans fatigue, tout en demeurant assis, moelleux tapis, étoffes orientales tombant avec mystère entre la sacristie et la nef, rien n'y manque pour provoquer l'extase. C'est dans cet oratoire que le Père... officie avec onction et confesse ses élégantes pénitentes, certaines d'y trouver toujours une paternelle absolution. L'archevêché, tout en le trouvant peut-être mondain plus que de raison, le maintient à la tête de son bercail, qui ne sait lui refuser ni confiance ni dollars. C'est qu'en effet, il est à New-York le vrai banquier des bonnes œuvres. Il faut lui rendre cette justice, c'est que s'il connaît le chemin de toutes les bourses, il connaît aussi celui des infortunes. C'est le frère quêteur à talons rouges, au costume semi-ecclésiastique, semi-gentleman, indispensable dans ce vaste pays où l'État n'assure aucun budget aux ministres des cultes, et où la prébende, ne peut vivre que de la générosité des fidèles. Malgré tout

on songe là-bas à notre pauvre curé de campagne, et l'on se dit que le clergé de France est resté le premier par ses vertus, son désintéressement et sa dignité.

Sous ces réserves, tout observateur attentif peut constater que le progrès de l'Église catholique, opposant la ferveur mystique de sa foi et les pompes touchantes de son culte aux diverses philosophies plus froides les unes que les autres, s'affirme de plus en plus sur le territoire des États-Unis du Nord.

Tout donne à croire que d'ici quelques nouvelles générations elle restera maîtresse du terrain religieux dans les anciens États de l'Union.

Les catholiques, aussi bien que les nombreuses sectes du protestantisme, exercent à New-York une sollicitude toute particulière sur la misère et sur l'enfance. Les écoles et ouvroirs en faveur des deux sexes y abondent, ainsi que les établissements destinés à la vieillesse, aux aliénés ou aux ivrognes récidivistes. Ces maisons de secours ou de refuge se découvrent tour à tour en remontant les bords les plus éloignés de la rivière de l'Est: les îles voisines de Ward et de Randall leur servent aussi d'asiles. Une prévoyance et une charité bien comprises s'appliquent en ville aux petits

deshérités de la rue, et ceux-ci sont légion dans la cité impériale.

Voyez-les s'éparpiller, dès l'aube, tous ces gamins qui pullulent sur le pavé de New-York.

Les uns, la boîte au dos, criant : *Shine* à tous les échos, sollicitant les passants de les laisser faire reluire leurs chaussures, pour une obole ; les autres assaillant à la course les cars ou les wagons bondés de voyageurs, pour leur vendre les dernières feuilles publiques sorties des presses, gagnant ainsi leur pain du jour.

Orphelins pour la plupart ou échappés de famille, ces nomades risqueraient fort de coucher à la belle étoile. Mais, grâce à de nombreux bienfaiteurs connus ou anonymes, qui se sont souvenus, sans en rougir, de leurs humbles origines et de leurs propres débuts, parfois plus que pénibles, ces enfants du hasard, voués à toutes les démoralisations du vagabondage, trouvent chaque soir, moyennant le faible écot de dix *cents* (50 centimes), dans des maisons spéciales réparties par arrondissements, aménagées à leur intention, une soupe fort substantielle et un bon gîte, où le repos jusqu'au matin leur est assuré dans des conditions de moralité, de propreté, d'ablutions et d'hygiène désirables. Ces *New Boys*

lodging Houses arrachent par an plus de 25,000 enfants des deux sexes à la vie du ruisseau. Aussi la criminalité du jeune âge, depuis l'inauguration de ces établissements particuliers, a-t-elle diminué dans des proportions notables.

Ce qui n'empêche pas d'ailleurs les cinq prisons de New-York de regorger de clients passagers : car voleurs et assassins, scories d'une immigration continue, ne font que croître en ardeur et en nombre. La plus importante, celle des « Tombes », de très lugubre aspect, située dans le premier district, à l'angle de Baxter Street, ne chôme guère, quoique l'instruction préliminaire, il faut le dire à leur louange, soit aux Etats-Unis des plus expéditives. En douze heures de temps et souvent bien moins, tout prévenu mis au dépôt est interrogé, relaxé s'il est reconnu innocent, ou s'il a déposé caution suffisante ; envoyé au *workhouse* (maison de travail) dans l'île de Blackwell, et condamné à la chaîne couplée, s'il a commis un délit. Quant aux criminels de haute pègre, ils sont expédiés sur l'Hudson, à Sing-Sing, qui est la prison de l'Etat. En nul autre pays, la prévention n'est plus courte ; mais cela ne veut pas dire que la justice se montre là plus infaillible qu'ailleurs.

Ainsi, ne vous avisez jamais de faire arrêter individu ou serviteur qui vous aura volé quelque objet, en fût-il trouvé porteur, si vous ne pouvez, par témoins, faire la preuve du flagrant délit ; car, à défaut de cette preuve, le passant ou le maître dépouillé qui aura porté plainte se verra condamné séance tenante à payer des dommages-intérêts à son voleur, qui se retirera librement du prétoire, riche de son larcin.

Durant notre séjour dans cette métropole n'avons-nous pas vu une de nos compatriotes les plus recommandables, et en dépit de la protection de notre consulat général, victime de pareille mésaventure? Originaire de la Nouvelle-Orléans, de passage à New-York avec sa négresse, elle se vit forcée de congédier cette suivante.

Elle s'aperçut tardivement de la disparition d'un châle des Indes de grand prix. Traversant un square quelque jour, elle eut la mauvaise fortune d'y rencontrer la femme de couleur s'y pavanant le précieux tissu sur les épaules.

La dénoncer au détective et la faire arrêter fut l'affaire d'un instant. Le lendemain matin, comparution devant le shériff. Sur la plaidoirie de l'avocat donné d'office à la servante in

fidèle, il fut jugé que la maîtresse, ne pouvant prouver que le châle, sa propriété légitime, lui avait été dérobé par la négresse, « qui aurait bien pu l'avoir acquis de bonne foi d'une main tierce », était sans droit, était déboutée de son action, et devait payer 500 dollars, à titre de dommages-intérêts, à sa servante, pour arrestation illégale. Le châle est reparti avec la négresse qui en rit encore.

Le personnel qui alimente les cinq prisons ne se recrute pas seulement parmi voleurs et assassins. Les fonctionnaires, gros et petits de l'administration municipale de New-York leur fournissent de temps à autre un sérieux appoint ; c'est de tradition. Ici, ce sont les dilapidateurs et concussionnaires qui ont mis en coupe réglée les deniers des contribuables ; là, ce sont les auteurs de rapts commis au sein même de l'administration des postes.

Le dernier rapport de M. Rathbonne, l'inspecteur en chef de cet important service fédéral, accuse l'arrestation de 801 employés supérieurs ou inférieurs pour l'année 1889, sur tout le territoire de l'Union. Les détournements de lettres chargées se sont élevés à 6,560 contre 47,579 lettres ordinaires disparues.

C'est la « lutte pour la vie ». Aussi le bon exemple est-il parti de haut, car 66 directeurs

de bureaux de poste ont été condamnés pour leurs méfaits personnels.

On s'étonnera moins de ces pratiques exotiques si l'on sait que les places de *post-masters*, dont la distribution appartient au pouvoir exécutif fédéral, font toujours partie de la curée électorale et des dépouilles du parti vaincu, jetées aux politiciens de bas étage par le « parti qui monte vainqueur au Capitole » et à la Maison Blanche de Washington.

Ces étranges pratiques cependant doivent inspirer aux étrangers quelques mesures de précaution pour leur correspondance. Ils feront aussi acte de prudence et de conservation en évitant, dans leurs promenades, les quartiers misérables de New-York, surtout les 4e et 7e *wards*. C'est là le vrai quartier des truands, surtout à l'heure où les harpies d'amour prennent leur libre vol à travers « l'Allée des Pauvres » et « la Ruelle pourrie ». Les malandrins jouent du couteau ; les casse-têtes indiens (langues de cuir bourrées de gros sable) brisent à leur aise et à la sourdine la nuque des passants attardés, pendant que retentissent sur les quais brumeux de la rivière de l'Est les chants avinés des immigrants et des matelots en débauche.

On est là, comme à Londres, en plein



royaume de whisky et du crime, qui échappe presque à l'action de la police, et où les détectives les plus déterminés ne pénètrent que difficilement.

Et pourtant, quel magnifique et vaillant corps que celui des détectives de New-York ! Véritables athlètes, à la prestance superbe, grâce à leur haute stature, dont la moyenne règlementaire s'élève à cinq pieds dix pouces. Et tout d'abord, voici ceux de la police municipale, chargée de maintenir l'ordre à travers les rues, en costume sombre et à l'aspect martial. Ils font plaisir à voir, impassibles sous leur casque noir, la plaque où sont écrits leurs noms et numéros, fixée sur la manche, le court bâton d'ébène en main, toujours serviables aux femmes et enfants comme à tout étranger, levant silencieusement le bras pour se faire obéir de la cohue, le laissant retomber lourdement, au nom de la loi, sur la tête du premier récalcitrant, et cela au milieu du respect général de la foule.

160 serviteurs de la loi, sous les ordres d'un capitaine, par chaque district : New-York en compte 35. Triés sur le volet, après sérieux examen, comme puissance musculaire, gymnastique et respiratoire, comme âge, moralité et instruction, soumis à un règlement géné-

ral admirablement conçu et compris, dont ils doivent toujours être porteurs, ces modestes fonctionnaires sont largement rétribués : ils touchent 6,000 francs par an. Quand ils se sentent trop fatigués par les veilles et les rondes, ils vont tour à tour se reposer dans le service des sept cours de police métropolitaine, qui emploient, chacune, un sergent et douze hommes. En cas de déplacements urgents, des attelages à deux chevaux, toujours dispos, les entraînent rapidement sur le lieu où leur présence est requise télégraphiquement. 150 cavaliers, du même corps, complètent le personnel monté qui parcourt les grands districts et les parcs. La déposition du détective fait foi devant les tribunaux, sans discussion contradictoire de son témoignage : c'est dire le prestige, mérité d'ailleurs, dont ils jouissent.

Quant au service de sûreté, que dirige actuellement l'inspecteur général M. Byrnes, dont l'habileté policière égale celle de nos meilleurs limiers français, il est assuré par une brigade de cinquante détectives, toujours vêtus de l'habit bourgeois, qui veille aussi à celui des mœurs.

Sur la rade et sur le fleuve, à toute heure de jour et de nuit, circulent sur de petits steamers des rondes de police prêtes à toute éven-

tualités entre New-York, New-Jersey et Brooklyn. Cette organisation, remarquable à tous égards, fonctionne sous la haute surveillance d'une commission générale (board of police) composée de cinq membres, dont trois républicains et deux démocrates, suivant le parti vainqueur aux élections d'Etat, nommée par le *mayor* (maire) de New-York pour une durée de quatre, six et huit ans, aux appointements de 40,000 francs par an alloués à chacun des cinq élus. Le surintendant, choisi par ce *board*, est le véritable préfet de police.

Le titulaire actuel, M. William Murray, veut bien, à titre d'ancien collègue, nous faire gracieusement les honneurs de son administration centrale. Dépôt, cellules, musée renfermant la collection des instruments de crimes célèbres, anthropométrie, épreuves photographiques des scélérats, où le sexe féminin, presque toujours dissimulé sous des vêtements masculins pour mieux opérer ses attentats, apparaît plus nombreux qu'en Europe, par suite des abus d'alcool; machine électrique destinée désormais aux condamnés à mort, pleins de regrets pour la pendaison, tout cela défile comme une danse macabre sous nos yeux.

Au sortir de ce kaléidoscope grimaçant et

sinistre, où l'infâmie humaine provoque un certain hypnotisme, on éprouve un grand besoin de respirer plus à l'aise et d'arpenter Broadway, pour secouer le goût de geôle dont on se sent imprégné en quittant les « Tombes ».

Par bonheur, voici, se détachant à l'horizon, découpé en grandes lettres aériennes, le nom de Maillard, très honorable compatriote, l'un des premiers commanditaires du « Bon Marché Boucicaut » devenu millionnaire à New-York, grâce à son travail de trente années, *rara avis* de la trop mince colonie française, dont il est souvent le bienfaiteur; enfin, le premier chocolatier du Nouveau-Monde. C'est le rendez-vous du *higlife :* son établissement central, situé entre Broadway et la cinquième avenue, est certes plus récréatif à visiter que la maison de justice, surtout vers la quatrième heure du jour.

Le salon de la confiserie est occupé par une vingtaine de *miss*, dont une douzaine charmantes, assises en cercle, attentives à la parole du maître, M. Maillard, qui professe en personne. C'est l'heure de la leçon de chocolat, institution libre créée par l'émule des Menier et des Marquis, soucieux avant tout de la bonne digestion de ses produits.

A la suite de quelques plaintes lancées lé-

gèrement par des ménagères inhabiles dans la bonne cuisson du pur cacao, M. Maillard, avec sa longue expérience du *turf* américain, a vite compris qu'un cours public et pratique, autour d'un fourneau à gaz aux cuivres reluisants, rehaussé de certains appareils élégants, suivi d'une distribution gratuite de petites tasses du précieux liquide absorbé à petites gorgées tout en potinant, et d'une manne à titre gracieux de billes parfumées à emporter, mettrait le comble à sa réputation et aux demandes de son aristocratique clientèle.

Il a pleinement réussi, et la confiserie parlée fait florès.

Cette scène d'enseignement intime, dont le personnel féminin varie tous les jours, était charmante.

M. Maillard avait bien voulu courir après ma personne, qui s'était timidement retirée à la vue de tant de grâces; il m'avait ramené de force, contraint à m'asseoir, et à déguster, tout comme une *miss*. La fête fut complète.

A l'issue de la leçon, le cercle se rétrécit : les jeunes candeurs causèrent de Paris et de l'Exposition, des cobayes de Brown-Séquard et de chiffons, même du Père ***, tout cela derrière l'éventail ; et, après avoir grignoté des glaces parfumées, on eut le regret de se sépa-

rer jusqu'après les vacances. Hélas! c'était la dernière séance de la saison!

De là jusqu'à la cinquième avenue il n'y a qu'un pas. Un spectacle éblouissant de perspectives et de couleurs, bien fait pour ramener la paix au cœur et la joie au cerveau, nous y attend. Ce sont les galeries de tableaux signés par nos premiers maîtres modernes, importés sur la terre américaine, en dépit de l'énormité des droits d'entrée, par les véritables propagateurs de l'art français au delà de l'Atlantique, les importantes maisons de Paris Boussod-Valadon et Durand-Ruel.

Quel service rendu, non seulement à nos artistes, dont la valeur se décuple au gré des enchères yankees, mais encore à l'art français qui, vulgarisé dans ses formes les plus pures, pénètre ainsi à travers les villes les plus reculées du Nouveau-Monde, y portant son renom et sa matière!

Grâce à cette double initiative, on peut dire que l'Ecole américaine aura eu pour véritable maîtresse l'Ecole française, dont la suprématie rayonnante est acceptée par le public aussi bien que par les amateurs qui se multiplient sur la place de New-York.

Combien de temps ces merveilles vivront-elles dans leur nouvelle patrie? On se prend à

trembler sur leur sort en songeant aux dangers de destruction qui les menacent. Sans parler des outrages du climat, elles sont exposées aux morsures d'un ennemi incessant, l'incendie, aussi fréquent et aussi redoutable à New-York qu'à Chicago et Saint-Louis, les deux sœurs rivales de l'Ouest, où sont aussi accumulées de précieuses collections dans les célèbres galeries de Marshal Field et aûtres de renom.

Il faut pourtant rendre cette justice au « département du feu (of fire) » de New-York, qu'il est aussi bien organisé que celui de la police. Le *chief* de ce département, M. Benjamin Gicquel, sort de vieille souche française d'origine nantaise. Sa fonction n'est pas une sinécure, car il y a des journées où les timbres avertisseurs signalent 40 ou 50 feux : le maximum a été de 114 incendies, lors de la Fête nationale de juillet.

Mais personnel et matériel sont bien à la hauteur de la tâche journalière : 56 compagnies de pompes et 20 compagnies d'échelles de 92 pieds de hauteur se hissant sur chariots, servies par 990 pompiers, sont toujours prêtes à se porter au secours du quartier menacé : leur célérité, aussi complètement servie par les mille communications télégraphiques et télé-

phoniques qui relient tous les postes à la section centrale que par la rapidité de mise en marche des pompes, toujours sous pression, est d'ailleurs indispensable; car, de l'aveu même de sir Gicquel, alors que les pompiers parisiens ont devant eux deux heures de répit pour sauver un immeuble, ceux de New-York ne disposent que de vingt minutes, à raison de la construction très inflammable des maisons de leur métropole, où le fer et la pierre ne sont guère utilisés qu'en façade.

N'est pas pompier qui veut : les examens d'entrée sont des plus sévères et des plus exigeants.

On n'est admis dans cet important service que de vingt-et-un à trente-trois ans.

Comme celle des détectives, la paie annuelle est de 6,000 francs; trois jours de congé par mois; vingt-quatre heures de repos à la caserne tous les dix jours. La retraite s'élève à la moitié de la solde.

Costume bleu, casque en cuir bouilli à côtes en relief, rouge pour les échelliers, noir pour les pompiers, blancs pour les officiers. Dès la première alarme, ils s'élancent avec trois compagnies de pompes et deux d'échelles. A la seconde et à la troisième alarme, partent des contingents de même effectif sur le point déjà signalé. A l'alarme générale accourent à la res-

cousse, comme dernière réserve, les 13e et 14e compagnies, les plus éloignées du cœur de la cité.

L'installation intérieure des postes et casernes ne laisse rien à désirer comme confortable pour les hommes : mess, billards, jeux d'échecs, femmes de service chargées de l'entretien général ; comme matériel, lits et armoires en fer, pantalons de rechange adhérents aux bottes, toujours prêts au chevet du lit, grands tuyaux de descente où les pompiers, à la première alerte, se laissent glisser de haut en bas à travers chaque étage, chevaux dressés merveilleusement à venir s'atteler eux-mêmes au corps de pompe, sous un harnais d'acier mécanique, dès la première sonnerie électrique, dont un déclanchement détache le licol qui les retient au box ; vapeur emmagasinée dans les sous-sols pour tenir les chaudières en perpétuelle haleine, départ en quatre secondes maximum, émulation excessive toujours entretenue entre les diverses compagnies, jalouses de leur supériorité respective, bateaux à feu et bateaux-pompes sur la rade et la rivière de l'Est, et vraiment, New-York peut dormir tranquille... jusqu'au jour où, sous l'action combinée de ses innombrables usines et du pétrole socialiste, il brûlera.



Après avoir vu New-York, l'héritier territorial des Mohicans, on peut dire que la cité impériale, nouveau temple du Veau d'Or, où créatures humaines et machines, confondues dans une étreinte d'acier, vivent à la vapeur, féconde en enfantements, audacieuse et puissante en créations, offre au voyageur mille attraits de curiosité, mais ne sait le retenir par aucune grâce ni séduction.

On s'y prend vite à regretter les mœurs plus douces de notre vieille Europe, le foyer familial presque inconnu là-bas, la patrie dont on est séparé par des profondeurs mystérieuses et que l'on entrevoit en rêve à travers les *icebergs*, ces blancs fantômes séculaires, évadés du pôle Nord, que le navigateur a laissés derrière lui.

On peut visiter New-York : on ne vit encore qu'à Paris, cette reine indétrônée des capitales du monde, dont notre belle flotte transatlantique, si calomniée par ses concurrentes, au séjour aussi court qu'hospitalier, a su faire aimer le chemin par les filles vaporeuses et positives du pudique Jonathan.

RETOUR DE CHICAGO

(1892)

Tout voyageur qui va franchir le seuil d'une ville antique ou d'une grande capitale du continent a déjà évoqué par la pensée les vieilles luttes de l'humanité, s'acheminant progressivement, par le fer et le feu ou grâce à son génie, de la barbarie à la civilisation. Son esprit et ses yeux peuvent fixer, à travers les siècles disparus, ces points de repère qui ont noms de paganisme, moyen âge ou renaissance. Il sait d'avance ce que renferment Athènes, Rome, Londres ou Paris, et c'est avec une religieuse émotion qu'il interroge tour à tour ces pages grandioses de l'enfantement et du développement humain.

Chicago, c'est la génération spontanée; c'est la forêt de champignons géants poussée brusquement dans une nuit sur la prairie des Peaux Rouges, au bord d'un lac immense.

Pas d'autres phares dans l'histoire de son passé que celui du fort « Deaborn » jadis avant-poste des coureurs à la face pâle, surpris et massacrés, en 1812, par la tribu des Potawatomies. Plus tard, en 1827, c'est le campement, sur la rive du Michigan, d'une douzaine de familles de hardis immigrants : c'est là le berceau de Chicago, dont la population s'élève, en 1837, à 4,179 âmes.

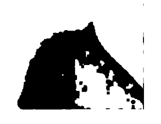
A cette heure, c'est la vaste et splendide cité, la ville des vents, située à 591 pieds au-dessus du niveau de la mer, assise au bord d'un océan intérieur long de deux cents lieues, rasée et purifiée par l'incendie de 1871, renaissant de ses cendres, comptant 1,300,000 âmes, sillonnée de navires et de maisons à dix-huit étages, de parcs verdoyants, de coquettes villas de tous styles, de larges avenues s'allongeant à perte de vue, rattachée au monde américain par vingt-neuf lignes de chemins de fer, grenier d'abondance où affluent grains, fruits, bétail, pétrole, bois, charbons et métaux, marché inépuisable où le Far-West, la Californie, le Mexique et le Canada viennent traiter, se dégorger et s'approvisionner.

Tel est le spectacle unique qui se dresse brusquement, par-dessus les herbages et les bouquets de bois, devant le touriste parti la

veille de New-York par le « Pensylvania limited », train express qui dévore en 26 heures les 911 milles séparant la reine des lacs de sa rivale. Nous disons bien sa rivale, qui boude encore, ne pouvant lui pardonner de lui avoir enlevé, le 25 avril 1890, au Congrès de Washington, l'honneur de célébrer au nom des Etats-Unis, et par une Exposition universelle, le 400e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

*
* *

Je ne saurais oublier cete lutte épique, dont je fus témoin, où New-Yorkais et Chicagoyens se livrèrent assaut, quatre jours durant, dans les couloirs et l'enceinte du Capitole, renforcés par tous les politiciens et « lobystes » d'Amérique. En dépit de l'éloquence de leur « leader », renommé dans toute l'Union comme le plus disert en l'art de porter un toast, sir Depew, la légion des délégués de « City Empire » succomba. La majorité du Congrès, encore républicaine à cette date, ne voulut pas que les millions de dollars, consacrés par le trésor fédéral et par les Etats à la célébration du futur anniversaire, pussent profiter à la vieille ville démocrate, surtout à l'époque du renouvellement des pouvoirs présidentiels.



Chicago seule, à ses yeux, l'âme du parti républicain, pouvait avoir droit à cette manne électorale : elle l'obtint.

Il faut reconnaître que Chicago va faire largement honneur à ses engagements. Son Exposition universelle, à laquelle vont concourir quarante-cinq nations et vingt-huit colonies étrangères, prépare une véritable surprise aux deux mondes aussi bien qu'aux Parisiens. Peut-être égalera-t-elle sur bien des points, n'en déplaise à notre amour-propre national, sa fameuse devancière européenne de 1889.

Il est vrai que la nature lui avait prédestiné un cadre merveilleux, dont la Commission américaine a su, d'ailleurs, tirer le meilleur parti : un bois touffu, allongé sur la rive sablonneuse du lac, au nord-ouest et en vue du cœur de la cité, où il a suffi de creuser et de faire entrer les flots du Michigan, pour créer une nouvelle Venise avec ses canaux et ses lagunes, en plus toute parsemée de fleurs et de verdure.

Le coût total de l'Exposition a été estimé à 22 millions de dollars (110 millions de francs), mais fût-il dépassé, que le chauvinisme des Chicagoyens, à bon droit enthousiastes de leur cité, y suppléera sans broncher.

* * *

Les ingénieurs, si bien servis par les avantages du sol, se sont montrés à hauteur de leur tâche : car, à cette heure, alors que l'Exposition ne doit ouvrir ses portes que le 1er mai 1893, plantations, canalisations d'eau et d'électricité, ponts, routes sablées et quais sont terminés ; quant aux constructions, sauf le palais des Arts libéraux et des Manufactures poussé déjà aux deux tiers, elles sont à leur période d'achèvement extérieur. Chicago est en avance de huit mois sur Paris : piétons et voitures circulent déjà partout, et le Yankee qui ne perd pas son temps récolte déjà, à ses guichets ouverts, une recette journalière dépassant 5,000 dollars, à 25 cents par entrée.

Au point de vue de l'architecture et de la décoration, les divers constructeurs, après avoir pris le soin d'étudier sur place les principaux édifices d'Europe, ont eu la main vraiment heureuse. Là où on ne pouvait prévoir qu'une manifestation d'esprit d'entreprise, de hardiesse et d'énergie presque brutale, ils ont atteint souvent à l'élégance et au bon goût, en parcourant très habilement la gamme du style attique au style empire. Aucune polychromie : le ton général est blanc, couleur du marbre ou de la pierre de taille, s'accordant à merveille avec un ciel éclatant ; peut-être trop de bas-

reliefs d'un style équivoque. Le palais des Beaux-Arts, bâti tout en fer et briques, avec ses portiques, ses frontispices et sa double colonnade blanche courant le long d'un lac intérieur, rappelle le style le plus pur et offre une merveilleuse perspective au visiteur placé sur l'autre rive.

Les *Fisherils* qui lui font face sont un véritable bijou vénitien, dû au premier architecte de Chicago, M. Henry-Yves Cobb. Toiture, coupoles, sculptures, qui ont déjà reçu la patine du temps, vous donnent l'illusion de la place Saint-Marc. Les motifs en poissons et en coquillages, variés à l'infini, qui ornent et pendent le long de tous les arceaux, sont d'un effet charmant : l'installation intérieure des vastes aquariums transparents, pleins d'eau douce et d'eau de mer, d'une contenance de 140,000 gallons, sera parfaitement appropriée à la bonne conservation des habitants importés des mers et des lacs, comme à la circulation facile des curieux.

La coupole vitrée du palais de l'Agriculture, qui s'élève à une hauteur de 130 pieds, est d'une légèreté aérienne; le palais des Femmes a la forme carrée, couronné dans ses quatre angles par des cariatides, élevé par un architecte féminin, miss Sophia Hayden, de Boston,

est d'un joli effet, quoique un peu grêle dans ses proportions. Ce sera pourtant un séjour digne de l'art féminin ; il fera honneur à ses illustres patronnesses que la créatrice de l'œuvre a recherchées dans toute l'Europe et au nombre desquelles Mme Carnot a été fort heureusement inspirée en inscrivant son nom.

Sans parler d'une immense fontaine lumineuse, montée à Paris, au coût de 250,000 francs, élevée en tête du grand bassin qu'elle éclairera de ses projections électriques jusqu'au port naval, le véritable clou sera le palais des Arts libéraux et Manufactures, construit pour l'apothéose des audacieuses conceptions de l'inventeur américain, qui mérite à tous égards cette légitime glorification : car si Colomb a découvert le Nouveau-Monde, c'est bien celui-là qui a vraiment conquis le sol et les entrailles de l'Amérique du Nord.

La grande nef du palais s'étend le long du canal principal sur 550 mètres de longueur ; elle est large de 125 mètres : son dôme central s'élève à 211 pieds du pays. Notre Arc de Triomphe, qui mesure 49 mètres de hauteur sur 45 de largeur, pourrait donc y circuler à son aise. Supérieure en dimensions à notre galerie des Machines, elle est construite à l'aide d'un autre système : le point d'appui

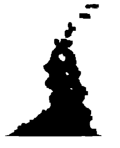
des fermes majestueuses. au lieu de procéder par les culées, se fait par le contact supérieur. — La rue du Caire avec toutes ses distractions ne fera pas défaut : elle reliera le parc de l'Exposition aux « Jackson et Washington parks », délicieuses oasis se rattachant aux grandes avenues de la cité. Flottilles, gondoles, tramways, funiculaires, voies ferrées sont tout prêts à transporter les millions de voyageurs que fournira l'Union à elle seule; le trajet sera de 20 minutes environ à partir du centre de cette ville phénoménale, dont la superficie est égale à celle de tout le département de la Seine, moins 12 kilomètres carrés — où la science moderne a pu accumuler du même coup toutes les découvertes, au profit du travail et du confort, donnant ainsi à Chicago une avance de plus d'un siècle sur les villes du continent; où durant notre récent séjour, le mètre carré de terrain, non bâti, se vendait 5,496 francs dans State-Street. L'ouvrier étranger pourra y vivre moyennant trois dollars par jour : le voyageur aisé, s'il est sobre de vin, s'en tirera avec une dizaine de dollars.

Voilà l'œuvre grandiose qu'a pu enfanter cette ville, née d'hier; qui, d'après la légende, répétée par les envieux, a dû son accroissement féerique au poteau planté à l'origine à sa

gare d'arrêt. « Vingt minutes pour divorcer. Ici, tous les faillis sont réhabilités. »

* * *

Le point noir pour les étrangers, c'est le dernier vote du Congrès qui accorde bien les cinq millions de dollars promis pour la célébration de la mémoire de Colomb, mais à la condition que l'Exposition fermera le dimanche; qu'il n'y aura ni liqueurs, ni nudités. Nous ne voyons pas bien une véritable Exposition de l'art sans nudités. Les délégués de la pudique ligue *Of Christian Endeavor*, comptant 1,250,000 initiés, véritable armée du Salut, partis solennellement de New-York, viennent de défiler devant le Capitole de Washington : ils ont eu gain de cause. Mais Chicago proteste au nom de la liberté des sectes, et M. Samuel Grompers, président de la « Fédération américaine du travail », annonce que la Fédération est d'avis que l'Exposition soit ouverte le dimanche. Chicago est capable de refuser les cinq millions de dollars votés par le Congrès et de payer le déficit de sa poche. M. Pulmann, le grand constructeur, s'est déjà empressé d'offrir la forte somme : il sera suivi par une foule de concitoyens imitateurs qui, di-



sent-ils, se borneront à passer leurs offrandes à profits et pertes.

*
* *

A cette heure, l'œuvre des exposants va commencer. Toutes les grandes puissances ont répondu officiellement à l'invitation des Etats-Unis, même l'Italie, qui a renoué ses relations diplomatiques; mais aucune d'elles n'apparaît satisfaite de l'ampleur des locaux ou emplacements réservés à ses nationaux dans les douze départements comprenant 172 groupes et 917 classes. Telle paraît être l'impression des diverses missions européennes qui viennent de se succéder à Chicago pour reconnaître le terrain. Une appropriation nouvelle du palais destiné à l'électricité, qui ne s'annonce d'aucune part très brillante, permettra probablement de donner certaines satisfactions aux parties les plus lésées. Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que, grâce à la prévoyance de notre consul général, M. Bruwaert, l'un des agents les plus distingués de notre corps consulaire et les plus dévoués à l'expansion du commerce français, les exposants français n'ont qu'à se louer de la part qui leur a été faite, et que certaines revendications formulées à Paris n'ont pas raison d'être.

Au point de vue artistique, la France est la mieux lotie; elle possède à elle seule, dans le palais des Arts, l'annexe de droite, d'une longueur de 200 pieds sur une largeur de 120 pieds, située au bord du lac Michigan, admirablement éclairée, en dehors du courant ordinaire des nuages de fumée vomis par la ville manufacturière; à cent mètres de là, toujours sur la rive, son palais personnel, près duquel se succèdent les palais de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne.

Dans la grande nef des Manufactures et des Arts libéraux, comme dans toutes les autres sections agricoles, horticoles, minières et coloniales, la France n'a pas été moins favorisée. C'est à ses nationaux qu'il appartient désormais de lui assurer la place à laquelle elle a droit.

*
* *

C'est ici le moment psychologique où il convient de placer quelques mots de vérité. La France est inconnue à Chicago, comme dans tout le Far-West; la presse locale, aux mille organes de publicité, laisse son nom ignoré de la foule. Grâce aux télégrammes européens, émanant toujours et uniquement des officines allemandes et anglaises, la France et son com-

merce, accaparé par les maisons de commissions allemandes, décorées du nom de suisses, sont des quantités négligeables et négligées.

Une magnifique occasion s'offre à nos industriels pour conquérir ce vaste champ d'exploitation qui va s'élargissant chaque jour, où des cités nouvelles con[illegible], Denver, Detroit, Buffalo, Milwaukee, se développent à l'envi de Chicago, sous l'action permanente du courant d'immigration vers les [illegible] producteurs. Il est temps pour eux, s'ils [illegible] veulent pas disparaître à jamais de la carte des Etats-Unis, d'aller sérieusement à la découverte de l'Amérique.

Qu'ils se gardent bien d'envoyer à Chicago le secret de leurs inventions. Brevets et marques de fabrique, en dépit de la nouvelle loi fédérale, seront immédiatement pillés ; et là, où il n'y a pas d'action publique, la partie civile est forcé de dévorer des fortunes avant d'arriver à la revendication utile de son droit. Inventeurs chez eux, producteurs à l'étranger, que nos nationaux se bornent à exposer et à vendre leurs objets manufacturés ; qu'ils expédient pour les accompagner des escouades de jeunes gens intelligents, parlant purement anglais et allemand, *sans quoi rien n'est possible.* Que cette nouvelle pléiade de commis

voyageurs, soit appartenant à de grandes industries, soit envoyés par des commerçants syndiqués de l'industrie moyenne, se répandent dans le Far-West, à l'issue de l'Exposition, disputent pied à pied le terrain de l'invasion allemande dont la marée ne cesse de monter au delà de l'Océan, à force de ténacité et de constance dans les vues. Nos soieries, nos vins, nos denrées, nos vrais articles de Paris, en dépit de la fraude et de toute concurrence, n'ont à craindre aucun similaire, pas plus que bien d'autres objets de source française.

Il suffit d'étudier les droits imposés par le bil « Mac Kinley » et de découvrir quels sont ceux de nos produits qui peuvent les braver ou passer à travers. Mais pour réussir, il faut que le commerce français, déjà gravement compromis dans les deux Amériques, consente à sortir de sa routine, renonce à la commission étrangère qui lui laisse à peine le bénéfice du producteur, qui monopolise à son seul profit celui de la transaction et qui finit par s'emparer de notre clientèle, nous évinçant peu à peu même de notre ancien domaine.

Depuis 1870, la France a fait une évolution radicale militaire; elle est condamnée, si elle ne veut périr sur cet autre champ de bataille,

à faire la même évolution commerciale ; il est temps qu'elle sorte de chez elle et aille apprendre chez les autres ; le négoce américain est plus fort que le nôtre. Il faut de l'initiative : demandez aux deux maisons porcelainières de Limoges, qui depuis deux ans ont été battre la campagne à Chicago et autour, quel bénéfice elles ont déjà encaissé. Interrogez à ce sujet une de nos premières illustrations artistiques, la maison Krieger-Damon, qui se prépare à éblouir les Américains par la magnificence de sa future exhibition, elle vous répondra : « Nous allons prendre position à Chicago. » Et tous y seront les bienvenus. La cordialité du Chicagoyen est excessive : la lutte ne l'effraie pas ; les morts ne comptent pas pour lui ; la palme et la fortune sont à qui a su survivre.

L'honorable président de l'Exposition, M. Baker, d'une aménité égale à son érudition, aussi puissant par le travail que par ses dollars, nous a fait l'honneur de nous convier le mois dernier au banquet d'adieu offert par lui à la mission russe. Nous étions douze à table, six Américains, quatre Russes et deux Français, dont l'un, M. Georges Glaenzer, artiste d'élite, fort goûté des Américains, tient très haut le drapeau français dans toutes les branches des arts décoratifs.

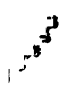
Le commissaire général de Russie, M. Alexandre Dobronizky, déclara ne pouvoir parler qu'en français et porta la santé du président Harrisson ; le président Baker porta dans notre idiome la santé de S. M. l'empereur de Russie. L'honorable M. Fearn, délégué américain aux Affaires étrangères de l'Exposition, porta à son tour, encore en français, la santé du Présisident de la République française, « voulant associer ainsi la grandeur de notre pays, le plus vieil ami de l'Union, à celle des deux colosses du Nord » : il appartient aux commerçants français de cimenter cette nouvelle alliance commerciale, dont ils n'ont que gloire et profit à attendre.

J'oubliais de dire qu'en qualité de simple touriste, en l'honneur de qui le très hospitalier M. Baker voulut bien lever son verre, je proposai à nos convives, qui accueillirent de très bon cœur mon ouverture, d'adresser un léger souvenir à la mémoire de Christophe Colomb, dont tout le monde avait oublié le quatre-centenaire, durent les onze speechs échangés au dessert avec redoublements de champagne et de courtoisie.

LA REINE DES LACS

(1893)

A entendre les acclamations et les salves qui s'en vont retentissantes des bords de la Méditerranée jusqu'aux rives les plus éloignées de l'Atlantique, en l'honneur de Christophe Colomb, on peut dire que le jugement de la postérité a bien ratifié, cette fois, à titre universel, la renommée de l'illustre navigateur déjà façonnée par quatre cents ans d'histoire et de légende. L'Italie, l'Espagne et l'Amérique, réclamant comme leur le découvreur du Nouveau-Monde, concourent à l'envi à cette brillante apothéose. On peut regretter que la France n'ait pas revendiqué sa modeste part dans ce concert; elle y avait droit, car elle eût dû se souvenir que Colomb avait commandé en chef une flotte française : témoin la lettre de Ferdinand, roi de Naples, « se plaignant à Louis XI, roi de France, en date de Foggia,





9 décembre 1474, de ce que Colomb, chef de la flotte française, ait capturé dans le port de Vivero, en Espagne, deux de ses grandes trirèmes, et les eût emmenées en Normandie ».

Peut-être, à y regarder de plus près, pourrait-on bien constater que ce violent accès de lyrisme a eu pour vrais mobiles les intérêts particuliers des nations qui y ont participé, bien plutôt que le vrai souci de la gloire du grand explorateur, laissé dans l'oubli depuis quatre siècles.

Les fêtes de Gênes avaient surtout pour but de mettre en évidence les forces maritimes d'un des membres de la triple alliance. Les cérémonies d'Huelva ont fait revivre les grands souvenirs de l'Espagne pour une heure, durant laquelle la Régente, appuyée sur l'enfant royal, a pu évoquer avec une mélancolique fierté ce vaste empire de Charles-Quint, son aïeul, dont le soleil ignorait les bornes. Quant aux États-Unis, à se rappeler la lutte homérique et les intrigues dont le Capitole a été témoin en avril 1890, on peut affirmer que le droit de célébrer le quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique au nom de l'Union fédérale, droit que se disputèrent avec tant d'acharnement les délégués de New-York et de Chicago, ne fut qu'un heureux prétexte de

rivalité et de suprématie à résoudre entre les deux sœurs, « Empire City » et « Reine des Lacs ».

Chicago l'a emporté : le Congrès lui avait confié l'honneur de célébrer la mémorable date par l'ouverture d'une Exposition internationale. Depuis le 11 octobre au matin, suivant le programme officiel, les portes ont dû en être ouvertes. Une avalanche humaine, accourue des quatre points cardinaux, n'a cessé de s'y engouffrer. Cérémonies de dédicace, speechs officiels, grand bal, suivi de feux d'artifice, se sont succédé, durant trois jours, dans Jackson-Park. Californiens, Canadiens, hommes du Sud ont défilé à travers cette nouvelle et gracieuse Venise, que les ingénieurs américains ont su créer au bord du lac Michigan. A travers la foule s'étaient bien glissés quelques fils de Peaux-Rouges, encore les maîtres de la prairie sur laquelle repose Chicago il y a soixante ans à peine. Qu'ont-ils pensé en s'arrêtant dans le hall grandiose des Manufactures, où soixante-quinze mille assistants ont pu s'asseoir pendant la cérémonie officielle ?

A cette heure, tout est retombé dans le silence. L'Exposition internationale a refermé ses portes et ne les rouvrira officiellement que le 1er mai 1893 jusqu'au 30 septembre suivant,

On peut dire que le comité de l'Exposition chicagoyenne a fait un véritable tour de force en étant prêt le jour fixé par le Congrès. Allées sablées, canaux sillonnés de gondoles, massifs de fleurs et de verdure, nuits étoilées d'illuminations, palais aux blanches colonnades, pèlerinages s'acheminant au couvent de la Rabida qui forme promontoire sur le lac, tout cela offrait un ensemble merveilleux pour la foule qui n'a emporté qu'un regret, celui de la brièveté de l'exhibition provisoire. .

*
* *

La période d'installation va commencer pour les exposants. Le résultat final répondra-t-il aux grandes espérances données par ces brillants débuts? Pour l'observateur désintéressé, bien des questions se posent.

Tous les bâtiments, sauf le musée des Arts, sont construits en bois et en staff. A l'origine des travaux, on se fût cru perdu dans une immense forêt de mâts, prêts à s'embraser. Malgré la création des *Columbians Guards*, qui assure le service de deux mille pompiers à la surveillance de l'Exposition, malgré l'emploi exclusif de l'électricité, qui comporte bien aussi ses dangers, qui peut répondre d'une catas-



trophe? Chicago ne connaît que trop les incendies, et les vents du lac sont de terribles ennemis. Aussi, aucune compagnie locale n'a consenti d'assurances pour les objets exposés, et l'on a dû s'adresser à des sociétés européennes qui, en raison des risques, ont quintuplé le coût des primes.

D'autre part, les rigueurs de l'hiver, qui sont excessives dans ces parages, ne vont-elles pas détériorer gravement tous ces enduits de staff, forcément sensibles à l'action des gelées habituelles? L'Exposition de Paris offrait ce grand avantage, celui d'une architecture où le fer, heureusement marié aux dalles polychromes, jouait le plus grand rôle.

La situation s'est aussi compliquée d'un facteur imprévu : l'apparition du choléra en Europe, qui vient de jeter la perturbation dans la marche et dans le trafic de toutes les compagnies transatlantiques. La question s'est posée à Chicago, à savoir s'il ne serait pas prudent d'ajourner à un an l'Exposition. Pouvait-on, sans danger pour les États-Unis, accueillir les exposants étrangers aussi bien que les produits venant de pays contaminés?

M. M. Davis, directeur général de l'Exposition, et M. Higganbotham, président de la Compagnie, ont jusqu'ici repoussé cette éven-

tualité qui risquait d'enlever à l'Exposition projetée une grande partie de son intérêt international. Mais la marche du fléau peut être plus forte que les bonnes volontés, et réduire le caractère de l'Exposition internationale à celui de purement américaine.

Nous savons bien, et les Yankees le répètent assez, que les Etats-Unis proprement dits — car l'Amérique du Sud semble peu empressée au rendez-vous donné, — peuvent se suffire à eux-mêmes comme exposants et objets exposés, aussi bien que comme visiteurs; mais cette perspective serait très cruelle pour les habitants de Chicago qui ont rivalisé de zèle et de sacrifices en vue d'assurer à leur entreprise nationale le caractère le plus grandiose.

Voici déjà, pour les étrangers, bien des points noirs à l'horizon. Le traitement barbare, indigne de gens civilisés, que les autorités de New-York, pas trop mécontentes du contre-coup infligé à l'œuvre de leur rivale, viennent de faire subir aux malheureux passagers venus d'Europe; la nouvelle décision douanière, digne fille du bill Mac-Kinley, qui va soumettre désormais aux exigences d'un fisc insatiable, même les effets et objets portés par les voyageurs; la résolution prise par le syndicat des loueurs de voitures à Chicago, de faire payer 22 dollars

(115 fr.) la location journalière d'une voiture; les hôteliers s'organisant à l'avenant : tout cela est bien fait pour refroidir l'ardeur des touristes les mieux disposés à se laisser traiter comme des colis.

Il serait injuste de ne pas indiquer une compensation dont la note est assez gaie. Une dépêche lancée de Chicago *ad usum* des Européens annonce que la *National Burial Case Association* vient, en session dans cette ville, de décider qu'il n'y avait pas lieu d'augmenter le prix des cercueils. Nous devons ajouter que les cercueils sont perfectionnés : un masque de verre permettant de voir le visage de la personne ensevelie, et un appareil télégraphique avec sonnerie prévenant que le mort a été enseveli vivant.

Cette attraction, dont on est trop prodigue là-bas, ne serait pas suffisante pour remplir la journée du touriste déjà blasé sur les plaisirs de l'Exposition. Par bonheur, la ville de Chicago renferme en elle-même bien des éléments de curiosité.

*
* *

Cette cité phénoménale, longue de vingt-quatre milles, larges de six à dix milles, née d'hier, en pleine prairie des Peaux-Rouges,

révèle bien, du premier coup, le caractère de la population énergique et encore matérialiste qui l'a recréée tout d'une pièce, après le fameux incendie de 1871. Son architecture massive a été consacrée rien qu'au commerce et à l'industrie, à tout ce qui flatte les besoins du corps; esprit et art ont été laissés à l'arrière plan. Docks, rails, canaux, élévateurs, usines, pressées les unes contre les autres, tout concourt à la satisfaction exclusive des appétits de la créature; ce sera la tâche des générations futures , plus affinées, d'idéaliser la première conception des aïeux.

Chicago est appelé à devenir la capitale de l'Ouest : sa suprématie agricole et commerciale dans l'Union s'exerce déjà du Canada au Mexique et jusqu'au Colorado. New-York, qui compte autant de dollars que sa rivale de *cents* (sous), conservera le monopole du marché financier. Mais il faut prévoir que l'Exposition entraînera, à son détriment et au profit de Chicago, bien des modifications économiques.

C'est à Chicago que le voyageur dont la bourse est bien lestée peut trouver la vie d'hôtel la plus confortable. Où rencontrer, à Paris, un immeuble où, sans se déranger de son lit et moyennant une pression électrique sur un



cadran, on peut demander lumière, chaleur, blanchisseuse, médecin, nègres, blancs, télégraphistes, etc., et se voir servi à la minute? Les parcs, les grandes avenues avec tramways électriques et funiculaires s'offrent dans toutes les directions, pour ses quinze cent mille habitants; vingt-quatre lignes ferrées nous mènent du Saint-Laurent au Pacifique, comme au golfe du Mexique.

C'est le véritable cœur de l'Union, et l'on s'étonnera en lisant que dans cette immense cité, qui dépasse deux cents milles carrés, le cœur de Chicago lui-même, c'est-à-dire son centre d'affaires, est enfermé dans un espace d'un peu plus d'un demi-mille carré : maisons à vingt-quatre étages, banques, offices, hôtel de ville et des postes, tout est concentré dans cette arche sainte du travail, qui n'est nulle part plus en honneur qu'à Chicago.

Les plaisirs y sont rares. A part le gigantesque théâtre de l'Auditorium, destiné à toutes les fêtes des oreilles et des yeux, le visiteur risquera de s'y ennuyer ferme les dimanches et jours fériés, qui sont fréquents, puisque le Congrès a décidé la fermeture de l'Exposition à ces dates. Plus de rue du Caire, de gondoles, de rafraîchissements, de casinos, ni de ballons : le prêche, rien que le prêche, les conférences



religieuses et la musique sacrée sentant bien le roussi de l'opérette !

Quant au sport, qui compte deux beaux champs de courses supérieurement aménagés, surtout celui qui confine à Washington-Park, il est en ce moment aussi dangereux pour le public que pour les jockeys.

Le cas mérite d'être conté : il est d'hier. Les deux champs de courses sont rivaux. Le propriétaire de l'un d'eux va offrir 50,000 dollars au chef de la police pour faire supprimer son concurrent du « Garfield-Park », sous un prétexte quelconque. Aussitôt dit, aussitôt fait. Les policemen font irruption sur ledit hippodrome, foulant aux pieds hommes et femmes, arrêtent cent soixante personnes comme « bookmakers », entr'autres M. J. M. Brown, propriétaire d'une écurie et millionnaire. Nombreux coups de revolvers : M. Brown tue les deux policemen qui le tiennent, et est tué à son tour. Pour l'heure, l'hippodrome est en chômage ! et le procès se juge.

Recommandé à nos sociétés hippiques comme moyen de diminuer les hippodromes gênants.

Les nouveaux guides de Chicago pensent à tout : on rappelle qu'au bout de six mois de résidence on peut y divorcer. Avis aux étrangers ! Avec la perspective de cette dernière attrac-

tion, il faut vraiment ne pas être marié pour se refuser la traversée du Havre à New-York, la douce quarantaine dans une île de sauvages et la course folle d'un nouveau train *limited*, vitesse fin de siècle, jusqu'aux bords enchantés du lac Michigan : à chaque gare, on délivre au voyageur des tickets d'assurance contre la perte d'un membre ou de la vie. Grâce, sans doute, à cette amulette, je dois avouer que j'ai eu la bonne fortune, au retour de Chicago, de passer sain et sauf, en trente-six heures, à travers trois graves accidents sur la ligne de Buffalo-Niagara-New-York. Pour comble de bonne fortune, le thermomètre marquait 39 degrés à l'ombre : jamais je n'ai mieux apprécié la fraîcheur de l'Océan qu'en regagnant les rives désirées de la patrie.

LA PRÉSIDENCE AUX ÉTATS-UNIS

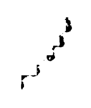
BENJAMIN HARRISSON — GROVER CLEVELAND

Dans dix jours, mardi, 8 novembre 1892, les Etats-Unis vont se donner leur vingt-septième président, qui n'entrera en fonctions que le 4 mars 1893. Plus de candidat de la dernière heure à redouter. Le *dark horse* — cheval noir — a été disqualifié par les républicains comme par les démocrates; James Blaine, le vétéran porte-drapeau du premier parti, comme David B. Hill, le gouverneur de New-York, représentant le second, ont succombé au sein des deux Conventions tenues, le dernier printemps, à Minneapolis et à Chicago. Restent seuls en présence, et acclamés, les deux candidats, rivaux pour la deuxième fois, Benjamin Harrison, le président en exercice, et Grover Cleveland, son prédécesseur direct à la Maison-Blanche.

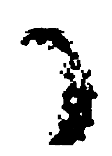
Depuis le 22 juin dernier, la campagne élec-

torale est ouverte : elle n'a pas eu le caractère passionné des luttes antérieures, à raison des divers incidents qui sont venus distraire l'attention publique, les grèves sanglantes du *Homestead* et des mineurs d'argent, les travaux et l'inauguration de l'exposition de Chicago, la célébration du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, enfin, la mort récente de Mme Harrison, survenue après une longue et douloureuse maladie, durant laquelle les deux lutteurs se sont retirés très courtoisement sous leurs tentes.

Le ton de la presse et des réunions populaires s'est naturellement ressenti de cette accalmie et de ce triste deuil. Mais, à cette heure, les partis sont redescendus dans l'arène, et la fièvre électorale touche à son paroxysme. Comité central, comités d'Etats, politiciens, orateurs ambulants et *informers* se ruent à la conquête des dépouilles du parti qui sera vaincu. Les *bookmakers* fonctionnent sur tous les champs des Etats, et des paris d'importance sont déjà signalés par le câble, aussi bien sur le résultat final que sur les votes séparés des quarante-quatre Etats, dont la majorité déterminera le succès décisif du vainqueur.



Vouloir pressentir, aujourd'hui, le nom du



futur candidat heureux serait bien téméraire. Comme dans la lutte présidentielle de 1876, qui donna l'avantage au républicain Hayes sur le démocrate Hilden, par 185 suffrages contre 184, l'écart des voix entre les deux concurrents s'annonce, cette fois, devoir être aussi minime, contrairement à ce qui se produisit aux élections similaires de 1880, 1884 et 1888, où Garfield, républicain, l'emportait par 214 voix contre 155 attribuées à Hancock, démocrate, où Cleveland, démocrate, triomphait par 219 voix sur J. Blaine, républicain, qui n'en obtenait que 182 et où, enfin, B. Harrison, républicain, entrait à la Maison-Blanche avec 233 suffrages, tandis que G. Cleveland en sortait, n'ayant plus recueilli que 163 voix.

*
* *

D'ordinaire, le *platform* — programme accepté par les deux candidats reconnus — détermine et délimite le champ d'action électoral : protectionnisme à outrance; protectionnisme plus tempéré, on peut dire que c'est là le programme actuel, à première vue. Mais, après mûr examen, il faut reconnaître que ce dernier se complique de facteurs imprévus, dont les renouvellements antérieurs du pouvoir

présidentiel n'ont pas eu à subir l'action à égal degré.

Il y a un quart de siècle, la lutte s'était engagée entre les aspirations de races du Sud et du Nord; après la guerre de Sécession, les rancunes avaient encore survécu. A cette heure, elles sont éteintes. Le terrain du combat est changé; c'est uniquement sur le terrain économique que les partis en viennent aux mains.

Le travail contre le capital, l'agriculture contre l'industrie, la matière première contre la matière fabriquée, suprématie de New-York ou de Chicago, pénurie de circulation monétaire, tarifs écrasants de douanes ou de transport par les voies ferrées, accroissement des millionnaires aux dépens de la masse, voilà les graves questions, nées de l'augmentation prodigieuse de la population, comme du développement ininterrompu de la production industrielle et agricole, l'une et l'autre se disputant tour à tour les voix du Congrès, de façon à mieux écraser sa rivale par des droits prohibitifs, intérieurs ou extérieurs.

Et puis encore, ce que n'avaient pu prévoir les législateurs de la Constitution de 1787, préoccupés uniquement d'écarter toute chance de dictature pouvant ramener à la monarchie,

quand ils limitaient la durée du mandat présidentiel à quatre années; en premier lieu, le coût toujours croissant de la campagne électorale; en second lieu, la perte incalculable infligée à l'Union tout entière, en raison du trouble excessif apporté à toutes les affaires industrielles et commerciales par la durée semestrielle de la lutte électorale, trop souvent répétée.

En 1884, le parti républicain s'était contenté, pour mener la campagne électorale où il succomba, de souscriptions s'élevant à la somme de 2,500,000 francs. En 1888, où se déployèrent toutes les ardeurs de la lutte, les républicains obtenaient, des comités d'Etat et des particuliers, des offrandes volontaires atteignant 4,000,000 de francs, tandis que les démocrates dépensaient 3,500,000 francs. En 1892, ces contingents ne suffisent plus : c'est déjà dix millions d'employés dans les deux camps. On pourra se faire une idée des nécessités financières qui s'imposent aux deux belligérants, quand on constate que, lors de la dernière élection, les frais de poste des circulaires et des réclames se sont élevés à 500,000 francs, tandis que les frais de voitures des orateurs ambulants, à eux seuls, dévoraient 550,000 francs.

*
* *

On voit d'ici cette nuée de politiciens qui, dans les débuts, ne formaient que le bataillon sacré, et qui, aujourd'hui, sont devenus légion, faisant irruption dans les contrées les plus reculées, porteurs de la bonne parole, attaquant, diffamant, exaltant leurs clients sans autre souci que celui du succès à tout prix et sans autre contrôle que les hourrahs ou les huées de leurs auditoires passionnés : véritable armée de coupe-jarrets et racoleurs politiques, qui n'a plus d'autre mobile que la soif du dollar et des emplois en perspective, et qui met aujourd'hui en péril la sincérité du suffrage universel, faussé par les manœuvres les plus éhontées et les plus ténébreuses.

Ce péril organique n'est pas le seul qui menace les Etats-Unis à la fin de ce siècle ; il en est un autre, très sensible aux Yankees, qui peut justifier les craintes et les prévisions des fondateurs de la Constitution de 1787 et qui est susceptible de déterminer sa revision sur un de ses points fondamentaux ; nous voulons parler de la durée du pouvoir présidentiel. En effet, d'après les plus minutieuses enquêtes auxquelles se sont livrés et ont répondu les économistes, industriels et financiers, aussi

bien que les hommes d'Etat de l'Union, il est avéré, et il suffit de consulter, dans la *Revue des Deux-Mondes*, les travaux de M. A. de Varigny, l'écrivain le plus attachant et le plus instruit des choses américaines, pour le constater, que la dernière élection présidentielle a infligé une perte sèche, au Trésor comme aux particuliers, de deux milliards cinq cents millions de francs ; durant cette période agitée, et dans l'incertitude des variations fiscales et douanières que peut apporter une évolution politique, tous les marchés s'arrêtent ; toutes les transactions sont troublées et restent en suspens depuis l'ouverture des hostilités électorales jusqu'à la proclamation présidentielle, soit six mois de chômage pour les patrons et les ouvriers.

De là est sortie l'enquête de 1888, dont la conclusion générale a été la nécessité de la prolongation de durée du pouvoir de la Maison Blanche. Cette modification a apparu comme le seul remède possible à la crise redoutable qui va s'aggravant. Le législateur jusqu'ici s'est contenté d'un palliatif, la rééligibilité du président sortant ; mais les parties lésées, qui forment le fonds du travail national, s'en contenteront-elles longtemps ? Le point reste noir à l'horizon.

Ce n'est pas le seul. Jusqu'ici, sauf durant la guerre de Sécession, les Etats-Unis ont eu la bonne fortune, n'ayant aucune agression à redouter de leurs voisins, de pouvoir se priver d'une armée de terre et de mer. Mais la levée de boucliers des grévistes, qui s'accentue au delà de l'Atlantique comme chez nous-mêmes, les excès contre les personnes et les propriétés, l'insuffisance de la milice nationale de chaque Etat — celles des Etats voisins ne pouvant pénétrer sur son territoire, — la faiblesse même de chaque milice nationale viciée par la présence dans ses rangs des grévistes eux-mêmes, tout cela ne va-t-il pas forcer le Congrès de qui l'on réclame aujourd'hui la mise en état de siège des districts menacés, la création sérieuse d'une armée fédérale limitée pour l'instant à 28,000 hommes et pouvant fournir à peine une mobilisation de 10,000 soldats ?

* * *

Comme on le voit, bien des questions graves vont se poser brutalement devant le futur président, et l'élection, on peut en juger, ne va plus s'accomplir dans les conditions normales de jadis.



Quel parti encore va prendre M. Cleveland

s'il est favorisé par la fortune? A la suite de la guerre du Nord et du Sud, le trésor fédéral payait cinq millions par an aux pensionnés et aux veuves : tel était le chiffre en 1864. En 1892, on compte 676,160 pensionnés, et 360,000 postulants, ce qui donne à penser que tous les morts sont sortis de leurs tombes et que ceux-ci, de leur vivant, étaient au moins trigames. Voilà en quel état le parti républicain laisse le trésor fédéral. M. Cleveland osera-t-il mettre un terme à ce ruineux scandale et s'aliéner cette immense clientèle électorale toujours renaissante?

A part toutes ces questions complexes, les chances de l'élection sont soumises à la défection ou à la fidélité des Etats disposant du plus grand nombre de voix, eu égard à leur population. L'Etat de New-York dispose de 36 voix; la Pensylvanie de 32; l'Illinois de 24. De quel côté vont-ils pencher? Le *Dark Horse*, M. Daviil B. Hill, maître et esclave de l'insatiable *Tammany* et concurrent malheureux évincé à la Convention de Chicago, appuiera-t-il sincèrement M. Cleveland?

M. Blaine qui, de son hôtel tout proche, a depuis si longtemps rêvé de son entrée à la Maison Blanche, qui a échoué dans son *Pan-America* et dans sa « Conférence maritime »,

qui a préparé son insuccès par sa fameuse lettre de démission adressée à M. Harrison, sera-t-il plus sincère vis-à-vis du président actuel, et entraînera-t-il *bonâ fide* ses partisans déçus ? De plus, les États qui se comptent aujourd'hui 44, ont droit à 444 voix, au lieu de 328 suffrages en 1872 ; majorité absolue, 223 ; d'où modification des facteurs.

Les regrets laissés par Mme Harrison seront-ils suffisants pour contrebalancer les charmes et la grâce diplomatique de Mme Cleveland ? Les paris sont ouverts : nous opinons en faveur du succès de M. Grover Cleveland, et nous le souhaitons pour la France.



JAMES G. BLAINE

Mai 1893.

Par delà l'Océan vient de s'éteindre, encore dans la force de l'âge, un incomparable lutteur, qui figurera au premier rang des hommes d'Etat du XIXe siècle. La semaine dernière, à Washington, en des obsèques nationales aussi imposantes par leur simplicité démocratique que par le respectueux silence de toute une capitale groupée autour de son cercueil, les Etats-Unis ont mené le deuil du citoyen qui fut le véritable chef du parti républicain, durant ces vingt dernières années. Sa disparition de la scène du monde coïncide d'ailleurs avec sa dernière défaite politique aussi bien qu'avec la rentrée triomphale du parti démocrate au Capitole et à la Maison Blanche.

James-Gillepsie Blaine était né, le 31 janvier 1830, à West-Brownsville, comté de Washington, dans l'Etat de Pensylvanie. A peine âgé de vingt ans, il avait conquis tous



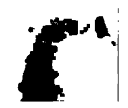
ses grades à Jefferson-Collège, à Washington.

Tout d'abord, professeur de mathématiques au « Western Military Institut », il ne tarde pas à se dégoûter des sciences exactes et s'adonne à l'étude du droit : ses succès oratoires désignent bientôt le jeune avocat aux suffrages de ses concitoyens du Maine qui l'appellent à la législature d'Etat dont il devient le « speaker ». C'est sa première étape politique. Sa popularité grandissante le conduit, dès 1863, sur un théâtre plus vaste, où l'a précédé sa réputation de journaliste. Polémiste ardent, légiste consommé, aussi audacieux qu'autoritaire, sa place était marquée au Congrès, dont il devient président, après six ans de législature, élevé à cette haute fonction par le parti républicain, dont il avait suivi le drapeau depuis la guerre de sécession. Trois fois « speaker » au Capitole, il change d'enceinte et va s'asseoir comme sénateur du Maine en 1877.

A partir de cette époque, on peut dire que J. Blaine prend la direction de son parti. Tacticien consommé, expert dans l'art de diriger l'armée des « politiciens » de profession, il jouera un rôle considérable dans toutes les élections présidentielles qui se succéderont, de quatre ans en quatre ans, jusqu'à sa mort.

S'appuyant tour à tour sur les « money kings », rois de l'argent, comme sur les grands industriels tels qu'Andrew Carnegie, le milliardaire « d'Homestead », il pétrira la matière électorale à son gré, mais non à son profit. Car, candidat permanent au poste suprême, à l'égal de Warwick, le faiseur de rois, il pourra bien, à force de stratégie, faire élire le candidat républicain contre son rival démocrate, mais il échouera de sa personne. La multitude qui lui a décerné le sobriquet de chevalier à panache, « Plumed Knight », le tient en méfiance et lui préfère Garfield ou Harrison. Pourtant, en 1884, il avait touché de bien près au pouvoir suprême. Après une campagne de quatre années, menée dans le Parlement comme dans le pays avec une merveilleuse habileté, véritable chef-d'œuvre de tactique et de combinaisons, durant laquelle il sut jouer en virtuose de la presse et de l'opposition, James Blaine obtint au scrutin 4,848,334 voix contre Grover Cleveland, élu par 4,911,017 voix démocrates.

Ce ne fut que quatre ans plus tard que Blaine put entrer effectivement en scène, et réaliser le programme politique et économique qu'un trop court passage à la secrétairerie d'Etat, sous le président Garfield, brusque-



ment supprimé par l'assassinat, ne lui avait pas permis de mettre au jour.

Appelé de nouveau, le 5 mars 1889, à ce poste omnipotent par le président Harrison, reconnaissant à Blaine de s'être effacé devant lui à la dernière heure de la lutte présidentielle, le « chevalier à panache », que la foule acclame désormais sous le nom de « Bismarck américain », se met résolument à l'œuvre qu'il a entrevue et méditée depuis son entrée dans la vie politique. L'œuvre a de quoi séduire d'ailleurs un grand esprit, à qui l'audace ne fait pas défaut.

C'est la vieille formule lancée en défi à l'Europe par James Munroë dès 1823 : « L'Amérique aux Américains. » C'est celle qui, en dépit de toutes les suppliques des têtes couronnées du vieux monde, a couché Maximimilien dans son cercueil.

Blaine la reprend brutalement pour son compte. Ce qu'il veut, c'est la fédération des trois Amériques, sous le protectorat des Etats-Unis, devenu le grand régulateur et dispensateur de tous les marchés manufacturiers et industriels, du Rio-Bravo à la Terre-de-Feu : c'est l'Europe mise en quarantaine par les tarifs d'un protectionnisme à outrance; c'est l'absorption, lente ou violente, du Canada et

de la perle des Antilles, comme de toutes terres ou mers d'Amérique qu'il s'agira d'arracher à l'Angleterre et à l'Espagne humiliées.

L'homme était à la hauteur de l'œuvre : il faut reconnaître que, durant ses trois années de pouvoir continu, le secrétaire d'État américain s'est consacré à sa rude tâche avec plus d'énergie que de bonheur final. Sa première manœuvre avait été de contraindre, de par le Congrès, le président Cleveland, dont le mandat allait expirer, à envoyer ses passeports au ministre d'Angleterre à Washington. Sir Sakville-West s'était permis d'influencer, par lettre particulière, un Irlandais naturalisé Américain, qui lui demandait son avis sur le choix à faire du nouveau président des États-Unis. Yankee dans l'âme, M. Blaine signifiait ainsi à la vieille Angleterre, qui essuya l'affront sans protester d'ailleurs, que le Nouveau-Monde considérait l'ancien comme quantité négligeable.

Malgré sa courtoisie apparente, M. Blaine le prouvait bien par son sans-gêne prémédité, aux divers représentants accrédités de l'Europe, en les laissant se morfondre dans son salon d'attente, les jours d'audience indiqués au corps diplomatique, et en les faisant tardi-

vement congédier, quand l'envie lui en prenait. Il le leur prouvait mieux encore, quand il les laissait vilipender ou diffamer par certaines feuilles américaines, leur refusant toute espèce de réparation, officieuse ou judiciaire, au nom même de la liberté de la presse.

A la fin de 1889, M. Blaine, parvenu à la maturité de son plan, démasquait ses batteries contre l'Europe; il faisait convoquer deux Congrès à Washington; le premier international, sous le nom de « Conférence maritime ».

Son but apparent était d'étudier les mesures à prendre en vue d'établir des règles de route et des signaux en mer, de prévenir les abordages, de sauvegarder la vie et les biens des voyageurs. Le but réel était de diminuer la suprématie de la Grande-Bretagne sur l'empire des mers : mais le « Foreign office » n'était guère d'humeur à se laisser prendre sans vert, et ses délégués, rompus à toutes les finasseries du code nautique, firent avorter la tentative du Bismarck américain qui s'était pourtant concilié les sympathies allemandes, après les incidents de Samoa.

Le second Congrès, qui prit nom de «Pan-America » était purement américain. Toutes les Républiques du centre et du sud y avaient été conviées : pour mettre tous les invités à

l'unisson, l'or fédéral venait précisément d'aider à la chute de l'empire du Brésil. Il s'agissait d'élever brusquement entre les marchés des trois Amériques et ceux de l'Europe une nouvelle muraille de Chine, derrière laquelle l'oncle Sam eût inondé ses nouveaux tributaires et voisins de tous ses produits, encaissant à lui seul les millions de piastres réservés d'ordinaire aux importations et aux échanges européens. J. Blaine avait compté sans les méfiances des races latines, et, en dépit du train de plaisir, plus que princier, qui promena du Pacifique à l'Atlantique les délégués des jeunes Républiques, on s'en tint aux pourparlers ou à des esquisses de traités commerciaux ; les descendants des preux espagnols et portugais, qui restèrent plutôt inquiétés que séduits par l'énergie productrice des Etats-Unis, avaient bien flairé, sous les fleurs dont on les avait enguirlandés sur leur long parcours, les dures chaînes que l'Anglo-Saxon destinait à leur indépendance et à leur autonomie.

Pour couronner son œuvre économique et politique, comme pour renforcer sa future plate-forme électorale, J. Blaine fit brusquement surgir le fameux bill Mac Kinley qui devait achever la déroute du commerce européen, et

dont l'action funeste s'est surtout fait ressentir sur les places d'Angleterre et d'Allemagne. Ce fut le testament de l'auteur de « Vingt ans de Congrès ».

En résumé, l'ensemble de l'œuvre, peut-être chimérique, tant rêvée par J. Blaine, est restée un rêve par suite de l'éclipse de son auteur, qui, sur la fin de sa vie, perdit le sang-froid nécessaire à tout homme d'État. Qui ne se rappelle cette rupture aussi brusque que déplacée avec le président Harrison, au début de la dernière campagne électorale de 1892? Par sa lettre de démission d'alors, l'homme politique s'était moralement suicidé. Physiquement, quoique de forte stature, des chagrins domestiques, la perte d'un fils aimé et le diabète, ont achevé le vieux lutteur, soutenu jusqu'au bout d'une retentissante carrière par sa vaillante et digne compagne.

Malgré des démêlés d'étiquette, jadis ébruités qui ont pu ralentir les relations entre les très honorables épouses du président des États-Unis et de feu le secrétaire d'État, malgré les amertumes des dernières heures de collaboration, M. Harrison a tenu à honneur de lancer à la nation américaine un manifeste contenant l'éloge des hauts services rendus par J. Blaine. Il le devait au pays ; il se le devait à lui-même.



Il s'est honoré en adressant ce suprême adieu à son ancien compagnon de lutte, qui fut le grand agitateur du suffrage universel américain, et dont nous voyons bien le successeur, mais non le remplaçant.

L'INFLUENCE FRANÇAISE

L'expansion française est à l'ordre du jour. Nos économistes les plus distingués, comme nos meilleurs écrivains, poussent l'esprit public vers la colonisation lointaine. On engage les mères de famille à inculquer davantage le goût des aventures à nos enfants. Sans tenir compte des mœurs diverses, sans s'apercevoir que les peuples diffèrent de tempéraments, on nous cite comme exemples à suivre les procédés de colonisation des Anglo-Saxons ou des Allemands, chez lesquels l'amour du clocher est presque un vain mot. On oublie que l'épargne française, si éprouvée parfois par les attractions exotiques, est timide et n'aime guère à s'expatrier : que les fils de la vieille Gaule, contrairement aux races du Nord, ne perdent jamais l'esprit de retour au foyer familial; ce qui est le véritable obstacle aux fondations de longue durée. Mines d'or du Canada et du

Transwaal, occupation de terres inconnues à travers le pays noir, voilà les perspectives attirantes qu'on fait miroiter sous les yeux de la génération nouvelle, et qui doivent susciter et récompenser un redoublement d'énergie de la race française. Nous appelons cela la colonisation à outrance.

Il y a des gâteaux où il est imprudent de trop mordre à belles dents.

Nous comprenons bien que la lutte pour la vie est devenue plus âpre à la fin de ce siècle. Tous ceux qui ont vraiment à cœur le relèvement de la patrie s'imaginent aisément qu'à de nouveaux moyens de production il faut de nouveaux débouchés, pour que cette production décuplée par les moyens mécaniques ne reste pas stérile : ils songent aussi que la France, pour tenir dignement sa place et peser de l'influence qui lui appartient légitimement dans le conseil des nations, ne peut plus se cloîtrer dans ses frontières continentales, mais doit, au contraire, infiltrer son commerce et son industrie dans tous les pays exploitables.

La question est de savoir par quels moyens elle pourra développer le plus sûrement sa clientèle, et surtout ne pas perdre les points sur lesquels elle régnait d'une façon incontestable et avantageuse. Il nous paraît que la co-



lonisation à outrance, pleine d'attractions pour nos hardis explorateurs, a besoin d'être tempérée, crainte de s'écarter du but qu'on se propose.

Avant de courir aux extrémités du globe, n'est-ce point un devoir de ne pas perdre de vue la trouée des Vosges? Aurons-nous fait, depuis un quart de siècle, tant de sacrifices pour arriver à nous désintéresser du sanglant héritage de 1870? Voilà le vrai champ de bataille de l'avenir, où se joueront fatalement les suprêmes destinées de cette France, qu'une émigration excessive vers les plages lointaines ne peut qu'affaiblir. Et puis, où trouver meilleur emploi de nos forces vives qu'en Algérie ou en Tunisie, dont la conquête par la charrue n'est pas encore achevée! La récente discussion du budget n'a-t elle pas révélé une fois de plus que nos superbes colonies des Antilles manquent de bras et d'argent? Non : il faut du nouveau à notre humeur changeante. Et l'on ne se préoccupe guère des éléments indispensables à une fructueuse colonisation.

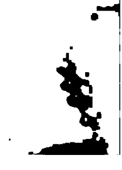
Les millions, le soldat laboureur, que nous avons vu à l'œuvre, l'audace et l'initiative ne suffisent pas. Sans parler de l'acclimatation qui fauche les existences, la première nécessité qui s'impose, c'est la famille constituée, for-

mant un faisceau de forces entre parents et enfants travaillant à la tâche commune. Pour ne pas être condamné à l'isolement au milieu de populations étrangères, il faut, en outre, comme le prêche fort bien M. Bonvalot, la connaissance et l'usage de la langue locale; ce qui ne fait jamais défaut à la race Anglo-Saxonne, et ce qui lui constitue une supériorité marquée sur nos colons et sur nos négociants.

Les races du Nord possèdent encore un instrument de pénétration plus puissant, celui de leur propre langue, qu'ils ne négligent de répandre et d'imposer partout où ils posent le pied.

Et voici que la langue française subit un profond recul, aussi bien sur le continent qu'au delà des mers. Cette langue si claire, qui fut la maîtresse du XVIIIe siècle, tend à disparaître, même des milieux qu'elle avait conquis.

En Russie, elle n'est plus qu'un luxe, alors qu'elle était jadis une nécessité dans l'éducation des classes supérieures. Malgré l'alliance légèrement platonique des deux peuples, malgré les sollicitations de notre colonie à Saint-Pétersbourg, notre diplomatie, par trop débonnaire, n'a pu obtenir du gouvernement russe la création d'un lycée français, de sorte que



nos enfants se voient de plus en plus contraints à aller s'instruire dans les écoles allemandes, qui jouissent encore du monopole concédé par Catherine.

Si nous traversons l'Atlantique, le dommage s'accuse encore plus grand. Aux Etats-Unis, au Canada, comme dans la nouvelle Angleterre, qui compte dans la plupart de ses villages une population d'origine française, l'élimination de notre langue répond à un mot d'ordre, dicté aussi bien par les autorités locales, sous prétexte d'unification de la langue, que parti de Rome elle-même.

Le passage à Washington du cardinal Satolli, délégué apostolique, remplacé depuis deux ans par Mgr Martinelli, a été désastreux pour notre influence. Durant toute sa mission, il s'est évertué à refouler le bas clergé d'origine française, pour lui substituer des curés irlandais, incapables de comprendre un mot de la confession de leurs pénitents. Son successeur se conforme à la même doctrine, et les générations nouvelles ne tarderont pas à oublier l'idiome qui fut la consolation de leurs pères. Pourrait-il en être autrement, alors que les prêtres catholiques français ne jouissent désormais d'aucun crédit et d'aucun appui, pas plus là-bas qu'à Rome, où le cardinal Satolli, favori

du pape Léon XIII, élevé à Pérouse par ce souverain pontife, jouissant de toute sa confiance, entretient son successeur dans les tristes errements qu'il a inaugurés.

La langue n'est-elle pas le premier véhicule de l'influence d'un pays ?

Il suffirait pourtant d'un bien faible effort tenté par notre diplomatie, comme par notre propre initiative, pour remédier à cette proscription qui fermera à la France tous les marchés du nord de l'Amérique. Dès qu'une place de professeur est vacante dans un des nombreux instituts ou collèges qui pullulent aux Etats-Unis ou au Canada, on voit se présenter des candidats allemands à ces fonctions très rétribuées, qui leur permettent de pénétrer et de rester dans la place forte de l'enseignement.

Pourquoi les professeurs français de talent et d'érudition, et nous n'en manquons pas, ne se tournent-ils pas vers les Universités américaines.

Ce qui s'est passé, depuis plusieurs années, sur le nouveau continent, devrait pourtant bien les encourager à cette œuvre de colonisation patriotique, plus puissante que le ballot de pacotille ou de cotonnade expédié à des noirs, dont la toilette est si sobre.

L'apparition de M. Coquelin aîné, de Mme Hading et de Sarah Bernhardt sur les scènes de New-York ont donné un véritable signal de renaissance pour la langue française. A les entendre, la haute société et les classes dirigeantes se sont senties reprises d'un goût particulier pour notre théâtre. Les Jésuites, qui tiennent la direction des deux plus importants collèges de New-York, allèrent jusqu'à prier M. Coquelin de donner une conférence à leurs élèves. Cette jeunesse, qui appartient presque entière à la société la plus élevée, réunie au collège Saint-François-et-Xavier, situé dans la 16e rue, manifesta un tel enthousiasme pour la langue de Molière et son admirable interprète, que cette séance fut la préface de l'ouverture de cours de français assidûment suivis. Ce fut la porte toute grande ouverte aux conférences très recherchées de MM. Brunetière et Doumic, appelés par des instituts, où n'est pas encore éteint le souvenir des Français combattant avec les Américains pour leur indépendance.

Ce serait une vraie bonne fortune pour les deux nations, où l'élément allemand est si envahissant, que de voir s'établir un échange réciproque de leurs chefs-d'œuvre au profit d'un public d'élite qui se mettrait de plus en

plus en situation d'en saisir les beautés. Ce genre de colonisation spirituelle ne serait vraiment pas à dédaigner à une heure où les cabinets de la Maison Blanche et du quai d'Orsay ont besoin de s'apprécier et de se comprendre.



MORT EN EXIL!

10 septembre 1894.

Claremont, Eisenach, Twickenham, étapes successives de deuils et d'espoirs nouveaux, souvenirs de notre jeunesse que les années bruyantes du second Empire avaient ensevelis, sans pouvoir les effacer; derniers pèlerinages d'une génération restée fidèle à l'esprit de 1789 comme à la dynastie de 1830, et que tout a cruellement déçue!

Le Prince, dont le peuple de Paris acclamait la naissance, si pleine de promesses, au 24 août 1838, s'est éteint douloureusement sur la terre d'exil, sans avoir réussi à redonner à la France la royauté parlementaire telle qu'elle fut organisée par la Constituante de 1789, dont le testamment de son regretté père, le duc d'Orléans, lui avait laissé le précieux dépôt. Et pourtant, nul ne parut plus en situa-

tion de la restaurer que le Comte de Paris. Prestige paternel, éducation libérale, instruction complète, intelligence pondérée, liens de parenté avec presque toutes les familles de sang royal, esprit chevaleresque, respectabilité hors ligne, amour sincère de son pays, rien ne semblait lui manquer pour bien remplir le grand rôle politique qu'il a été en situation d'occuper sur la scène du monde, au lendemain de nos désastres. Mais deux éléments indispensables lui firent défaut aux heures voulues : d'abord l'esprit d'initiative et de décision, puis la foi dans l'œuvre qui lui avait été léguée.

M. Guizot avait ainsi prononcé l'oraison funèbre du roi Louis-Philippe :

Ce sera sa gloire d'avoir accepté et porté, sans hésiter, pendant dix-huit ans, ce pesant fardeau. Il a franchement entrepris d'accomplir à la fois les deux tâches qu'on lui imposait. Appelé en même temps à relever le pouvoir et à relever la liberté, le gouvernement de Juillet avait à lutter à la fois contre les représentants obstinés de l'ancienne société française et les téméraires enfants de la nouvelle, contre la Restauration et la Révolution.

Le jeune Prince, que vingt-deux ans de résidence sur la terre anglaise avaient tenu à



l'écart des évolutions latentes de la société française, quelque soin qu'on eût apporté à le tenir au courant de l'opinion publique, renonçant brusquement au programme de son aïeul qui demeurait le vrai, se laissa trop aisément persuader qu'au sortir de la guerre franco-allemande la fusion restait une nécessité, et était devenue une possibilité : que, par la fusion réalisée, il allait échapper aux difficultés intérieures dont l'élu de 1830 n'avait pu triompher définitivement. Cette fausse conception l'a tué.

Oubliant que la monarchie restaurée des Bourbons n'avait plus été que de nom la monarchie de saint Louis, sacrifiant l'esprit nouveau, celui de la Révolution, qui n'exclut point les idées conservatrices, son unique raison d'être comme sa véritable force vis-à-vis la société moderne, reniant son origine révolutionnaire pour complaire aux attardés du faubourg Saint-Germain, le Prince se rendit à Froshdorff, uniquement soucieux d'y renouer la tradition du droit divin. C'est ainsi que, la veille, chef d'un grand parti national, il repassa le lendemain la frontière, prétendant *in partibus,* et rentra au château d'Eu amoindri et désillusionné. Le même palais n'avait-il pas abrité, reçue par son grand-père, la

descendante de Guillaume III, le ravisseur de la couronne d'Angleterre violemment arrachée aux Stuarts, qui règne encore à cette heure incontestée et respectée, et qui ne songea guère de sa vie à faire amende honorable ?

Les lueurs d'un passé encore récent eussent pourtant dû éclairer le Comte de Paris; il n'avait qu'à relire la réponse de Louis-Philippe, retiré à San Leonard's, et répliquant à la fin de l'automne 1849 à certaines ouvertures risquées près de lui en faveur d'un rapprochement des deux branches royales :

Il ne peut être question de moi en cette affaire. Mon rôle est fini en ce monde. La chose ne peut que regarder mes fils; dans mon opinion, elle ne se fera jamais, parce que, de l'autre côté, on ne fera rien de ce qui serait nécessaire pour la rendre possible.

Le Comte de Paris ignorait donc la visite faite par le Comte de Chambord, en avril 1857, à Nervi, à la reine Amélie? A l'issue de cet entretien, l'ex-Reine des Français devenait simplement « duchesse d'Orléans » et « tante de Henri V ». « Vous ne savez donc pas qu'on veut me faire passer sous les fourches caudines? » écrivait alors l'auguste veuve, restée fière de son passé et de son royal époux.

A la décharge du Prince qui s'est ainsi laissé détourner de sa destinée, il faut reconnaître que les pièges n'ont pas manqué sur sa route, dès son premier retour sur le sol de la patrie.

Livré à lui seul, il fût certainement resté fidèle aux principes qu'il posait, sur la terre d'exil, dans une lettre particulière, qu'il voulait bien m'adresser le 4 juillet 1870, et où l'on retrouvait toute la vigueur d'esprit et de caractère d'une mère si bien trempée qui se nomma « duchesse d'Orléans » :

Aucunebarrière ne saurait nous séparer de la France : car nous partageons son ardent dévouement pour la cause libérale et son respect pour les arrêts de la volonté nationale, seul et souverain arbitre des destinées de la France.

Combien loin de Twickenham à Frohsdorff, de 1870 à 1873!

Malheureusement, le Comte de Paris rencontra M. Thiers sur sa route. L'ancien ministre de la Monarchie de Juillet avait conquis, sous l'Empire, toute la confiance de la famille royale, à laquelle il servait de lien avec ses partisans demeurés fidèles à la cause de la Monarchie Constitutionnelle. On écouta, trop confiants de part et d'autre, ses conseils inte-



ressés, et l'on en resta dupe. Les avertissements cependant n'avaient pas manqué!

Déjà, vers la fin de l'Empire, lors de la discussion sur l'abrogation de la loi d'exil, le futur Président de la troisième République laissa percer devant mon collègue Estancelin et moi-même, au moment où nous allions aborder la tribune, combien cette rentrée des Princes lui déplaisait.

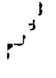
Plus tard, au matin du Quatre-Septembre, le nom des d'Orléans eût été acclamé, si les Princes bien avisés eussent été présents dans la capitale; l'avis direct de leurs véritables amis ne leur avait pas fait défaut, mais les représentations envoyées de la place Saint-Georges avaient porté. Ils n'arrivèrent à Paris que le lendemain, et j'eus la douleur de leur faire reprendre le chemin de la terre anglaise, au nom du gouvernement provisoire improvisé par la défaite.

Après l'armistice, si jamais une élection eut une signification bien nette, ce fut certes le choix par vingt-huit départements de M. Thiers, à qui l'on donnait ainsi mandat tacite de relever la Monarchie parlementaire. On se rappelle les négociations engagées à la suite entre Bordeaux et Biarritz où les Princes étaient venus résider, et ces engagements qui s'ensuivirent,

les plus funestes pour l'avenir de la cause royale! A côté du rappel des lois d'exil, la restitution des millions qui devaient couvrir d'impopularité le Prince qui oserait en bénéficier, quelque mince que fût la restitution.

Durant ce temps, M. Thiers manœuvrait. Le lendemain de son élection par l'Assemblée de Bordeaux comme chef du gouvernement, il me fit appeler à son domicile provisoire, rue Esprit-des-Lois, et me tint ce langage : « Mon ancien collègue, j'ai songé à vous pour représenter la France à Bruxelles; mais j'ai besoin préalablement de votre parole que vous vous abstiendrez de tout ce qui pourrait favoriser un retour monarchique de la branche cadette. Le pays a surtout besoin de repos. » Je dus décliner pareil engagement, et je me bornai à exprimer mon étonnement d'entendre des paroles aussi contraires aux déclarations que j'avais emportées de la bouche même de mon illustre interlocuteur lors de ma dernière excursion à Twickenham.

Plus tard, M. Thiers, régnant à Versailles, maître désormais de la place, était redevenu plus insinuant. Il n'épargnait les promesses à aucun parti; il se servait même de ses ministres et de son entourage pour répandre la bonne parole, selon les nécessités du moment.





L'un des plus marquants de ces personnages, qui était de la meilleure bonne foi, d'ailleurs, m'écrivait de Versailles, le 20 août 1871 :
« Les légitimistes veulent renverser la Répu-
« blique, avec n'importe quel Prince. Le blanc
« leur manquant, ils vont avec ardeur à ceux
« qui sont assez patriotes et sensés pour trou-
« ver que leurs amis trop zélés leur nuisent,
« et qu'avec M. Thiers seul la France et leur
« cause peuvent triompher ».

Ces lignes suffisent pour éclairer la perfide route dans laquelle avait été peu à peu engagée et où était maintenu le comte de Paris : elles expliquent comment, plus tard, croyant pouvoir compter sur ses alliés de la dernière heure, il songea à rompre ses lisières et à s'émanciper du droit révolutionnaire dont il était issu. C'était la future route de Frohsdorff déjà ouverte ; c'était le titre malencontreux de Philippe VII, qu'allait atteindre logiquement la nouvelle et imbécile loi de proscription. Les adieux de Fontainebleau firent jadis tressaillir l'Europe, ils sont restés inoubliables au cœur de la nation : les adieux du Tréport ne furent plus qu'une scène de famille, très touchante, mais dont les vibrations ne dépassèrent pas un cercle restreint de fidèles attristés et déçus ou de courtisans mal inspirés. On peut

dire que le nouvel exilé avait déjà perdu pied en son propre pays, avant d'avoir quitté le sol natal.

Quand le Prince, dépouillé pour toujours de sa patrie, traversa à nouveau le détroit, je me rappelai avec amertume que la révolution de 1848, qui avait balayé si brusquement un règne étayé sur la majorité dans les deux Chambres; lequel avait donné dix-huit ans de paix à la France, et, quoi qu'on en ait dit, non sans grandeur, qui avait ramené l'équilibre des budgets et la richesse au Trésor public, je me rappelai que cette révolution, purement accidentelle, dont j'avais suivi toutes les phases de la rue, avait été payée par l'Angleterre, et soldée dans le cabinet de lord Normanby, ambassadeur de S. M. britannique, à beaux deniers comptants, par lord Palmerston, le premier ministre. Et voici le petit fils, comme l'aïeul royal, qui s'en va reposer du dernier sommeil sur cette même terre anglaise!

Fils d'un des députés qui figurent aux galeries de Versailles, assis aux côtés du roi Louis-Philippe, acceptant la Charte, dans l'Hôtel de Ville, je suis resté, comme tant d'autres de ma génération, vrai fils de 1830. Le langage que je viens de tenir, en cette heure remplie de tristesses, devant le cercueil royal, je l'ai tenu

à Villers, devant le Prince vivant, en son cabinet de travail et à son retour de Frohsdorff. Je me sens donc d'autant plus libre de penser et d'écrire que la France vient d'être frappée d'un deuil national. Car elle a perdu en la personne de Mgr le Comte de Paris, si brusquement enlevé, un des plus nobles descendants de ces rois qui ont forgé son unité, en même temps qu'un grand cœur qui eût été capable de rendre un lustre éclatant à nos destinées, si le pays, et si le Prince que nous avons le droit de pleurer, débarrassés de tous intermédiaires, s'étaient, dès le début, plus connus et mieux compris.

LE DUC D'AUMALE

27 mai 1897.

A l'heure où la pierre tombale vient de se sceller pour l'éternité sur la noble dépouille du prince qui fut l'héritier des Condé, nous croyons pouvoir extraire textuellement de cahiers, tenus au jour le jour, certains souvenirs propres à mieux éclairer les traits du serviteur dévoué que la France vient de perdre, et qu'elle ne saurait assez regretter. Car, si M. le duc d'Aumale se montra toujours à hauteur de ses destinées, ce fut le pays, égaré par les politiciens, qui se priva des grands services que celui-ci pouvait lui rendre comme général ou comme citoyen, aux époques les plus critiques de cette fin de siècle.

Laissons parler le prince, en nous reportant d'abord aux temps troublés de 1872.

2 octobre 1872. — Le duc Decazes m'a apporté le billet suivant :

« Faubourg Saint-Honoré, 129.

« Mon cher comte, je serai charmé de vous voir à Chantilly demain matin, à 11 heures.

« Votre affectionné,

« H. D'ORLÉANS. »

3 octobre 1872. — Après le déjeuner, MM. Bocher et Estancelin restent au salon, avec le duc de Guise. Le prince m'amène dans son cabinet, où nous demeurons seuls, durant presque deux heures. Nous parlons politique.

J'expose que les princes d'Orléans, dont la conduite a été aussi loyale que mal comprise par le pays, égaré à dessein, peuvent encore beaucoup pour la France. D'ici quinze jours (plus tard serait trop tard), un manifeste signé par le duc, par Mgr le prince de Joinville et Mgr le comte de Paris, disant que les princes rentrent dans la vie privée et se rallient formellement au régime républicain, doit fonder la République *conservatrice* et leur réserve dans l'avenir un rôle utile à leur pays. Toute fusion ou essai de fusion, toute conspiration calculée ou inconsciente, ce serait, vu le désarroi de l'opinion et en face d'un ennemi qui n'a pas désarmé, la perte de la France.

Mgr le duc d'Aumale me répond « qu'il a

tout fait pour la fusion, au succès de laquelle il ajoutait, d'ailleurs, peu de foi ; que les d'Orléans ne sont plus liés au comte de Chambord par aucun engagement; qu'ils sont absolument libres.

Quant à lui, il n'a plus aucune illusion sur les sentiments de M. Thiers à leur égard. Ce dernier ne lui a-t-il pas fait dire : « Que le duc d'Aumale en fasse son profit : quand on est au pouvoir, il faut savoir y rester. » M. Thiers veut la présidence à vie, et il nous considère comme ses plus mortels embarras.

« Vous êtes, continua-t-il, le premier à m'avoir dit la vérité. Je pense comme vous. J'ai voulu faire ce manifeste au mois d'août dernier. Je n'ai aucune répugnance à tenir ce langage. Le résultat de mes observations, c'est que le pays veut la République. On ne remontera pas le courant ; il faut l'endiguer. Nous n'avons jamais été des conspirateurs. J'eusse pu arriver au pouvoir le jour où M. Thiers a donné sa démission. Ce n'est pas à nous à porter la main sur le pouvoir. Si le ciel appelle encore les d'Orléans au service de leur pays, il nous trouvera prêts aussi bien sous la République. Je vais réfléchir : d'ici peu de temps, dirai ma résolution. »

retien roule ensuite sur le maréchal

Bazaine. « M. Thiers veut m'infliger la corvée de présider le conseil de guerre. Il me serait dur de juger mon ancien camarade. C'est à l'amiral Trébouart ou à l'amiral Rigaud de Genouilly que cette fonction incombe de droit. Si pourtant j'y suis forcé, je saurai faire mon devoir. »

Il m'interroge longuement sur le rôle du maréchal au Mexique. Je rétablis la vérité des faits sur plusieurs points où l'ancien commandant en chef a été calomnié. Après l'entretien, il me fait les honneurs du palais, de la galerie des batailles de Condé, et, en me les indiquant, il commente toutes ces grandes campagnes du Rhin et du Nord avec une érudition que rend plus vibrante encore son accent patriotique. « Il y avait des généraux, alors ! » s'écrie-t-il. Puis il me désigne le drapeau blanc et bleu peint sur la porte du fond. « Je l'ai montré au duc de Bisaccia, dit-il. Voilà l'aîné du drapeau blanc! Et leur sortie du drapeau blanc a été absurde. »

Quatorze années se sont écoulées, — 22 juin 1886. — Le Sénat a commencé, hier, la discussion de la loi de proscription votée par la Chambre des députés. Le vote final doit avoir lieu aujourd'hui. On conserve encore l'espoir qu'il sera favorable au rejet, vigoureusement

soutenu par la majorité de la commission sénatoriale et par son rapporteur, M. Bérenger.

Mgr le duc d'Aumale, se souvenant, que sous l'Empire j'ai pris la parole, au Corps législatif, avec mon collègue, M. Estancelin, pour l'abrogation de cette inique loi d'exception qui les frappait, me prie d'assister à la séance et de lui rapporter d'urgence le résultat du vote.

En sortant du palais du Luxembourg, je me rends en hâte rue de l'Élysée, ou le duc m'attend dans son petit hôtel. Son aide de camp, M. de Chazelle, m'introduit dans le cabinet du prince, situé au premier étage.

Le duc est debout : « Eh bien ? — Triste nouvelle, Monseigneur. L'article premier, interdisant le territoire français aux chefs des familles ayant régné en France et à leurs héritiers directs a été voté par 137 voix contre 122. — Et l'article 4 ? — Le texte primitif a été maintenu. Les membres des familles ayant régné en France ne pourront entrer dans les armées de terre et de mer, ni exercer aucune fonction publique. Il a été voté comme l'ensemble de la loi par 141 voix contre 107. »

Le prince s'est redressé, superbe. « Les fonctions, que m'importe ! Mais mon épée, je la garde. C'est l'histoire qui me l'a donnée et qui la laissera intacte. Car elle n'a jamais été

tirée au clair qu'au grand jour, face à l'ennemi. Nous ne sommes pas des oiseaux de nuit, nous ! »

Après un silence douloureux, arpentant son cabinet, il reprit brusquement : « Et les généraux d'Afrique, ont-ils parlé? » Comme je me taisais : « — Ont-ils voté, du moins ? — Monseigneur, le vote a eu lieu au scrutin secret. Cinq généraux se sont abstenus à l'appel de leurs noms, que voici. — Non, merci, je ne les saurai que trop tôt. ».

Le prince se rassit face à son bureau et, quand il me tendit la main, une larme tombait sur le papier.

La campagne boulangiste battait son plein. Floquet, mon ancien camarade de Saint-Louis, comme Rochefort, était alors ministre de l'Intérieur. Je lui savais l'âme haute, une fois livré à lui-même. Mon cahier de souvenirs sous le bras, je frappai à la porte de son cabinet et je lui fis lire ce qui est reproduit plus haut. Quand je me retirai, j'emportai de lui la promesse formelle qu'il allait préparer le décret d'abrogation de la mesure d'exil en faveur du duc d'Aumale.

A ma sortie de la place Beauveau, à hauteur du boulevard des Capucines, je rencontrai précisément M. Aug. Laugel, à qui je fis



part de la promesse reçue. La chute du ministère ajourna l'appel du prince sur le sol français. On sait le reste.

C'est la France qui aurait dû mener le deuil du grand serviteur qu'elle a perdu. La République a eu cette rare et bonne fortune de pouvoir appeler à la présider un vrai capitaine, un libéral, un grand seigneur dont les alliances en Europe avaient leur poids, dont la puissante fortune en faisait un généreux et éclairé Mécène des lettres et des arts, dont la parole était droite comme son épée. Elle l'a méconnu, trompée par les calculs égoïstes des jouisseurs politiciens. Dieu veuille qu'elle retrouve son pareil ! elle en aura besoin.

Mais qu'importe tout cela, en l'an de grâce 1897, où les Français acceptent, sans sourciller, l'aumône monnayée du vainqueur qui a su nous imposer son excessive courtoisie !

ANNE DE KERLAZ

Le vent d'ouest souffle en tempête. Pas une étoile au ciel. La lumière verdâtre du phare qui se dresse au haut du roc, face à l'île d'Ouessant, parvient seule à percer de temps à autre le brouillard que l'ouragan rejette sur la côte. Les grandes lames de l'Océan accourent sans trêve du large, blanches d'écume, et se brisent dans un fracas infernal, au fur et à mesure qu'elles montent à l'assaut de la falaise granitique que couronne la vieille et gothique abbaye de Saint-Mathieu, sentinelle avancée du continent sur la Manche et sur l'Océan.

Dans l'ombre, muets et immobiles, fouettés par le grain, transis sous les embruns de vagues rebondissantes, veillent deux guetteurs: Soudain, un large éclair, trouant la nuée, illumine leurs rudes visages et laisse entrevoir, à l'entrée de la passe du Conquet, un brick à

demi démâté, pavillon tricolore à la corne, fuyant devant la tourmente. C'est un transport de Bleus qui, sortis du goulet, essaient de débarquer sur la plage plus abritée des « Blancs-Sablons ». Ce sont les Bleus qui sont expédiés de Brest pour prendre à revers les rassemblements de Bretons restés fidèles au roi et déjà cernés sur terre par les milices [illegible]es du district, que dirige Jean Bon-Saint-André, le commissaire du Salut public, récemment délégué de Paris.

Les deux guetteurs se sont levés du même coup. Ils se sont saisis de deux fanaux d'ordonnance tout allumés et dissimulés sous les ajoncs, l'un rouge et l'autre vert, de ceux qui servent à marquer la position des navires à l'ancre. Puis ils les fixent aux deux bouts d'une longue perche qu'ils élèvent et balancent méthodiquement, en imitant le mouvement du tangage. Trompé par le stratagème, le brick laisse arriver sur les feux qu'il croit ceux d'un bâtiment au mouillage : il approche ; on distingue déjà partie de l'équipage grimpant dans les haubans pour serrer la toile. Tout à coup, un sourd craquement sur les récifs ; un long cri de désespoir, puis plus rien ! La mer avait accompli son œuvre. Un cri de mouette monte dans les airs ; un cri de hibou lui ré-

pondit du haut du clocher. Aussitôt, les guetteurs disparurent sous les obscurs arceaux de l'antique église, et tout rentra dans le silence rythmé de la rafale.

*
* *

Un [illegible] avant l'aube, les airs et le flot s'étaient assoupis. La lune, nacrant d'argent les flaques d'eau laissées derrière elle par la marée descendante, s'éteignait à l'horizon. Du pied de la falaise, s'éleva une voix chaude et sonore entonnant, dans le dialecte de Cornouaille, par strophes coupées, la chanson des Bleus (*Ar re c'hlaz*), le cri de guerre de l'époque (1) :

« J'entends les chiens qui hurlent ! Voilà les Bleus ! Fuyons vers les bois ; chassons devant nous ce que nous aimons.

« Ils ont ravagé les belles vallées de la Basse-Bretagne, jadis si vertes, où l'on n'entend plus la voix de l'homme et des troupeaux.

« Ils ont volé les vases sacrés, détruit nos ossuaires et dispersé les reliques !

« Notre croix sainte, ô mon Dieu, a été abattue partout, et la croix de la bascule (guillotine) dressée à sa place.

« Nos prêtres, qui ont pu s'enfuir, se cachent

(1) Extrait de *Barzaz Breiz* de M. de Villemarqué.

dans les forêts où ils disent la messe, la nuit, parmi les rochers, le jour, sur mer, en bateau.

« Nobles et hommes d'Église, hommes des champs, au front haut, tous les Bretons sont persécutés parce qu'ils sont chrétiens.

« Frappe fort! Frappe à la tête! Frappe plus fort encore! Tu te reposeras demain. »

A peine le barde improvisé se fut-il tû, que que les vitraux de l'abbaye s'illuminèrent comme par enchantement. Le son des cloches monta dans l'espace embrumé, mariant sa voix grave aux chants funèbres qui pleuraient sous les voûtes du temple.

A travers son portail qui s'était ouvert à deux battants pour laisser passage aux fidèles dont le nombre allait grossissant, le spectacle, que présentaient la nef et le cloître qui la précédait, était aussi imprévu que touchant. Les murailles étaient nues comme l'autel dépouillé de tous ses ornements. Sur les flancs d'un cercueil, recouvert d'un large voile noir, sans autre insigne qu'un bouquet de bruyères sauvages, se tenaient droits six paysans, aux cheveux longs, vestes et culottes courtes, porteurs de torches de résine dont la flamme grésillante vacillait au gré du vent qui s'engouffrait dans l'enceinte. Au pied de l'autel, le recteur de la paroisse, tête blanchie par les années,

psalmodiait l'office des morts. L'assistance répétait sourdement les versets dans un recueillement profond. Nobles et vilains étaient confondus sans distance de rang, hommes d'un côté, femmes de l'autre.

On récitait les dernières prières sur les restes d'un jeune enseigne de vaisseau, le chevalier de Kerorven, de la corvette *le Ballon*, accusé d'avoir arboré à son bord la cocarde blanche, durant sa dernière croisière, et guillotiné, l'avant-veille, à Brest, 20 pluviôse 1793, sur la place du Champ-de-Bataille. Des amis dévoués avaient pu rapporter nuitamment, au Conquet, le corps mutilé de l'enfant du pays, tombé, le second dans le Finistère, victime du massacre révolutionnaire.

Tous priaient agenouillés. Seule, une jeune fille de noble stature, placée au premier rang, était restée debout, le regard obstinément attaché sur la modeste bière. Le visage pâle, les narines contractées, les yeux secs, l'allure fière, elle apparaissait de corps figée dans la douleur, d'esprit transportée dans la contemplation de l'au delà. C'était Mlle de Kerlaz, la plus riche orpheline du Treshir, naguère fiancée au malheureux supplicié.

Aux accents plaintifs du *Miserere*, les six porteurs de torches firent demi-tour, soulevè-



rent le cercueil d'un commun effort, et, sur les pas tremblants du vieux prêtre, se dirigèrent au fond du cloître, vers une fosse béante où l'on descendit la bière. Après le tassement de la dernière pelletée de terre, chacun défila silencieux, secouant sur la dépouille ensevelie un rameau de buis béni; puis le recteur, d'une voix entrecoupée, annonça que la triste cérémonie était terminée. Alors Anne, éclatant en un déchirant sanglot, se laissa tomber à genoux et s'écria douloureusement : « Personne pour le venger! »

Aussitôt, de la foule frémissante sortit un homme aux épaules athlétiques, vêtu du costume des équipages de la flotte, qui, brandissant au-dessus de sa tête un long poignard ayant forme de crucifix, s'arrêta aux pieds de la fosse : « Moi, Hervé Legludic, s'écria-t-il, enrôlé au service du roi, fils des vieux serviteurs de la famille Kerorven, je jure sur cette croix que leur fils sera vengé. » Du même coup il planta brusquement le poignard dans la terre humide de la sépulture et l'y laissa. Les cris de « Vive Legludic! Vive le Roi! » éclatèrent de toutes parts. Le jour était venu. Chapeaux ronds et capelines noires disparurent peu à peu dans la buée, à travers les chemins creux, et le cloître redevint désert.

*
* *

Anne de Kerlaz, suivie de ses femmes, avait reprit la route de son manoir. Par besoin de solitude, elle était descendue par la grève, pour regagner la côte du Treshir dont le clocher à jour se profilait à l'horizon du goulet. Brune, élancée, au nez aquilin, teint hâlé par le vent de mer, mais d'une beauté tendre et énergique à la fois, on voyait en elle une jeune fille de race qui avait grandi chastement, en pleine nature, au fond d'un vieux château, sous l'œil maternel d'une tante abbesse qui lui avait tenu lieu de famille.

Elle s'en allait fièrement, d'un pas décidé, pleine de poignants ressouvenirs. Elle revoyait ses douces années d'enfance écoulées dans le voisinage des Kerorven, disparus tour à tour. Elle songeait à la veillée où elle s'était promise au chevalier, puis à l'heure cruelle de la séparation où le jeune enseigne, monté sur les vaisseaux de Sa Majesté, lui avait envoyé, du haut de sa corvette, le dernier adieu. Par moments, elle se sentait presque défaillir à l'horrible nouvelle, entrée brutalement au manoir, que son fiancé, de retour à Brest, à peine débarqué, avait été arrêté et jeté à l'échafaud

sans qu'elle eût même le temps de courir à lui pour essayer de le défendre et recevoir son suprême regard.

Désormais en proie à d'invincibles colères contre les meurtriers, elle se dérobait à grands pas, l'oreille pleine du brisement de la lame et du cri de guerre de Legludic; résolue à se joindre aux bandes des blancs qui allaient tenir la campagne, la jeune fille était devenue subitement femme : elle ne pensait plus qu'à venger son amour martyr.

Au brusque détour d'une roche, elle s'arrêta soudain les yeux fixés devant elle. Au fond d'une anfractuosité de la grève, un corps était étendu sur le sable, enlacé de varech, encore à moitié baigné par le reflux. Elle s'en approcha après avoir appelé ses compagnes. Alors lui apparut, la tête ensanglantée, respirant à peine, un jeune officier des Bleus. Le visage d'Anne demeura impassible. Les femmes effrayées, restées à distance, se détournèrent du chemin, et la fiancée du chevalier reprit froidement sa marche en avant vers le manoir dont la vieille tourelle recouverte d'un lierre séculaire dominait la falaise.

*
* *

La chambre de la tourelle est haute et boi-

sée. Des poutres de chêne grossièrement équarries forment la voûte du plafond. Une vaste et unique fenêtre à petits vitraux, par où l'on découvre le large jusque vers la pointe du Raz, laisse entrer les premières lueurs du jour. Sous un énorme manteau de cheminée de granit, la flamme flambe à petit feu et éclaire le visage d'une religieuse aux traits ascétiques, assoupie, assise sur une scabeau. Sur un lit à baldaquin, protégé par de vieilles tapisseries du souffle du vent qui, montant par l'escalier de pierre, se lamente à travers les corridors, est étendu un blessé, la tête entourée d'un bandeau. C'est l'officier des Bleus rapporté par le flot, que Mlle de Kerlaz a fait recueillir après sa rentrée au logis. Cinq jours durant, le naufragé s'est débattu entre vie et mort. Grâce aux soins de l'abbesse qui veille encore à son chevet, il est presque rétabli. A cette heure, il repose encore : le calme réparateur a succédé aux visions troublantes où se confondaient les bruits de la tempête, l'effondrement du navire à la pointe Saint-Mathieu, la lutte désespérée contre la lame en fureur, enfin, la courte apparition d'une femme jeune étanchant le sang qui l'aveuglait.

L'aube s'est levée. La religieuse, réveillée par le frisson du matin, présente une

potion au convalescent qui a ouvert les yeux.

« Merci, ma sœur, je vais bien et me sens fort maintenant. Vous m'avez comblé de vos bontés, et je vous en remercie, comme un soldat, du fond du cœur. Je n'ai plus qu'une grâce à réclamer de vos bons offices, avant de partir où le devoir m'appelle. Veuillez demander aux maîtres de cette maison hospitalière à quelle heure je pourrai leur témoigner toute ma gratitude. »

L'abbesse s'inclina et sortit. Lorsque l'officier fut sur pied, elle rentra.

« Monsieur le capitaine, dit-elle d'un air grave, tout en égrénant son rosaire, Mlle Anne de Kerlaz, ma nièce et la maîtresse de céans, me charge de vous dire qu'elle accepte vos remerciements et que tout est disposé pour vous conduire là où vous ordonnerez. »

L'étranger avait compris; il salua avec une certaine fierté la religieuse raidie sous sa robe de bure.

Peu d'instants après, on entendit les chiens aboyer au bruit de la cloche suspendue à l'un des angles du portrail écussonné dont les battants se refermaient. La ferraille d'une carriole, roulant sec sur le roc, résonna en s'affaiblissant dans le lointain; puis tout redevint muet dans la campagne, aux alentours du manoir.

* * *

C'était en vendémiaire de la même année. Le ciel était pur. La lande aux genêts et aux ajoncs fleuris d'or, s'étendait solitaire et morne, bornée à l'ouest par les dunes de Lampaul, dominée au nord par la flèche irradiée de lumière de l'église de Ploudalmezeau. Au nord-ouest, à l'entrée de l'anse de Portsal, se dresse vaporeusement le haut donjon carré de Tremazan, au-dessus duquel tournoient les vols de goélands. Les « menhirs », espacés et muets comme des sentinelles dans le désert, coupent l'horizon de leurs arêtes granitiques. Nul autre bruit ne s'élève des profondeurs de la plaine, que les hennissements des chevaux sauvages au pacage, mis en éveil par les senteurs nocturnes des loups en chasse. Rien en vue, excepté, vers Ploudalmezeau, quelques fumées bleuâtres montant lentement dans les airs. C'était là le bivouac des Bleus qui venaient de reprendre les opérations contre les royalistes et les curés réfractaires. Au haut du clocher de la paroisse flottait le drapeau tricolore, signe de leur quartier général.

La lande, jusqu'alors assoupie sous les ardeurs d'un dernier soleil d'automne, s'emplit

peu à peu de bruissements d'abord confus. Les cimes des genêts commencèrent à trembloter, comme si la brise de mer se fût élevée subitement. Bientôt, à chaque coin de carrefour, derrière les calvaires découronnés de leurs christs de pierre primitifs, on vit apparaître, à la dérobée, des têtes chevelues de gars se glissant dans la broussaille.

C'étaient les Blancs en marche. Sortis mystérieusement des souterrains du château-fort de Tremazan, rendez-vous général de l'insurrection, ils allaient essayer de surprendre et d'envelopper les troupes conventionnelles expédiées de Brest au proche district de Lesneven. La tâche, d'ailleurs, s'annonçait rude. On savait l'ennemi en forces. Les espions, déguisés en racoleurs de volontaires pour l'armée républicaine, les avaient bien comptées. Un détachement de canonniers matelots, deux cents hommes de la garnison de Brest, et pareil nombre de miliciens nationaux, munis de quatre mille cartouches à balles délivrées par les magasins de la marine, le tout renforcé par une compagnie de dragons de la garde nationale, avaient reçu l'ordre d'en finir avec les rebelles du « vieux Léon », et de ne plus faire aucun quartier.

Les dragons entre autres n'avaient pas perdu

leur temps au bourg de Ploudalmezeau. La veille même, pendant que l'on chantait vêpres, ils avaient pénétré jusqu'au pied de l'autel; ils en avaient arraché les deux prêtres non assermentés, Gourmelon et Causeur, qui officiaient, et, sous une grêle de pierres, avaient dégaîné et sabré l'assistance affolée. La fermentation était à son comble chez la population. De leur côté, les Bleus se gardaient bien des paysans aux longues braies qui se promenaient en jouant du « bigniou » ou porteurs de « pen-bas » (gros gourdins), qui s'en allaient débitant sur le pouce des galettes de sarazin.

*
* *

Le jour tombait. L'Angélus tintait mélancoliquement à travers l'espace. Aux derniers sons, l'éclatement d'une fusillade nourrie déchira l'air de ses crépitements répétés. Faible au début, la riposte ne tarda pas à s'accélérer. A entendre les cris de détresse et les rumeurs triomphantes qui emplissaient la lande, il était certain que les deux partis se heurtaient corps à corps. A une certaine heure, à suivre de l'œil le nuage d'épaisse fumée qui gagnait du terrain vers le bourg où l'incendie venait d'apparaître fulgurant, on devinait que les Blancs

prenaient avantage sur les Bleus surpris. La nuit sombre avait tout enveloppé. L'Angélus changé en tocsin frappait furieusement à tous les échos. La lutte acharnée battait son plein ; mais, d'aucun côté, pas un fuyard. Chacun sentait qu'il fallait vaincre ou périr. Les rues de Ploudalmezeau étaient en feu. A la tête des gars, on apercevait à cheval, impassible, le pistolet au poing, le chapeau noir marqué d'une croix blanche, un garde-chasse à sa gauche, un prêtre à sa droite, crucifix en mains, on apercevait une femme donnant ses ordres à un groupe serré d'assaillants qui l'entouraient comme des gardes du corps. Et, chemin faisant, les gars frappaient fort, frappaient toujours, comme dans la ballade de Cornouaille.

Mais au son du tocsin qui n'a cessé de gronder, voici des renforts de garde nationale qui accourent de Lannilis au secours des troupes de la nation. La lutte recommence plus violente ; alors, la face du combat ne tarde pas à changer. Les Blancs, d'abord réduits à la défensive, se sentent bientôt pris à revers et d'écharpe par deux pièces de campagne. La déroute commence. Le bruit se propage que les munitions font disette et que les faux sont fatiguées de faucher. Les vainqueurs de la

première heure se voient forcés à la retraite. Les Bleus, qui ont repris une vigoureuse offensive, les poussent, sabres dans les reins, les délogent des mille replis de la lande et les acculent, épuisés en force comme en nombre, au château de Tremazan, leur dernier refuge.

Les quatre étages du donjon carré s'illuminent de poudre, et les quatre couleuvrines dont il est armé vomissent une grêle de mitraille. Mais la nuit est devenue si obscure que l'ennemi reste désormais invisible, défiant, dans un silence de mauvais augure, les coups mal ajustés. Peu à peu, le calme revient sur la lande, et les défenseurs du donjon n'entendent plus que le bruit des vagues déferlant sur les hautes assises du château-fort, bâti à pic du côté de la mer. L'agonie de la défense commençait.

*
* *

Depuis trois longs jours les Blancs sont bloqués par la famine. Toutes leurs sorties ont été repoussées par les Bleus solidement abrités derrière des monceaux de fascines, et par les salves des flûtes embossées hors la rade de Portsal. Le commissaire du district, préposé aux armées, a fait savoir depuis la veille aux

rebelles que s'ils veulent se soumettre et déposer leurs armes, vie sauve leurse ra octroyée, à condition que trois personnes choisies volontairement parmi les chefs de l'insurrection, seront envoyées au tribunal révolutionnaire de Brest, c'est-à-dire à l'échafaud.

La résistance a succombé, le drapeau parlementaire vient d'être hissé au sommet du donjon dont les portes se sont ouvertes. Les conventionnels prennent position autour du château et forment la haie, à travers laquelle défilent les vaincus, hâves, mornes et désarmés. Trois de leurs chefs, qui se sont désignés spontanément à la vindicte du vainqueur, attendent dans la salle basse du donjon la venue du commissaire national.

Les tambours battent aux champs. Le procureur-syndic, revêtu de l'écharpe aux trois couleurs, suivi de son greffier et d'un piquet de canonniers, accompagné du commissaire du district et du commandant des troupes, s'avance sur le pont-levis. Le cortège pénètre dans la grande salle où les trois prisonniers sont gardés à vue. Le public fait irruption sur les bas côtés.

L'interrogatoire sommaire commence. Le premier interrogé porte un costume de garde-chasse.

« Citoyen, vos nom, prénoms et profession ?

— Hervé Legludic, gabier à bord de la *Galatée*, au service seul du Roi, déserteur de la flotte républicaine, qui n'a qu'un regret, celui de ne pas vous avoir vu tous rôtir dans le dernier coup de chien ! »

Legludic est garrotté sur place.

Le second prévenu est un vénérable prêtre à cheveux blancs : il se nomme Jean Jezequel, natif et recteur non assermenté de la paroisse du Treshir. Le commandant, pris de compassion pour l'infortuné vieillard, rappelle au procureur-syndic, à haute voix, que la Convention accorde un pardon généreux à tout prêtre âgé de soixante-dix ans révolus. Le recteur se porte en avant et déclare, avec une fermeté dédaigneuse, qu'il n'a que soixante-neuf ans et onze mois, qu'il fera son devoir jusqu'au bout, et ne s'abaissera pas à un mensonge pour céder à un autre sa place de martyr pour la foi.

L'émotion du public redouble quand survient le tour d'interrogatoire du dernier chef des rebelles. C'est l'amazone au chapeau noir marqué d'une croix blanche, qu'elle porte aussi fièrement devant son juge que sous le feu de l'ennemi.



« Citoyenne, vos nom et prénoms?

— Anne de Kerlaz, dernière du nom, de famille noble par tous ses aïeux, châtelaine du manoir de Treshir, l'unique et véritable chef de l'insurrection contre les plus odieux des bourreaux! »

Après cette déclaration, dite d'un air glacial, l'intrépide jeune fille fixa hardiment son regard sur le commandant, qui avait failli tomber à la renverse en l'écoutant parler.

Le même soir, le donjon de Tremazan, bourré de fascines, était livré aux flammes, en châtiment de l'hospitalité accordée aux insurgés. A la lueur de son incendie, on embarquait les vaincus à bord des flûtes destinées à faire croisière en Manche contre les vaisseaux anglais, et les trois prisonniers, étroitement surveillés, prenaient la mer, à destination de Brest, sur une barque pontée, de réquisition, la *Diligente*, la même qui, six semaines auparavant, cruelle ironie du sort, emportait à la liberté les neuf députés girondins, traqués et fugitifs dans le Finistère, depuis Quimper jusqu'au bec d'Ambès.

* * *

La ville de Brest est en pleine terreur.

L'église Saint-Louis est transformée en temple de la Raison. Les fédérés logent dans la chapelle des Carmes. La chapelle de la marine est consacrée aux séances du tribunal révolutionnaire. Les équipages des vaisseaux sur rade et les ouvriers de l'arsenal sont les maîtres du port. Un canot d'honneur attend, au bord de la Penfeld, l'arrivée du bourreau, invité à dîner à bord du vaisseau-amiral. La « sainte guillotine », suivant le rapport lu à la Convention, est en permanence sur la place de la « Liberté » (Champ-de-Bataille). C'est jour de grande fête, 30 vendémiaire (21 octobre 1793). La nouvelle est arrivée, disent les affiches apposées rue de Siam, à la porte de la Société populaire, que Marie-Antoinette « a subi une justice trop tardive. » Les spectateurs sont partis en file de la Comédie, et réunis au pied de l'arbre de la Liberté, chantent la *Carmagnole*, « l'hymne chéri des vrais patriotes». Salve de vingt-trois coups de canon et illuminations, sont suivies d'un grand bal public où les tricoteuses et les matelots font « florès ».

A l'autre extrémité de la ville, au bout du cours d'Ajot, d'où se découvre la plus belle rade du monde, s'élève le château. Ses hautes tours crénelées se découpent sur le noir hori-

zon : l'aspect en est lugubre. Les « passez au large » des sentinelles, qui menacent de faire feu sur le passant inoffensif, indiquent suffisamment que c'est là la prison. Elle est en effet encombrée de parents, d'émigrés, de nobles et de paysans déclarés suspects, de prêtres réfractaires et de prisonniers anglais. La grande chambre qui donne sur la rade, longue de vingt-deux mètres sur onze de largeur, contient à elle seule cinquante-quatre détenus que l'accusateur public a déjà marqués au front. A droite du porche, défendu par une lourde grille de fer quadrillé, on entrevoit, à travers le premier vestibule, côté cour, un corps de garde : c'est la seule pièce encore éclairée. Sur une table bancale et huileuse, encombrée de verres pleins d'eau-de-vie, au milieu d'une buée épaisse, des gardes nationaux jouent aux cartes. Ils paraissent tous aussi gris que le guichetier, sauf un milicien à longue barbe, qui, tout en allumant sa pipe sur le seuil de la porte, semble observer et écouter tout ce qui se passe au dehors du poste. La ronde de nuit vient de rentrer avec ses falots. Profitant du brouhaha causé par les nouveaux venus, l'homme barbu a disparu, non sans avoir caché sous son vêtement une lanterne sourde.

*
* *

Juste au-dessus du corps de garde où le tumulte a grandi, se trouve la cellule n° 45, dont la cellule grillée prend jour sur la cour intérieure du château. Une jeune femme y est en prières, agenouillée dans l'obscurité sur la paille qui lui sert de lit. On a frappé un coup discret à sa porte. Elle se relève en sursaut, pendant que la porte s'ouvre et se referme sur un inconnu. Anne de Kerlaz et l'officier Bleu sont en présence et se sont vite reconnus ?

« Que me voulez-vous, Monsieur, s'écria la jeune fille avec indignation.

— Vous sauver, Mademoiselle, d'une mort horrible. Il n'y a pas une minute à perdre. Tout est préparé pour votre fuite en lieu sûr. Je vous ai dû la vie ; je viens m'acquitter de ma dette. »

Après une seconde d'hésitation, la prisonnière répondit avec une certaine émotion : « Ce que vous faites là, même au péril de votre honneur, est brave, Monsieur, et Dieu vous en tiendra compte. Mais je ne saurais rien accepter d'un ennemi juré de tout ce que j'aime et je vénère. Rien de commun n'est possible entre nous. D'ailleurs, je veux mourir !

— Mademoiselle, ne désespérez pas un honnête homme qui est bien résolu à vous faire le sacrifice de son existence. Ce serait vous blesser que de parler à pareille heure du sentiment profond que j'ai gardé à la châtelaine du Treshir.

— N'allez pas plus loin, s'écria Anne, l'interrompant. Je suis la fiancée et la veuve du chevalier de Kerorven, dont vous et les vôtres avez jeté la tête au bourreau ! Un fleuve de sang nous sépare à jamais ! »

L'officier Bleu se jeta aux genoux de Mlle de Kerlaz. faisant appel à tous les sentiments qui devaient la rattacher à la vie; il lui apprit que le fidèle Legludic, audacieusement évadé, l'attendait sur les glacis. Prières, supplications, rien n'y fit.

Au moment de se séparer, Anne laissa tomber ces mots : « A vous seul je pardonnerai, à une condition; la promesse que vous arracherez mon voisin de captivité, le malheureux recteur du Treshir, à l'abominable supplice. Vous lui porterez mon dernier vœu, celui d'être ensevelie par ses mains à l'abbaye de Saint-Mathieu, et de recevoir de ses lèvres la dernière prière.

— Je vous le jure, répliqua l'officier, les yeux mouillés de larmes. »

Au moment où il allait franchir la porte, Anne lui tendit la main sur laquelle il s'inclina avec un long respect, empreint de désespoir; puis elle lui jeta d'une voix presque défaillante cette dernière parole : « Je compte sur votre parole de soldat. »

*
* *

Le lendemain, dès le point du jour, la place du Champ-de-Bataille était envahie par la populace. Là où s'élève aujourd'hui un gracieux kiosque musical, se dressait l'échafaud dont les bois rouges se dissimulaient mal sous le brouillard. On avait annoncé, dès la veille, une belle fournée. Donzé Verteuil, le pourvoyeur de gibet, avait, en effet, bien fait les choses. La charrette qui gravissait péniblement la rue de la Rampe était comble.

Prignot, ancien notaire, de Kerléan père et fils, le canonnier Hippolyte et la citoyenne Galabert, le charpentier Levée et le tailleur Roussel ouvrirent la marche funèbre, sans lasser les appétits sanguinaires et les lazzis de l'ignoble foule, Après les trois abbés Habasque, Peton et Brannelec, apparut Anne de Kerlaz, accompagné de Bulot, prêtre assermenté, dont elle repoussait dédaigneusement les exhortations.

Les cris « à mort » redoublèrent au sein de la populace déjà ivre de sang.

Arrivée sur la plate-forme, la noble fille s'agenouilla et pria. Au moment où elle se relevait insensible aux clameurs, pour se tourner vers la bascule, elle entendit une voix mâle, partie du fond de la foule, qu'elle eut vite reconnue et qui lui criait : « L'ami est sauvé.» Anne remercia l'officier Bleu d'une lente inclinaison de tête en fermant les yeux avec un sourire ineffable ; puis, le front haut, elle se livra à l'exécuteur.

Aussitôt le couteau tombé, le corps d'Anne, « qu'on ne laissa pas refroidir », fut porté à l'amphithéâtre de dissection de l'hôpital de la marine.

Les dépouilles des deux fiancés, suppliciés sur la même place, restèrent ainsi séparées jusque dans la mort. Aussi lorsque le vent vient à gémir, la nuit, sur la grève de Saint-Mathieu, la légende du pays prétend que c'est l'âme plaintive d'Anne de Kerlaz qui plane sur le cloître de l'abbaye, aujourd'hui en ruines, où repose solitairement le corps du chevalier de Kerorven.

Petits Mémoires

PAR

LE Cte E. DE KÉRATRY



PARIS
PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR
28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

—

1899



IMP. CH. LÉPICE, 8-10, RUE DES CÔTES, MAISONS-LAFFITTE